TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 542 — MARDI 9 MARS 1982

APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ

M. Patasse s'est réfugié à l'ambassade de France à Bangui

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 23 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 45 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 l. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 23 f. ; Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Telex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les États-Unis le Mexique et l'Amérique centrale

Alors que les élections au Guatemala ont connu le dimanche 7 mars un taux de participation qui a surpris les observateurs, l'approche de la consultation pour désigner une Assemblée constituante au Salvador, le 28 mars, fait croître la tension dans l'isthme centre-américain et, partant, dans tout l'hémisphère. La guérilla lancera-t-elle ces prochains jours une nouvelle offensive pour en empêcher la tenue ? L'extrême droite, dirigée par un terroriste notoire, parviendra-t-elle à évincer la démocratie chrétienne comme partenaire des militaires au sein de la junte de gouvernement ? Quelle serait la réaction des Etats-Unis à l'un ou l'autre de ces événements ?

Le conflit civil au Salvador revêt évidemment deux aspects indissociables. Nul ne peut sérieusement nier qu'il ait pour origine unique la misère — puis la répression par laquelle un régime brutal et corrompu a tenté d'arrêter le mécontentement qu'elle provoquait. Mais personne ne peut davantage affecter de considérer que l'éventualité de l'installation aux portes des Etats-Unis d'un nouveau régime marxiste, en cas de victoire des insurgés salvadoriens, puisse laisser sans réaction le géant américain.

Les seules politiques qui vaillent doivent donc prendre en considération ces deux aspects du problème. Et c'est en ce sens que le dialogue qui s'instaure, difficilement, entre Mexico et Washington sur l'avenir de l'Amérique centrale est de grande importance.

Pour heurtés que soient souvent les contacts entre MM. Haig et Casteñeda, responsables respectivement des diplomaties américaine et mexicaine, ils témoignent de l'existence d'une communauté d'intérêts : le Mexique n'a-t-il pas autant à craindre que les Etats-Unis d'une incoercible propagation de la révolution dans la région ?

Chacun des deux partenaires peut contribuer à empêcher une évolution catastrophique. Le plan pour le « bassin des Caraïbes » annoncé le 24 février devant l'Organisation des Etats américains par M. Reagan ne peut être tenu pour simple camouflage d'une aide militaire.

Le Mexique, de son côté, est le seul pays de la région susceptible d'être entendu aussi bien à Cuba ou au Nicaragua qu'à Washington. Sa dignité nouvelle de puissance pétrolière lui donne désormais les moyens de sa politique. Le président Lopez Portillo est allé, le 23 février, au Nicaragua pour lancer une solennelle adjuration à toutes les parties en présence : son appel à la modération de l'effort militaire dans la région s'adressait aussi aux dirigeants sandinistes. Quant au plaidoyer pour une reprise du dialogue amorcé l'an dernier à Mexico entre Cuba et les Etats-Unis, il suppose, pour aboutir, que M. Fidel Castro y soit lui-même disposé. M. Lopez Portillo s'est en tout cas, offert comme médiateur dans toute cette affaire. Son attitude ne peut évidemment qu'être encouragée par le gouvernement de M. Mitterrand.

Mais le destin de l'Amérique centrale et des Caraïbes ne peut être dissocié de l'état des rapports Est-Ouest — même si l'opinion publique américaine, par crainte d'un nouveau Vietnam, tend à s'en désintéresser. La modération dans les comportements internationaux ne saurait être le fait d'un seul des Deux Grands : à l'heure du « village planétaire », l'Afghanistan n'est pas si loin du Salvador.

(Lire nos informations page 3.)

Un recul du pouvoir d'achat est accepté par le syndicat ouest-allemand de la métallurgie

Pour la première fois, en Allemagne fédérale, les syndicats viennent d'accepter une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs. En Rhénanie du Nord-Westphalie, la puissante confédération I.G. Metall s'est prononcée pour une augmentation annuelle des salaires de 4,2 %, alors que les experts s'attendent à une hausse des prix de 5 %.

Cet accord-pilote, sur lequel vont s'aligner les autres régions de la R.F.A., traduit le souci des syndicats de consentir à des sacrifices, compte tenu de la récession et de la montée du chômage (1,9 million de personnes sans emploi fin février). Il fait prévaloir la préservation des postes de travail sur le maintien du pouvoir d'achat, et est à rapprocher du pacte conclu par les ouvriers américains de Ford, qui portait sur un gel des salaires, en contrepartie de la non-fermeture d'usines.

Face à la situation française, où de tels contrats sont exceptionnels, l'accord ouest-allemand ne peut en tout cas que renforcer la compétitivité des firmes d'outre-Rhin.

De notre correspondant

Bonn. — Les négociations salariales dans la métallurgie ouest-allemande ont abouti beaucoup plus rapidement et de façon bien plus satisfaisante qu'on ne s'y attendait en général. Pour la première fois, les représentants syndicaux ont, dans une certaine mesure au moins, abandonné le principe selon lequel le pouvoir d'achat des travailleurs devrait être maintenu à tout prix.

Les négociations touchant la Rhénanie-du-Nord - Westphalie ont joué le rôle décisif. A la fin de la semaine dernière, les représentants du syndicat I.G. Metall et des organisations d'employeurs se sont mis d'accord sur une augmentation des salaires de 4,2 % à partir du 1er février.

L'issue de cette confrontation était attendue par l'ensemble des trois millions sept cent mille travailleurs de l'industrie métallurgique. Il n'est pas douteux, en effet, que les autres régions vont s'aligner sur l'accord-pilote conclu à Krefeld.

Il y a quelques semaines encore, les négociations paraissaient pourtant très mal engagées. Il est vrai que certains rites sont établis : employeurs et syndicalistes adoptent au départ des positions apparemment incompatibles. Pendant les premiers mois de l'année, on assiste alors à des ruptures qui prétendent être définitives et à des grèves d'avertissement qui sont illégales. En fin de compte, un accord intervient toujours.

Cette fois cependant, la mise en scène traditionnelle a connu des innovations. Il a fallu faire appel à un arbitre indépendant pour en finir avec l'affrontement entre patrons et syndicats. Cette solution n'est adoptée que dans des cas tout à fait exceptionnels, car elle remet en cause le principe de l'« *autonomie tarifaire* », selon lequel organisations ouvrière et patronale doivent régler leurs conflits sans aucune intervention extérieure.

Aussi est-on généralement surpris que l'arbitrage de Krefeld ait abouti de façon tellement rapide. Durant la dernière phase, la question était de savoir si le taux d'augmentation des salaires comporterait « *un 3 ou un 4 devant la virgule* ». Ce sont finalement les employeurs qui ont cédé un peu de terrain. Ils n'ont pas jugé utile de prolonger l'affrontement pour une différence qui ne portait plus que sur 0,3 %. Mais si les négociateurs syndicaux ont ainsi sauvé la face, ils ont, en réalité, fait des concessions au moins aussi substantielles que celles des employeurs. Tous les experts sont en effet d'accord pour estimer que la hausse des prix cette année sera de 5 %.

En acceptant une hausse des salaires limitée à 4,2 %, le syndicat de la métallurgie admet donc que, dans la crise actuelle, il n'est plus possible pour les travailleurs d'éviter quelques sacrifices. Même si l'accord actuel n'affecte le niveau de vie des ouvriers que d'une façon encore assez légère, il paraît amorcer une phase nouvelle de la stratégie syndicale, en faisant prévaloir la préservation des postes de travail sur le maintien du pouvoir d'achat des ouvriers.

JEAN WETZ.

L'« affaire Leclerc » provoque une crise dans l'état-major de la police judiciaire

M. Le Mouël demande à être relevé de ses fonctions

Les remous provoqués à la police judiciaire de Paris par l'« affaire Leclerc » se sont aggravés, lundi matin 8 mars.

Le commissaire Marcel Leclerc, chef de la brigade criminelle à la préfecture de police, a fait savoir qu'il refusait — comme son statut l'y autorise — d'être nommé à Marseille pour y diriger le service régional de la police judiciaire. Son supérieur hiérarchique direct, M. François Le Mouël, solidaire de M. Leclerc, a annoncé, de son côté, qu'il souhaitait être relevé de ses fonctions actuelles de directeur de la P.J. à Paris.

Au cours de l'émission « Le grand jury R.T.L.-*le Monde* », dimanche 7 février, le ministre de l'intérieur, M. Gaston Defferre, avait longuement évoqué l'affaire Leclerc. Il avait aussi affirmé qu'on ne pouvait, selon lui, parler de « *malaise* » dans la police : « *Il n'y a pas de malaise dans la police* », avait-il déclaré. La tournure prise par l'affaire Leclerc montre que cet optimisme était excessif.

M. Leclerc et M. Le Mouël, sont deux des policiers les plus prestigieux de la P.J. Il semble, en l'occurrence, que la solidarité maison ait passé avant toute autre considération, solidarité face à une méthode de gouvernement dont les policiers parisiens n'ont pas l'habitude et qui consiste à ne pas considérer comme une brimade le fait d'être affecté en province, surtout quand il s'agit de... Marseille.

L'affaire a éclaté à la fin du mois de février, lorsque le ministre a proposé à M. Leclerc de le nommer à la direction du service régional de la police judiciaire de Marseille, mutation qui devait être assortie de la nomination du commissaire divisionnaire au grade de contrôleur général de la police nationale.

A cette occasion, M. François Le Mouël, directeur de la P.J., aurait même menacé le ministère de l'intérieur de démissionner de ses fonctions actuelles, si la décision de muter M. Leclerc était maintenue (*le Monde* du 2 mars).

En fait, l'ancien statut dont bénéficient les commissaires de police de la ville de Paris autorise ceux-ci à refuser, s'ils le souhaitent, toute mutation — à moins qu'elle ne vienne sanctionner une faute professionnelle — hors de la circonscription parisienne.

C'est donc fort de son bon droit que M. Leclerc avait une première fois, au terme d'un entretien en tête-à-tête avec M. Defferre, fait part à ce dernier de son refus.

Vendredi 5 mars, lors de l'enregistrement de l'émission « Le grand jury-R.T.L.-*le Monde* » diffusée le dimanche 7 mars, le ministre de l'intérieur avait accepté de « faire le point » sur l'affaire Leclerc.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

CRIME

Grâce à la célérité de la justice, deux dangereux malfaiteurs seront bientôt jugés par la cour d'assises du Doubs. A peine leur ignoble forfait accompli, cet homme et cette femme ont été repérés, interpellés, interrogés, inculpés et opportunément désignés à la vindicte des braves gens.

Les assises devront châtier comme il le mérite le crime de ce père et de cette mère d'une jeune fille de vingt ans. Ne prétendaient-ils pas la sauver des autres et d'elle-même ?

On tremble à l'idée que ces dangereux individus, en attendant leur procès, sont encore en liberté.

BRUNO FRAPPAT.

POINT

Le jour des femmes

Il faut mettre fin au « gaspillage des potentialités » que représente, pour la société française, le sort des femmes, ces marginales majoritaires. Tel était le credo féministe de M. François Mitterrand exprimé entre les deux tours de l'élection présidentielle devant les militants de l'association Choisir. Tel est le sens des mesures qu'il annonce.

Son prédécesseur à l'Elysée avait fait de l'amélioration de ce qu'il appelait la « condition féminine » l'un des succès essentiels de son septennat.

L'une des victoires historiques du féminisme en France aura été de contraindre le pouvoir — de droite ou de gauche — à avoir un discours — et parfois une action — dans ce domaine si longtemps second. Succès ou récupération ?

Lorsque le féminisme a émergé en France au début des années 70, il est apparu d'abord comme un sous-produit du féminisme américain né dans la contestation des années 60. Il a suscité d'emblée dans notre pays le ricanement des hommes et l'hostilité des femmes qui, dans des organisations souvent anciennes, menaient un combat discret et souvent conformiste pour l'égalité. Peu à peu, pourtant, les thèmes lancés par le féminisme — libre disposition de son corps, autonomie financière, dignité de l'image de la femme — ont fait leur chemin.

La plupart de ces idées — comme il en va d'ordinaire des thèses des avant-gardes — ont été parfois reprises par les autorités, qui en ont amoindri le caractère provocateur, parfois court-circuitées par des mesures satisfaisant certaines revendications, ou bien encore « détournées » par la publicité et des médias dans un but commercial.

La création d'un ministère spécifique, l'Année de la femme décrétée par l'ONU en 1975, puis la Décennie de la femme, la Journée des femmes, enfin, auront été les grandes étapes de cette récupération par les institutions.

Les manifestations officielles qui marquent la première célébration par la France de cette Journée des femmes, devenue, en U.R.S.S. notamment, depuis longtemps, un jour férié, peuvent faire frémir certaines militantes qui verront, par exemple, dans la promotion spéciale de la Légion d'honneur, un « cadeau » ambigu. Mais la variété des initiatives prises de tous côtés par les syndicats, les associations, les groupes divers montre que la France de gauche se fait aujourd'hui une certaine idée de la femme.

(Lire page 2 : « Idées » sur le 8 mars et nos informations, page 12.)

Les politiques sociales du patronat

I. — LA QUÊTE DU GRAAL

par DOMINIQUE POUCHIN

« *Pire qu'en 36 !...* » Et un long frisson de courir les échines d'ouailles inquiètes. Tremblez patrons, grands et petits, voilà que se réveille le spectre de la « sociale ». Que reviennent, écornées et jaunies, les saintes images des grands soirs au poing levé, l'écho assourdi de l'Inter sur les boulevards, le rouge au fronton des usines...

« *Pire qu'en 36 !...* » A l'heure des adieux, M. François Ceyrac n'a pas fait le détail. Au diable les nuances quand le péril est là ! Les Français ont-ils donc la mémoire si courte, ou un penchant pervers pour le mauvais rétro ? Epousseter aujourd'hui ce fantôme du Front popu, si sagement remisé dans les derniers chapitres du Mallet-Isaac, pieux souvenir pour « expos baladeuses » des maisons de la culture et vestibules des mairies de gauche... Un 1936 qui joue les phénix, folle chimère, quand l'Angleterre se plie dignement aux purges d'une dame de fer, quand l'Amérique sacrifie les générosités de l'Etat aux bonnes et froides recettes des économistes de l'offre, quand le Japon, terre bénie du consensus, ratisse tous les marchés, grâce à l'abnégation de ses ouvriers...

« *Pire qu'en 36 !...* » Est-ce donc déjà, à l'aube d'un changement cocoricoté, la « grand-peur » du patronat ? Les fantômes, pourtant, ne semblent guère hanter les murs du C.N.P.F. Et les spectres réveillés par un François Ceyrac libéré de son mandat ne paraissent guère taquiner les nuits de son bras droit d'hier, M. Yvon Chotard, encore maître ès social de la centrale patronale : « *Je vois d'abord beaucoup d'attente et un grand calme* », nous confie-t-il alors qu'essaiment les premières escarmouches autour des trente-neuf heures. « *Un calme naturel quand on craint pour l'emploi, mais renforcé aussi par la volonté des syndicats, qui manifestent ainsi une réelle maturité...* »

« *Faut-il se pincer pour se faire peur ?* », plaisantent même, en coulisses, certains de ses collaborateurs. Non que la situation porte à l'insouciance, et moins encore à la désinvolture, mais un simple constat s'impose, qui détermine sur le terrain le comportement de bien des patrons : « *Le 10 mai*, explique-t-on volontiers avenue Pierre-Ier de Serbie, *n'a pas constitué une véritable rupture. Il ne résulte d'aucune fièvre sociale et n'en a pas davantage suscité. Les trois dernières années ont vu les conflits du travail décroître et l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas marqué de reprise. La C.G.T., bien sûr, a fait un peu de forcing dans les nationalisables pour placer des pions, mais rien n'est vraiment venu détériorer le climat...* »

(Lire la suite page 45.)

PROJETS POUR L'INSTITUT DU MONDE ARABE

Le cube et le croissant

C'est à l'angle du quai Saint-Bernard et de la rue des Fossés-Saint-Bernard, dans le cinquième arrondissement de Paris, que doit finalement être construit l'Institut du monde arabe par l'architecte Jean Nouvel. Sept projets étaient en concours.

Les sept projets commandés pour l'Institut du monde arabe sont exposés à l'Institut français d'architecture. Disons tout de suite que l'on ne peut que se réjouir qu'il y ait enfin, à Paris, un lieu où l'on puisse montrer régulièrement des plans et des maquettes, apprendre et donner à voir ce qui est le plus redoutable et le plus difficile de tous les arts et de toutes les formes d'expression.

Disons aussi que ce concours aurait pu être plus ouvert en ce qui concerne les architectes, plus transparent à l'égard des habitants du quartier, des riverains de la Seine, qui sont au premier chef concernés par l'opération.

Mais reconnaissons que, compte tenu des délais, l'opération a été fort bien menée et que les sept projets sont aussi remarquables par leur qualité que par la diversité et la conviction des solutions qu'ils proposent. Le jury s'en est félicité qui retint d'abord quatre projets, puis trois : ceux d'Henri Ciriani, d'Edith Girard et de l'équipe Jean Nouvel-Architecture studio. C'est ce dernier projet qui a été choisi par le conseil d'administration de l'Institut, avec l'accord de l'Elysée, du Quai d'Orsay et de la rue de Valois.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 20.)

Le Monde

idées

FEMMES

Ce lundi 8 mars est consacré à la Journée internationale des femmes : jour de fête, jour de lutte pour Denise Breton, qui en rappelle l'origine déjà lointaine. Journée qui trouvera un écho officiel tout nouveau, *quitte à ce que* deux femmes journalistes, Minou Azoulaï et Martine Storti, se demandent s'il ne vaudrait pas en faire un peu moins ce jour-là et un peu plus le reste du temps. Mais le féminisme n'est-il pas moribond ? se demande Marie-Thérèse Picard tandis qu'Annie Goldmann croit le moment venu pour les femmes de prendre la relève des qualités humanistes que l'arrivisme pousse trop souvent les hommes à laisser de côté.

Jour de fête, jour de lutte

par DENISE BRETON (*)

POUR ou contre la Journée internationale des femmes ? Pour ou contre sa célébration nationale ?

La polémique engagée a pu passionner ceux et celles qui découvrent aujourd'hui une journée vieille maintenant de soixante-douze ans. Elle ne pouvait qu'amuser ceux et celles qui la célèbrent très régulièrement dans l'esprit qui présida à sa *naissance. Ce siècle terminait* sa première décennie quand une des plus grandes figures du féminisme, Clara Zetkin, en qui Aragon voit *« la femme de demain... la femme d'aujourd'hui. L'égale »*, proposa, à Copenhague, à ses collègues socialistes de tous les pays d'organiser tous les ans une journée des femmes à caractère international. Il s'agissait, en premier lieu, d'attirer l'at*tention de l'opinion publique*, d'obtenir son assentiment en faveur du droit de vote des femmes jusqu'alors refusé.

La date retenue, le 8 mars, exaltait les luttes *féminines*, puisqu'elle fut choisie en corrélation avec la manifestation des ouvrières américaines qui, le 8 mars 1857, défilèrent dans les rues de New-York. Elles réclamaient la diminution du temps de travail, des ateliers propres et sains, l'égalité des salaires (déjà) avec les ouvriers, employés comme elles dans l'habillement.

Dès 1911, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, au Danemark, plus d'un million de femmes répondirent à l'appel de Copenhague. Rien qu'à Berlin, quarante-deux meetings rassemblèrent de quarante mille à cinquante mille personnes.

Cinquante années plus tard, à Gennevilliers, réunies à l'appel de l'Union des femmes françaises, quarante mille femmes, la haine de la guerre au cœur (de la guerre qu'elles viennent de subir, de la guerre froide qui sévit) clamaient leur volonté de paix, leur espoir d'un monde sans armes.

Elles étaient, ces participantes, de tous âges, d'opinions, de croyances, de milieux divers, cependant, comme Clara Zetkin, *« elles s'élevaient contre les massacres et appelaient à lutter avec plus de vigueur pour le maintien de la paix »*.

Tradition de lutte pour obtenir une vie de qualité, les droits, le désarmement, la liberté des peuples, la Journée des femmes jalonne la vie de l'U.F.F. *Elle marque* un temps fort de son activité nationale et également de son expression de solidarité internationale.

Depuis le 8 mars 1946, qui vit ses *premiers pas dans la célébration* à chaque printemps, des centaines de milliers de messages ont transité par l'U.F.F. sur tous les continents.

A l'adresse des femmes allemandes, avant que les chefs de gouvernement ne parlent de réconciliation. A l'adresse des femmes d'Indochine, puis du Vietnam, de l'Algérie, pour lesquelles, médicaments, vivres, jouets, tricots, matériels scolaires collectés emplirent les bureaux avant les bateaux.

A l'adresse de toutes les femmes qui sollicitaient et sollicitent encore son appui contre l'arbitraire, la torture, la prison, qui lui lancent un S.O.S. devant les catastrophes naturelles ou la disette.

L'Union des femmes françaises se place en dehors de la polémique ac*tuelle* puisqu'elle célèbre la Journée internationale des femmes depuis trente-six ans. On l'oublie trop souvent. Comme ce fut le cas, le 8 mars 1980, où l'écho de quinze mille personnes rassemblées à la porte de Pantin, pour « Un jour de fête au féminin présent » mourut sur le mur du silence érigé par les chaînes de télévision et les radios nationales.

Aujourd'hui, l'oubli n'est plus de mise. La Journée internationale des femmes sort de la clandestinité. La plus haute autorité du pays en reconnaît l'impact. Tant à l'Elysée qu'au gouvernement, on la marquera.

Nous avons fait part à M. le président de la République de notre satisfaction, et lui avons exprimé notre espoir de voir prendre à cette occasion les dispositions ministérielles ou parlementaires qui tendraient à parfaire l'égalité entre les sexes, à hâter l'intégration des femmes dans la vie de la nation.

A cet effet, l'U.F.F. définit quatre priorités :

— Respect du droit au travail des femmes, à la formation et à la promotion professionnelles.

— Vote d'une loi antisexiste susceptible de décourager les agressions à l'encontre des femmes.

— *Suppression des articles discriminatoires* dans le code à l'égard de l'épouse et de la mère.

— Pour les agricultrices, obtention de mesures sociales liées à la reconnaissance de leur rôle dans l'exploitation.

Jour de lutte, la tradition demeure.

Des milliers de femmes venues de Corse, du Nord, de Lorraine, de Bretagne, du Bordelais, de la région parisienne, se sont donné rendez-vous à Paris ce lundi. Qu'elles exercent une profession ou demeurent au foyer par choix ou contrainte, toutes disent : *sur elles-mêmes, leur liberté*, leur dignité : « Ni vamp ni bobonne : une femme » ; sur les ras-le-bol : « Discriminations dans la famille, le travail, la *société* ; vie chère ; chômage ; mentalités rétrogrades ; arsenal nucléaire : Pas de bombes, la fête ! ». Dans les rues de la capitale est apparue la solidarité, l'efficacité au féminin présent. Rien pour les femmes n'a jamais été changé sans *les femmes, telle demeure la signification* profonde de cette journée internationale.

Dernièrement, une invitée d'une émission *télévisée* littéraire émettait sa crainte de voir s'instaurer en France *« un jour de fête pour trois cent soixante-quatre jours de défaite »*. L'Union des femmes françaises, elle, continuera chaque année à en faire un jour de lutte, un jour de fête pour un jour de victoire.

(*) Présidente de l'U.F.F.

Requiem pour un moribond

par MARIE-THÉRÈSE PICARD (*)

LE féminisme ne fait plus recette. Après avoir envahi les médias, généré une presse et une littérature spécifiques, transformé le vécu quotidien, s'être infiltré dans le *monde du travail, bouleversant la législation*, en un mot avoir acquis droit de cité, il s'est essoufflé, il a piétiné. Devenu une institution respectable dont le bien-fondé des thèses inspirait colloques et séminaires, programmes de partis, circulaires officielles, discours politiques, structures gouvernementales, paragouvernementales et antigouvernementales, il s'est en quelque sorte dissous, insidieusement phagocyté par une société encore profondément marquée dans ses racines par la domination masculine.

Réflexe naturel de défense de cette société française des années 80 soumise à des traumatismes économiques, démographiques et psychologiques intenses ? Moins de pétrole, moins d'enfants, des *femmes qui ne sont plus ce qu'elles* étaient, et des hommes qui commencent à remettre en cause leur image de marque d'hommes virils, protecteurs et accablés par leurs responsabilités professionnelles...

Au-delà de ce phénomène de défense, certains — et certaines — ont dénoncé la récupération de ce mouvement revendicatif par un gouvernement *libéral qui, en l'institutionnalisant*, l'a inhibé plus ou moins consciemment. C'est faire une analyse juste mais quelque peu sommaire d'une évolution qui déborde le clivage politique traditionnel. Car si tout mouvement révolutionnaire, et le féminisme en est un, émane en général d'une opposition de gauche, son impact et son assimilation passent obligatoirement par une reconnaissance officielle qui permet à l'ensemble de la société de l'intégrer. Valéry Giscard d'Estaing ne s'y est pas trompé en nommant Françoise Giroud première secrétaire d'État à la condition féminine, et l'action de femmes telles que Simone Veil et Monique Pelletier a été prépondérante pour que la France profonde accepte légalement cette révolution des mœurs qu'a été entre autres la reconnaissance de la contraception et de l'I.V.G.

Le choc a-t-il été si rude que cette société française, saturée de féminisme, en arrive à une régression en ce domaine ? Le silence des années 80 sur ces questions est tel *qu'il amène l'opposition accédant au* pouvoir en mai 81 à promettre une nouvelle évolution. Non, le féminisme n'est pas mort, et le nouveau chef de l'État met en place un ministère des droits de la femme, ministère à part entière et à moyens réels. Et celui-ci, avec une équipe *militante*, un budget multiplié par dix, s'attaque à la formation professionnelle des femmes, à leur information, à l'amélioration de *leurs* droits propres. Cela dans une indifférence générale, polie et glaciale.

Personne, certes, n'est contre, chaque ministère s'efforce d'aider *celui des droits de la femme*, les pouvoirs publics et les associations participent à ses campagnes. Mais la presse continue à se taire. *F Magazine* devient *le Nouveau F* (les femmes *n'ont plus* de problèmes...), les courants féministes exprimés dans les structures aussi différentes que la C.G.T. *(Antoinette)* ou l'A.C.G.F. (1) *(l'Écho de notre temps)* ne parviennent plus à se faire entendre, la participation socio-politique des femmes est toujours aussi faible (2).

Et on en arrive à ce phénomène curieux : sur une scène étrangement vide, le passionnel et l'institutionnel seuls se rencontrent. Le M.L.F. reprend l'offensive, ce Mouvement de libération des femmes qui a été à l'origine des revendications, des réflexions, des actions spectaculaires ayant permis au féminisme de prendre corps, et qui comme tout mouvement extrémiste a frayé — en effrayant — la voie et préparé le terrain aux doctrines officielles, mais dont le sigle s'est banalisé au point de devenir pour le public le symbole péjoratif de l'excès féministe. Le M.L.F. demande, exige que le 8 mars devienne Fête nationale des *femmes*, férié et chômé, le gouvernement accepte le principe d'une reconnaissance officielle, la C.F.D.T. et Choisir sont contre, la C.G.T. est pour, le M.L.F. appelle à la grève, les hommes haussent les épaules, les femmes ne sont plus motivées...

Rêvons à un vaste mouvement de solidarité de toutes les femmes au-delà des partis et des frontières, et dans un premier temps à une prise de conscience généralisée du fait que l'égalité hommes/femmes est encore loin d'être une réalité dans la société d'aujourd'hui.

Il reste que, sans l'appui des fleuristes, des institutrices et des marchands d'électro-ménager qui ont assuré le succès et la survie de la Fête des mères, celle des femmes, exigée par le M.L.F., officialisée par les pouvoirs publics, non revendiquée par une majorité de femmes et brocardée par l'ensemble de la société, pourrait bien n'être qu'un pavé dans la mare stagnante du féminisme.

(*) Responsable d'un centre d'information pour les femmes.

(1) Action catholique générale féminine.

(2) Le nombre de femmes députés en juin 81 est seulement supérieur de 1 % à celui de 1978 : 5,3 %, au lieu de 4,3 %, et ce ne sont pas les élections cantonales de 1982 qui bouleverseront les proportions hommes/femmes dans les conseils généraux, structures politiques peu ouvertes aux femmes : il y aurait environ 8 % de candidates femmes socialistes dans l'ensemble de la France ; il y a 11,23 % de candidates femmes de tous partis dans le Val-de Marne.

La relève de l'humanisme ?

par ANNIE GOLDMANN (*)

LES extraits du rapport Bloch-Lainé (1) concernant ce qu'il appelle « la société duale » sont éminemment intéressants en ce qui concerne les buts du féminisme.

Pendant le dix-neuvième siècle et une partie du vingtième, en effet, le féminisme s'était donné pour tâche de lutter pour faire accéder les femmes à un statut social reconnu, leur donner une place autonome et équivalente à celle des hommes dans la société.

Victimes du pouvoir masculin — *et la société est faite par les hommes*, — exclues du champ social, reléguées dans la sphère domestique ou sexuelle, les femmes étaient les grandes perdantes. Encore maintenant, celles qui travaillent et ont de l'ambition savent ce qu'il en coûte d'efforts pour accéder à de véritables postes de responsabilité et que, à qualification égale, on exige plus d'une femme que d'un homme ; elles se heurtent chaque jour à la misogynie d'une société d'autant plus redoutable qu'elle s'acharne à la nier. Si le nombre de femmes augmente dans les échelons élevés, il ne *doit pas faire illusion ; il est incom*parablement bas par rapport aux véritables possibilités, et seule l'instauration d'un quotient obligatoire — comme cela existe dans certains Etats des Etats-Unis — peut leur ouvrir réellement les portes.

Ces revendications légitimes et indispensables ne représentent cependant qu'un courant du féminisme, son aspect le plus classique. Depuis quelques années, et c'est cela l'apport du nouveau féminisme, un autre type de réflexion s'élabore, fondée sur la spécificité de valeurs *féminines* et la nécessité de les faire reconnaître et de les *intégrer* au champ social. Laissons de côté la définition de ces valeurs féminines *pour voir quel* est l'enjeu du débat.

Depuis Balzac et Marx, nous savons que la lutte sur le plan du travail dans nos types de société — et probablement dans toutes les sociétés avancées existant actuellement — implique un processus de réification des rapports humains. Le travail *nécessite un contrôle des sentiments*, une mise en œuvre de la combativité individuelle avec ce qu'elle implique d'égoïsme, de ruse, de brutalité. Par la force des choses, les femmes qui « réussissent » sont obligées de jouer le jeu de la compétition et se trouvent ainsi insensiblement amenées à reproduire le modèle masculin de société.

Toute société productive implique-t-elle fatalement la répression de la sensibilité, de l'écoute d'autrui, de la communauté humaine ? On le voit, l'enjeu est de *taille*, et c'est pourquoi le féminisme moderne est inséparable d'une réflexion sur les buts et les valeurs de notre société. Il ne s'agit pas de reconnaître aux femmes les qualités *« féminines »* traditionnelles (sentiment, sensibilité, etc.) dont elles auraient l'apanage dans la vie privée mais bien d'intégrer ces valeurs dans le réel même. La crainte de M. Bloch-Lainé de voir la société se fragmenter en deux fronts ne peut se trouver confirmée qu'en cas de repli des féministes dans le ghetto et la marginalité.

Certaines femmes, tout en assumant leur tâche, refusent pour cette raison de se laisser piéger par le mythe de l'égalité lorsqu'il risque de les conduire à reproduire les relations répressives, égoïstes, du monde masculin. *Dans le tissu social, à l'intérieur* de celui-ci, elles cherchent à exister en tant qu'êtres humains plutôt que de faire partie de la masse compacte et dure des battantes tant vantées par les magazines à la mode. Par leur comportement, ces femmes refusent de nager dans « les eaux glacées du calcul égoïste » et de se transformer en robots-femelles à côté des robots-mâles qui nous entourent (2). Si, pour leur malheur et pour le nôtre, les hommes se sont laissé piéger par l'arrivisme, la course à l'argent et au pouvoir en oubliant en route que ce qui fait une civilisation c'est la qualité de la communauté entre les êtres qui la composent. Il appartiendra peut-être aux féministes d'aujourd'hui de prendre la relève de l'humanisme (terme paradoxalement d'origine *masculine) ou, tout au moins*, d'avoir le mérite de poser le problème.

(*) Assistante à l'École des hautes études en sciences sociales.

(1) *Cf. le Monde* daté 7-8 février.
(2) *Cf. le Robot-mâle*, de Marc Feigen Fasteau (Ed. Denoël).

Trop, c'est trop

par MINOU AZOULAI et MARTINE STORTI (*)

LE 8 mars 1982. Les femmes sont officiellement reçues à l'Elysée, honorées et décorées. Dans les médias on ne parle que d'elles. Pour une semaine dans les hebdomadaires, pour une journée dans les quotidiens. Dans l'audiovisuel, c'est aussi le branle-bas de combat : débats, interviews, « tables rondes », reportages, films...

Et comme le changement est en marche, on ne se contente plus d'inviter des personnalités gouvernementales ou des présidentes d'associations féminines bien pensantes. Les militantes féministes, qui n'avaient guère eu, ces dernières années, droit de parole ou de visage sur les antennes, ont été consciencieusement *sollicitées*.

Si avec tout ça nous ne sommes pas contentes, c'est que nous ne le serons jamais. Eh bien, justement, nous ne le sommes pas ! Trop, c'est trop. Croit-on nous faire oublier avec un jour d'honneurs et de bruits l'absence et le silence des autres jours ?

On nous rétorquera que, tout de même, la féminisation de la presse écrite ou audiovisuelle s'est accrue ces derniers mois. Les femmes sont plus nombreuses à présenter les journaux, à faire des reportages ou des plateaux. Voilà pour la partie visible de l'iceberg. Mais le « star system » reste un leurre.

La réalité ? C'est 10 % de femmes dans les quotidiens de province, 20 % dans les quotidiens parisiens (compte tenu des agences de photos). Et encore : 42 % de femmes dans les hebdomadaires, 37 % dans les mensuels et 25 % dans les rédactions de l'audiovisuel (1).

Mais très peu de femmes aux postes de décision. Encore moins dans les secteurs de politique étrangère — bastion étonnamment masculin. Aucune pour les éditoriaux. En revanche, elles sont « corvéables » à loisir dans les rubriques santé, édu*cation, mode, vie culturelle ou pratique*, etc. Voilà pour la place des femmes journalistes. Quant à l'information-femmes qui circule dans les médias, elle demeure cantonnée la plupart du temps dans les émissions dites féminines ou dans *des journaux ad hoc. Sans doute* n'est-elle pas digne des enquêtes de prestige et des vrais débats. Les heures de grande écoute, les moments de grande télévision ne sont toujours pas ceux des femmes. Il est vrai qu'elles ne sont disponibles qu'entre deux repas et deux lessives ! Qui le dit ? Pas elles... Pas nous.

L'Association des femmes journa*listes (2) s'est constituée à partir de* ce constat qualitatif et quantitatif. Elle se donne un double objectif. Lutter contre les discriminations vécues par les femmes journalistes, d'une part. Favoriser, modifier l'information-femmes, d'autre part, non seulement dans ce que certains considèrent comme une « sous-presse » (féminine, voire féministe), mais dans la presse en général.

Il est souvent question de l'objectivité ou de la pluralité de l'information. On s'interroge toujours sur l'appartenance politique des journalistes et l'on estime que toutes les sensibilités doivent être représentées. Mais qui se soucie d'un autre regard ? Celui qu'un(e) journaliste féministe pourrait avoir sur l'actualité ? Pas de méprise. Nous ne voulons pas ériger le féminisme en critère de compétence professionnelle et d'embauche. Nous tenons simplement à souligner que cette problématique ne semble guère préoccuper ni la classe journalistique ni la classe politique, quel que soit leur bord.

(*) Membres du bureau de l'Association des femmes journalistes.

(1) Chiffres établis (après enquête) par l'A.F.J.

(2) Association des femmes journalistes, 61, rue Quincampoix, 75004 Paris. Permanence téléphonique : 325-09-29. (Tous les jours sauf samedi et dimanche, de 10 heures à 14 heures.)

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	483 F	862 F	1 241 F	1 620 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. — SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

étranger

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les dirigeants sandinistes affirment que les États-Unis veulent encercler leur pays

De notre envoyé spécial

Managua. — Les dirigeants sandinistes affirment que le gouvernement Reagan a déjà approuvé un vaste plan d'intervention au Nicaragua. A en croire la presse pro-gouvernementale de Managua, dont les manchettes et les commentaires ne s'embarrassent pas de subtilités, l'invasion du pays est « *imminente* ».

Barricada, organe du Front sandiniste, et *Nuevo Diaro* ont même décrit en détail, le samedi 6 mars, le plan de l'adversaire. Après une opération de diversion sur la frontière nord-ouest avec le Honduras, l'essentiel de l'attaque se porterait en direction du littoral atlantique du Nicaragua, avec la participation de plusieurs milliers d'hommes armés venant des bases somozistes au Honduras, et aussi de Miami.

La Prensa, journal d'opposition, dont la virulence quotidienne n'est pas moindre que celle de ses concurrents, n'accorde, en revanche, que peu de crédit à cette « *menace* ».

De leur côté, les membres de la junte de gouvernement et les « commandantes » qui appartiennent à la direction collégiale du Front sandiniste se montrent, en privé, assez sereins et détendus, mais ils prétendent avoir des « *preuves* » que l'opération de déstabilisation envisagée par le gouvernement américain « *est effectivement en route* ».

Selon eux, « *le moment le plus dangereux se situera dans quelques semaines, au plus tard dans quelques mois...* » Soucieux, disent-ils, « *de donner toute la priorité à la défense du pays* », ils ont décidé de reporter la discussion par le Conseil d'Etat — le « Parlement » sandiniste — de deux projets de loi, l'un sur la presse et l'autre sur le statut des partis politiques, qui suscitaient de violentes protestations dans les rangs de l'opposition.

Le projet sur la presse a été qualifié par *la Prensa* de « *retour à l'âge de pierre* », et les porte-parole de la coordination démocratique, qui regroupe les petites formations de tendance modérée ou social-démocrate hostiles au sandinisme, ont déjà violemment dénoncé « *les limitations inadmissibles* » du projet de statut des partis politiques.

Les dirigeants de Managua énumèrent volontiers les « *signes* » qu'ils estiment « *menaçants* » : la présence d'un destroyer américain dans le golfe de Fonseca, la mise en état d'alerte de neuf mille « marines » dans la zone du canal de Panama, l'installation d'une base navale américaine dans l'île hondurienne d'Amapala, le projet d'utilisation par les Américains de la base colombienne de l'île de San-Andres, située sur la plate-forme continentale caraïbe nicaraguayenne, et d'ailleurs formellement revendiquée par le gouvernement sandiniste.

Des manœuvres aéronavales de l'OTAN

Ils dénoncent les manœuvres aéronavales de l'OTAN, qui doivent commencer ce lundi 8 mars dans la mer des Caraïbes, « *pour la première fois depuis vingt-trois ans* », précisent-ils. Ils estiment que la récente création d'une « *triple alliance* », entre le Costa-Rica, le Honduras et le Salvador est « *une machine de guerre américaine dont le but véritable est de légitimer une éventuelle intervention en Amérique centrale en se réclamant du traité interaméricain de défense de Rio-de-Janeiro* ». Il y a, disent-ils, « *une volonté très claire d'encercler le Nicaragua, politiquement et militairement* ».

« *Nous savons avec certitude*, dit M. Sergio Ramirez, membre de la junte, *que trois mille anciens gardes somozistes sont rassemblés à Mokoron et à Puerto-Lempira, sur la côte atlantique du Honduras.* » Mokoron est aussi l'un des centres de rassemblement des Indiens Miskitos ayant fui le Nicaragua, et apparemment « enrôlés » par les somozistes. L'armée nicaraguayenne poursuit, non sans difficulté, la création d'une zone militaire interdite tout le long du rio Coco, à la frontière nord-est avec le Honduras. Les dernières bourgades habitées, comme Waspan ou San-Carlos, sont progressivement évacuées par les civils.

Plusieurs commandants de la direction du Front sandiniste se sont rendus sur les lieux ces derniers jours. Selon l'un d'eux, « *les bandes somozistes qui opèrent sur la frontière nord ont nettement amélioré leur armement ces dernières semaines. Elles disposent de mitrailleuses et d'explosifs* ».

Un voyage dans cette région permet en effet de constater que les incidents sont quotidiens : tirs de harcèlement, incursions de commandos la nuit, enlèvement... L'inquiétude grandit dans la population des départements de Nueva-Segovia, de Madriz et d'Esteli. « *La tactique des somozistes*, affirme un ingénieur suisse à Ocotal, *consiste à attirer les soldats sandinistes en territoire hondurien pour susciter un grave incident de frontière.* »

Les dirigeants et la population redoutent aussi une extension des actions terroristes depuis l'explosion d'une bombe, le 20 février, à l'aéroport de Managua. « *Nous savons*, dit encore M. Ramirez, *que le conseil national de sécurité des Etats-Unis a approuvé un crédit de 19 millions de dollars pour financer des actions de déstabilisation à l'intérieur du Nicaragua. Le conseil a aussi donné son feu vert à la participation d'officiers argentins à l'entraînement des bandes somozistes.* »

Aussi, les sandinistes sont-ils tentés d'interpréter le voyage de M. Thomas Enders (secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines) au Chili et en Argentine comme faisant partie de grandes manœuvres diplomatico-militaires dirigées contre eux. Il est vrai qu'ils n'ont pas gardé un bon souvenir de leurs derniers entretiens avec M. Enders. « *Il m'a dit*, raconte le Père d'Escotto, ministre nicaraguayen des affaires étrangères : *mais pourquoi diable voulez-vous renforcer votre armée ? C'est inutile. Nous sommes mille fois plus forts que vous.* »

La situation au Salvador

Les sandinistes suivent avec attention l'évolution de la situation au Salvador, car ils estiment que leur sort est étroitement lié, maintenant, à l'issue de la guerre dans le pays voisin. « *Je ne peux pas vous jurer*, dit encore le Père d'Escotto, *que pas un seul fusil ne va d'ici au Salvador. Mais je peux affirmer catégoriquement qu'aucune quantité importante d'armes ne transite par notre territoire. Enders pense le contraire. Mais il refuse de donner ses preuves parce que, selon lui, nous ne sommes pas assez intimes. Comment le convaincre ?...* »

« *Si nous pouvions aider le gouvernement Reagan à sauver la face au Salvador, nous le ferions* », disent d'une même voix M. Sergio Ramirez et le commandant Bayardo Arce, membre du groupe des neuf de la direction sandiniste. « *Washington est dans une impasse au Salvador. Accepter la négociation, c'est renoncer à la position de force adoptée par Reagan. Intervenir, c'est s'enfoncer dans un drame face à une opinion américaine réticente...* »

En attendant l'échéance redoutée du 28 mars, les dirigeants de Managua multiplient leurs offres d'explication en direction des Etats-Unis, et ils lancent des appels à la solidarité vers l'étranger.

Le comité permanent des intellectuels pour la souveraineté des peuples d'Amérique s'est réuni pour la première fois à Managua du 4 au 8 mars. Etaient présents, entre autres, Gabriel Garcia Marquez et Julio Cortazar, qui ont adressé un télégramme à M. Mitterrand pour attirer son attention sur les « *menaces* » qui pèseraient sur le Nicaragua. Les dirigeants sandinistes espèrent que le chef de l'Etat français en fera état lors de ses entretiens avec M. Reagan le 12 mars à Washington.

MARCEL NIEDERGANG.

Washington accorde peu de considération au plan de paix mexicain pour l'Amérique centrale

De notre correspondante

New-York. — C'est apparemment à un dialogue de sourds que s'est réduite, le samedi 6 mars, la conversation de plus de deux heures que le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, a eue, à New-York, avec son collègue mexicain, M. Jorge Castaneda.

M. Castaneda était venu exposer en détail à M. Haig le plan de paix pour l'Amérique centrale que M. Lopez Portillo avait rendu public il y a deux semaines à Managua. Un plan que M. Reagan n'avait même pas évoqué, le lendemain, dans son discours sur l'avenir du « *Bassin des Caraïbes* ».

Le désaccord des deux diplomates a été particulièrement apparent à propos de l'importance de l'aide apportée par le Nicaragua au Salvador. M. Haig a dit que la principale « *faiblesse* » du plan du président mexicain était son silence sur le rôle joué par Managua dans le drame du Salvador. Le secrétaire d'Etat a qualifié ce rôle, en particulier le ravitaillement en armes, d'élément « *primordial* » de la situation. M. Castaneda l'a, au contraire, minimisé. Il a déclaré que la quantité d'armes nicaraguayennes qui passaient au Salvador était « *faible et sans réelle importance* ». Le ministre mexicain a expliqué qu'une solution devait être trouvée dans une « *contexte plus vaste* », et avec des « *concessions mutuelles* » entre les Etats-Unis, Cuba et le Nicaragua. L'une des premières concessions de Washington, a suggéré M. Castaneda, pourrait être de « *renoncer un peu au terrorisme verbal* » contre Managua et La Havane.

M. Castaneda a indiqué que M. Haig ne lui avait donné aucune des preuves qu'il déclarait posséder sur l'ampleur du trafic d'armes entre le Nicaragua et le Salvador. Un peu plus tard, le secrétaire d'Etat a annoncé que ces « *preuves irréfutables* » seraient rendues publiques cette semaine.

Les deux ministres ont aussi été en désaccord complet sur la mystérieuse affaire du « *militaire nicaraguayen* » qui, selon Washington, serait tombé aux mains de l'armée salvadorienne, la semaine dernière, avant de se réfugier à l'ambassade du Mexique à San-Salvador.

M. Haig, ajoutant quelques précisions aux informations qu'il avait données le 4 mars, a déclaré que M. Gutierrez Espinosa était « *un terroriste qui avait subi un entraînement au Mexique avant d'aller prendre le commandement d'une unité de guérilleros au Salvador* ».

Pour M. Castaneda, M. Gutierrez est un étudiant nicaraguayen de dix-neuf ans qui suivait des cours à l'université de Mexico. Alors qu'il revenait à l'université après des vacances passées dans sa famille, il a été arrêté dans sa famille, il a été arrêté par des soldats salvadoriens près de la frontière guatémaltèque et a réussi à leur échapper en arrivant à San-Salvador, pour chercher refuge à l'ambassade du Mexique. Le ministre mexicain a déclaré que, pour *autant qu'il le sache*, « *il n'y a pas de camps d'entraînement de ce genre au Mexique* ».

A l'issue de leur rencontre, MM. Haig et Castaneda sont convenus de se revoir le week-end prochain.

Cependant, aux Etats-Unis, l'opposition à un engagement plus important au Salvador prend corps. Le chef de la minorité démocrate du Sénat, M. Robert Byrd (Virginie Occidentale), a annoncé, le 6 mars, qu'il allait proposer cette semaine un amendement à la loi sur « *les pouvoirs du président en temps de guerre* », afin que la Maison Blanche soit contrainte d'obtenir l'accord du Congrès si elle tente d'envoyer des troupes au Salvador. Votée en 1973 pendant la guerre du Vietnam, la loi sur les pouvoirs en temps de guerre permet au président d'envoyer des troupes au combat sans l'avis du Congrès, à la condition que l'opération n'excède pas soixante jours.

Le porte-parole du département d'Etat, commentant cette initiative, a répété qu' « *il n'est pas question d'envoyer des troupes au Salvador ou ailleurs* ».

NICOLE BERNHEIM.

États-Unis

Le président Reagan s'apprêterait à réviser le budget pour réduire le déficit

De notre correspondant

Washington. — L'intransigeance publique de M. Reagan ne doit pas faire illusion. Sous la pression d'une critique assez vive des élus républicains qui souhaitent une révision de son budget, le président serait prêt à certaines concessions pour réduire le déficit. Le *New York Times* du 7 mars en cite deux, en se référant à des confidences de certains responsables de la Maison Blanche : moins de dépenses militaires et des impôts plus élevés.

Une confirmation partielle en a été donnée au cours du week-end par le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, selon lequel on pourrait envisager la suppression de l'un des allégements fiscaux votés l'an dernier pour les personnes physiques, à savoir l'indexation des tranches du barème sur les prix de détail. Mais la Maison Blanche ne céderait sur ce point, a dit M. Regan, que si les revenus supplémentaires servaient à réduire le déficit et non à augmenter les dépenses sociales.

Justement, une nouvelle évaluation du déficit pour l'exercice 1983 (qui commence en octobre prochain) a été communiquée le 6 mars aux membres du Congrès. Mauvaise nouvelle : le « trou » serait de 96,4 milliards de dollars, soit 5 milliards de plus que prévu. La raison en est le triplement des aides aux agriculteurs après une récolte très abondante.

C'est la première fois que le déficit 1983 est retouché par le gouvernement. On peut s'attendre à des ajustements ultérieurs. Pour l'année en cours, de révision en révision, la somme de départ avait presque triplé, passant de 37,5 milliards à 98 milliards. Il faut dire que le congrès n'a jamais cru que M. Reagan pourrait, en 1983, réaliser un déficit à deux chiffres. Sa propre évaluation est supérieure à 120 milliards de dollars.

Ce montant considérable explique l'inquiétude et la grogne des élus républicains, car il se double d'une compression des programmes sociaux. Comment expliquer aux électeurs en novembre prochain (renouvellement de toute la Chambre et d'un tiers du Sénat) qu'on diminue l'aide médicale, l'aide alimentaire, l'aide aux étudiants et aux chômeurs, sans être capable de réduire le déficit, et par conséquent les taux d'intérêt ?

Un sénateur républicain, M. Robert Packwood, soulignait il y a quelques jours que son parti ne pouvait se couper à la fois des hispanophones, des chômeurs, des femmes pour gouverner avec « *les Anglo-Saxons mâles âgés de plus de quarante ans* ». La Maison Blanche a très mal pris cette pique, venant du président de la commission électorale républicaine, et M. Packwood a dû présenter ses excuses.

Moins de crédits au Pentagone

Le président aurait pourtant pu ajouter à sa liste le patronat et les milieux d'affaires. On vient d'entendre, en effet, les plaintes successives d'une série d'associations dont la fameuse *Business Roundtable*, qui regroupe les dirigeants de deux cents des plus grandes entreprises américaines (*le Monde* du 6 mars).

Pour les industriels, le budget 1983 est crucial. C'est de lui, estiment-ils, que dépendra la reprise économique dans les prochains mois. Si M. Reagan ne réduit pas le déficit, les taux d'intérêt vont se maintenir à un niveau anormal. La reprise économique se verra donc retardée, ou sera fragile et de courte durée.

Pour réduire le déficit, il n'y a pas trente-six solutions. On on limite les dépenses, ou on augmente les recettes — ou on fait les deux à la fois.

La Maison Blanche laisse entendre qu'elle ne renoncera jamais aux 25 % de réduction des taux de l'impôt sur le revenu, étalés sur trois ans. Il est exclu, par exemple, de s'en tenir à 15 % en annulant la troisième diminution, qui doit entrer en vigueur l'année prochaine, comme cela est suggéré de divers côtés. M. Reagan est moins attaché à d'autres parties de sa réforme, comme l'indexation (mais celle-ci ne devrait prendre effet qu'en 1985) et il serait prêt à admettre un relèvement des impôts indirects (très faibles aux Etats-Unis) ou de nouvelles taxes sur les entreprises.

Quant aux économies, elles ne peuvent réellement se faire que dans un seul domaine : la défense. Il ne s'agirait pas de réduire le budget du Pentagone par rapport à l'année en cours, mais seulement d'en freiner l'augmentation. M. Reagan veut accorder aux militaires 216 milliards de dollars (29 % du budget fédéral) en 1983, contre 183 milliards (24 %) en 1982. La commission sénatoriale des forces armées vient de donner son feu vert par 13 voix contre 3, mais cela ne signifie pas que le Congrès est d'accord. On s'attend, au contraire, à de vives oppositions dans les étapes suivantes du processus budgétaire. « *Il y aura des coupes dans le budget de la défense, que cela nous plaise ou non* », a déclaré *au New York Times* un responsable de la Maison Blanche dont le nom n'est pas cité. « *C'est le message que nous recevons du Capitole. Je ne vois pas comment il pourrait être évité.* »

Les élus républicains ne mettent pas en cause les trois grandes orientations de M. Reagan : allègements fiscaux, effort militaire accru, dépenses civiles réduites. Ils essaient seulement de rogner chacune d'elles. Les démocrates sont condamnés à la même tactique puisqu'ils n'ont toujours pas de programme de rechange. La Maison Blanche ne peut admettre que les deux groupes parlementaires, unis dans la même inquiétude électorale, lui imposent un compromis. Ce compromis, elle veut le formuler elle-même, au moment adéquat.

ROBERT SOLÉ.

Guatemala

La participation aux élections a été beaucoup plus forte que prévu

Les élections du dimanche 7 mars au Guatemala ont été marquées par une participation très supérieure à ce qu'attendaient généralement les observateurs. Les résultats connus, ce lundi matin, ne portaient que sur quelques milliers de bulletins déjà dépouillés. Ils donnaient une légère avance au candidat officiel, le général Guevara. Si, comme il est vraisemblable, aucun des quatre candidats n'obtenait la majorité absolue, c'est au Parlement sortant qu'il appartiendrait de désigner le successeur du général Lucas.

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Les « *élections de la dernière chance* » ont eu lieu le dimanche 7 mars dans le calme sous la surveillance de l'armée et des nombreux corps de sécurité. Elles ont été marquées par un taux de participation exceptionnellement élevé. Dans ce pays déchiré par la guerre civile (près de quinze actions de la guérilla par jour ; plus de mille morts par mois, attribués pour l'essentiel aux groupes para-militaires et à la répression officielle), la population était appelée à élire le président et le vice-président de la République, la Chambre des députés (66 sièges) et les municipalités des villes de plus de trente mille habitants.

Dans tout le pays, les électeurs ont commencé à faire la queue dès le milieux de la nuit. Ainsi à Olintepeque, dans le département occidental de Quezaltenango, des paysans, qui ont marché plusieurs heures depuis leurs villages, attendent sous un auvent de tôle ondulée posé en bordure d'un champ de canne à sucre. Les scrutateurs procèdent avec une extrême lenteur : plus de sept minutes par votant. Près de trois cents personnes, pour la plupart des hommes, n'osent pas vraiment s'impatienter.

Un peu plus au nord, dans le département de Huehuetenango, l'atmosphère est plus tendue. Un grand nombre de municipalités ont été détruites par la guérilla, et l'armée amène en camions les villageois, pour qu'ils votent au chef-lieu.

Toute la journée de dimanche la circulation a été pratiquement nulle sur la plupart des routes du pays. Les escarmouches ont été peu nombreuses. Mais on a vu plus d'une fois des groupes de plusieurs centaines de paysans entourés de soldats, dégager les dizaines de barricades dressées en travers de la chaussée au cours de la nuit par les guérilleros.

Les explications données à l'importance inattendue de la participation électorale varient suivant les opinions politiques des personnes interrogées. « *Le peuple a voulu montrer qu'il en avait assez des subversifs* », nous déclare un homme d'affaire de la capitale. Selon un fonctionnaire modéré, il s'agit plutôt d'un « *sursaut de conscience civique avant qu'il ne soit trop tard* ». Pour d'autres, c'est une preuve du bon fonctionnement des différents systèmes de coercition appliqués dans le pays.

Au Guatemala, le vote est obligatoire pour tous ceux qui savent lire, et facultatif pour les analphabètes. Des sanctions sont prévues pour les abstentionnistes : amendes variant entre deux et vingt dollars, peine de prison pouvant aller jusqu'à vingt jours ; les fonctionnaires risquent, pour leur part, de se voir retirer un mois de traitement. La carte d'identité, exigible lors de tout contrôle de police, est tamponnée au moment où le bulletin de vote est mis dans l'urne.

Reste la question de la régularité du scrutin. L'armée et le président ont déclaré à maintes reprises qu'ils la garantissaient. Mais la plupart des candidats ont dénoncé par avance des manipulations auxquelles les a habitués l'histoire du pays. Traditionnellement, ces dernières ont lieu au moment du dépouillement ; il n'est pas sûr qu'il en aille de même cette fois-ci. La présence de plus de cent cinquante journalistes étrangers ne rendra pas facile la tâche de ceux qui tenteraient de se livrer à une fraude à grande échelle. Certains détails retiennent cependant l'attention.

Les isoloirs sont pratiquement inexistants. Dans la capitale, on peut s'abriter derrière une planche ; mais en province, le choix se fait au vu de tout le monde. Pour empêcher que l'on ne vote deux fois, chaque électeur trempe un doigt dans une encre indélébile après avoir déposé son bulletin dans l'urne. Avant de voter, ses deux mains sont passées au rayon d'une lampe spéciale qui doit faire apparaître une lueur bleutée à l'endroit humecté. Un observateur, qui s'était volontairement soumis à la formalité de l'encrier, a pu constater que sur quatre vérifications, une seulement a décelé la tentative de fraude.

FRANCIS PISANI.

AFRIQUE

Centrafrique

M. Ange Patasse s'est refugié à l'ambassade de France à Bangui

Le chef du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.), M. Ange Patasse, poursuivi par le comité militaire de redressement national pour « atteinte à la sûreté de l'État », *après la tentative du coup d'État qui a eu lieu dans la nuit du 3 au 4 mars, s'est réfugié à l'ambassade de France à Bangui et a demandé l'asile politique auprès des autorités françaises. Ce rebondissement dans la crise centrafricaine est suivi avec attention à Paris, où l'on se contente de dire que les deux gouvernements sont en contact permanent.*

De notre envoyé spécial

Bangui. — La crise centrafricaine a connu un nouveau rebondissement, ce week-end, avec l'octroi de l'asile (au moins provisoirement) par l'ambassade de France à Bangui à M. Patasse, président du M.L.P.C., *qui a été dissous, et dont les autres* dirigeants ont été, pour la plupart, arrêtés depuis le coup d'État avorté *du 3 mars*. Soupçonné d'avoir tenté de prendre le pouvoir par la force, M. Patasse était lui-même officiellement recherché depuis la veille pour *« atteinte à la sûreté intérieure de l'État »*. Ce nouveau développement pourrait sérieusement affecter les relations entre Bangui et Paris, surtout en raison du climat de nervosité qui règne ici.

On ignore encore quand et dans quelles conditions M. Patasse a pu pénétrer dans les locaux de l'ambassade de France. S'y est-il rendu dès jeudi matin, en compagnie de son épouse, auquel cas une négociation *entre Bangui et Paris à son sujet* se serait amorcée depuis quatre jours déjà ? Ou y a-t-il été forcé samedi, *après l'occupation de* sa concession du kilomètre 10 par l'armée, mettant ainsi les Français devant un fait accompli ? Les diplomates français demeurent très discrets à ce sujet, apparemment de peur d'exciter les esprits. Quant aux Centrafricains, ils devraient présenter, ce lundi 8 mars, une demande d'extradition en bonne et due forme.

La lenteur de cette procédure — au moins quelques jours, sinon de deux à trois semaines pour que l'organisme compétent émette un avis — pourrait contribuer à réveiller les soupçons de Bangui à l'égard de Paris. Le Comité militaire de redressement national, au pouvoir depuis le 1er septembre, s'est déjà longtemps interrogé sur la volonté de coopération du gouvernement français à son égard, en dépit de *la réception à l'Elysée, en novembre*, à l'occasion du sommet franco-africain, du général Kolingba. M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, n'avait-il pas qualifié, d'un autre côté, l'accession des militaires au pouvoir de « constat *d'échec* » ? Même si elle correspondait à un jugement sur le bilan négatif du régime multipartiste antérieur de M. Dacko, l'expression n'en a pas moins été retenue par les militaires centrafricains.

La visite, voilà exactement un mois, de M. Guy Penne avait, semble-t-il, largement contribué à assainir l'atmosphère, le conseiller à l'Elysée étant notamment porteur d'une invitation à se rendre en France, à l'automne prochain, de M. Mitterrand adressée à son homologue centrafricain. Enfin, jeudi dernier, au lendemain de l'échec du coup d'État, le fait qu'un communiqué du Quai d'Orsay ait souligné *« l'œuvre méritoire de reconstruction nationale et d'assainissement des finances de l'État »* ne pouvait être accueilli que favorablement ici.

La situation est calme

Il reste que les Centrafricains se sont toujours inquiétés, en ce qui concerne l'aide française, de voir Paris s'aligner, *grosso modo*, sur la ligne, jugée ici assez sévère, fixée par le F.M.I. Enfin et surtout, alors que les militaires voulaient crever l'abcès une bonne fois, le fait que la France se retrouve, même à son corps défendant, mêlée à leur querelle avec M. Patasse ne peut qu'empoisonner l'atmosphère entre Paris et Bangui.

Bien entendu, une détérioration des relations franco-centrafricaines aurait des conséquences imprévisibles. Bangui ne peut pas, moins de trois ans après le renversement de Bokassa, se passer de l'aide française. De toute façon, les efforts de redressement, jugés « méritoires » par Paris, depuis six mois, ont été trop affectés par la *tentative de coup d'État* des « patassistes » pour que le Centrafrique puisse s'offrir le luxe d'une *crise avec la France*.

Pour le reste, depuis l'occupation, apparemment sans trop de difficultés, *de la concession de M. Patasse* par l'armée dans la matinée de samedi, la situation est calme. La direction du M.L.P.C. a été démantelée et le ministre de l'intérieur a ordonné la fermeture de cinq bars et dancings, considérés comme des points de rencontre des militants du mouvement dissous. On ignore en revanche le sort des deux officiers généraux radiés de l'armée, MM. Mbaikoua et Bozize, en fuite depuis la nuit de mercredi à jeudi. Le bruit a couru que le second se serait également réfugié à l'ambassade de France, sans qu'il soit possible de le vérifier.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Algérie

La nouvelle Assemblée nationale compte une majorité de fonctionnaires et de permanents du F.L.N.

De notre correspondant

Alger. — M. M'Ahmed Yala, ministre de l'intérieur, a commenté samedi 6 mars, lors d'une conférence de presse, les résultats des élections législatives qui s'étaient déroulées la veille. Le taux de participation annoncé — il aurait été de 72,65 % — légèrement inférieur au scrutin de 1977, — a, néanmoins surpris par son importance, l'opinion publique ayant manifesté un intérêt très relatif pour une consultation dont tous les candidats appartenaient au F.L.N., et étaient présentés par lui. L'Assemblée est très largement renouvelée : sur 281 membres contre 261 dans la précédente, *elle comptera seulement* 68 députés réélus, alors que 136 sortants se représentaient. Parmi les réélus figurent M. Rabah Bitah, qui retrouvera sans doute son siège de président, et deux anciens vice-présidents, MM. Djelloul Malaïka et Abderrahmane Belayat. A une exception près, les députés membres du comité central qui briguaient un second mandat retrouvent leur siège. Les efforts *déployés par le F.L.N. pour contrôler* plus étroitement une chambre qui avait fait preuve durant les deux dernières sessions d'un certain non-conformisme, se traduisent notamment par l'élection de 55 permanents du parti. Comme dans la précédente Assemblée, les fonctionnaires et surtout les enseignants se taillent la part du lion : 142, soit plus de 50 %. Les *professions libérales sont peu représentées — on compte* trois avocats, qui devront cesser leurs activités professionnelles — et quelques médecins. La nouvelle chambre, enfin, est jeune — quarante-deux ans de moyenne d'âge — et presque exclusivement masculine. Quatre femmes seulement siégeront dans l'hémicycle, contre neuf précédemment. Si c'est là une retombée de la bataille menée dernièrement avec succès par les femmes pour faire ajourner le projet de code de statut personnel qui faisait d'elles de perpétuelles mineures, elle leur paraîtra sans doute amère.

DANIEL JUNQUA.

Mauritanie

● LE CONSEIL DES MINISTRES MAURITANIEN a publié, samedi 6 mars, un communiqué dans lequel il *« enregistre avec satisfaction »* l'admission de la République arabe sahraouie démocratique à l'O.U.A., *« malgré les différentes manœuvres des ennemis de l'Afrique ».* — *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le ministre jordanien de l'information

Amman confirme le projet de visite de M. Mitterrand, mais sans fixer de date

● *A Amman*, dans un entretien avec le correspondant du *Monde*, *Emmanuel Jarry*, le ministre jordanien de l'information, M. Abu Audeh, a confirmé que M. Mitterrand « *allait venir* » à Amman, sans préciser de date. Jeudi à Jérusalem, le président de la République avait indiqué qu'il irait en visite officielle, en Jordanie, *« dans les trois mois »*. Au ministère jordanien des affaires étrangères, on indiquait seulement, dimanche 7 *mars, qu'Amman examinera* ce que *« peut apporter une telle visite »* à la lumière de celle que vient d'effectuer M. Mitterrand en Israël avant qu'une date soit fixée.

Au cours du même entretien, M. Audeh *a indiqué* que la visite du président français en Israël, présentait trois aspects :

Le premier, « *positif* », est la réaffirmation du droit des Palestiniens à un État, et la *« confirmation des principes de la déclaration européenne de Venise (1980), spécialement le droit à l'autodétermination »*. Celui-ci, selon M. Audeh, était sous-entendu dans les propos du président, bien qu'il n'ait pas prononcé le mot en Israël.

En revanche, « nous considérons comme réellement négatif, bien que cela ne soit pas nouveau, ce qui concerne le rôle de l'Europe et de la France », a-t-il ajouté. La Jordanie a toujours attaché une grande importance à une *« initiative européenne »* suggérée par la même déclaration de Venise. Or, souligne le ministre de l'information, *« M. Mitterrand a réaffirmé que c'est aux parties concernées de s'asseoir à la table des négociations. Nous pensons que cela gèle toute possibilité d'initiative européenne, au moins en ce qui concerne la France. Selon nous, cette thèse n'est pas juste parce que la balance israélo-arabe est déséquilibrée, Israël étant la puissance occupante. Une telle position (...) donne à Israël le temps de poursuivre le processus d'annexion* de facto *des territoires occupés.*

» Quant aux relations franco-israéliennes, nous pensons qu'ouvrir plus largement les portes de la coopération entre les deux pays, alors qu'Israël demeure intransigeant à l'égard de la résolution 242 du Conseil de sécurité et du retrait des territoires occupés, est en soi un point négatif. »

M. Audeh a également déploré que M. Mitterrand n'ait pas reconnu l'O.L.P. comme représentant du peuple palestinien, et qu'il ait demandé à l'organisation palestinienne de reconnaître Israël, sans exiger la réciproque.

Réactions après le voyage en Israël

● *Au Caire*, selon l'A.F.P., la visite en Israël de M. Mitterrand n'aura *finalement suscité qu'un* intérêt relatif. Les responsables, tout en se déclarant officiellement satisfaits des propos du président, ne cachent pas en privé quelque déception.

Sans jamais prendre position sur le fond, la presse officieuse s'est bornée à rendre compte, souvent très brièvement, de l'événement. Ce désintérêt relatif, comme le relevait un haut fonctionnaire cairote, peut s'expliquer par *« l'absence totale d'idées nouvelles »* énoncées par M. Mitterrand même si on lui reconnaît *« le mérite »* d'être le premier chef d'État à prononcer les mots tabous d'« *O.L.P.* » et d'« *État palestinien* ».

Chez d'autres responsables égyptiens, on semble regretter la volonté française de laisser *« à ceux qui vivent dans cette région du monde »* le soin de *« régler les affaires qui les concernent »*. Le président *Moubarak souhaiterait* que l'Erope joue un rôle plus actif afin de ne pas se retrouver seul face aux Américains et aux Israéliens. Or, aujourd'hui, on a l'impression au Caire que la France continuera à laisser aux États-Unis *« le monopole des nouvelles idées »*. Il n'est pas cependant exclu, pense-t-on au Caire sans nourrir trop d'illusions, que M. Mitterrand puisse exercer quelque influence sur la politique de Washington dans la région.

D'Alger, notre correspondant D. Junqua écrit : « Rompant le silence qu'elles observaient jusqu'à présent, les autorités algénes *ont exprimé*, samedi 6 mars riennes ont exprimé, samedi 6 mars, par le biais d'un communiqué de l'A.P.S., la déception et l'amertume qu'elles ressentent après la visite de M. Mitterrand en Israël. *« Force est de constater*, écrit l'agence, *que la maigre chance de rendez-vous avec la paix n'a pas été saisie. Israël a donc beau jeu de s'estimer comblé (...). A son corps défendant, le président Mitterrand (...) donne l'impression de ne s'être déplacé que pour s'entendre marteler plus fort qu'auparavant les thèses fondamentales anti-palestiniennes du régime sioniste. (...) Certains observateurs, y compris en France, avaient pourtant pensé que l'initiative du chef de l'État français, par-delà l'aspect de prime à l'agresseur qu'elle pouvait présenter a priori, permettrait de faire sortir des sentiers battus la diplomatie moyen-orientale de l'Occident dans sa globalité. (...) Aucune phrase, aucun indice ne permet d'espérer un quelconque développ- des interrogations subsistent, elles concernent plutôt la nature et le degré dse répercussions que la démarche du président français ne manquera pas d'avoir sur l'avenir des relations franco-arabes. »*

La coopération nucléaire franco-israélienne

● *A Jérusalem*, M. Shamir, ministre des affaires étrangères, a confirmé samedi à la radio que plusieurs possibilités de coopération franco-israéliennes, notamment dans le domaine du nucléaire et de l'armement, ont été évoquées lors de la visite de M. Mitterrand. *« Il ne fait pas de doute qu'Israël et la France seront amenés à coopérer plus étroitement dans divers domaines. La France paraît disposée à nous vendre un réacteur nucléaire, et il n'est pas exclu qu'elle nous fournisse des armements »*, a déclaré le ministre.

[Le Quai d'Orsay a démenti lundi matin que d'éventuelles ventes d'armes à Israël aient été évoquées lors de la visite de M. Mitterrand, comme l'avait indiqué M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères. Quant à la coopération pour la construction d'une centrale électronucléaire, elle fera d'abord l'objet de conversations techniques. Il est donc exclu, souligne le Quai d'Orsay, que ces deux questions — ventes d'armes et coopération nucléaire — soient inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission mixte franco-israélienne en avril.]

Egypte

L'ÉPILOGUE DU PROCÈS DES ASSASSINS DE SADATE

La Haute Cour militaire a prononcé cinq condamnations à mort

Correspondance

Le Caire. — C'est sans émotion apparente que les Égyptiens ont appris samedi 6 mars, cinq mois jour pour jour après la mort tra*gique de leur président, que* ses quatre assassins, le lieutenant Khaled El Islamboul, le tireur d'élite Hussein Abbas, le libraire Abdelsalam Abdelaal et l'ingénieur Atta Tayel Rahil, étaient condamnés à mort. La cinquième peine capitale, qui concerne l'idéologue intégriste Abdel-Salam Farrag, a davantage surpris, même si les écrits virulents de cet ingénieur de vingt-sept ans pouvaient être considérés comme une véritable incitation au meurtre. Douze autres accusés ont été condamnés à des peines de détention allant de la perpétuité à une durée de cinq ans.

Les deux théologiens du groupe, Omar Abderrahmane, un aveugle, professeur à la Faculté islamique d'Assiout en haute Egypte et Ismail Salamouni, répétiteur dans le même établissement, sont acquittés. Cependant, ces deux personnes, comme le commandant Abboud El Zommor (travaux forcés à perpétuité), et plusieurs autres condamnés comparaîtront à nouveau bientôt devant la Cour de sûreté de l'État pour le rôle qu'ils auraient joué dans l'affaire dite du *« complot terroriste »* visant à renverser le gouvernement et à le remplacer par un régime *« à l'iranienne »*. Les événements d'Assiout, deux jours après l'assassinat d'Anouar El Sadate, qui avaient fait au moins 73 morts, constituent la principale expression de ce complot.

Il aura fallu à peine dix minutes au *général Samir Fadel, président* de la Haute Cour militaire, pour rendre publiques les sentences dans les conditions qui ont quelque peu étonné : en raison d'une panne d'électricité dans la salle d'audience, la cour s'était installée à la hâte dans le hall du tribunal. C'est là que le jugement a été prononcé, en l'absence des accusés et de leurs avocats. Selon la presse égyptienne, les juges se sont rangés à l'avis du commandant de la police militaire, qui estimait impossible que le verdict fût rendu devant les vingt-quatre accusés, particulièrement excités. La salle d'audience avait d'ailleurs dû être évacuée en raison des bruyantes professions de foi d'Islamboully et de ses complices : *« Nous refusons que le sang des musulmans soit répandu sur l'autel des juifs »*, scandaient les prisonniers derrière les barreaux du box auxquels ils avaient accroché une étoile de David rouge de sang.

Si une page est tournée, la réalité de l'intégrisme n'en demeure pas moins présente. Tirant les conclusions de ce procès, le quotidien *El Goumhouria* écrit : *« Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que le terrorisme est un phénomène socio-politique avant d'être une affaire policière ou criminelle. »*

L'armée épargnée

Le procès des meurtriers d'Anouar El Sadate, conclu cinq mois après l'assassinat du second raïs, a réuni à la fois le principal inconvénient de la justice d'un pays démocratique — la lenteur — et celui d'une dictature — le secret, — reflétant ainsi parfaitement la nature du système hybride légué par le successeur de Nassér.

Le huis clos, durant presque tous les débats, n'a pas permis de savoir si le mystère qui entoure encore la préparation de l'« exécution » de Sadate par un petit groupe d'intégristes islamiques, civils et militaires, le 6 octobre, a pu être éclairci. La plus remarquable toutefois dans cette affaire est que si, outre les quatre membres du commando qui tirèrent sur le raïs et ses invités, l'obscur ingénieur Farrag, propagateur d'une non moins obscure théorie sur la « guerre sainte civile », est envoyé au gibet, en revanche, le commandant Aboud El Zemor, seul militaire de quelque importance parmi les vingt-quatre accusés, sauve sa tête, devenant forçat, en principe à perpétuité, en compagnie de son jeune cousin Tarek, un étudiant qui l'avait converti à l'intégrisme.

Zomor, jeune officier des services de renseignements militaires, n'avait *certes pas tiré lui-même sur le raïs*, mais il était apparu dès le début comme la cheville ouvrière de la *la petite conjuration, fournissant en* outre à ses supérieurs des apaisements fallacieux quant aux activités clandestines du lieutenant Islamboull, qui dirigea l'escouade d'assassins. Le commandant, qui doit, il est vrai, recasser en justice à propos de l'insurrection intégriste d'Assiout, a sans doute échappé à la peine capitale en raison de son appartenance à la caste des officiers, laquelle, de Néguib à Moubarak, en passant par Nasser et Sadate, gouverne l'Egypte depuis 1952. Il est apparenté à un général tué à la guerre de 1973 et à un sénateur nommé par Sadate.

La guerre, en contrepartie, est déclarée sans merci aux extrémistes islamiques, qui, depuis trente ans, mènent la vie dure aux officiers. Si, de ces derniers, le général Moubarak a le plus grand besoin pour rester président, en revanche il n'a strictement aucune aide, au contraire, à attendre des intégristes : *« Vous subirez le même sort* (que Sadate) *et rien ne vous sauvera quel que soit le temps que cela pourra nous prendre »*, a lancé à l'assistance l'un des condamnés à mort, à la fin du procès.

Déjà *Le Caire annonce qu'un millier* de personnes appartenant à une organisation islamique inconnue, la « Nouvelle Guerre sainte » viennent d'être inculpées de complot contre le régime.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Iran

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Les Etats-Unis financent les activités de nombreux groupes d'exilés

Les États-Unis fournissent une aide secrète *« de plusieurs millions de dollars »* à de nombreux groupes d'exilés iraniens, dont deux organisations para-militaires basées en Turquie orientale, près de la frontière iranienne, affirme le *New York Times* du 7 mars.

Citant des sources proches des services de renseignement occidentaux et au sein de l'administration américaine, le *New York Times* indique que, pour le moment, le but principal de ce soutien, dirigé par la C.I.A., n'est pas le renversement ou la déstabilisation du régime de l'iman Khomeiny, mais la collection de renseignements sur la situation intérieure en Iran.

A plus long terme, poursuit le quotidien new-yorkais, les États-Unis espèrent réussir à unifier les mouvements d'opposition en exil et s'assurer une position forte en cas de changement de régime à Téhéran.

Selon les sources citées par le *New York Times*, la plus importante organisation para-militaire, dirigée par l'amiral Ahmad Madani, ancien chef de la marine impériale, serait forte de six mille à huit mille hommes et se situerait *politiquement au centre* de l'échiquier politique iranien.

La seconde, sous les ordres du général Bahram Aryana, ancien chef d'état-major de l'armée impériale, serait forte d'environ deux mille hommes. Elle ferait partie de l'organisation *monarchiste* Azadegan, qui avait revendiqué l'été dernier l'action contre les vedettes françaises destinées à l'Iran. Les États-Unis auraient des liens plus étroits avec la première organisation qu'avec la seconde.

La C.I.A. financerait également les groupes politiques d'exilés, *principalement en France* et en Egypte. L'aide américaine irait principalement aux *forces* modérées de gauche, à l'exclusion de *l'ancien président* Bani Sadr, mais sans doute aussi aux monarchistes ralliés derrière la princesse Achraf, sœur jumelle du défunt chah.

Enfin un troisième volet de l'aide américaine aux opposants iraniens serait consacré à une station de radio, qui émettrait depuis la Turquie orientale et serait destinée à contre balancer les effets de celle des Soviétiques, située à Bakou, et qui soutient le parti communiste Toudeh.

Toujours selon les mêmes sources, la C.I.A. a fait clairement savoir à tous les groupes qu'elle était actuellement opposée à toute action militaire contre le régime en place à Téhéran.

● *Six Moudjahidin Khalq* ont été tués samedi 6 mars à Téhéran au cours de plusieurs affrontements avec les pasdaran (gardiens de la révolution).

● *La télévision iranienne* a montré dimanche l'imam Khomeiny, entouré des footballeurs de l'équipe de Téhéran et de plusieurs autres sportifs, qu'il recevait dans sa résidence de Djamaran. Cette apparition avait pour but de faire cesser des rumeurs sur la « mort » de l'imam. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Liban

L'INSÉCURITÉ S'AGGRAVE A BEYROUTH-OUEST

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — L'insécurité s'aggrave à Beyrouth-Ouest, où le dimanche 7 mars a été le seul jour de la semaine écoulée sans troubles importants.

Les deux journées précédentes avaient été particulièrement tendues avec l'explosion d'une voiture piégée — la troisième en dix jours — samedi à Jnah, sur le front de mer (six morts, dix-sept blessés), et de multiples règlements de *comptes* où étaient notamment impliquées deux organisations palestiniennes, le Fath de M. Arafat d'un côté et la *Saïka* pro-syrienne de *l'autre. Les* accrochages armés ont été nombreux dans différentes quartiers de la ville (deux morts, plusieurs blessés).

Accusant le Deuxième Bureau de l'armée, M. Béchir Gemayel, commandant des *forces phalangistes*, et Israël d'être à l'origine de cette vague d'attentats, Abou Ayad, un des principaux dirigeants de la résistance palestinienne, a menacé de répliquer en portant le terrorisme à Beyrouth-Est, qui jouit actuellement d'une relative tranquillité. *« Notre révolution*, a-t-il souligné, *est humaine* (...), *mais notre patience a des limites (...). Bientôt, il n'y aura plus au Liban de régions sûres et d'autres qui ne le sont pas, car nous ne pouvons en supporter davantage. »*

L'incertitude est d'autant plus vive au sein de la population que celle-ci est traumatisée par les innombrables rumeurs qui circulent sur une prochaine conflagration généralisée et sur la montée des violences à l'approche de la date théorique, dans quatre mois et demi, de l'élection présidentielle. — *L. G.*

DEUX LYCÉENS BLESSÉS PAR BALLES, A NAPLOUSE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — La situation est tendue dans plusieurs localités de Cisjordanie, particulièrement à Naplouse, où deux lycéens ont été blessés par balles, le 6 mars, par des soldats israéliens qui tentaient de disperser une manifestation. La municipalité a lancé un appel à la grève générale pour le 8 mars.

Le commandant de la région militaire a déclaré que, d'après les premières investigations sur les circonstances de la fusillade, l'officier, qui avait donné l'ordre de *« tirer dans les jambes »*, avait agi *« conformément aux consignes »* et que sa décision lui paraissait justifiée. — F. C.





EUROPE

République fédérale d'Allemagne

LES DIFFICULTÉS DU CHANCELIER SCHMIDT

L'opposition chrétienne-démocrate remporte la majorité absolue aux élections locales du Schleswig-Holstein

De notre correspondant

Bonn. — Le parti social-démocrate a enregistré une défaite sévère aux élections municipales et locales qui ont eu lieu dimanche 7 mars dans le Land de Schleswig-Holstein, tandis que la C.D.U. a obtenu la majorité absolue des voix. Les chrétiens-démocrates recueillent en effet 50,1 % des suffrages, alors qu'il y a quatre ans ils avaient obtenu 49,2 %. Le S.P.D., en revanche, tombe de 40,5 à 35,2 %. Les libéraux passent de 7,3 à 7 %. Les « verts », qui présentaient deux listes écologistes rivales, ont atteint un total de près de 5 % des voix, contre 0,7 % seulement en 1978. Enfin, la fédération des électeurs du Schleswig-Holstein méridional, qui représente la minorité danoise progresse légèrement avec 1,8 % des voix contre 1,7 % la dernière fois.

La C.D.U. a gagné davantage de terrain dans les villes que dans les campagnes, remportant même la majorité à Neumünster, jusqu'ici forteresse social-démocrate. Quant aux libéraux, s'ils maintiennent à peu près leurs positions dans l'ensemble du Land, ils se voient désormais privés de toute représentation, aussi bien à Lübeck qu'à Flensburg et Neumünster.

Ce que les politiciens appellent « l'ombre de Bonn » a naturellement pesé sur la campagne électorale. La faiblesse actuelle du gouvernement Schmidt et les scandales récents qui discréditent le monde politique et syndical touchent plus les sociaux-démocrates que leurs adversaires. Les élections dans ce Land du nord du pays ne font donc que confirmer les plus récents sondages d'opinion. Mais ce n'est pas la seule explication du recul enregistré par le S.P.D. L'organisation régionale du parti avait pris, en effet, des positions franchement hostiles au chancelier et au gouvernement de Bonn sur nombre de points. Elle s'oppose notamment à la double résolution de l'OTAN et à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Une telle attitude a certainement contribué, elle aussi, à détourner les électeurs sociaux-démocrates modérés.

Un phénomène nouveau s'est manifesté à l'occasion de ces élections. Pour la première fois, on a vu à Kiel la candidature d'une liste d'extrême droite, dont le programme consistait essentiellement à limiter la population étrangère en R.F.A. Dans l'ensemble de la ville, cette liste a obtenu 3 % des voix, ce qui ne suffit pas pour que ses candidats entrent au conseil municipal. Dans certains quartiers populaires toutefois, ce mouvement xénophobe a recueilli jusqu'à 8 % des suffrages.

Lâsiaaaülbat

JEAN WETZ.

Union soviétique

MOSCOU, VILLE BRUISSANTE DE RUMEURS

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les organes d'information soviétiques n'ont toujours pas soufflé mot du trafic de diamants qui a entraîné l'arrestation du directeur du cirque de Moscou et d'un de ses proches, Boris Bouriatsou, dit « le tzigane » (*le Monde* daté 28 février-1er mars). Mais les rumeurs continuent de circuler dans la capitale soviétique. Ainsi, on affirme que Boris Bouriatsou aurait été tué dans sa prison. Chanteur play-boy, habitué des soirées de la *nomenklatura*, mais aussi fils du « roi des gitans » d'U.R.S.S., il aurait abrité chez lui le trésor de la communauté gitane que la police aurait saisi en même temps que les diamants recherchés. Pour cette raison, il aurait, dit-on, été éliminé par ses compagnons.

Impliqué dans la même affaire, un vice-ministre de la culture aurait été démis de ses fonctions.

On a appris, d'autre part, que l'ancien ministre des finances de Géorgie, M. Ananyachvili, évincé de son poste en avril dernier pour *« sérieux défauts dans son travail »*, vient d'être condamné à mort pour malversations.

Enfin, toujours en Géorgie, des précisions ont été apportées sur les causes de l'arrestation de Serge Paradjanov. De source soviétique proche du cinéaste, on estime que celui-ci a été victime d'une provocation. Deux versions avaient circulé jusqu'à présent. Selon l'une, il lui était reproché de *« recevoir chez lui des gens qu'il n'aurait pas dû recevoir »*. Selon l'autre, il était accusé de spéculation. En fait, le chef d'inculpation retenu serait celui de subornation de fonctionnaires. Un neveu du cinéaste étant entré, il y a cinq ans, à l'institut grâce à un pot de vin, on aurait menacé Paradjanov de révéler l'affaire s'il ne versait pas 1 000 roubles (ramenés ensuite à 500) à un responsable, qui se serait révélé être un agent provocateur.

En fait, on aurait voulu, en tendant un piège, faire taire le cinéaste qui tenait chez lui, devant ses nombreux visiteurs, des propos considérés comme hostiles au régime. Ceux qui connaissent Paradjanov disent que cet homme éminemment théâtral, excessif et imprudent, n'hésite pas, pour la beauté du geste, à se lancer dans des diatribes qui, en Union soviétique, peuvent être dangereuses.

THOMAS FERENCZI.

Pologne

● *Sept membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis* ont mené, du 4 au 7 mars, une mission d'information qui les a conduits à Varsovie, Cracovie et Katowice. La délégation a été reçue par le maréchal (président) de la Diète, quatre ministres et deux vice-ministres, ainsi que par le primat de Pologne, Mgr Josef Glemp. — *(A.F.P.)*

● *M. Claude Cheysson* a adressé le 5 mars une lettre à M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (B.I.T.), pour lui faire part de la « vive préoccupation » du gouvernement français devant la non-application par le gouvernement de Varsovie de la convention internationale n° 87 sur les libertés syndicales, ratifiée par la Pologne. — *(Corresp.)*

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● RIXE MEURTRIÈRE DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS. — Deux personnes sont mortes, et trois autres ont été grièvement blessées samedi 6 mars, lors d'une rixe entre réfugiés roumains et albanais dans le camp de Traiskirchen, à 30 kilomètres au sud de Vienne. A la date du 31 janvier dernier, 26 440 réfugiés (dont 22 534 Polonais) se trouvaient dans les centres d'accueil autrichiens. — *(A.F.P.)*

Égypte

● L'ANCIEN CHEF DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS EGYPTIENS, Salah Nasr, condamné en 1976 à dix ans de prison pour sa responsabilité dans la torture de prisonniers sous Nasser, est mort le 5 mars au Caire. Il avait occupé le poste de responsable des « Mokhabarat » de 1956 à la défaite égyptienne contre Israël, en 1967. Il avait été accusé d'avoir tenté de renverser le régime et condamné aux travaux forcés à perpétuité. Libéré en 1974 par Sadate, il était à nouveau emprisonné peu après et, depuis 1978, il avait passé le plus clair de son temps à l'hôpital en raison de la détérioration de son état de santé. — *(A.F.P.)*

Maroc

● LE SORT DE SION ASSIDON. — Les professeurs Laurent Schwartz et Michel Broué se sont rendus au Maroc, du 4 au 6 mars, afin d'y effectuer des démarches en faveur du mathématicien marocain Sion Assidon, emprisonné depuis dix ans en raison de ses opinions marxistes. Les autorités marocaines se sont retranchées derrière des arguments administratifs pour interdire aux mathématiciens français de rencontrer leur collègue marocain emprisonné à Kénitra. MM. Schwartz et Broué rendent compte de leur mission au cours du gala organisé pour Sion Assidon, ce lundi 8 mars à 20 h 30, au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, rue de la Gaîté.

Pakistan

● ASSASSINAT D'UNE PERSONNALITE POLITIQUE. — Un dirigeant de l'opposition modérée a été assassiné, dimanche 7 mars, à Peshawar. M. Arbab Sikander Khan Kalil, ancien gouverneur de la province de la frontière du Nord-Ouest était un des responsables du parti démocratique national, qui est membre du Mouvement pour la restauration de la démocratie, regroupant huit formations opposées à la loi martiale.

DIPLOMATIE

DANS L'INCERTITUDE QUANT AUX INTENTIONS AMÉRICAINES

La conférence sur le droit de la mer tient une nouvelle session à New-York

New-York. — La onzième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'ouvre ce lundi 8 mars, à New-York, dans l'incertitude la plus totale, étant donné le flou qui entoure les intentions américaines.

Au printemps 1981, alors qu'on espérait un accord final débouchant sur la signature de la convention, en septembre, à Caracas, la nouvelle administration républicaine demandait une suspension des négociations afin de procéder à une *« étude approfondie »* des termes du futur traité. En août, à Genève, elle confirmait qu'elle entretenait de sérieux doutes sur le bien-fondé des positions antérieures des Etats-Unis. Elle se déclarait à peu près d'accord sur un certain nombre de points, notamment sur la libre circulation dans les détroits, sur la fixation des limites de la zone économique des Etats côtiers à 200 milles nautiques (370,4 kilomètres), la pêche en haute mer, la protection de l'environnement marin, etc. Mais l'administration Reagan émettait les plus vives réserves sur la partie la plus délicate du projet : l'exploitation des grands fonds marins, en particulier les transferts de technologies aux pays en développement et les procédures d'attribution des sites d'exploration et d'exploitation.

Le 29 janvier dernier, cependant, le président Reagan annonçait que les Etats-Unis étaient d'accord pour retourner à la table de négociations, mais à certaines conditions, notamment, l'assurance, pour Washington, d'un siège au Conseil de trente-six pays qui établira la politique d'exploitation des fonds marins, les garanties données aux sociétés qui auraient investi avant la mise en application de la convention et un assouplissement de la politique de limitation de la production demandée par certains pays, comme le Canada, qui veulent protéger leur propre industrie minière.

En fait, les intentions de la Maison Blanche ne sont pas claires. Le 24 février, au moment où s'ouvraient aux Nations unies des discussions informelles d'une semaine précédant le début de la onzième session, la mission diplomatique américaine a publié un document de quarante-trois pages exposant son point de vue sur les questions litigieuses. Mais il s'agit plus d'une profession de foi dans le droit fil de la « doctrine Reagan » de la libre entreprise que de propositions précises. Le document exprime surtout la ferme intention de Washington de faire respecter ses prérogatives de première puissance économique et financière du monde et son souci de ne pas risquer de se trouver, dans la nouvelle Autorité confronté à une coalition du tiers-monde dont l'OPEP, ou l'Assemblée générale des Nations unies lui paraissent les exemples les plus désastreux.

La onzième session s'ouvre dans un climat de tension. Le président du groupe des « 77 » (qui réunit les quelque cent vingt pays en développement), M. Alvaro de Soto (Pérou), se déclare prêt à aller de l'avant pour parvenir à la signature de la convention, cet automne, à Caracas, quelle que soit l'attitude des Américains. Les « 77 » estiment qu'un délai n'est plus possible ; le 22 février, le gouvernement américain a, en effet, annoncé qu'il allait commencer à attribuer aux grands consortiums miniers des permis d'exploration.

De notre correspondante

Les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale ont, en effet, adopté des lois « conservatoires » leur permettant d'attribuer des concessions d'exploration à partir du 1er janvier 1982 et des concessions d'exploitation à partir du 1er janvier 1988 en attendant l'entrée en vigueur de la convention... si celle-ci est adoptée. Le Japon, l'Italie et la Belgique auraient à l'étude des lois analogues.

Le groupe des « 77 » laisse entendre que, malgré son maximalisme, il reste prêt à négocier certains éléments du projet de convention avec les Américains, si ceux-ci font des propositions concrètes. Selon certaines informations, Washington s'apprêterait, en effet, à mettre sur la table de conférence quelques projets d'amendements. Mais les « 77 » n'ont guère confiance en Reagan, qu'ils soupçonnent d'essayer simplement de gagner du temps.

De fait, l'administration américaine est divisée : le Pentagone, par exemple, est favorable à une convention dans la mesure où celle-ci assurera le libre passage de la flotte et de l'aviation dans les détroits. Mais il est aussi intéressé par les minéraux stratégiques des fonds marins, comme le cobalt et le manganèse, qui proviennent, pour l'instant, de pays « peu sûrs » comme le Zaïre, le Zimbabwe et la Zambie (pour le cobalt), l'Afrique du Sud, l'Union soviétique, le Brésil et le Gabon (pour le manganèse).

L'affaire du « mini-traité »

La réciprocité entre les quatre pays qui ont adopté des lois « conservatoires » est prévue, si bien que l'on parle de « mini-traité ». Cette idée a séduit d'emblée l'administration Reagan, qui y a vu un moyen de faire pièce à la mauvaise volonté des « 77 » et, peut-être, de convaincre les institutions financières de « couvrir » les opérations des consortiums miniers, même si la convention n'était pas signée. Washington avait, semble-t-il, espéré convaincre les trois autres pays de signer cet accord de réciprocité avant le début de la onzième session.

Dans un premier temps, les Britanniques et les Allemands y ont paru favorables, mais les Français ont montré des réticences. Ils sont, en particulier, attachés à la clause du projet de convention qui concerne la limitation de la taille et du nombre des sites d'exploration attribués à un même pays, une clause que les Américains récusent.

Les réticences de Paris ont donné l'espoir aux « 77 » que la France pourrait jouer un rôle d'intermédiaire entre les pays en voie de développement et les Etats industrialisés occidentaux. Mais Paris est loin de soutenir toutes les options des pays du tiers-monde, notamment le projet de participation à la convention des mouvements de libération nationale et le refus de reconnaître aux territoire non autonomes une zone économique exclusive.

La conférence, qui doit se terminer le 30 avril, mais pourrait se prolonger *« si des décisions interviennent »*, commencera par trois semaines de discussions informelles au cours desquelles les positions vont sans doute se préciser. De bonne source, on assurait le 4 mars que les membres importants des « 77 », notamment l'Inde et le Brésil, seraient prêts à reconnaître le droit d'antériorité des premiers investisseurs et pourraient entraîner tout le groupe dans cette voie, ce qui ne pourrait que satisfaire Washington.

A l'état-major de la conférence, on redoute un « blocage » américain : comme pour tous les organismes dépendant des Nations unies, Washington devrait contribuer pour 25 % aux frais de fonctionnement de l'Autorité, qui sera « propriétaire » du *« patrimoine commun de l'humanité »*, c'est-à-dire des ressources des grands fonds marins. Si bien que, malgré l'intention des « 77 » d'aller jusqu'au bout, on ne voit guère comment ceux-ci pourraient faire fonctionner et respecter seuls un système aussi complexe, privés de l'appui financier des Etats-Unis et des autres pays industrialisés occidentaux.

Les observateurs de la politique américaine à l'ONU craignent, en dernière analyse, qu'à Washington les opposants à la convention l'emportent sur les partisans si la conférence se sépare, en avril, sur une impasse.

NICOLE BERNHEIM.

● *M. Cheysson se rend à Oslo* ce lundi 8 mars. Le ministre des relations extérieures s'entretiendra avec son collègue norvégien, M. Stray, le premier ministre, M. Willoch, et sera reçu par le roi Olaf V.

Le Monde

politique

M. PIERRE MAUROY AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« L'opposition ne fait pas correctement son travail »

Poursuivant sa campagne pour les élections cantonales, M. Pierre Mauroy devait se rendre, lundi soir 8 mars, à Charleville-Mézières, où le Front commun ardennais contre l'implantation d'une deuxième centrale nucléaire à Chooz, qui regroupe le P.S.U., la C.F.D.T. et les écologistes de la région, lui avait demandé audience pour réclamer que les promesses faites par les socialistes avant l'élection présidentielle soient tenues, et que « toute la lumière soit faite » sur les violents incidents survenus, le dimanche 28 février, sur le chantier de la centrale (« le Monde » du 2 mars).

Après avoir passé son samedi dans le Nord, où il était venu apporter son soutien aux candidats du P.S. dans les trois cantons de Hondschoote, Merville et Orchies, dont les sièges sont détenus par l'opposition, le premier ministre était, dimanche soir, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. Il y a, notamment, estimé que « l'opposition ne fait pas correctement son travail ».

Evoquant les cent dix « *propositions pour la France* » arrêtées par le congrès extraordinaire du P.S., réuni le 24 janvier 1981 à Créteil pour désigner le candidat du parti à l'élection présidentielle, M. Mauroy a énuméré toutes les décisions prises et les réformes engagées depuis le printemps dernier par le gouvernement, conformément au programme de M. François Mitterrand. « *Dans un débat national, à une semaine des élections cantonales, il est très important que les Français sachent ce qui a été annoncé, ce qui a été promis et ce qui est réalisé* », a-t-il souligné.

Il a ajouté que, après les élections cantonales, « *il n'est pas prévu de remaniement ministériel* ». Interrogé sur les « *dissonances* » constatées au sein de l'équipe gouvernementale et sur son autorité personnelle sur les membres de celle-ci, le premier ministre a répondu : « *Il est bien normal qu'il puisse y avoir, sur tel ou tel thème, des débats entre ministres : il serait vraiment inacceptable qu'il ne puisse pas y en avoir. (...) Lorsque nous étions dans l'opposition, on disait : « Mais ils ne pourront jamais » venir au pouvoir ! Ils parlent » beaucoup, ils discutent beau» coup. » Mais ça, c'est la caractéristique de la gauche. La gauche discute, elle n'est pas monolithique, elle est diverse, pluraliste par définition. La gauche est bien française, au fond ; ce gouvernement a toutes les caractéristiques de la France, toutes les caractéristiques des Français. Les Français sont comme ça ; ils n'aiment pas que leur gouvernement sorte des décisions sans même qu'on puisse voir où la décision a commencé, où elle a été prise. (...) Tant que la décision n'est pas prise, dans la phase d'élaboration, les comités interministériels se succèdent et il est bien légitime qu'il puisse y avoir finalement quelques éléments d'appréciation. Ce qui serait grave, c'est que, une fois que les uns et les autres ont exposé leur point de vue, il n'y ait pas quelqu'un pour trancher. (...) Je suis là justement pour trancher. Voilà ce que je fais. J'ai le sentiment, auprès du président de la République, de conduire ce gouvernement avec autorité.* »

Les Français à Matignon

M. Mauroy a estimé, d'autre part, que « *l'opposition ne fait pas correctement son travail* » : « *Lorque nous étions dans l'opposition, nous avions un projet. L'opposition, qui a été sans programme lorsqu'elle était au gouvernement, est actuellement sans perspective. J'observe qu'elle se saisit de toutes les péripéties secondaires de la vie politique pour faire des opérations qui fleurissent et puis qui crèvent comme des bulles de savon. (...) Une opposition constructive serait souhaitable.* »

Invité à donner son sentiment sur l'appel à un élargissement de la majorité lancé récemment par M. Chevènement, selon lequel « *la majorité a vocation à s'étendre au-delà de la gauche* » (le Monde du 16 février), le chef du gouvernement a affirmé : « *Le problème de l'élargissement est un problème philosophique sur lequel on peut discuter (...) mais il n'est pas un problème politique compte tenu de la façon dont se déroule maintenant la vie politique française.*

» *Cela dit, s'il en est qui veulent partager le combat de la gauche, pourquoi pas ? A gauche, on ne choisit pas les hommes. Ce sont eux qui doivent choisir leur combat. Tous ceux qui veulent mener le combat de la gauche et soutenir le gouvernement sont les bienvenus. Le reste, c'est de la philosophie politique. (...)* »

M. Mauroy a évoqué plusieurs sujets d'actualité.

● L'avenir de l'enseignement privé : « *Nous avons dit que nous n'avions aucune volonté d'imposer, que nous souhaitions avoir une concertation, un dialogue, que cette concertation et ce dialogue seraient nécessairement longs. Le ministre de l'éducation nationale a pris toutes les dispositions. Nous avons commencé à en discuter, nous allons poursuivre ces discussions et quand le moment sera venu, nous mettrons en application ce que nous avons prévu.* »

● La grogne des paysans : « *De toutes les catégories françaises, ce sont les agriculteurs qui ont le plus besoin de l'appui du gouvernement. (...) Leur mécontentement doit se manifester à l'égard de l'Europe, à l'égard de l'évolution de la politique agricole commune.* »

● Les craintes des cadres : « *Il y a eu beaucoup de malentendus mais nous arriverons à régler les problèmes, qui sont plus psychologiques et politiques que matériels.* »

● Les remous à l'intérieur des sociétés de télévision : « *Nous n'avons pas fait comme les gouvernements précédents ; il n'y a pas eu de chasse aux sorcières.* »

En conclusion, le premier ministre a déclaré qu'il a de sa fonction de chef du gouvernement « *une conception différente* » de celle de ses prédécesseurs : « *Je veux confirmer aux Français qu'avec Pierre Mauroy à Matignon, ce sont eux qui sont à Matignon.* »

● *M. René Le Guen*, membre du bureau politique du P.C.F., a notamment déclaré, samedi 6 mars, à l'occasion d'une fête des travailleurs originaires des DOM-TOM organisé par la fédération communiste de Seine-Saint-Denis : « *Il appartient à chacun des peuples guadeloupéen, martiniquais, réunionnais, guyanais et de Nouvelle-Calédonie de décider librement du statut de leur choix. Dès à présent, la France doit définitivement rompre avec la politique colonialiste élaborée et pratiquée par tous les gouvernements réactionnaires qui ont jusqu'ici dirigé les affaires de la France, une politique d'asphyxie économique qui vide certains de ces pays de leurs forces vives, en poussant à l'exil.* »

M. GASTON DEFFERRE AU « GRAND JURY » R.T.L.-« LE MONDE »

● Il n'y a pas, en ce moment, risque de déstabilisation politique
● Le « charcutage cantonal », ce sont nos prédécesseurs qui l'ont fait

Problèmes de la police, occupations d'usines, élections cantonales, décentralisation, statut particulier de la Corse. C'est sur tous ces sujet que s'est exprimé, le 7 mars, au « Grand Jury » R.T.L.-« le Monde », M. Gaston Defferre. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation avait aussi évoqué le suicide de René Lucet (« le Monde » du 7 mars).

● « MALAISE » DANS LA POLICE

Le ministre de l'intérieur conteste qu'il y ait un « malaise de la police » et ajoute : « *J'ai fait pour les policiers beaucoup plus qu'aucun de mes prédécesseurs. J'ai obtenu pour eux des avantages matériels et financiers que personne n'avait obtenu, notamment l'incorporation d'une prime qu'ils réclamaient depuis vingt ans. Cette prime de sujétion, cette prime de risque sera désormais prise en compte pour le calcul de la retraite. J'ai obtenu du gouvernement six mille policiers supplémentaires après avoir obtenu mille personnels administratifs supplémentaires afin de permettre aux policiers qui doivent être sur place, dans les rues, de sortir de leur bureau. J'ai donc très bonne conscience.* »

● L'ENQUETE SUR L'ATTENTAT DU JUGE MICHEL

« *J'avais demandé à la police d'en rechercher très activement les auteurs. Dans un délai assez court, l'auteur du maquillage de la moto a été identifié. Des arrestations ont été faites. Je crois pouvoir dire que, si tout le monde s'était tu, on aurait été sur le le point de trouver les responsables et d'identifier ceux qui ont décidé l'attentat. Malheureusement, on a parlé. C'est pourquoi, vous l'avez constaté, en ce qui me concerne, je suis souvent très réservé. Je ne peux pas vous dire grand-chose sur cette affaire, car elle n'est pas terminée. On a parlé trop tôt* ».

Plus généralement, le ministre estime que « *tout attentat est une tentative de déstabilisation* » mais ajoute : « *Je ne pense pas qu'il y ait, en France, en ce moment, risque de déstabilisation politique. Il y a, c'est sûr, des risques d'attentat, mais le gouvernement est solide. Il repose sur des bases saines et il mène une politique qui se révèle être au service du plus grand nombre des Français. Par conséquent, nous ne sommes pas dans une situation qui risque d'être déstabilisée.* »

● L'AMNISTIE

« *Une amnistie, quelle qu'elle soit, ne facilite pas la tâche de la police, c'est fatal. Les amnisties précédentes ne l'ont pas facilitée davantage. Pour les policiers qui ont eu de la peine à arrêter des coupables, que ces coupables soient ou non condamnés, il n'est pas agréable de retrouver ces derniers dans la rue, d'avoir encore affaire à eux. Je comprends l'état d'esprit des policiers mais une loi est une loi et elle doit être appliquée par tous.* »

● LA FERMETE ET LE MAINTIEN DE L'ORDRE

Répondant à une question sur les manifestations antinucléaires de Chooz, dans les Ardennes et la manière dont elle ont été réprimées, M. Defferre déclare : « *Qui a été le plus brutal ? Les manifestants ou la police ?... Avant d'intervenir avec fermeté, les policiers — et les C.R.S. en particulier — avaient reçu beaucoup de coups violents et il y avait eu beaucoup plus de blessés du côté de la police que de celui des manifestants. Il fallait remettre de l'ordre. Le gouvernement a décidé qu'un certain nombre de centrales seraient construites ; elles sont nécessaires pour que la France dispose de l'énergie dont elle a besoin et pour les économies de pétrole à venir. Par conséquent, cette décision devra être appliquée.* »

● LES ELECTIONS CANTONALES

M. Defferre précise d'abord qu'il a « *préservé la notion de la suprématie des cantons ruraux* » dans les nouveaux découpages et que, à défaut d'être un test national, les élections seront une « *indication ; mais elles ne peuvent, en aucun cas, être un contre-test ou une contre-épreuve des élections législatives.* »

Puis répondant aux accusations de « charcutage », le ministre de l'intérieur indique qu'« *en 1973, le gouvernement de l'époque avait procédé à un découpage et créé 318 cantons nouveaux. De plus, il a redécoupé ou supprimé 20 cantons. En 1976, il a procédé à un découpage uniquement dans la région parisienne où 40 cantons nouveaux ont été créés. Autrement dit, sous le règne de M. Giscard d'Estaing, 378 cantons nouveaux ont été créés ou modifiés. Le découpage auquel j'ai procédé n'a concerné que 165 cantons, soit près de la moitié de ce qu'ont fait mes prédécesseurs.*

» *Mes prédécesseurs*, ajoute-t-il, *ont réussi un véritable charcutage qui a consisté à ne découper pratiquement que les cantons qui leur étaient favorables et à ne pas découper les autres. Eh bien ! moi, je suis parti de leur principe, que j'ai appliqué à tout le monde. Par exemple, pour le Puy-de-Dôme, j'ai créé un canton où M. Giscard d'Estaing est candidat et recueillera quelque 65 % des voix. Dans toute une série d'autres départements, j'ai créé ou maintenu des cantons dans lesquels des candidats de droite vont pouvoir être élus.* »

● LA DECENTRALISATION

« *Les préfets auront à l'avenir un rôle très important à jouer, et ce sera peut-être la principale difficulté que je rencontrerai. Désormais, en effet, ils vont être les véritables patrons — que l'on m'excuse du terme — de toutes les directions ministérielles dans les départements : directions de l'équipement, de l'agriculture, de la jeunesse et des sports, des affaires culturelles. Tous ces directeurs seront sous les ordres des préfets et quand il y aura une difficulté entre le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional et ces administrations, c'est le préfet qui tranchera sur place ; c'est lui qui est le mieux placé pour connaître les problèmes.*

» *Quant au Plan, ce sera un véritable Plan, mais il sera conçu démocratiquement, c'est-à-dire que les régions donneront leur avis et participeront à sa confection, ce qui n'était pas le cas précédemment. Le Plan sera décentralisé en ce sens que sa conception sera décentralisée. De plus, il y aura des plans régionaux établis librement par chaque région. Il existait aussi — et j'ai été le premier à les mettre en œuvre, et il y a bien des années — des plans municipaux, mais ils étaient tombés en désuétude. Chacun à son échelon essaiera de travailler de façon ordonnée, méthodique. Nous ne piloterons pas au jour le jour comme nos prédécesseurs. Et cela n'est pas contradictoire avec la décentralisation.* »

● LA CORSE

« *Les deux grands mouvements autonomistes ont accepté de participer à l'élection de l'assemblée régionale de Corse et d'y jouer un rôle. A partir du moment où l'on est membre d'une assemblée, où l'on y parle, on joue un rôle tout à fait différent de celui qui consiste à poser des bombes ou à se servir d'armes. Je constate aussi que lorsqu'une série d'attentats ont été commis il y a quelques semaines, les Corses ont manifesté pour la première fois, de façon quasi unanime, leur réprobation. On m'a dit que j'avais fait un pari. Je n'ai pas fait de pari. Je n'avais pas le choix. Je ne pouvais pas reprendre la politique de mes prédécesseurs si je ne voulais pas retomber dans les mêmes drames sans issue des attentats et de la répression. J'ai choisi une autre solution qui a consisté à s'adresser à l'intelligence et au cœur des Corses.* »

● *L'U.D.F. change d'adresse* et s'installe au 42 bis, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris. Son numéro de téléphone reste le 550-34-20.





POLITIQUE

M. GÉRARD, président des jeunes giscardiens : « l'opposition a trop attendu depuis le 10 mai. »

Le Mouvement des jeunes giscardiens a organisé, samedi 6 mars dans toute la France, « cent forums sur les libertés » autour des candidats qu'il soutient aux élections cantonales.

Plusieurs personnalités du P.R. ont participé à ces réunions, notamment MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, à Marseille, Roger Chinaud, conseiller politique du P.R., à Paris, et Jean-François Deniau, vice-président, des Clubs Perspectives et Réalités, à Bourges.

Le Mouvement des jeunes giscardiens a fait adopter une « charte pour la liberté de l'enseignement », qui comporte quatorze revendications ayant principalement trait à l'enseignement privé dont *« la possibilité d'exister est menacée »*.

A Lyon, M. Patrick Gérard, président du mouvement, a estimé que l'*« opposition a trop attendu depuis le 10 mai. Il faut maintenant,* a-t-il déclaré, *comme Giscard l'a montré par sa candidature à Chamalières, qu'elle propose aux Français, non pas une unité factice mais une union de de ses différentes sensibilités sur l'essentiel. Nous serons dans l'opposition comme l'a souhaité Giscard : au coude à coude pour dénoncer la politique du dogmatisme et du sectarisme qui caractérise les socialo-communistes. »*

● *M. Jean-Marie Caro*, député U.D.F.-C.D.S. du Bas-Rhin, dans une lettre adressée à M. Jean Lecanuet, président du mouvement, confirme sa candidature à la présidence du Centre des démocrates-sociaux. Il précise : *« Je veux que ma démarche serve à faire prevaloir la fidèle continuité de votre action dans la volonté de progrès des aspirations chrétiennes, sociales et populaires de notre famille de pensée et dans le dynamisme de l'autorité politique d'un C.D.S. fort de lui-même. »*

● *Deux voitures de candidats du P.C.F. incendiées à Colmar.* — En trois jours, deux voitures appartenant à des candidats du P.C.F. aux élections cantonales ont été incendiées à Colmar (Haut-Rhin). Dans la soirée du mercredi 3 mars, le véhicule de M. Gilbert Berthier, candidat dans le canton de Neuf-Brisach, a brûlé. Samedi 6 mars dans la soirée, c'était la voiture de M. Robert Bickard, candidat dans le canton de Colmar-Nord, qui subissait le même sort. Le premier incendie a été revendiqué par un certain groupe Bastien-Thiry, inconnu jusqu'ici, le deuxième par un correspondant anonyme, qui a menacé *« de faire sauter la maison »* de M. Bickard.

● *A Saint-Maixent (Deux-Sèvres)*, le maire, M. Camille Lemberton, a été exclu du parti socialiste, à l'unanimité du bureau exécutif, réuni le 3 mars, du fait qu'il sollicite le renouvellement de son mandat de conseiller général contre le candidat socialiste désigné par le parti, M. Alain Métois. M. Lemberton juge que son exclusion est *« bien dans la ligne des sottises accumulées par le P.S. »*.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

HAUTE-CORSE : Calvi (1er tour)

Inscr., 2 644 ; vot., 1 642 ; suffr. expr., 1 600. MM. Jacques Sauvageot, app. P.S., 855 voix, ELU ; Antoine Santini, div. gauche, 745.

[Il s'agissait de remplacer Mlle Carina Marcotorchino, conseiller municipal démissionnaire. M. Antoine Santini avait le soutien de M. Xavier Colonna, ancien maire (indépendant de gauche) et des treize conseillers municipaux proclamés élus par le Conseil d'Etat, qui avait, du même coup, invalidé treize élus, dont le maire, M. Jean Orabona, R.P.R. (« le Monde » du 6 juin).

M. Jacques Sauvageot, ancien conseiller municipal élu en mars 1977, était devenu, une année plus tard, le porte-parole du « Groupe des douze » opposé à M. Xavier Colonna. Il avait ensuite conduit la liste composée de socialistes, de communistes et d'autonomistes lors des élections partielles du 15 mars 1981. Sa liste étant arrivée en troisième et dernière position, avec 391 voix sur 2 383 suffrages exprimés. M. Sauvageot a bénéficié cette fois du soutien de M. Jean Orabona (R.P.R.), le maire invalidé, qui entendait faire battre M. Colonna qualifié de « candidat de la fausse gauche », afin de démontrer que ce dernier ne détient plus la majorité à Calvi, « même s'il la conserve pour quelques mois encore au conseil municipal ».

Après cette élection au conseil municipal, M. Colonna sera, dans les prochaines semaines, réélu maire de Calvi, le Conseil d'Etat ayant proclamé élus avec lui douze de ses colistiers, tandis que la nouvelle minorité, composée de sept conseillers municipaux, sera rejointe par M. Sauvageot.]

ANCIENS COMBATTANTS

CÉRÉMONIE A ÉVREUX EN HOMMAGE A PIERRE SÉMARD

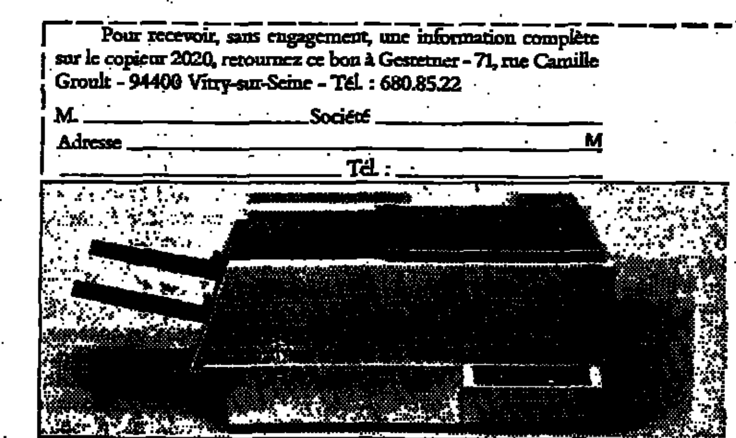
M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, a présidé samedi 6 mars, à Evreux, les cérémonies organisées à la mémoire de Pierre Sémard, fusillé par les nazis il y a quarante ans, le 7 mars 1942, dans la prison de la préfecture de l'Eure.

Après M. Roland Plaisance, maire communiste d'Evreux, M. Fiterman a évoqué cette *« grande figure du mouvement ouvrier français, coupable d'avoir refusé de toutes ses forces le totalitarisme. »* Le fait que, pour la première fois cette cérémonie ait été placée sous la présidence d'un membre du gouvernement est, pour le ministre d'Etat, *« le témoignage que quelque chose de profond a commencé de changer en France. »*

Pierre Sémard, cheminot, avait été secrétaire général de la Fédération des cheminots ainsi que le premier ouvrier à être élu, en 1924, secrétaire général du tout nouveau parti communiste français.







POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

Dans la région parisienne

VAL-DE-MARNE : au-delà du canton la conquête du pouvoir communal

« Pour consolider le changement ». Il n'émerge plus que ce slogan d'une affiche socialiste recouverte par une autre du P.C.F. qui proclame vouloir « poursuivre et réussir le changement dans l'union ». De la photo qui y figure part une bulle surajoutée : « *Je suis pour l'union, je recouvre les affiches socialistes.* » P.C. et P.S. jouent à « je t'aime moi non plus » pendant que l'opposition se tient prête à exploiter toutes les divergences de la majorité. Avec dix-neuf sièges renouvelables sur trente-neuf, la gauche, majoritaire au conseil général (16 P.C. et 7 P.S.), n'est guère menacée même si le parti communiste est susceptible de connaître un nouvel effritement de ses positions. Alors qu'il était le groupe le plus important depuis 1976, le renouvellement de 1979 et trois partielles ont placé le groupe communiste à égalité d'effectifs avec l'intergroupe de l'opposition (R.P.R., U.D.F., C.N.I.P.).

« *Nous ne sommes pas euphoriques mais confiants* », assure M. Roger Grevoul, président du groupe communiste. Il estime que les électeurs fidèles représentent un poids suffisant dans les sept cantons renouvelables détenus par son parti. Jugeant que ceux qui en 1981 se sont « égarés » « *n'ont aucune raison de ne pas voter communiste en 1982* », les socialistes entendent confirmer la tendance des scrutins présidentiel et législatif de 1981, qui ont fait du P.S. la première force politique du département, tant par les suffrages obtenus que par la représentation parlementaire.

Si le premier objectif est de « battre la droite », ils surveilleront d'un œil attentif leur partenaire communiste. On n'a pas oublié certains incidents opposant les deux partis en juin dernier à Villeneuve-le-Roi et Limeil-Brévannes notamment. Sur les dix-neuf cantons renouvelables, le P.S. présentera dix-sept candidats et soutiendra à Fresnes le maire, M. André Villette, sortant, apparenté P.S., et à Saint-Mandé M. Jean Charpentier, M.R.G.

De son côté l'opposition montera unie au front, armée d'un accord signé le 28 janvier. Dans seize cantons, elle présentera un candidat unique, et notamment dans tous les cantons où le conseiller sortant fait partie de l'intergroupe. Les formations qui composent l'opposition ne s'affronteront au premier tour que dans trois cantons : au Kremlin-Bicêtre, à Villiers-sur-Marne, à Créteil-Nord. Jamais, dans le passé, un accord aussi large ne s'était réalisé.

Seul accroc, à Saint-Mandé (22e canton), où M. Juhel, président du parti radical du Val-de-Marne et vice-président de l'U.D.F., se présentera en dissident contre M. Robert André Vivien (R.P.R.), sortant. Désavoué par ses partenaires du P.R., du C.D.S. et du C.N.I., il va faire l'objet d'une exclusion de l'U.D.F. Le R.P.R. lancera onze candidats dans la bataille. Quant à l'U.D.F., elle a surtout investi pour 1983.

Il est à noter que les trois vainqueurs des partielles, M. Olivier d'Ormesson (C.N.I.) à Chennevières, Jean-Marie Poirier (P.R.) à Boissy-Saint-Léger, et Marc Favas (C.N.I.) à Vincennes-Fontenay-Nord, solliciteront à nouveau le suffrage des électeurs.

Quatre conseillers sortants ne seront pas sur la ligne de départ : Jean-Paul Kayser (P.C.), décédé brusquement le 6 janvier dernier, M. Jacques Lasne (R.P.R.), M. Tabanou (P.S.) et M. Rouy (Indépendant). La représentation féminine restera faible : le P.C. présentera quatre candidates, l'opposition deux, et le P.S. une.

Les points chauds

Au moment des résultats, il faudra plus particulièrement surveiller neuf cantons.

Tout d'abord, le Kremlin-Bicêtre (16e canton). En présentant Mme Michèle Martelli, la compagne de M. Kayser, le P.C. a voulu la faire bénéficier de la prime au sortant. Dans ce secteur de centre gauche, elle aura néanmoins toutes les peines du monde à conserver le siège face à M. Jean-Luc Laurent (P.S.) et MM. André Maigné (U.D.F.) et Jean-Michel Tanguy (R.P.R.).

A Boissy-Saint-Léger (2e canton), M. Jean-Marie Poirier, maire de Sucy, ancien porte-parole de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, et seul conseiller sortant app. P.R., aura son plus dangereux adversaire en la personne de M. Michel Prévot (P.S.). Pour l'ancien député, qui aura là encore un combat difficile, tout se jouera dans sa commune.

A Bry-Champigny (4e canton), M. Jacques Lasne (R.P.R.) transmet le témoin pour des raisons professionnelles à M. Etienne Audfray (C.D.S.), maire de Bry. Mais M. Edmond Goby (P.S.) est fort capable de troubler la succession. Vincennes-Fontenay-Nord (30e canton), tristement célèbre pour les affaires de fraude qui ont entaché les dernières cantonales, provoquant l'annulation de l'élection de Mme Nicole Garand (P.C.), sera à nouveau un point de mire. Au P.C., on ne déborde pas d'optimisme, en raison de l'augmentation de la population sur la partie vincennoise du canton. Au cas où M. Gérard Boespflug (P.S.) arriverait à s'interposer dans la traditionnelle passe d'armes entre Mme Nicole Garand (P.C.) et M. Marc Favas (C.N.I.), ce dernier pourrait se faire quelques soucis.

A Champigny-Ouest (6e canton), M. Guy Poussy (P.C.), secrétaire général de la fédération du Val-de-Marne, aura beaucoup de difficultés à se maintenir face au socialiste, M. Pierre Jacquemin, sur sa lancée des législatives, et, dans une moindre mesure, au R.P.R., M. Albert Chevallier.

A Chennevières (8e canton), ce sera la « belle » entre MM. Olivier d'Ormesson, maire d'Ormesson, ancien député, et Claude Romeo (P.C.), maire de La Queue-en-Brie. Le premier, battu en 1976, a gagné le siège un an plus tard à la faveur d'une annulation due à des irrégularités.

A Joinville-le-Pont (15e canton), M. Garchery (C.N.I.) ne se représentant pas, l'opposition s'est accordée sur le nom de M. Pierre Aubry, non inscrit, fils d'un ancien maire adjoint. Le P.C., qui est politiquement la plus faible des grandes formations, lance le maire, M. Guy Gibout, espérant que l'image de marque de celui-ci lui permettra de passer la barre au premier tour. Le pari est risqué. Le P.S., avec son premier secrétaire fédéral, M. Patrick Sève, peut nourrir de légitimes espérances.

A Villecresnes (26e canton), M. Paul Redon, maire de Marolles, alors au C.N.I., qu'il a quitté depuis, était passé de justesse en 1976 face au communiste. Cette année, l'examen de passage sera encore plus ardu pour ce modéré. Deux renversements de tendance ont été mis en évidence lors des deux élections de 1981 : la gauche l'a emporté et le P.S. est devenu majoritaire à l'intérieur de cette gauche. Pour M. Louis Godet (P.S.), rien n'est encore joué. Le P.C., lui, disputera le leadership avec M. Maxime Kalinsky, un homme de terrain, ancien député.

A Villiers-sur-Marne (38e canton), où M. Rouy ne se représente pas, on voit mal M. Serge Delaporte (P.S.), le maire, échouer dans sa tentative, encore que certains, dans l'opposition, n'écartent pas une surprise. Il est vrai qu'un socialiste indépendant (!), M. Roudergues, qui a le soutien de M. Rouy, peut lui grignoter quelques voix et que l'opposition va ratisser large avec deux candidats, un dans chacune des villes composant le canton : M. Bernard Van Crayeneste (P.R.), du Plessis-Trévise, et Mme Danièle Gourraud (R.P.R.), de Villiers, sans compter la candidature de M. Jegou, exclu du C.D.S.

Une fois de plus les cantonales apparaissent comme la piste d'élan des municipales, et, bien au-delà des scrutins des 14 et 21 mars, c'est le pouvoir communal qui est en jeu au Kremlin-Bicêtre, à Joinville, à Champigny et à Fontenay notamment.

FRANCIS GOUGE.

BOURGOGNE : la région du président

La victoire de la gauche a été sensible dans la région de Bourgogne qui ne compte plus, depuis le printemps 1981, que deux députés de l'opposition (MM. Soisson, dans l'Yonne, et Mathieu, en Côte-d'Or, tous deux U.D.F.), alors que la majorité détient treize sièges. *L'assemblée régionale est présidée par* M. Pierre Joxe, *président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.*

Sur les quatre départements composant la région, seule l'Yonne est présidée par un représentant de l'opposition, M. Jean Chamant, sénateur républicain indépendant, les trois autres étant administrés par des présidents socialistes. En Côte-d'Or, les radicaux de gauche ne désespèrent pas de jouer, cette fois-ci, un rôle déterminant. Dans la Nièvre, où M. François Mitterrand a présidé *l'assemblée départementale de 1964 à la présidence de la République*, M. Noël Berrier (P.S.) n'est pas soumis à renouvellement.

SAONE-ET-LOIRE : le renouvellement

De notre correspondant

Mâcon. — Quel que soit le résultat, le conseil général de Saône-et-Loire *connaîtra nécessairement* des changements puisque huit sortants (dont six élus de gauche) ne se *représentent pas* (1). *Le doyen des* quatre-vingt-dix-neuf candidats (dont cinq femmes) pour les vingt-huit cantons renouvelables sera M. Jules Pinsard (M.R.G.), ancien sénateur, élu et réélu depuis 1945 à La Chapelle-de-Guinchay. Pour essayer de déboulonner cette vénérable institution de la politique locale, ils ne seront pas moins de six, dont un représentant du parti communiste et cinq membres de l'opposition.

Quatorze cantons connaîtront seulement des luttes triangulaires avec un candidat unique de l'opposition, se présentant le plus souvent sans étiquette. A Chagny, le sortant, M. France Lechenault (M.R.G.), *soixante-douze* ans, sénateur, trouvera sur sa route un communiste et un socialiste soutenu à l'unanimité par la section locale du parti socialiste, malgré le désaveu du bureau fédéral ; la section a maintenu sa décision en se basant sur le score réalisé *par M. Crépeau au premier tour* de l'élection présidentielle.

Deux cantons devraient être pourvus dès *le premier tour : celui* de Chauffailles, dont le conseiller sortant, M. Robert Trouillet (mod.), élu en 1976 avec quelque 87 % des suffrages, se verra opposer le seul candidat du parti communiste ; et celui de Saint-Gengoux-le-National, où M. Albert Ruste (M.R.G.), qui reste seul en lice au second tour d'une élection partielle, le 18 février 1980, n'aura, lui aussi, à devancer que le représentant communiste. — J. B.

(1) Il s'agit de MM. Georges Carthieux (mod.) à Couches, Albert Nageotte (mod.) à Gueugnon, René Beaucarnot (M.R.G.) à Montcenis, Louis Farastier (P.S.) à Montchanin, Emile Badoux (M.R.G.) à Mourpont, André Camus (P.S.) à Pierre-de-Bresse, François Chapuis (P.C.), à Toulon-sur-Arroux, et Pierre Chelle (P.S.), à Tramayes.

NIÈVRE : terre de mission pour l'opposition

De notre correspondant

Nevers. — Dans le département du président, les choses ne sont pas tout à fait ce qu'elles étaient. Non que le chef de l'Etat se désintéresse de cette terre et de ces hommes au contact desquels il peut mesurer l'évolution de la « France profonde » : la Nièvre reste un peu le baromètre personnel de M. Mitterrand ; en outre, les affaires du département sont suivies avec attention à l'Elysée par le chef de cabinet du président de la République, M. Jean Glavany.

Mais ici et là — l'absence du président aidant — apparaissent des difficultés qui tiennent au fait que le dispositif mis en place par M. Mitterrand n'a pas encore acquis sa propre autorité.

Ces tensions qui agitent les socialistes nivernais ne sont pas de nature à mettre en péril leur domination sur le département : ils disposent de dix-neuf des vingt-neuf sièges de l'assemblée départementale ; deux communistes et un conseiller « divers gauche » viennent conforter cette majorité face aux huit élus de l'opposition.

Mais ces quelques frictions peuvent, dans tel canton, rendre les choses plus difficiles. Ainsi dans celui de Cosne-sur-Loire, où l'élu sortant, M. Huygues des Etages, député, ne se représente pas ; l'opposition peut prétendre tirer les marrons du feu.

Trois autres cantons constituent les points les plus disputés : celui de Saint-Amand-en-Pusaye, où Mme *Marguerite Fiévé ne se représente* pas ; l'opposition, représentée par trois candidats classés « divers gauche », se fait menaçante ; celui de Pougues-les-Eaux, où le sortant communiste, M. Maurice Besson, ne se représente pas et que le candidat socialiste, M. Henri Thibaudat, peut enlever ; celui de Brinon-sur-Beuvron, détenu par M. Charles Gauthé (U.D.F.), qui ne se représente pas, et que M. André Poncini (P.S.) pourrait conquérir.

Au total, quinze des vingt-neuf sièges du conseil général sont soumis à renouvellement. Les trois partis de l'opposition (U.D.F., R.P.R. et CNIP) se sont accordés sur la candidature unique dans treize de ces cantons.

En fait, l'opposition n'aura que douze candidats uniques. En effet, l'un d'eux, M. Jean-Michel Basset, qui s'était trouvé face à M. Mitterrand au second tour des élections législatives de 1978, s'est manifesté trop tardivement, le jour de la clôture des dépôts de candidatures ; il n'a pas été retenu. En conséquence, deux candidats seulement seront en lice dans le canton de Moulins-Engilbert, le conseiller sortant, M. Lambert (P.S.), et Mme Gidrat (P.C.F.).

L'héritier du chef de l'Etat dans la troisième circonscription législative, M. Bernard Bardin (P.S.), se représente à Clamecy. De son côté, M. Eugène Teisseire, délégué général du P.S. aux fédérations et premier secrétaire dans la Nièvre, brigue la succession de Mme Paule Saury (P.S.) dans le canton de Châtillon-en-Bazois. — G.F.

YONNE : une empoignade familiale

De notre correspondant

Auxerre. — M. Jean-Pierre Soisson (P.R.), seul des trois députés de l'opposition à avoir conservé son siège lors des dernières élections législatives, se lance à nouveau dans la bataille. Il retrouve dans le canton *d'Auxerre-Sud-Ouest le socialiste* M. Etienne Louis, qui l'avait battu il y a six ans. L'ancien ministre de la jeunesse et des sports ne veut rien négliger pour prendre sa revanche. Il axe sa campagne sur trois thèmes : la défense de l'emploi, point particulièrement sensible à Auxerre, où l'entreprise Guilliet, qui emploie sept cent cinquante personnes, *vient d'être mise en règlement* judiciaire, le renforcement de la solidarité, notamment en faveur des personnes âgées et des sans-abri, et l'aménagement de la ville.

Le P.S., de son côté, s'est mobilisé. M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, est venu à Auxerre soutenir M. Etienne Louis avant de se rendre à Joigny, où les socialistes, avec M. Joël Floreau, espèrent battre le maire R.P.R. de la *ville, M. Philippe Auberger.*

M. Michel Rocard succédait, dans ce chef-lieu de l'Yonne, à M. Louis Mermaz, *président de* l'Assemblée nationale. Ces concours seront-ils déterminants ? La lutte semble, en fait, particulièrement indécise, et l'on va assister de nouveau à une empoignade familiale, puisque MM. Soisson et Louis sont cousins.

Dans les vingt cantons renouvelables, l'opposition est parvenue à un accord sur des candidatures uniques. On note cependant quelques bavures dans la mesure où, pour quatre sièges, se présentent à titre personnel, face à ceux qui ont reçu l'investiture de l'U.D.F. et du R.P.R., des candidats se plaçant dans l'opposition. *Il s'agit des cantons d'Ancy-le-Franc, Toucy, Joigny et Saint-Sauveur-en-Puisay. A Joigny, c'est M. Marcel Gasteau qui* vient fausser la règle du jeu et se présente comme centriste. A Saint-Sauveur-en-Puisay, face au candidat de l'opposition, M. Gérard Morisset, maire de Treigny, le conseiller général sortant, M. Gérard Vée (M.D.S.), ancien député, a décidé de maintenir sa candidature. A Ancy-le-Franc, ils seront trois candidats de l'opposition, à Toucy pas moins de quatre : Mme Simone Goussard (U.D.F.), mais aussi M. Alain Arnaud, ancien chef de cabinet de M. Jean-Pierre Soisson à la mairie d'Auxerre, MM. Yves Betron et Francis Combe, membre de l'Assemblée des Communautés européennes.

Le P.S. semble pouvoir l'emporter à Auxerre-Nord-Ouest avec le sortant M. Michel Bonhery, qui trouve sur sa route un néophyte en politique, le docteur Jean-Claude Hochard (R.P.R.) et le secrétaire de la fédération départementale du P.C., M. Jean-Marie Langoureau. *Il est* également donné vainqueur à Saint-Sauveur-en-Puisay avec M. André Favrole, et à Villeneuve-d'Archevêque avec le sortant M. Henri Kienlien. Le P.C., pour sa part, est certain de confirmer les précédentes cantonales à Migennes, avec M. Guy Lavrat, et à Tonnerre avec M. André Durand. Mais c'est, bien entendu, sur le canton d'Auxerre-Sud-Ouest que se concentre l'attention. — C.M.

COTE-D'OR : les radicaux de gauche maîtres du jeu

De notre envoyé spécial

Dijon. — La Côte-d'Or est l'un des départements métropolitains où aucun découpage n'est venu, cette fois-ci, modifier la carte cantonale. Certains cantons urbains de Dijon auraient pu justifier un remodelage, mais le conseil général, à majorité de gauche, et l'administration préfectorale se sont mis d'accord pour laisser les choses en l'état. Dans les vingt-deux cantons renouvelables, tous les sortants se représentent sauf, pour raison d'âge, deux conseillers généraux de l'opposition à Châtillon-sur-Seine et à Recey-sur-Ource, où vont se dérouler des « primaires » entre R.P.R. et U.D.F.

La compétition, qui peu à peu prend un tour plus politique que les années passées, présente pour les Bourguignons un double enjeu : celui de la majorité dans les effectifs du conseil général et celui de la présidence de l'assemblée départementale. Dans l'esprit de nombreux « experts » cantonaux, le second enjeu n'est pas forcément lié au premier.

La gauche possède au conseil général, présidé par M. Pierre Palau, (P.S., Dijon-VIII), qui n'a pas d'inquiétude dans son canton, une courte majorité de vingt-trois sièges contre vingt à l'opposition. Il suffirait donc d'un faible déplacement pour que la majorité change de camp. Bien que M. Palau écarte cette éventualité, il reconnaît cependant que l'issue est encore incertaine. Il estime toutefois que les pertes devraient être, pour la gauche, compensées par ses gains. M. François Patriat, socialiste, élu député de Beaune (3e circonscription) en 1981 contre le candidat M.R.G. *officiellement soutenu par* le P.S., M. Pierre Charles, affirme en revanche son optimisme en disant que « *le mécontentement rural est compensé par la personnalité des sortants de gauche* », mais que, en milieu urbain, « *la gauche risque de moins bien mobiliser son électorat si les mécontents veulent réellement donner une leçon à la majorité* ». C'est ce mécontentement qu'exploitent les candidats de l'opposition, qui font — bien que sans passion — une campagne plus active que ceux de la majorité auprès des agriculteurs et dans les villes auprès des commerçants.

Le sort de l'alternance devrait donc se jouer dans quelques cantons-clés. Ainsi, à Dijon-I, le sortant socialiste, M. René Berthaut, semble, au dire de tous, sérieusement menacé par le maire R.P.R. de Saint-Apollinaire, M. Louis Berthou, que M. Robert Poujade, maire de Dijon, est venu soutenir. Ainsi, à Précy-sur-Thil, le sortant M.R.G., M. Charles Lucand, exploitant agricole, aura fort à faire face au maire, M. Gilbert Bourachot, instituteur, représentant le R.P.R. et l'U.D.F. A Châtillon-sur-Seine, en revanche, le P.S., avec M. Michel Sorek, conseiller municipal, espère bien retrouver ce siège que les socialistes avaient conquis en 1976 mais dont le titulaire d'alors était ensuite passé à la droite. Cependant, le maire de la ville, M. Sordel, sénateur (R.I.), soutient les deux candidats de l'opposition, un C.D.S. et un jeune R.P.R.

Au-delà des scrutins des 14 et 21 mars, toutes les conversations dans les milieux politiques bourguignons portent déjà essentiellement sur la présidence du conseil général. Les radicaux de gauche, avec six élus — dont cinq soumis à renouvellement mais qui ne doutent pas d'être réélus, — se sentent les maîtres de la situation. Sans leur apport, M. Palau, ou tout autre candidat socialiste, ne pourra pas présider l'assemblée départementale. M. Pierre Rebourg, conseiller général d'Alésia (canton de Venarey-les-Laumes), *président* du groupe M.R.G., est aussi obstiné qu'un nouveau Vercingétorix et n'accepte pas de se rendre à un quelconque César non pas venu de Rome mais imposé de Paris. « *Le parti socialiste*, affirme-t-il, *n'a pas été loyal envers nous. Il a présenté des candidats contre tous nos sortants. Nous en avons assez de jouer les porteurs d'eau. Nous poserons nos conditions préalables pour la réélection d'un président socialiste.* » Les conseillers M.R.G. seraient assez favorables à la reconduction, sous conditions, de M. Palau, mais ils semblent redouter que la fédération départementale du P.S. ou même ses instances parisiennes n'imposent un autre choix. Ils rappellent qu'en *1979* — lorsque la gauche a acquis la majorité au conseil général — la désignation de *M. Palau n'a été obtenue que de justesse* au sein de la fédération du P.S., où les divers courants continuent de s'affronter.

Les radicaux de gauche se disent donc prêts aujourd'hui à présenter — en cas de désaccord — leur propre candidat à la présidence, qui pourrait dès lors être élu avec les voix de l'opposition. Celle-ci *serait d'ailleurs* bien satisfaite de jouer ce bon tour aux socialistes. Une telle opération *ne s'est-elle pas déjà réalisée en* 1980, pour la désignation d'un membre du conseil régional ? Un comportement de ce genre de la part du M.R.G. ne s'inscrirait-il pas — comme certains observateurs régionaux le pensent — dans une stratégie nationale si, dans d'autres départements, des radicaux de gauche devaient perdre leurs présidences du fait des socialistes ?

A travers les rues de Dijon et dans les campagnes, le R.P.R. a profité de l'occasion pour lancer une petite campagne d'affichage ; l'U.D.F., essentiellement représentée par le P.R., se manifeste peu ; le P.S. admet que la bataille sera plus serrée, et le P.C., présent partout, reconnaît, par la voix de M. Claude Pinon, candidat à Genlis, qu'il n'a qu'un seul objectif : « *faire remonter son influence* », mais qu'il se soucie peu de savoir qui sera élu. Le P.C. ne possède qu'un seul conseiller *général, non renouvelable*, M. Jacques Garcia, maire de Montbard, considéré ici par tous ses collègues comme un « notable ».

ANDRÉ PASSERON.

Le Monde

société

LA CÉLÉBRATION DU 8 MARS

Le chef de l'État annonce des mesures en faveur des femmes

Pour la première fois cette année, un gouvernement français fête, le 8 mars, la Journée nationale des femmes. Dans la matinée, à l'Elysée, le président de la République en recevant quatre cent cinquante femmes venues de toutes les régions devait expliquer la place que, selon lui, les femmes doivent occuper en France et tracer les grandes lignes de la politique à mener dans le long terme pour y parvenir. De même, le premier ministre, qui devait inaugurer les nouveaux locaux du ministère des droits de la femme et l'exposition « Les femmes dans le travail », lundi 8 mars, à 15 heures, *devait préciser les efforts que son gouvernement entend poursuivre en faveur des femmes.*

Parmi toutes les mesures à venir, devraient figurer le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la Sécurité sociale, un quota de 30 % de femmes sur les listes de candidatures aux élections municipales et régionales, un Fonds national de solidarité dont les modalités de fonctionnement restent à *fixer pour venir en aide aux femmes divorcées* dont les maris ne paient pas les pensions alimentaires.

De son côté, la C.G.T. organisait lundi, à 13 h. 30, du métro Trinité au Palais-Royal, une manifestation pour célébrer cette journée. Les féministes devaient se retrouver à nouveau pour une série d'actions.

« La lutte des classes peut être prétexte à faire oublier les problèmes spécifiques des femmes. » Entendre cette vérité énoncée par le premier secrétaire du parti socialiste, M. Lionel Jospin, valait déjà la peine, pour les militantes, de se déplacer, dimanche 7 mars, au centre aéré de Suresnes (Hauts-de-Seine) où le secrétariat national aux luttes des femmes du P.S. organisait, à la veille de la Journée internationale des femmes, un colloque sur le thème : « Femmes dans la cité ». Cette petite phrase fut bien accueillie par l'assistance, composée de responsables P.S. venus de toute la France, tout comme une autre réflexion de M. Jospin. A propos de l'affaire de la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, M. Jospin s'est dressé contre *« la campagne de calomnies dont est victime Mme Questiaux »*. Il a ajouté : *« Nous sommes aux côtés de Mme Nicole Questiaux, attaquée parce qu'artisan du changement, et qui n'a pas été protégée en tant que femme... » « Elle n'a pas à être protégée »*, entendit-on dans la salle.

Pour être reconnue égale de l'homme, la femme doit-elle utiliser le langage de celui-ci et abandonner sa « féminité » ? Ce fut l'un des thèmes de réflexion, et tout le monde n'était pas d'accord, avec, cependant, une très large tendance de la part des militantes à vouloir garder leur identité.

L'arrivée du ministre des droits de la femme, Mme Yvette Roudy, fut le révélateur de cette difficulté qu'éprouvent les femmes du Parti à se situer par rapport au gouvernement. Pour beaucoup, Mme Roudy est avant tout leur ministre, et elles attendent tout d'elle. Mme Roudy dut à plusieurs reprises, leur rappeler qu'elles ne devaient pas se transformer en assistantes sociales et devaient continuer leur travail de militante.

Elle a donné les grandes lignes des mesures en leur faveur qui devaient être prises rapidement et que le chef de l'Etat devait expliquer ce lundi 8 mars en fin de matinée : remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, *réaménagement de l'aide aux femmes divorcées ne touchant* pas les pensions alimentaires, ordonnance sur le travail à mi-temps *« pour réparer et corriger la loi précédente »... « Je suis*, a-t-elle déclaré, *pour que les gens fassent de ce mi-temps un instrument de libération et de promotion en suivant parallèlement un stage de formation et de reconversion, ou bien en n'en profitant pour s'occuper plus des enfants »*.

Au sujet de la retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes, Mme Roudy a montré son hésitation : *« Mais, n'est-ce pas quelque chose qui a été promis, et alors, ne doit-on pas s'y plier ? »* En attendant, les femmes devraient pouvoir prendre leur retraite après trente-sept ans et demi d'ancienneté et une année plus tôt pour chaque enfant élevé... Autre mesure prévue, la disparition de concours séparés dans la fonction publique, pour la police, *« sauf dans certains cas précis, exceptionnels... »* Soulignant ses réticences à cette restriction, elle a aussitôt lancé la balle dans le camp des militantes pour *« faire mieux »*. *« C'est à vous de prendre la parole, d'étudier, de critiquer... »* L'objectif du gouvernement, a-t-elle rappelé, est *« d'obtenir des droits propres aux femmes. Il faut que celles-ci soient autonomes et égales... »*.

Une autre grande décision : l'obligation de faire figurer au moins 30 % de femmes sur les listes de candidatures aux élections municipales et régionales. Appel fut fait pour se mobiliser et solliciter les candidatures. *« Le quota est très discuté*, a reconnu Mme Roudy, *mais je m'y accroche. »*

Pour le moment, le parti socialiste compte 6 femmes ministres ou secrétaires d'Etat, 54 femmes parlementaires, 1 018 femmes maires, 38 304 femmes conseillères municipales (8,3 %), 95 conseillères générales (10,7 %). Et, à la direction du parti, on ne trouve que quatre femmes sur vingt-huit secrétaires nationaux, huit sur quarante-six membres au bureau exécutif... *« Il y a un progrès*, devait souligner Mme Louise Broca, déléguée fédérale adjointe, *mais c'est encore insuffisant. »*

CHRISTIANE CHOMBEAU.

8,37 % DE FEMMES CANDIDATES AUX ÉLECTIONS CANTONALES

Sur les sept mille sept cent quarante-six candidats inscrits aux élections cantonales, on compte six cent quarante-neuf femmes (dont douze en outre-mer), soit 8,37 %. Parmi elles, deux cent cinquante et une défendront les couleurs du parti communiste, cent quarante-huit celles du parti socialiste, dix celles du Mouvement des radicaux de gauche et entre soixante-dix et quatre-vingts celles de l'U.D.F., et cinquante celles du R.P.R.

Moins nombreuses qu'en 1979 (on en avait recensé six cent quatre-vingt-quatre), elles n'étaient que quatre cent quatre-vingt-trois à avoir participé à la compétition de 1976 et trois cent cinquante-sept à celle de 1973.

Une seule femme préside un conseil général : Mme Evelyne Baylet (M.R.G.) dans le Tarn-et-Garonne. Au total, elles sont cent vingt-cinq (dont deux outre-mer) à être conseillers généraux, soit 3,4 % des membres des assemblées départementales.

Venu soutenir une candidate socialiste dans le canton de Hondschoote (Nord), M. Pierre Mauroy a annoncé, samedi 6 mars : *« Pour qu'il y ait davantage de candidates et d'élues femmes, le gouvernement de gauche demandera qu'il y ait au moins 30 % de femmes sur toutes les listes aux élections municipales de 1983. »*

DU COTÉ DES GROUPES FEMMES

« Un pas en avant trois pas en arrière »

Banderoles roses, banderoles jaunes, violettes ou bleues..., spirituelles et gaies, près de deux mille femmes, rassemblées à Paris par la Coordination des groupes femmes, ont manifesté en chantant et dansant, samedi 6 mars, de la place du Châtelet à l'esplanade des Invalides. Cette manifestation faisait partie d'une des nombreuses actions décidées pour marquer la Journée des femmes, une journée qu'elles ont voulu internationale en invitant des femmes étrangères et en ne les oubliant pas dans leurs slogans tels que *« En Argentine, où sont les enfants, les hommes, les femmes ? Nous sommes toutes concernées »*, ou bien *« De Gdansk à Varsovie, contre la répression, les femmes luttent pour la liberté Solidarité »*

Les revendications plus nationales n'ont pas manqué, ainsi ce slogan pas tout jeune, mais encore d'actualité : *« Double journée, demi-salaire, y'en a marre »*... Fidèles à elles-mêmes, un tantinet provocatrices, elles ont fait savoir au gouvernement ce qu'elles pensent des ordonnances en préparation et des célébrations du 8 mars, sur les notes de la chanson enfantine *Il était une fermière* :

« Les hommes ne savent plus que faire pour notre libération,

» Voilà qu'ils nous honorent, Il ne manquait plus que ça,

» Ils nous médaillent à l'Elysée, ils parlent de nous à la télé,

» Un pas en avant, ah... les belles promesses, trois pas en arrière, on voit pas le changement !,

» Mauroy ne sait pas quoi faire pour notre libération,

» Voilà qu'il légifère pour nous à Matignon,

» Il nous propose le mi-temps et puis aussi trois quarts de temps...

» Voilà qu'Yvette s'égare à la gare Saint-Lazare,

» On nous fait notre histoire, nous qui n'en avions pas,

» Et dans la salle des pas perdus, les femmes célèbres sont suspendues... ». — CH. CH.

Le long week-end de l'U.F.F.

Chants, rires, hot-dogs et discours ont clos, dimanche 7 mars, le très long week-end de l'Union des femmes françaises, mouvement proche du parti communiste, mais qui veut se donner pour vocation *« l'union de toutes les femmes dans le respect absolu de leurs opinions, de leurs convictions philosophiques et religieuses... »*

Un long week-end, en effet, puisqu'il avait commencé vendredi 5 mars, par le quatorzième congrès de l'organisation. Un millier de femmes venues de tous les coins de France se sont réunies, vendredi et samedi, salle des congrès à Nanterre (Hauts-de-Seine), pour réfléchir et proposer des solutions à leur condition car, comme l'a souligné dans son discours d'ouverture la présidente de l'U.F.F., Mme Denise Breton, *« rien sans les femmes n'a jamais été gagné »*. Le thème du congrès était ambitieux : *« Exister, agir, gagner au féminin... »* ou *« féminin présent »*, n'hésiteront pas à ajouter certaines.

Aucun secteur, aucune activité n'a été oubliée. Réparties en huit carrefours : niveau de vie et promotion féminine ; femmes seules chargées de famille ; droits et place dans la société ; emploi des femmes ; droit et choix ; égalité dans la loi et dans la vie ; droit des femmes à la culture et aux loisirs ; contraception ; interruption volontaire de grossesse ; maternité : accueil et sécurité de la femme et du nouveau-né ; pour la paix et le désarmement, les congressistes ont dressé de longues listes de revendications.

Révélateur de la volonté des femmes de chercher un emploi, malgré les difficultés sur le marché du travail dues à la crise, le carrefour sur l'emploi des femmes eut un très grand succès... tout comme d'ailleurs celui sur le niveau de vie, puisque ce sont les femmes qui, bien souvent, tiennent les cordons de la bourse et se chargent des achats quotidiens...

La journée du dimanche 7 mars fut consacrée à une manifestation à Paris qui a conduit plusieurs milliers de femmes de la place de la République à la place des Fêtes. Une manifestation joyeuse, parfois familiale avec des ballons multicolores, des femmes en costumes régionaux. Elles se sont ensuite retrouvées, en famille, porte de Pantin où était organisée une grande fête, le bouquet, pour l'U.F.F., d'une série d'actions en faveur des femmes pour la Journée des femmes.

(Lire page 2 un article de Mme DENISE BRETON.)

LÉGION D'HONNEUR : UNE PROMOTION « FÉMININE »

A l'occasion de la Journée des femmes, une promotion de la Légion d'honneur a été publiée au *Journal officiel* du 7 mars.

Est promue *commandeur* :

Mme Bella Kraemer-Bach, avocat.

Sont nommées *chevaliers* :

Mmes Simone Bouley, épouse Clause, présidente d'association ; Madeleine Comoli, épouse Ligeour, première d'atelier haute couture ; Cécile Bertille, épouse Berté, sage-femme ; Eliane Dejoies, épouse Boulanger, secrétaire ; Andrée Ernie, caissière de banque ; Thérèse Garbarino, épouse Bourselly, commerçante ; Jeanne Garrouste, épouse Pancrazi, médecin de la santé publique ; Jeanne Granger, présidente d'association ; Jeanne Ladent, infirmière ; Jeanne Leleux, épouse Peters, ouvrière ; Jacqueline Lucas, épouse Mettra, présidente d'association ; Renée Magoutière, épouse Gache, employée S.N.C.F. ; Marie-Jeanne Mazza, retraitée ; Marie Mistral, épouse Laurent, secrétaire comptable ; Léone Pavillon, ouvrière textile ; Marguerite Payre, épouse Briquet, commerçante ; Germaine Perier, ouvrière textile ; Yvette Perrin-Riss, secrétaire ; Cécile Pissard, épouse Dubost, médecin ; Adèle Prud'hon, comptable ; Denise Ratgris, épouse Belot, présidente d'association ; Françoise Sicard, épouse Boutellier, infirmière ; Edith Shuler, en religion sœur Agnès, directrice de centre d'hébergement ; Marie Teutsch, épouse Hoffet, pasteur.

Les voilà !

Dire qu'à la fin du deuxième millénaire, dans la patrie de la Révolution, on en est encore à célébrer la journée internationale de la femme, après celle des lépreux et avant celle de l'arbre ! Plus de la moitié de la population obligée de se rappeler à l'attention de l'autre, de descendre dans la rue, de défiler, de manifester, de se mettre en grève et pour quoi ? Simplement pour obtenir l'égalité des droits, c'est quand même insensé quand on y pense. D'ailleurs, ça fait sourire les télévisions voisines, dont les correspondants à Paris ne se sont pas gênés pour s'étonner de l'importance encore accordée chez nous à cet anniversaire. Et pour raconter la chose en prenant des petits airs supérieurs, en soulignant que les Hollandaises, les Scandinaves, les Anglaises et les Allemandes étaient privilégiées par rapport à la Française, nettement à la traîne d'une grande partie de ses sœurs de la Communauté européenne.

Comment ne pas ironiser, en effet, en voyant TF 1 fouiller dans ses placards, en sortir trois ou quatre femmes, les secouer, les aérer et les accrocher à la grille des journaux de 13 h et de 20 h autour d'Annick Beauchamp arrachée à l'obscurité du 23 h pour la journée, avant de les remiser jusqu'à la prochaine B.A. Alors que partout ailleurs — à commencer par Christine Ockrent sur Antenne 2 — les femmes font un malheur en présentant les informations.

Comment ne pas s'indigner devant l'entrée de cirque, le tohu-bohu orchestré, samedi soir, par Michel Polac autour d'un phallocrate chargé d'exaspérer jusqu'à l'outrance et la criaillerie, dans la confusion la plus totale, une trentaine de femmes venues discuter sérieusement des mesures à prendre pour parer au plus pressé, réparer les inégalités et rattraper un retard inadmissible à notre époque.

Franchement, les mesures — il y en a dix-sept — annoncées ce lundi par le président de la République ne sont pas du luxe. Depuis le temps qu'on les réclame, on désespérait de les obtenir. Si la gauche l'a emporté le 10 mai, les femmes y sont pour beaucoup, les femmes, les juifs, les jeunes, les ouvriers, tous ceux qui, à un titre ou à un autre, sont un peu des immigrés de l'intérieur. A la veille des cantonales, le gouvernement a voulu marquer d'une pierre blanche cette date qui renvoie à l'une des premières pages de la longue lutte des femmes contre la discrimination à l'embauche, à la qualification et au salaire évoquée au fil d'un très bon reportage, dimanche soir sur A 2. C'est de bonne guerre, on ne dénoncera jamais avec assez d'éclat pareil scandale.

Si les « hystériques » du Woman's lib n'avaient pas brûlé leur soutien-gorge sous l'œil médusé des caméras, il y a bien des années de cela, ouvrant ainsi la voie, grâce à l'énorme support des médias, aux femmes du monde entier, jamais ce formidable mouvement de libération, de loin, à mes yeux, le phénomène le plus important de ce dernier quart de siècle, n'aurait pris pareil essor. Tous les moyens sont bons, je dis bien tous, pour effacer enfin la honte que représente le sexisme déclaré, protégé par la loi, dans un pays civilisé.

CLAUDE SARRAUTE.

POLICE

Les suites de l'« affaire Leclerc »

(Suite de la première page.)

Après avoir souligné qu'il tenait M. Leclerc pour *« un honnête homme et un très bon policier »*, et *« qu'il ignorait la nature de ses opinions politiques »*, puis répété qu'il avait pour le policier *« de l'estime, et même de la considération »*, M. Defferre avait indiqué qu'il avait reçu à nouveau M. Leclerc, le jeudi 4 mars, puis qu'il avait eu ensuite une longue conversation avec l'épouse de celui-ci.

C'est après ces deux entretiens que le ministre de l'intérieur avait décidé de faire *« quelque chose qu'il n'avait jamais fait »*, en l'occurrence *« leur donner un délai supplémentaire de réflexion »*, jusqu'à ce lundi. En outre, M. Defferre s'était montré formel pour ce qui concerne l'éventualité de la démission de M. Le Mouël : *« Il n'a jamais donné sa démission ni à M. Grimaud ni à moi-même »*, devait-il déclarer, avant de répondre à la question : *« Il a menacé de la donner ? »* par : *« Il n'a pas menacé de la donner »*, ajoutant même : *« Je l'ai encore vu jeudi soir... »*

Si le commissaire Leclerc s'est personnellement abstenu, tout au long des derniers jours, de tout commentaire, imitant en cela M. Le Mouël, on avait pu trouver à la préfecture de police des éléments de réponse aux questions soulevées. Au Quai des Orfèvres, on voulait voir, d'abord, dans la décision de M. Defferre un souci de donner satisfaction à des syndicats de policiers, proches de la majorité, qui n'auraient jamais dissimulé leur hostilité au « patron » de la criminelle. On dénonçait ensuite le procédé utilisé par le ministre de l'intérieur, qui aurait convoqué le commissaire sans en référer, comme le veut l'usage, à son directeur, M. Le Mouël, pour le mettre brutalement au courant de ses intentions.

Si le choix proposé au commissaire Leclerc ne pouvait, en principe, être considéré comme une « sanction », eu égard à l'importance du poste qu'on lui proposait d'occuper, avec de surcroît le grade de contrôleur général, on s'accordait à dire, dans son entourage, que le chef de la brigade criminelle aurait répondu oui sans hésitation dès lors que les choses se fussent faites de manière plus orthodoxe, ce qui semble ne pas avoir été le cas.

Au ministère de l'intérieur, ce lundi en fin de matinée, on se refusait à tout commentaire, en l'absence de M. Gaston Defferre qui était à Marseille pour la journée.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

M. François Le Mouël : un « grand flic » ouvert et opiniâtre

De l'avis de tous ceux qui le connaissent, M. François Le Mouël, directeur de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris, est ce qu'il est convenu d'appeler « un grand flic ». Mince, fumant la *pipe*, M. Le Mouël menant ses enquêtes avec une apparente décontraction, s'est toujours montré vis-à-vis de ses équipes d'une grande courtoisie. L'homme a le sens des relations publiques et c'est à ce poste qu'il se trouvait à la préfecture de police de Paris, en 1964, au moment où on lui confia la création de la première brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.). Là, il a pu faire valoir son ouverture d'esprit, ses qualités intellectuelles et son opiniâtreté de breton. Il mit en place une méthode policière où il ne s'agissait plus de travailler sur les faits mais sur les personnes suspectées. Des hommes du commissaire Le Mouël étaient alors chargés de filer les malfaiteurs et de trouver *les contacts qu'ils* avaient entre eux, nécessaires pour constituer l'infraction d'association de malfaiteurs.

Il perfectionnera cette méthode lorsqu'il deviendra, en 1971, le directeur de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (O.C.T.R.I.S.) qui lui permettra de jouer une part active au milieu des années 60 dans le démantèlement de la *French Connection*. Au cours de ces années, M. Le Mouël avait, parallèlement, mené un travail en profondeur d'informations sur la drogue. Il avait participé à de nombreuses conférences internationales sur la drogue et s'était attiré la sympathie des spécialistes tant en France qu'à l'étranger. M. Le Mouël devait être nommé directeur de la police judiciaire en avril 1981 en remplacement de M. Michel Guyot.

M. Le Mouël, homme de terrain, plus qu'administrateur avait un réflexe de « patron » qui protégeait son équipe avec ardeur. C'est ce type de réaction qui a vraisemblablement opposé le directeur de la P.J. au ministre de l'intérieur dans une querelle où l'entêtement et le souci de ne pas perdre la sympathie de ses hommes qui l'a entraîné à demander d'être suspendu de ses fonctions.

[Né le 28 janvier 1927 à Kérien (Côtes-du-Nord), M. François Le Mouël, commissaire principal en 1959, a été successivement secrétaire du directeur de la P.J., chef de la circonscription de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), puis chef de la cinquième brigade territoriale. En décembre 1964, il prend la direction de la brigade de recherche et d'intervention, dite brigade anti-gangs.

Commissaire divisionnaire en 1967, M. Le Mouël est nommé chef de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants en juillet 1971. Il est nommé contrôleur général en avril 1974 et, en avril 1981, il devient directeur adjoint de la police judiciaire.]

FAITS ET JUGEMENTS

● *Me Jean-Louis Pelletier, avocat de M. Gaëtan Zampa*, ayant fait l'objet récemment d'accusation dans certains journaux qui l'ont désigné comme le commanditaire possible de l'assassinat du juge Michel, a publié, dimanche 7 mars, un communiqué dans lequel il précise que *« M. Gaëtan Zampa affirme être totalement étranger à la mort du juge Michel »* et que, *« considérant comme inadmissible de pareilles accusations, il se réserve le droit de poursuivre en justice les auteurs de toute information à caractère tendancieux ou diffamatoire »*. Enfin a déclaré Me Pelletier, *« M. Zampa s'est mis spontanément en rapport avec les responsables de l'enquête, alors qu'aucune convocation de police ou de justice ne lui a été adressée »*. *Le Monde* du 7-8 mars, rappelait qu'il n'y avait *« pour le moment ni interpellation ni garde à vue »* et que M. Zampa *« n'était même pas recherché »* pour cette affaire.

● *Les incidents de Chooz.* — M. Robert Théate, trente-huit ans, militant antinucléaire inculpé et incarcéré à la maison d'arrêt *de Chalons-sur-Marne (Marne)*, après les violents affrontements qui avaient opposé le 28 février à Fumay (Ardennes) des manifestants aux forces de l'ordre, a été remis en liberté dimanche 7 mars et placé sous contrôle judiciaire.

MÉDECINE

MORT A L'USINE

A la suite du décès d'un ouvrier de l'usine chimique Rhône-Poulenc de Saint-Fons (Rhône), mort d'une maladie du travail, le ministre de la santé, M. Jack Ralite, a déclaré : *« Il n'est plus tolérable, à notre époque, que le travail, moyen de vie, puisse encore être cause de mal. »*

« Une nouvelle fois, les conditions de travail viennent de tuer », a affirmé M. Ralite en expliquant : *« Marius Mille vient de mourir d'un cancer du foie consécutif aux contacts qu'il a eus, il y a plusieurs années, dans son travail, avec du chlorure de vinyle monomère »*. *« Ces cinq dernières années*, a ajouté le ministre, *six autres travailleurs de la même entreprise sont morts d'un même cancer du foie lié aux mêmes conditions de travail »*.

« Certes, a-t-il reconnu, *aujourd'hui, suite aux actions des travailleurs de Rhône-Poulenc, une protection décisive a été acquise dans cette entreprise et le produit concerné ne peut plus faire de mal, mais pour ceux qui travaillaient avant les mesures de protection, on le voit, le mal aboutit à de tragiques conséquences. »*

JUSTICE

Sept personnes sont inculpées à Besançon pour avoir séquestré une adepte de Moon

La secte à l'intention de se porter partie civile

Sept personnes ont été inculpées, samedi 6 mars, à Besançon (Doubs), de séquestration sur la personne de Mlle Claire Chateau, vingt et un ans, enlevée par ses parents le 3 mars dans une rue de la ville alors qu'elle distribuait des tracts de la secte de Moon (« le Monde » du 6 mars).

Il s'agit des parents de la jeune femme, M. et Mme Jean et Madeleine Chateau, de son frère Franck et de l'épouse de celui-ci, Jacqueline, ainsi que de trois opposants à la secte : deux anciens adeptes, MM. Martin Faiers, un Anglais de vingt-huit ans, et Allen Tate Wood, un Américain de trente-quatre ans, et Mlle Alexandra Schmitt, vingt-sept ans, une attachée de presse américaine résidant à Paris.

Retrouvées, vendredi soir, par les enquêteurs du S.R.P.J. de Dijon, dans une maison près de Saint-Claude (Jura), les sept personnes ont été déférées au parquet de Besançon, présentées au procureur, M. Jean Vagne, et, à son substitut, M. Serge Dintroz, avant d'être longuement entendues par M. Rémy Bruel, juge d'instruction. L'inculpation pour « séquestration de personne » prévue par l'article 341 du code pénal a été décidée après qu'un examen médico-psychologique eut montré que Mlle Chateau était saine d'esprit.

Celle-ci, qui a regagné Paris samedi soir pour rejoindre les membres de la secte, a toutefois retiré la plainte qu'elle avait déposée contre ses parents, tout en la maintenant contre les autres personnes, mais la justice doit suivre son cours. Une instruction est ouverte, et les sept inculpés remis en liberté provisoire devront comparaître à nouveau devant le juge début avril.

Lors d'une conférence de presse, réunie à Paris dimanche 7 mars, M. Michel Cloarec, vice-président de la secte de Moon en France, a annoncé l'intention de son organisation de se porter partie civile contre l'Association pour la défense de la famille et de l'individu (ADFI) (1), mouvement de parents opposé aux sectes, et contre les trois étrangers qu'il accuse d'être des « déprogrammeurs officiels ». « Le « deprogramming », a-t-il affirmé, est une méthode qui a recours à la séquestration et à toutes sortes de violences morales, physiques et même sexuelles, pour faire renier à une personne ses convictions religieuses ou politiques. » Accusation que, cependant, aucune preuve n'est venue étayer.

Un drame en trois actes

De notre envoyé spécial

Besançon. — *Le* petit groupe de badauds qui attendent patiemment devant le palais de justice de Besançon commente « l'affaire » : l'enlèvement, *trois* jours plus tôt, à quelques centaines de mètres de là, devant la poste de la rue Proudhon, d'une jeune femme. En plein jour, au *vu* et au su de tous, ses parents ont obligé cette jeune femme, sans ménagements, et malgré ses appels au secours, à monter à bord d'une voiture puis l'ont emmenée dans un mystérieux « centre de déprogrammation », pour être soustraite à l'influence néfaste d'une secte.

Qui a raison, qui a tort ? Les avis sont partagés. *« Moi, je suis pour la fille,* opine un chauffeur de taxi qui désigne avec fierté le lieu de l'enlèvement à chaque client qui lui en parle. *Après tout, elle est majeure et libre. Remarquez, je ne sais pas ce que je ferais à la place des parents,* ajoute-t-il, en se rappelant qu'il est lui aussi père d'une fille. *Tout compte fait, je suis pour les parents aussi ! »*

Grosso modo, les jeunes sont plutôt pour la fille : *« Il faut respecter notre liberté, même si c'est pour faire une connerie »,* tandis que les gens plus âgés défendent le point de vue des parents avec lesquels ils s'identifient aisément.

Puis il y a la position de la police et de la justice, malaisée elle aussi. Si les uns et les autres se sentent proches de la famille et des ravisseurs pour avoir lu et entendu les pires choses sur la secte de Moon, ils sont là pour faire respecter la loi. Celle-ci est formelle : l'enlèvement et la séquestration de plus de deux jours sont punissables d'un emprisonnement de deux à cinq ans. Mais ne serait-il pas scandaleux de traduire M. et Mme Château en cour d'assises ?

Le substitut, M. Serge Dintroz, semble, pour sa part, regretter, à mi-mots, la célérité et l'efficacité des policiers — mais, une fois la jeune femme retrouvée et les ravisseurs appréhendés, il fallait *« sauvegarder le principe de la liberté individuelle, de la liberté de pensée, de la liberté d'adhérer à n'importe quelle philosophie, fût-ce celle de Moon » !*

A 17 h. 30, la garde à vue se termine, elle a duré vingt-quatre heures. Mme Château est emmenée par son fils et sa belle-fille, alors que son mari sort avec les anciens adeptes de la secte. Les traits tirés, il est visiblement à bout et se refuse à toute déclaration en l'absence de son avocat. *« Une instruction est ouverte, maintenant il faut attendre le résultat »,* se borne-t-il à dire, avant d'ajouter que son épouse a perdu 7 kilos en quinze jours.

C'est finalement le tour de Claire de sortir par une porte dérobée à la tombée de la nuit et d'être emmenée aussitôt, à bord d'une estafette de la police, vers la gare où elle prendra le train pour Paris.

Le rideau tombe ainsi sur le deuxième acte du drame. Quel sera le troisième acte ? Les inculpés ne cachent pas leur espoir que l'instruction permette de faire toute la lumière sur les agissements de la secte de Moon. *« Nous n'avons rien à cacher,* déclarent les anciens adeptes, *alors que les méthodes de Moon sont inavouables. »*

La déprogrammation n'existe pas

Rien à cacher ? Nous les avons pris au mot en nous rendant à Saint-Claude, où Claire a été retenue pendant deux jours. La maison, située sur les hauteurs enneigées des Prés-de-Valfin, lieu-dit près de Saint-Claude, n'a rien d'une prison, ni d'une chambre de torture. La maison a simplement été prêtée temporairement à M. et à Mme Château, qui avaient imprudemment loué une autre maison à Besançon sous leur propre nom.

« Il n'existe pas de centres de déprogrammation, ni en France ni même aux États-Unis », nous a déclaré M. Allen Tate Wood, qui a passé quatre ans et demi dans la secte de Moon (de 1969 à 1973) aux États-Unis, où il était président de l'organisation dans le Maryland et l'un des dirigeants proches de Moon.

S'il a fini par quitter le mouvement, c'est parce qu'il s'est rendu compte que *« Moon est un paranoïaque dangereux, un homme qui n'a rien de chrétien et qui entretient des rapports pathologiques avec ses disciples ».* Lavage de cerveau et manipulation mentale des adeptes ; jeux belliqueux organisés dans la propriété privée de Moon au Belvédère, sur la rivière Hudson, consistant en des combats physiques entre équipes nationales, afin de prouver leur volonté d'aller se battre en Corée contre le communisme ; sévices corporels infligés par Moon à ses subordonnés ; doctrine secrète au-delà des « principes divins », qui ont trait au comportement sexuel de Moon et à ses attaques contre le christianisme : les révélations de M. Wood confirment et dépassent même les critiques dont la secte est ordinairement l'objet.

Depuis qu'il a quitté le mouvement — en entraînant vingt-six autres adeptes avec lui, — M. Wood se consacre à combattre celui-ci et à aider d'autres à en sortir. Il est l'auteur d'un livre *« Moonstruck » (« Foudroyé par Moon »),* dans lequel il raconte son itinéraire. Il récuse le terme de « déprogrammation », car, dit-il, ce que je fais n'a rien d'un *« lavage de cerveau à l'envers ».* D'ailleurs, ce sont les sectes elles-mêmes qui dénoncent l'existence de *« centres et de manuels de déprogrammation »,* qui n'existent que dans leur imagination.

En quoi consiste l'action de M. Allen Wood ou de M. Martin Faiers, lui aussi un ex-mooniste qui a passé un an et demi dans la secte au Canada (de 1978 à 1980), où il était le dirigeant numéro deux ? *« Nous évitons toute violence,* répondent-ils, *là où les moonistes privent l'adepte de sommeil et de nourriture, nous le laissons d'abord dormir et bien manger. Ensuite, nous lui demandons simplement de nous écouter pendant un maximum de dix jours. Nous lui montrons des documents et projetons des films qui prouvent l'escroquerie et les mensonges de la secte. En présence de sa famille et de ses amis et coupé du milieu étouffant où il était retenu prisonnier, l'adepte peut enfin choisir librement et en connaissance de cause entre la liberté ou le retour à sa prison. Notre taux de réussite est de l'ordre de 85 %. »*

Si ce travail de sauvetage et de conseil est fait par conviction — les deux ex-moonistes se sont convertis au catholicisme — et par amour de la liberté, le service n'est pas bénévole. Il faut vivre, étudier l'évolution des sectes, voyager... et le tarif demandé par M. Martin Faiers pour une session de dix jours tout compris (le déplacement, la participation de quatre conseillers, la documentation, etc.) est de 3 500 livres sterling (35 000 F.).

Cela peut paraître cher, *mais* le tarif pratiqué aux États-Unis par M. Ted Patrick notamment est au moins le double. *« Et il ne faut pas oublier,* ajoute M. Martin Faiers, *que chaque mooniste, à l'intérieur de la secte, est non seulement une machine à rapporter des sous, mais aussi un pervertisseur d'autres jeunes. D'ailleurs,* conclut-il, *je ne cherche pas de clients. Ce sont eux ou leurs parents qui viennent me supplier de les aider. Pour moi, l'essentiel n'est pas d'aider quelques cas isolés à s'en sortir, c'est de s'attaquer à la racine du mal en dénonçant l'activité elle-même des sectes. Je suis venu en France pour cela, et cette affaire de Besançon me fournira l'occasion rêvée, je l'espère, de braquer les projecteurs de l'actualité sur Moon. »*

Tout se jouera au cours de ce troisième acte du drame qui vient de commencer.

ALAIN WOODROW.

(1) Si Mlle Alexandra Schmitt, une des sept personnes inculpées, est effectivement membre de l'A.D.F.I., elle s'était rendue à Besançon à titre personnel, et non pas mandatée par l'A.D.F.I.

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE A PARIS

L'arrosé arroseur

Vingt-sept ans, veste de tweed grise et cravate rouge, la mise discrète d'un jeune cadre moyen, M. Michel Cloarec est incrédule. Que l'on se rassure, il ne s'agit pas de Dieu, du moins de ce Dieu qu'étudiant en droit il découvrit à vingt ans dans *les Principes divins* enseignés par le révérend Sun Myung Moon. Non, aujourd'hui vice-président de l'Association pour pour l'unification du christianisme mondial (A.U.C.M.) pour la France, ce message-là, il n'en doute pas. Il croit plus que jamais que l'Amérique est *« l'instrument de Dieu pour sauver le monde »,* que *« le communisme est le véritable anté-christ de notre époque »* et que *« le monde libre défend la liberté sous la bannière de l'Amérique »* (1).

Non, son incrédulité s'adresse à nous, les journalistes. *« Comment des gens aussi intelligents que vous peuvent-ils croire de telles choses ? »* Ces calomnies contre *« un mouvement chrétien authentique »,* qui ne veut que *« défendre la liberté religieuse ainsi que la tolérance dans cette nation ».* Place au plaidoyer donc, dimanche 7 mars, au siège parisien de l'A.U.C.M. L'arrosé arrose, copieusement. En substance : la secte, ce sont les autres, ces *« déprogrammeurs »* venus d'outre-Atlantique pour nous combattre ! Le conditionnement, les *« lavages de cerveau »,* les *« violences morales, physiques et même sexuelles »,* ce sont eux.

Des preuves ? M. Cloarec ne s'en embarrasse pas. Devant les questions, il dresse un mur de paroles. Une cascade de dénégations à l'assise aussi mystérieuse que les proclamations du *« prophète »* Moon, qui dit tenir ses secrets de Dieu et Jésus eux-mêmes.

Pourquoi Mlle Claire Chateau, l'adepte séquestrée, ne témoigne-t-elle pas ? Bientôt, *« dès qu'elle se sentira prête »,* pour l'heure, *« elle retrouve tous ses esprits dans un de nos centres parisiens ». « Deprogramming »* suppose *« programming » ? « Un jeu de mots pour faire croire n'importe quoi. »* Le révérend ne qualifie-t-il pas la famille naturelle des adhérents de « famille » « satanique » et, donc, haïssable ? *« Absolument faux ! Un de nos idéaux les plus profonds est la restauration de la famille. »* Combien de centres avez-vous en France ? *« Je ne peux pas vous le dire (...) Des dizaines, moins d'une centaine. »* Vos finances ? *« Nous vivons difficilement, grâce à la vente des trente mille exemplaires de notre mensuel, acheté 20 F. »* Mais le salaire des permanents ? *« Du bénévolat. Je n'ai pas de revenus particuliers. Des familles m'aident dans mes besoins. »* Et l'usine d'armements possédée par la secte en Corée du Sud ? *« Supercherie ! Notre mouvement n'a aucune usine qui lui appartienne. »*

Ainsi de suite... Revenez à l'essentiel, répète calmement M. Cloarec. L'essentiel ? *« L'acte criminel qui vise à détruire la liberté religieuse en France. » « Je fais appel à votre conscience de journalistes,* conclut-il. *Ayez le courage de venir dans nos centres pour voir comment nous éduquons les personnes. »* Il faudra s'y faire : la secte Moon s'est muée en institut de relations publiques.

EDWY PLENEL.

(1) *Un prophète parle aujourd'hui : Sun Myung Moon,* 1980, A.U.C.M. France.

ÉDUCATION

LA PRÉPARATION DE LA FUTURE LOI D'ORIENTATION

M. Alain Savary insiste sur la spécificité de chaque établissement d'enseignement supérieur

De notre envoyé spécial

Lyon. — Quelque cinq cents universitaires se sont réunis, du mercredi 3 au vendredi 5 mars, à l'université de Lyon-II, à Bron (Rhône), pour réfléchir aux « missions nouvelles pour les universités ». Ce colloque a permis à des enseignants, des chercheurs, des étudiants et des présidents d'université d'exposer un certain nombre d'actions menées dans des domaines aussi divers que la coopération internationale, l'animation culturelle, la formation professionnelle. Cette rencontre, souhaitée depuis plusieurs années par de nombreux universitaires, a été clôturée par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, qui a fourni quelques précisions sur la nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur, actuellement en préparation.

Le discours du ministre était attendu. Car les enseignants de tous corps et de toutes disciplines qui, depuis deux jours, parcouraient les couloirs de ce « Beaubourg en miniature » qu'est l'université de Lyon II, avaient tous un sujet de préoccupation commun : *« Que sera la nouvelle loi d'orientation ? »* Récemment, des rumeurs avaient circulé, des journaux avaient annoncé, en première page, de grands bouleversements. En réalité, personne ne disposait d'éléments d'information précis, et le moindre texte de travail de la commission permanente des présidents d'université, même vieux de quelques mois, suffisait à faire scandale. Les enseignants réunis à Lyon se sentaient écartés de cette réflexion sur une loi qui s'élaborait dans les couloirs du ministère. Bien sûr, il existe une commission de travail créée par le ministre et animée par un universitaire, M. Claude Jeantet, qui consulte. Mais les membres de cette commission rencontrent essentiellement des forces organisées, politiques, syndicales ou corporatives.

L'amertume commençait à gagner les universitaires trop individualistes pour se faire représenter, trop persuadés de l'excellence de leur réflexion pour imaginer qu'une réforme puisse se concevoir sans leur apport. Enfin, M. Savary est venu ; pour dévoiler quelques aperçus de cette future loi, à ces universitaires, volontiers frondeurs, qui attendent beaucoup d'un ministre dont ils n'hésitent pas à critiquer les lenteurs dans la mise en place de sa politique.

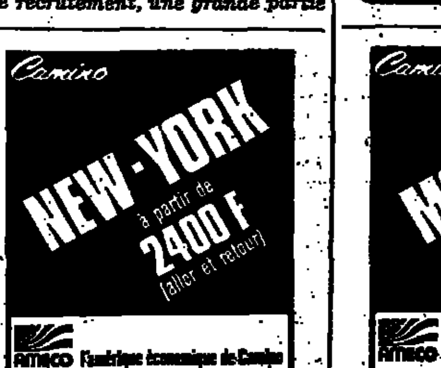
Avec le sourire, M. Savary a expliqué que *« la démocratie était une voie lente »* et que les consultations qu'il avait entreprises prenaient du temps ; *« mais l'autre façon de procéder, c'est d'agir par directives »,* a-t-il lancé aux enseignants, leur rappelant ainsi les méthodes de l'ancien ministre des universités. Il les a ensuite invités à participer à cette réflexion sur la nouvelle loi en remplissant des questionnaires qui seront prochainement adressés aux établissements.

Cette nouvelle loi, a précisé M. Savary, *« inclura tous les types d'enseignement supérieur dépendant du ministère et substituera à la notion de dérogation par rapport à une norme l'idée d'une pluralité des statuts possibles correspondant à la diversité des fonctions ainsi qu'au caractère spécifique et à l'autonomie indispensable de chaque établissement ».* Il doit donc exister, pour le ministre, une diversification des rôles et des fonctions entre les universités, les grands établissements et les écoles. De même, il pense qu'il est nécessaire d'éviter la constitution de secteurs exclusifs, comme par exemple de réserver la recherche fondamentale aux universités ou la formation professionnelle aux instituts universitaires de technologie (I.U.T.) et aux écoles. Pour M. Savary, le rôle de l'État semble important puisqu'il doit garder *« la maîtrise de ce qui doit rester sous réglementation nationale, les concours de recrutement, une grande partie des diplômes, le statut des personnels ».*

Le ministre a aussi insisté sur l'autonomie des établissements. Sans doute influencé par les derniers rapports fournis à M. Raymond Barre sur le financement des universités, il a proposé que les contrôles sur l'orientation et les programmes d'action aient lieu *a posteriori* ; ce qui laisse à l'autorité de tutelle le pouvoir de *« sanctionner financièrement »* ou de *« renouveler les entreprises qui s'avéreront fructueuses », le but* ultime étant de fournir à chaque université *« les moyens d'agir comme collectivité responsable de son présent et de son avenir ».* En ce qui concerne les structures des établissements, M. Savary n'a pas apporté de réponse, invitant les enseignants à réfléchir encore. Il a toutefois insisté sur l'importance des instances régionales qui devront être associées de manière plus marquante à la vie des universités.

Reprenant le propos de M. Philippe Lucas, président de l'université de Lyon-II et organisateur du colloque, qui avait déclaré : *« Il faut que l'université se mette aussi en question »,* M. Savary, amusé, a conseillé aux enseignants d'interpeller l'extérieur de l'institution, mais aussi l'intérieur, et de ne pas hésiter *« à se mettre en question eux-mêmes ».*

SERGE BOLLOCH.









INFORMATIONS « SERVICES »

TOURISME

Locations saisonnières : éviter les conflits

Au moment où un grand nombre de Français s'apprêtent à louer une villa ou un appartement pour les vacances prochaine, il n'est pas inutile de rappeler les points essentiels auxquels il faut prendre garde avant de signer le contrat de location. Afin d'éviter les surprises désagréables...

LA RESERVATION. — Les locations saisonnières, comme leur nom l'indique, s'effectuent pour une période bien déterminée, de courte durée : jamais plus de quatre vingt-dix jours. *Au moment de la réservation*, le futur locataire doit verser un acompte o des arrhes. En aucun cas cette somme ne peut être exigée plus de six mois à l'avance ni épasser 25 % du prix de la location. Attention : la différence entre l'acompte et les arrhes est essentielle, surtout pour le locataire. En effet, lorsque l'on verse des arrhes, le locataire et le propriétaire peuvent tous deux renoncer à leur engagement. Le locataire perd dans ce cas la somme avancée, mais le propri*étaire est obligé de verser le dou*ble. Par contre, si l'on paie un acompte, le contrat est définitivement conclu et le locataire empêché de louer les lieux au dernier moment serait pourtant contraint d'acquitter le montant total de la location au loueur.

LA CAUTION. — Elle est encore la source de nombreux conflits, car il n'existe malheureusement aucune réglementation qui en définisse les modalités. Elle ne peut être versée que lors de l'entrée dans les lieux et doit être restituée au moment du *départ, ou au plus tard* quinze jours après. Il est conseillé de ne jamais paer plus de 25 % du prix de la location, et de toute manière il vaut mieux ne rien verser *avant davoir signé l'éat* des lieux et l'inventaire.

LA COMMISSION D'AGENCE. — Si l'on passe par l'intermédiaire d'une agence immobilière, celle-ci *perçoit une commission* fixée par arrêté et applicable sur tout le territoire. Elle est de 15 % du total du loyer (net de charges) pour les locatoins faites à la semaine. Dans les autres cas elle s'élèvera :

— 12 % du loyer net de charges pour la partie du loyer comprise entre 0 et 3 000 francs ;

— 10 % du loyer net de charges pour la partie du loyer comprise entre 3 000 francs et 5 000 francs ;

— 8 % du loyer net de charges pour la partie du loyer supérieure à 5 000 francs.

En pricipe, c'est le ropriétaire qui a la charge de cette commission et la répercute dans le prix de la location.

L'ETAT DES LIEUX ET L'INVENTAIRE. — *Dans l'intérêt du* locataire comme dans celui du propriétaire, il faut le rédiger aussi précisément que possible : quelle est la situation de l'immeuble dans la localité ? Distance de la mer, de la plage la plus proche ? Que comporte la vaisselle ? Autant de questions qui ne doivent en aucun cas rester sans réponse. Les loueurs professionnels sont tenus de se conformer à un état descriptif type que l'on peut se procurer auprès des organismes locaux de renseignements.

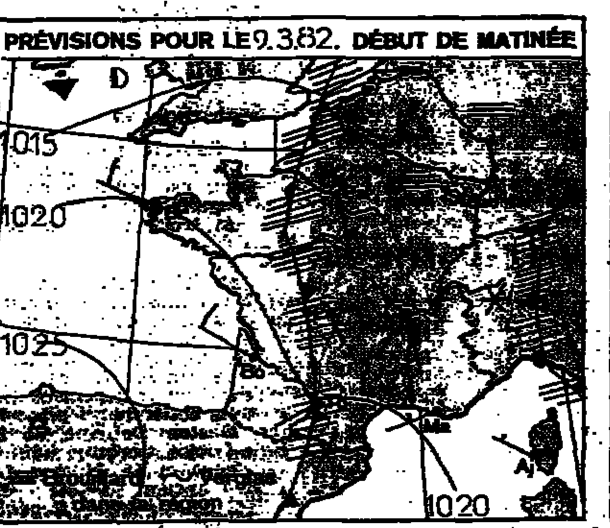
*LES ASSURANCES. — Le pro*priétaie est en principe assuré pour les locaux (incendie, dégâts des eaux). Mais le locataire est égalemet tenu de couvrr sa reponsabilité. L'assurance « multirisques habitation » que l'on souscrit pour son logement principal comprend souvent une clause dite « garantie villégiature », qui couvre les locations saisonnières. *Il est néanmoins* conseillé de vérifier l'étendue de cette garantie auprès de sa compagnie d'assurances avant le départ en vecances. Et, au besoin, *on souscrira un avenant au* contrat principal ou un contrat spécial à durée déterminée.

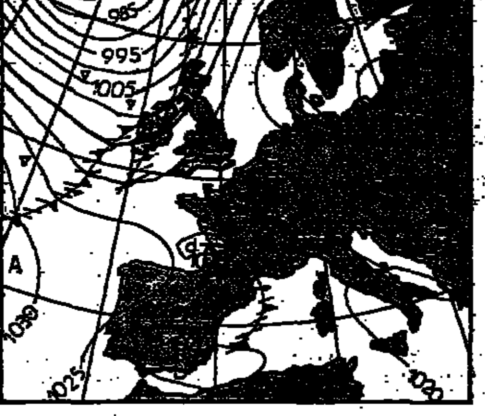
OÙ SE RENSEIGNER ? — L'ANIL (Association nationale pour l'information au logement), association sans ut lucratif régie par la loi de 1901 regroupe les principaux rsponsables de l'habitat (professionnels privés ou publics de l'immobilier, organisations de consomateurs et d'usaers, pouvoirs publics, associations pour l'information sur le logement). De nombreux centres de renseignements de l'ANIL sont répartis dans toute la France et donnent les informations utiles,mais restent en dehors de tout acte contentieux. En cas de litige.il faudra donc *s'adresser aux organisations de* consommateurs spécialisées, dans les problèmes de logement.

PHILIPPE DUMONT.

(*) ANIL : 2, bd Saint-Martin, 75010 Paris. Liste des centres de renseignements sur demande. Tél. : 202-05-50 et 202-05-69.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 8 mars à 0 heure et le mardi 9 mars à 18 heures :

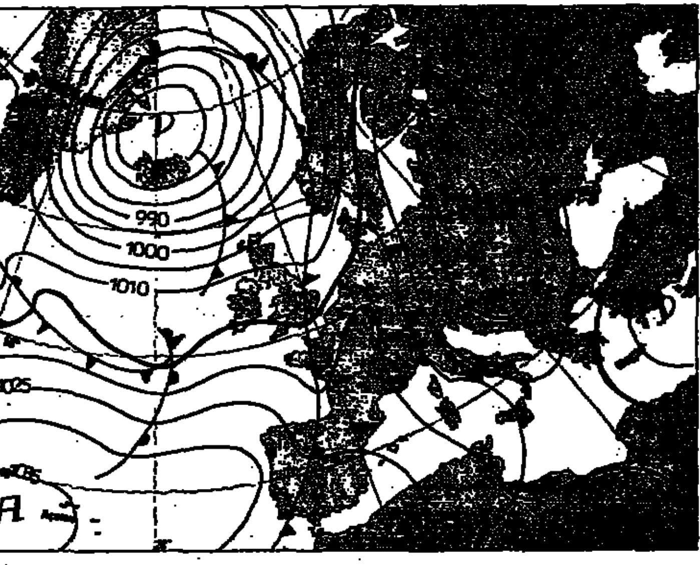
La dépression méditerranéenne se comblera lentement. Un axe de pressions élevées du large Portugal à l'est de l'Europe continuera de dévier vers le nord-ouest le courant perturbé atlantique qui perdra donc beaucoup de son activité sur notre pays mais dont la partie sud se réactivera sur les Pyrénées et la Méditerranée. Les hautes pressions se l'est de l'Europe dirigeront de l'air froid sur le centre et le nord-est de notre pays.

Mardi, une zone de ciel couvert faiblement pluvieuse, localement précédée de neige le matin, du Cotentin à la côte landaise, pénétrera lentement sur notre pays en perdant de son activité sur la moitié nord. A l'arrière le ciel sera variable avec de belles éclaircies et les températures plus douces. Sur les Alpes et l'est des Vosges et du Jura on notera quelques chutes de pluie ou de neige et des averses en Corse. Sur le Centre, le Bassin parisien, le Nord et le Nord-Est, des gelées matinales se produiront, et le temps sera beau après dissipation des brumes matinales.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 8 mars 1982, à 7 heures, était de 1 021,5 millibars, soit 766,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 mars ; le second, le minimum de la nuit du 7 mars au 8 mars) : Ajaccio, 13 et 0 degrés ; Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 10 et 3 ; Bourges, 7 et - 2 ; Brest, 8 et 3 ; Caen, 7 et — 3 ; Cherbourg, 6 et - 2 ; Clermont-Ferrand, 7 et — 1 ; Dijon, 7 et - 3 ; Grenoble, 9 et - 1 ; Lille, 6 et — 3 ; Lyon, 7 et 0 ; Marseille, 10 et 0 ; Nancy, 6 et — 4 ; Nantes, 6 et - 2 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 6 et — 3 ; Pau, 9 et 4 ; Perpignan, 12 et 3 ; Rennes, 7 et - 3 ; Strasbourg, 6 et - 3 ; Tours, 8 et — 1 ; Toulouse, 10 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 21 et 22.

PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et — 3 ; Athènes, 14 et 8 ; Berlin, 6 et — 2 ; Bonn, 8 et — 4 ; Bruxelles, 6 et — 2 ; Le Caire, 23 et 13 ; îles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 5 et — 4 ; Dakar, 28 et 20 ; Genève, 5 et - 4 ; Jérusalem, 13 et 4 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 9 et - 3 ; Luxembourg, 4 et - 1 ; Madrid, 15 et — 1 ; Moscou, - 1 et - 10 ; Nairobi, 29 et 17 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 15 et 5 ; Rome, 14 et 6 ; Stockholm, 6 et — 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 10 MARS

« Hôpital de la Charité », 10 h., 47, quai de la Tournelle, Mme Pennec.

« Pour le jeunes : thermes de Cluny », 14 h 30, métro Monge, Mme Meyniel.

« Saint-Jacques du Haut-Pas », 15 h, *Mme Bouquet des Chaux.*

« Hôtel de Sully », 15 h 15, 62, rue Saint-Antoine, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Collection Thyssen », 14 h 10, Petit Palais (Mme Angot).

« Peinture française du dix-septième siècle », 15 h, Grand Palais (Approche de l'art).

« Les synagogues de la rue des Rosiers », 14 h 30, 3, rue Malher (A travers Paris).

« Frans Hals et les Caravagesques hollandais », 14 h, musée du Louvre, « Victoire de Samothrace » (Mme Caneri).

« Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Daru (P.-Y. Jaslet).

« La collection Thyssen », *10 h 45*, Petit Palais (Mme Leblanc).

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, façade de l'église (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Salons de l'Hôtel de ville », 14 h30, devant la poste (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

18 h : Sorbonne, amphithéâtre Descartes, MM J.-M. Lévy-Leblond, M. Cazenave : « Le progrès scientifique face aux inégalités. Dialogue sur le rôle des médias. »

19 h 30 : 26, rue Bergère, M. G. Werlings : « V. Subrahmania Iyer » (L'homme et la connaissance)

20 h : amphithéâtre L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. H. Tonnet : « Le fantastique dans la littérature grecque moderne : D. Vouturas. »

19 h 30 : Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. F. Lionel : « *La voie initiatique*, ses étapes et ses obstacles » (Université populaire de Paris).

20 h 30 : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Y. Diénal : « Synthèse des écoles psychanalytiques » (Psycho-Santé).

20 h : 6, rue Ferrus, MM. C. Castiriadis, M. Tatu : « Stratégie russe et non-stratégie américaine ».

TRANSPORTS

AUGMENTATIONS DES TARIFS TRANSATLANTIQUES

A partir du 1er avril, les tarifs d'Air France entre Paris et New-York augmenteront d'environ 5 % en classe économique et dans les autres classes — premières, affaires, « vacances » ou APEX (1) — ils ont déjà augmenté depuis le 1er mars de 9 %. Il en est et en sera de même pour les compagnies américaines desservant Paris à partir des Etats-Unis.

Ces hausses sont très inférieures à celles qu'ont décidé d'appliquer, dès maintenant, les compagnies exploitant les routes transatlantiques entre Londres et New-York, qui se sont réunies au mois de janvier dernier, à Miami, et dont les accords viennent d'être approuvés par l'administration américaine. Les augmentations, *dans ce cas, pourront atteindre* jusqu'à 60 % des prix pratiqués jusqu'alors.

De telles différences illustrent ce que l'on a appelé, sans forcer la note, l'« *anarchie tarifaire* » qui règne sur l'Atlantique nord.

La ligne Londres-New-York a été celle où s'est exercée, avec le plus de pugnacité, la pression de Freddie Laker, l'inventeur du « train du ciel ». Pour répondre au prix très bas que celui-ci proposait, les compagnies anglaises et américaines ont elles-mêmes joué, à mort, à la baisse.

Dès le début de l'année, les compagnies intéressées se préoccupèrent de limiter les pertes et envisagèrent ensemble des augmentations progressives de leurs tarifs. La faillite de Laker, qui survint après leur décision, avant l'accord que vient de leur donner l'administration américaine, ne pouvait que les conforter dans leur attitude.

Air France et ses partenaires américains n'ont pas eu à subir, directement du moins, les attaques de Freddie Laker sur la route transatlantique Paris-New-York, où les prix ont été maintenus à un taux « raisonnable » et sont négociés non pas dans le cadre d'un accord international mais, de façon bilatérale, entre les gouvernements des deux pays. C'est ce qui explique que, par exemple, partant de beaucoup plus bas, les tarifs de British Airways vont être relevés de façon beaucoup plus importante.

(1) APEX pour « Avance Purchase Excursion » : un tarif réduit consenti sur des vols réguliers en contrepartie d'une *réservation et d'un paiement partiel* avant le départ.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 7 mars :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 8 novembre 1971 relatif au statut particulier du corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile.

UN ARRÊTÉ

● Fixant le prix d'émission des emprunts Villes de France 16,80 %-17,30 % mai 1982 et le taux d'intérêt de référence des emprunts des collectivités locales.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au contrôle de légalité des actes administratifs des autorités communales, départementales et régionales.

PRESSE

● *Débats et films autour de l'exposition « Comment va la presse ? »*, galerie du C.C.I., Centre Georges-Pompidou :

— *8 mars* : 16 h, la « une » d'un quotidien.

— *10 mars* : 16 h, montage d'une émission de radio, « La matinée des auteurs », de Michel Abégrall.

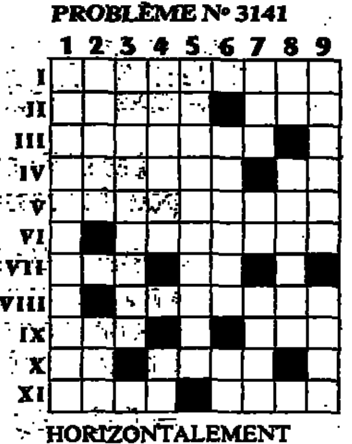
— *11 mars* : 16 h, histoire de « Cinq colonnes à la une », avec Hélène Eck, Igor Barrère et Hubert Knapp ; 20 h 30, débat : « L'ordre mondial et l'information ».

— *12 mars* : 16 h, fabrication d'un journal télévisé ; 18 h, film : *Toutes les histoires de dragon ont un fond de vérité.*

— *13 mars* : 18 h, film : *Portrait d'un homme de presse : Henri Amouroux.*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3141



HORIZONTALEMENT

I. Ils s'engagent parfois dans la réserve. — II. Toile à bandes. Un refroidissement peut le faire disparaître. — III. Servent à préparer les crêpes. — IV. Presque rien. En cage. — V. Partie d'entraînement. — VI. Groupe de combat antique. — VII. Le vrai est rare et très cher. Ventile (épelé). — VIII. Est fort utile pour rouler à la campagne. — IX. Nous gardons ses frères. Serre la vis. — X. Vieux disque. Invention roulante. — XI. Son deux-pièces colle étroitement au corps. Reste froid, en été, sous son manteau.

VERTICALEMENT

1. Est élevée dans les serres. — 2. Séjour provisoire pour des folles et permanent pour des marteaux. *Détruit le blé ou conserve l'oseille.* — 3. Effet de l'étrille sur la peau. — 4. Badine. Aperçu. — 5. Dont les affaires vont mal. — 6. Rusée créature. Note. — 7. Un cavalier. En fonction. Division fréquente entre amis. — 8. Lettres de démission. Il voudrait repartir quand il est de retour. — 9. Accueillent ceux qui leur tournent le dos. Ses eaux vont au Congo.

Solution du problème n° 3140

Horizontalement

I. Banderilles. OMS. — II. Aliéné. Autopsie. — III. Macadam. Rail. — IV. Biologistes. Elu. — V. Ost. Sibir. Ores. — VI. Ce. Râleurs. Ta. — VII. Ars. Se. Tâte. VIII. Alcool. Néon. Thé. — IX. Reçus. Respire. — X. Drap. Pe. Ti. Etc. — XI. Epitomé. Essaim. — XII. Aérium. Soigne. — XIII. Carreleur. Usée. — XIV. Une. Mue. Odet. Mi. — XV. Serra (synonyme de « sierra »). Sade. Etal.

Verticalement

1. Bambochard. Ecus. — 2. Alaise. Léré. Ane. — 3. Nicot. Accaparer. — 4. Deal. Croupier. — 5. Endos. S.O.S. Tréma. — 6. Réagir Poilu. — 7. Mi-bas. *Remuées.* — 8. La. Silène. Emu. — 9. Lustre. Est. Rod. — 10. Et. Utopies. De. — 11. Sors. Rani. Soue. — 12. Pa. Ost. Résiste. — 13. Osier. Etêtage. 14. Millet. Cinéma. — 15. Se. Usager. Me. Il.

GUY BROUTY.

QUOTIDIEN RÉMOIS ISSU DE LA RÉSISTANCE

« L'Union » connaît des difficultés financières

Des rumeurs de dépôt de bilan du quotidien l'Union *de Reims courent, depuis quelque temps, avec une certaine insistance.* « S'il est exact, *comme l'admet le conseil de surveillance,* que, comme la plupart de nos confrères, nous avons quelques difficultés financières, elles sont loin d'être insurmontables. »

Mais la cote d'alerte est suffisamment grave pour que des démarches soient entreprises, y compris à Matignon, pour passer ce mauvais cap.

Son premier numéro, tiré à 5 000 exemplaires, a paru sous l'occupation, le 1er mai 1944. Trois autres numéros clandestins seront encore publiés. Le 30 août 1944, jour de la libération de Reims, sortait le numéro un d'une *Union champenoise*, distribué gratuitement dans les rues de Reims. Il avait été tiré sur les presses de *l'Eclaireur de l'Est*, le vieux journal radical qui venait d'être mis sous séquestre.

Pendant un an *l'Union* parut sous le contrôle du Comité départemental de la libération nationale de la Marne. Le jeune quotidien eut parfois du mal à se maintenir, mais en septembre 1945 le journal se constitue en société à responsabilité limitée composée de douze personnes morales associées : le Parti communiste français, la C.G.T., le Front national et l'Union des femmes françaises (ces deux organisations d'obédience communiste), la S.F.I.O., Libération Nord (d'obédience socialiste), l'UFAC, Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, le Mouvement Républicain populaire, l'Alliance démocratique et la C.F.T.C.

De ces douze associés, constituant en quelque sorte le conseil d'administration, est sorti un conseil de gérance de six personnes issues des mouvements associés non politiques : C.G.T., Front national, UFAC, Libération Nord, Ceux de la Résistance et Ceux de la Libération, chargé d'assurer le pluralisme du quotidien. En effet, les statuts se réfèrent explicitement à la charte du Conseil national de la Résistance. La formule juridique n'a pas changé depuis 1945.

En réalité, cette formule n'est plus qu'une fiction. C'est ainsi que tous les sièges de gérants avaient été distribués aux non-politiques. En fait, aujourd'hui, celui de C.D.L.R. est occupé par M. Jean-Louis Schneiter, ex-député (U.D.F.), fils de l'ancien ministre de la IVe République Pierre Schneiter, qui fut sous-préfet de Reims à la libération et, plus tard, président de l'Assemblée nationale. Le siège du Front national est occupé maintenant par M. Jean-Paul Pierot, membre du secrétariat de la fédération marnaise du parti communiste français.

De 82 300 exemplaires tirés en 1945, *l'Union* a grimpé jusqu'à 196 260 exemplaires le 23 novembre 1963, au lendemain de l'assassinat du président Kennedy. En réalité, son meilleur tirage a rarement dépassé les 180 000 exemplaires. Il tire actuellement moins de 140 000 numéros. Depuis cinq ans ses ventes enregistrent un tassement : de 1975 à 1980, *l'Union* a perdu 10 000 exemplaires.

La publicité, qui représentait 65 % des recettes, compte aujourd'hui pour moins de 55 %. En 1981, les salaires et charges sociales ont représenté 59 % des dépenses. L'exercice 1981 se solde par une perte d'exploitation de l'ordre de 4 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 136 millions de francs.

On peut dire que le bilan est sain. *L'Union* n'est débiteur que des cotisations dues à l'URSSAF. Par ailleurs, *l'Union* a engagé près de 7 millions de francs (dont 3,6 millions ont déjà été versés) dans la commande de nouvelles rotatives offset. Comment financer le solde ?

Pour 1982, *l'Union* prévoit qu'il faudra dégager entre 92 et 95 millions de francs pour la masse salariale. Il voudrait en économiser 10 % dans un premier temps. Dans une lettre datée du 23 février, la direction propose au personnel la suppression des heures supplémentaires (qui se montent à environ 1 million de francs par an) ainsi que la mise à la retraite anticipée ou en garantie de ressources d'un certain nombre de salariés (de l'ordre d'une quarantaine), mais sans qu'il s'agisse de licenciements, dit la direction. En outre, la direction envisage le blocage en compte courant d'un certain pourcentage des sommes allouées à ses membres, ou la réduction de leurs traitements. A noter que *l'Union* — qui emploie sept cents personnes dont cent un journalistes — n'a pas de capital à rémunérer, mais remet des subventions aux associés et, en plus des salaires des gérants, verse des attributions à dix-huit correspondants de presse.

À LA FAVEUR D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

M. Jean Riboud va entrer au conseil d'administration du « Provençal »

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Jean Riboud, P.-D. G de Schlumberger Limited (société de sondages pétroliers, instrumentation et électronique) devrait entrer prochainement au conseil d'administration de la société éditrice du *Provençal*, le quotidien que contrôle M. Gaston Defferre, maire (P.S.) de Marseille, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Riboud est, en effet, devenu récemment détenteur d'un certain nombre d'obligations émises par *le Provençal* et convertibles en actions dans un délai de sept ans. Le montant total de l'émission, indique-t-on à la direction du *Provençal*, est de 48 millions de francs. Un huilier marseillais, M. Edmond Lecourt, P.-D.G. de la S.A. Rabatau, a également participé à cette opération financière qui est toujours en cours (des négociations se poursuivent avec un troisième futur obligataire).

La société a réalisé entre 1980 et 1981 d'importants investissements dans le domaine de l'impression, de l'encartage et des expéditions, représentant 120 millions de francs. Le capital du *Provençal* est actuellement détenu par trois actionnaires principaux, MM. Gaston Defferre, sa sœur Marie-Louise Cordesse (55 % à eux deux) et M. Francis Leenhardt, ancien député (P.S.), P.-D. G. de *Var-Matin-République* depuis 1961. — G. P.

LES DIFFICULTÉS D'UN QUOTIDIEN MAURICIEN

Un cygne qui vole depuis cent cinquante ans

« La répression russe en Pologne... » Tel est le thème d'un des articles publiés le 14 février 1832, dans son premier numéro, par *le Cernéen*, « *petite revue africaine paraissant deux fois par semaine à l'île Maurice* ». Par cette publication, Adrien d'Epinay, avocat-planteur d'origine française, entendait s'opposer à la domination anglaise sur l'ancienne « *Isle de France* », consécutive aux défaites maritimes de Napoléon Ier.

Oubliés de l'ancienne métropole jusqu'à l'indépendance de leur pays en 1968, les Mauriciens, grâce notamment à une presse de langue française nerveuse et abondante — *le Cernéen* fit école et devint quotidien à partir de 1852, — sont restés francophones. Aujourd'hui, 0,27 % seulement d'entre eux se déclarent anglophones.

Le Cernéen, qui doit son nom à la première appellation de l'île Maurice — Cerné, le cygne, — inspirée des textes de Strabon et de Pline sur « *le pays situé au-delà des colonnes d'Hercule* », est, après *le Journal de la Corse*, fondé en 1815, et quelques titres helvétiques, le plus vieux quotidien francophone du monde et l'un des journaux africains les mieux faits.

Ce décanat n'empêche pas *le Cernéen*, au sein d'une presse mauricienne prospère et diversifiée, d'éprouver aujourd'hui des difficultés financières grandissantes qui le rivent à un matériel antédiluvien. Aussi, à l'occasion de la célébration du cent cinquantième anniversaire du journal mauricien, s'est créée en France l'association les Amis du *Cernéen* (1), à laquelle ont apporté leur soutien une pléiade de plumes françaises célèbres. Le salut viendra peut-être de la mère patrie culturelle pour un quotidien qui a contribué au maintien de la francophonie aux antipodes.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Chez M. Gilbert Diet, 22, avenue Henri-Barbusse, 92600 Asnières.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Monsieur le conseiller général

Les collectivités locales furent et demeurent les piliers de la vie démocratique. Pourtant, les conseillers généraux restent les grands méconnus de la vie politique française. L'image du notable tout juste bon à obtempérer aux ordres des préfets ou à présider des banquets est maintenant bien souvent dépassée. Les nouveaux conseillers généraux ont, en effet, largement contribué à faire revivre petites villes et villages. L'assemblée départementale est souvent autant responsable du cadre de vie des Français que le *conseil municipal*.

Le Val-d'Oise, département mi-rural, mi-urbain, tout à la fois provincial et parisien, est un bon exemple de ce que peut faire un conseil général, *de ce que sont les conseillers généraux*.

Le département et ses serviteurs

LA moquette tendue sur les murs étouffe les sons, atténue tout éclat de voix. Confortablement installés dans de larges fauteuils de cuir noir, les *conseillers généraux* du Val-d'Oise n'ont pourtant guère l'habitude d'élever le ton.

Ici, la polémique n'est pas prioritaire. La « politique politicienne » n'est pas interdite de séjour, loin s'en faut, mais dans un grand nombre des cinq cents dossiers que tous les ans ils ont à traiter, le bon sens se joue des frontières partisanes. Les élus des trente-cinq cantons du Val-d'Oise savent bien qu'avant tout ils sont là pour gérer le département. Mais que de différences entre eux ! De leur diversité naît leur richesse. De leur passion pour les choses de la cité aussi : leur vrai point commun.

Gérard Claudel est un de ces vieux briscards du monde rural, omniprésent dans toutes les assemblées départementales de France. Cinquante-sept ans, ancien cultivateur qui, à treize ans, a échangé les bancs de l'école pour les rênes d'un attelage de percherons ; il a, à vingt-neuf ans, transformé sa ferme en entreprise de travaux agricoles. Aujourd'hui, il emploie vingt-sept salariés. Conseiller municipal de sa petite commune d'Ennery, aux portes de *Pontoise*, depuis 1953, maire depuis plus de vingt ans, il a tout naturellement été choisi par ses pairs pour siéger au conseil général de préférence à des candidats investis par des partis politiques quand, en 1976, le canton de la vallée du Sausseron a été créé.

Le docteur Février ne déparerait pas non plus un conseil général de province. Médecin, pharmacien, patron d'un laboratoire d'analyses médicales, à soixante ans, pour sa petite ville de vingt-cinq mille habitants, il est un « notable ». Dans sa mairie de Gonesse, il résiste à la poussée de la gauche. Le reste du canton, presque naturellement, a envoyé siéger à la préfecture le maire du chef-lieu.

Rien de semblable pour Dominique Gillot. Fille d'un ouvrier « réactionnaire » de Conflans-Sainte-Honorine, elle découvre la gauche à l'Ecole normale d'institutrices, et le parti socialiste en arrivant, il y a huit ans, dans la ville nouvelle. L'initiation se fait tout naturellement en collant les affiches de François Mitterrand lors de la campagne de 1974. Parce que, femme, elle est choisie comme tête de liste du P.S. aux élections municipales d'Eragny en 1977. Prototype des « nouveaux socialistes », elle entre au conseil général en 1979, à vingt-neuf ans.

Bernard Groult, au même âge et à la même époque, devient le *représentant du centre d'Argenteuil* à l'assemblée départementale, mais lui est le modèle du communiste « classique ». Ouvrier depuis ses dix-huit ans dans une grosse usine de la banlieue parisienne, les Avions Marcel Dassault, il fut d'abord un militant syndical prenant de plus en plus de responsabilités à la C.G.T. En 1978, le P.C. le choisit pour être le suppléant du député d'Argenteuil, Robert Montdargent.

Quatre chemins bien différents pour arriver au même endroit. Les deux premiers commencèrent par s'intéresser à la gestion de la cité, avant de découvrir que, ce faisant, ils étaient devenus des hommes politiques. Les deux seconds durent monter aux créneaux *de la vie politique pour* s'apercevoir que celle-ci consistait — aussi — à gérer la commune et le département.

Leurs territoires sont pourtant aussi opposés que possible. Bernard Groult règne sur la ZUP d'une vieille ville ouvrière. S'il suit les dossiers de sa commune à la préfecture, il n'est pas seul pour le faire puisqu'elle dispose de trois conseillers généraux et que le « député-maire » y a facilement « ses » entrées. Mais il est un relais utile pour les associations et les habitants d'une grande cité. Bernard Février, lui, se veut l'avocat de ses huit maires auprès de l'administration ; il doit aussi s'efforcer *que* les neuf communes d'un canton de plus en plus frappées par l'urbanisation ne tirent à hue et à dia.

Même tâche pour Gérard Claudel, dans un secteur encore très rural. Respect de l'autonomie communale et nécessaire coopération trouvent en lui un habile conciliateur qui a su obtenir l'accord du plus grand nombre pour participer en commun au curage du Sausseron ou à la *fête* cantonale qui permet de faire vivre huit foyers ruraux. Même s'il s'en défend, il est un peu le « supermaire » de son canton. Dominique Gillot, même si elle le souhaitait, ne pourrait prétendre jouer ce rôle dans sa circonscription bi-communale : Eragny a un maire communiste, Saint-Ouen-l'Aumône est dirigé par Alain Richard, député *socialiste* et brillant énarque.

Tous les quatre se retrouvent pour ne pas oublier leur rôle de gestionnaire de la collectivité départementale. Bernard Groult, s'il se bat pour la butte de Cormeilles, proche d'Argenteuil, se préoccupe aussi des difficultés de transport dans le Vexin. Bernard Février passe de nombreuses heures sur le dossier complexe de l'axe nord, la RN 322, qui passe bien loin de chez lui.

Tout cela leur impose un emploi du temps bien loin des trente-neuf heures hebdomadaires. Même en dehors des deux sessions annuelles, les réunions de commissions succèdent aux séances de travail.

Un jour il faut aller à la sous-préfecture pour préparer la reconstruction du collège, à moins que ça ne soit à la préfecture pour acheter le terrain de la future gendarmerie ; le lendemain participer à une réunion de chantier pour la nouvelle station d'épuration, ou au conseil d'administration d'un hôpital, d'une maison de retraite, d'un lycée, puis courir à une réunion sur le sauvetage de bois menacés par le désintérêt de leurs propriétaires... un dossier qui traîne déjà depuis cinq ans. Le surlendemain, il faudra étudier en commission la création par le département d'emplois d'utilité locale, recevoir les riverains inquiets d'un projet routier, convaincre un *fonctionnaire* de la nécessité d'une crèche. Sans oublier le travail à la mairie — souvent le soir — et l'activité *professionnelle*...

Les conseillers généraux sont rarement des « professionnels » de la politique. Ces quatre-là, en tout cas, tiennent à garder un pied dans leur entreprise, avec un argument commun : ne pas se couper des réalités de tous les jours, préserver le contact avec ceux qui vous ont élu, ceux pour qui on agit. Alors le docteur Février, tous les matins, prend sa trousse pour aller à *domicile* effectuer les prélèvements nécessaires aux analyses. Les yeux du médecin peuvent voir ce que l'on n'oserait *montrer au maire*. *Dominique* Gillot est en général dans sa classe de cours préparatoire, où elle est aidée par une jeune *collègue trois demi-journées* par semaine.

Gérard Claudel se félicite que le conseil général, pour l'instant, siège surtout lorsque l'activité agricole est calme. Cela ne l'empêche pas d'être tous les matins à 6 h 30 à son bureau pour pouvoir tout mener de front. *Si* Bernard Groult reconnaît qu'il ne « pousse plus souvent la lime » derrière son tour d'ouvrier ajusteur, c'est que *le temps qu'il* passe à l'usine est le plus souvent consacré aux fonctions de délégué du personnel qu'il a conservées ; *mais presque tous les* jours il déjeune à la cantine avec ses anciens compagnons de travail.

Tout cela pourquoi ? *Guère* pour l'argent. Siéger au conseil général du Val-d'Oise rapporte quelque 4 000 F par mois d'in*demnités*. *Ajoutées* à *celle* de maire, cela permet à Bernard Février de payer un directeur adjoint indispensable pour suppléer ses absences. Dominique Gillot doit en reverser la moitié au parti socialiste, le reste permet de payer la jeune femme qui lui fait quelques travaux de dactylo, les lourdes *factures* de téléphone et les robes qui, à la préfecture, doivent remplacer le blue-jean. Bernard Groult, lui, doit tout verser au parti, mais celui-ci compense ses pertes de salaires, en partie seulement. Il toucherait 1 000 F de plus par mois s'il travaillait à temps plein chez Dassault.

Pas de regret ! C'est avant tout un militant, délégué par son parti à des fonctions électives. Comme *pour Dominique Gillot, pour lui* pas question de mettre le drapeau dans la poche. De l'autre côté — au contraire — on se vante de n'adhérer à aucun parti politique, ce qui n'empêche pas de prendre des positions partisanes bien précises.

THIERRY BRÉHIER.

Les chiffres des trente-cinq

● Le conseil général du Val-d'Oise comprend trente-cinq élus : dix-huit membres de l'Union pour le Val-d'Oise, dix communistes, six socialistes, un radical de gauche. Il n'y a que quatre femmes, deux au P.C., deux au P.S. Sa moyenne d'âge est de cinquante-trois ans.

Il y a huit enseignants, six autres fonctionnaires, quatre cadres, trois ouvriers, deux médecins, deux ingénieurs, deux commerçants, un avocat, un administrateur de sociétés, un entrepreneur, un agriculteur, un comptable, un secrétaire et deux divers.

● Le budget primitif pour 1982 du département est de 1,33 milliard de francs dont 233 millions pour l'investissement.

Ses ressources proviennent pour :

— 30,03 % des impôts départementaux ;

— 10,28 % de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat ;

— 2,10 % des droits de mutation ;

— 46,20 % de la participation de l'Etat et des communes aux dépenses d'action sociale ;

— 1,27 % de subventions diverses ;

— 7,51 % de l'emprunt.

● Sur 1 000 francs d'impôts versés par le contribuable du Val-d'Oise au département :

— 366 francs servent à l'action sociale et à l'hygiène publique ;

— 132 francs concernent le *fonctionnement du service* de secours et de lutte contre l'incendie ;

— 111 francs payent le fonctionnement de *l'administration* départementale ;

— 104 francs sont réservés au remboursement des emprunts ;

— *73 francs sont destinés* à la voirie départementale ;

— 59 francs vont aux œuvres sociales scolaires, aux sports, *aux loisirs, à la culture* ;

— 22,5 francs financent l'action économique du département et les transports en commun ;

— 20 francs représentent l'autofinancement des investissements.

LES TRAVAUX D'UNE ANNÉE

De la lance d'incendie au centre culturel

UNE ville nouvelle, Cergy-Pontoise, qui a su attirer usines modernes et bureaux ; deux *secteurs industriels* traditionnels, Argenteuil-Bezons et Persan-Beaumont, qui supportent durement la crise économique ; un *vaste secteur* rural, le Vexin, qui a su préserver le calme de sa campagne ; une vallée, celle de Montmorency, depuis longtemps vouée aux pavillons ; une plaine, celle du Parisis, qui, enserrée entre l'aéroport de Roissy et la banlieue nord de Paris, résiste difficilement à l'urbanisation galopante ; un massif forestier, autour de L'Isle-Adam, toujours voué à la promenade ; le Val-d'Oise, dans sa diversité même, ressemble à beaucoup d'autres départements français.

Quand, *le 4 octobre 1967*, les vingt-sept conseillers généraux (ils sont trente-cinq depuis le découpage de 1976) du nouveau Val-d'Oise se réunirent pour la première fois au milieu des champs de ce qui n'était pas encore Cergy-Pontoise, ils durent bien constater qu'il y *avait tout* à faire.

Certes, comme tous les autres conseils généraux de France, il a dû — la loi lui en faisait obligation — consacrer une part importante de ses crédits à l'action sociale. Certes, la poussée démographique l'obligea à faire un effort considérable pour les constructions scolaires. Certes, il dut — contraint et forcé — accepter cette ville nouvelle que l'Etat lui imposait. Mais, pour le reste, il fit ses choix.

Si *tous* les villages — petits et grands — du Val-d'Oise ont pu survivre et s'équiper, c'est en grande partie parce que le conseil général a décidé de créer un important fonds d'aide aux com*munes*, *qui vient largement* abonder les subventions de l'Etat. Si les nombreuses petites routes de campagne ont été considérablement améliorées, c'est parce que les conseillers généraux ont préféré leur consacrer la totalité de leurs crédits routiers plutôt que de les mobiliser sur la réalisation d'un grand axe de liaison est-ouest, qui fait pourtant cruellement défaut.

Si l'abbaye de Royaumont a pu continuer à rayonner, c'est parce que le conseil général a décidé de prendre le relais financier de la fondation dans l'entretien des bâtiments, comme il a entrepris de relever les ruines de Villarceaux, comme il contribue à sauver les églises des villages avec l'assistance de l'Etat et de la région en ne laissant aux communes que 5 % du coût des travaux nécessaires. Il fut d'ailleurs le seul département de France à signer, en 1976, avec l'Etat une charte culturelle.

Enfin, si le Val-d'Oise dispose maintenant d'un service de secours et d'incendie à la hauteur des besoins, alors qu'il était entièrement démuni, il y a quinze ans, c'est parce que le conseil général a décidé de prendre le relais financier des communes dépassées par l'ampleur de la tâche.

Oh ! tout n'a pas été fait. Comme ailleurs, l'impression d'insécurité s'aggrave ; les grands ensembles se dégradent ; les transports en commun n'ont pas assez accompagné les habitants d'Ile-de-France dans leur marche vers la grande banlieue ; la lutte pour l'emploi est restée souvent au niveau des vœux pieux.



Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

E.D.F. ET SES RIVERAINS

Le permis de construire la ligne à haute tension Narbonne-Toulouse est annulé

De notre correspondante

Toulouse. — Le tribunal administratif de Toulouse a annulé le 26 février le permis de construire de deux lignes à haute tension, notamment celle qui, sur 130 kilomètres, relie Narbonne à Toulouse. Le tracé de cette ligne, qui fait partie du réseau national d'interconnexion à 400 000 volts et qui doit se prolonger jusqu'à Bordeaux, avait été vivement contesté en 1978 et 1979 lors de sa construction au travers du Lauragais.

Tous les maires sauf un avaient déclaré leur hostilité à l'implantation des pylônes géants sur le territoire de leur commune. Une association s'était créée, qui développa une grande activité. Des manifestations, réprimées par les forces de l'ordre, eurent lieu et un pylône fut plastiqué. En juillet 1978, les maires et l'association avaient déposé un recours devant le tribunal administratif. Celui-ci, constatant qu'E.D.F. n'a pas fait appel à un architecte pour étudier le projet, vient donc d'annuler le permis de construire.

La ligne Narbonne-Toulouse fonctionne depuis deux ans. M. Pierre Eglisis, l'un des responsables d'E.D.F., a déclaré aussitôt : « *Le jugement n'a pas d'effet suspensif. Il n'est pas question de démonter les lignes.* » De son côté, Mᵉ Albert Mamy, avocat des requérants, estime qu'une construction entachée d'irrégularité doit être démolie et demande pourquoi une ligne à haute tension échapperait à cette règle.

CATHERINE LAURENS.

[Les tribunaux administratifs se montrent de plus en plus exigeants quant au respect des procédures qu'E.D.F. doit suivre pour la construction des lignes à haute tension.

En septembre 1981, les juges de Dijon, saisis par l'association pour la sauvegarde de la vallée de l'Ozerain, ont stoppé les travaux d'une ligne à 400 000 volts en attendant de se prononcer sur son utilité publique.

En janvier de cette année, ce sont les magistrats de Caen qui, pour « étude d'impact insuffisante », ont annulé purement et simplement le décret d'utilité publique des lignes à haute tension reliant sur 250 kilomètres l'extrémité du Cotentin à la Bretagne et à la Normandie.]

Malgré l'opposition des associations de protection de la nature

UNE ROUTE VA ÊTRE RECONSTRUITE DANS LES PYRÉNÉES

Bravant l'opposition des associations de protection de la nature et du service de la restauration des terrains en montagne, le conseil général de la Haute-Garonne vient de décider de reconstruire la route qui grimpe de Bagnères-de-Luchon au plateau de l'Hospice de France situé à 1 360 mètres d'altitude. Cette voie longue de 7 kilomètres était fermée aux véhicules depuis qu'un glissement de terrain l'avait emportée en 1977. Après cinq ans de controverse, les élus de Haute-Garonne ont triomphé. On leur objectait que l'ouverture d'une nouvelle route déstabiliserait les terrains et que les risques de glissement dus aux crues seraient grands. Les travaux puis le flot des voitures chasseront en outre quelques-uns des derniers ours des Pyrénées subsistant dans ce secteur.

C'est en évoquant les deux mille cinq cents plaintes de vacanciers motorisés qui n'ont pu atteindre l'Hospice-de-France depuis 1977, les difficultés qu'éprouvent les vétérinaires pour aller soigner les troupeaux et celles des secouristes qui ne peuvent monter qu'en hélicoptère que M. Jean Peyrafitte, maire de Bagnères-de-Luchon, explique son choix.

Le conseil général assumera l'entière responsabilité de l'opération et de ses conséquences. Le coût total, avoisinant 12 millions de francs. L'opération durera trois ans. — C. L.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministère des P.T.T. souhaite le monopole pour les infrastructures techniques et la liberté pour leur exploitation

Les P.T.T. souhaitent un renforcement du monopole des infrastructures techniques pour le matériel de télécommunication, mais les pouvoirs publics adopteront la politique « *la plus souple possible* » concernant le contenu des programmes qui les utiliseront. Tel est l'essentiel des déclarations faites le 4 mars au cours d'une réunion de presse organisée, au ministère des P.T.T., par M. Philippe Bodin, directeur adjoint du cabinet du ministre.

Au cours de cette réunion a été réaffirmée la thèse, développée depuis quelques mois par le gouvernement, de la séparation entre le monopole technique et le monopole d'utilisation.

La nécessité de cette séparation est justifiée par le souci de garantir le pluralisme d'accès à l'audiovisuel et par le développement des techniques nouvelles qui mettront fin au contingentement actuel : l'espace hertzien n'est pas extensible à volonté. Le développement de la diffusion par satellite et, surtout, l'apparition de nouveaux procédés pour la transmission par câble (développement de la fibre optique) vont, en effet, permettre dans un avenir proche de beaucoup multiplier les réseaux.

La puissance publique, déclare-t-on toujours dans l'entourage du ministre, doit conserver la maîtrise des réseaux, puisque la spécificité de la mise en œuvre des techniques nouvelles engendre d'elle-même la formation d'un monopole, une sorte de « *monopole naturel* ».

Le gouvernement entend donc mener une politique claire pour le développement des infrastructures, dont il conservera l'entier monopole, tout en distinguant nettement « *les problèmes techniques* » et « *les problèmes de contenu* ».

Cette politique permettra en particulier de ne plus opposer de prétextes techniques au développement des médias audiovisuels. On insiste aussi sur la nécessité, d'une part, de définir et d'encourager une politique industrielle nationale, de développer les techniques nouvelles, et celle, d'autre part, de préserver les équilibres actuels, essentiellement pour ce qui est de la presse écrite. Enfin, en ce qui concerne le choix entre le satellite et le câble, on réaffirme que les deux techniques sont « *complémentaires* » et non concurrentes.

TRANSPORTS

Au départ de Roissy

INCIDENT TECHNIQUE SUR UN BOEING D'AIR FRANCE.

Un incident s'est produit sur un Boeing-747 d'Air France qui, après avoir décollé de Roissy, le dimanche 7 mars à 17 heures, à destination de Los Angeles, a dû rebrousser chemin à la suite d'une avarie dans les systèmes de commandes du train d'atterrissage.

L'avion, avec ses deux cent cinquante-six passagers et membres d'équipage, avait décollé normalement. Une fois en vol et après avoir actionné les commandes pour rentrer le train d'atterrissage, le pilote a constaté que le voyant lumineux placé dans le cockpit qui doit s'éteindre, indiquant ainsi que le train est bien rentré, restait allumé. Le pilote pensa qu'une panne s'était déclenchée et fit demi-tour en direction de Roissy. Comme c'est l'usage, le commandant de bord, dont l'appareil avait fait le plein de kérosène, a dû larguer une grande partie du carburant (57 tonnes) au-dessus de la forêt d'Ermenonville dans l'Oise. L'appareil s'est posé à 18 h. 08 sans encombre.

L'équipe de mécaniciens qui a été immédiatement dépêchée auprès de l'avion a rapidement constaté que des câbles qui commandent le voyant lumineux — qui atteste que le train d'atterrissage est bien rentré — étaient sectionnés. Selon Air France, rien ne permet à l'heure actuelle de parler de malveillance ou de sabotage.

FAITS ET PROJETS

LA BASSE-NORMANDIE ET LA CARTE DES AIDES.

La première session du conseil régional de Basse-Normandie, ouverte en février, ne s'achèvera qu'en avril. Le président, M. Paul German (Mouvement normand, modéré), n'a pas, selon la formule habituelle, déclaré « les débats clos » dans la soirée du lundi 22 février, bien que l'ordre du jour consacré aux travaux budgétaires ait été épuisé.

La logique voulait que l'élection du président bas-normand soit reportée à la mi-avril, au moment où les conseils régionaux auront le pouvoir exécutif, mais les textes exigeaient, eux, que cette élection soit organisée lors de la première session de l'année.

Toutefois, quelques heures auront suffi pour que le premier rendez-vous de l'année des conseillers régionaux bas-normands soit marqué par un débat houleux à propos des récents événements d'Isigny.

Le nouveau régime des primes d'aménagement du territoire a donné lieu, lui aussi, à de vifs échanges. L'est du département de l'Orne, ni surtout l'agglomération caennaise ne figurent pas parmi les secteurs retenus sur la carte élaborée par la DATAR. Le conseil régional a décidé de demander un nouvel examen par Paris du dossier. Ensuite, seulement, il envisagera des arbitrages internes à la Basse-Normandie sur la réparation des zones primées. — *(Corresp.)*

LA GUERRE DES PHOQUES.

La chasse aux bébés phoques vient de commencer dans le golfe du Saint-Laurent, et la bataille qui tous les ans dresse les uns contre les autres ses adversaires et ses partisans bat son plein.

M. Stanley Johnson, député britannique au Parlement européen, s'apprête à plaider pour le projet de résolution dont il est l'auteur, demandant l'interdiction de l'achat par les pays membres de la C.E.E. de tous les produits à base de phoques.

Un groupe de cinq parlementaires canadiens se prépare à partir pour Strasbourg pour tenter de convaincre leurs collègues européens de refuser cette résolution. Ils assurent que l'adoption du texte de M. Stanley Johnson serait une catastrophe économique pour le Canada, surtout dans les provinces atlantiques où la chasse aux bébés phoques (les blanchons) constitue un supplément de revenu important. Or 70% des peaux de phoques canadiennes sont achetées en Europe.

La chasse elle-même, théoriquement ouverte depuis le 1ᵉʳ mars dans le golfe du Saint-Laurent, n'a pas encore débuté, car les troupeaux de phoques restent invisibles. Deux chalutiers amenant du port canadien d'Halifax les chasseurs devant intervenir sur la banquise sont bloqués en mer par les conditions météorologiques : vents, chutes de neige, et visibilité quasi nulle.

UN CASINO AUX TROIS-ÉPIS ?

La polémique autour de l'ouverture d'un casino dans la petite station climatique des Trois-Epis, l'un des lieux de pèlerinage les plus fréquentés des Vosges alsaciennes, vient de connaître un nouveau rebondissement avec la publication des résultats d'une enquête d'utilité publique largement défavorable à un tel projet (*le Monde* du 10 février)

Sur les 12 157 personnes qui ont fait connaître leur avis, 11 372 se sont déclarées hostiles à l'ouverture d'un casino sur le site des Trois-Epis, où un pèlerinage marial rassemble chaque année des milliers de croyants. La plupart des opposants ont estimé incompatible le voisinage d'un établissement de jeux avec un lieu de prière, rejoignant ainsi le point de vue des pères rédemptoristes, gardiens du pèlerinage, et d'associations religieuses.

En revanche, les hôteliers restaurateurs ont réaffirmé leur attachement à l'ouverture d'un casino, qui devrait profiter à la station. Les membres du syndicat intercommunal promoteur du projet sont eux aussi restés sur leurs positions. Dans un vote à bulletin secret, ils se sont prononcés à six contre un en faveur de l'ouverture de l'établissement de jeux.

Cette enquête doit être transmise au ministère de l'intérieur, auquel appartient donc la décision finale.

CARNET

Naissances

— M. Robert COLONNA d'ISTRIA et Mme, née Dominique Bertrand, Jean-Baptiste, sont heureux de faire part de la naissance de

Jérôme et de Damien,

le 1ᵉʳ mars 1982.
Torra-di-Mezzo,
20140 Bicchisano.

— Henry ZIPPER et Geneviève PASQUIER-ZIPPER ont la joie d'annoncer la naissance de

Charles-Edouard,

le 24 février 1982.
Ambassade de France en Algérie,
(Alger).

Décès

— Mme Claudine Amiel,
M. et Mme Jean-Raymond Amiel,
M. et Mme Bertrand Ducornet,
Mlle Martine Amiel,
M. Jean-Claude Amiel,
M. et Mme Alexandre Amiel,
Mme Georgette Reboux,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean AMIEL,

survenu le 2 mars 1982, à la Résidence d'Ennery (Val-d'Oise).
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
30 ter, rue Gassendi,
75014 Paris.
1, rue Fernand-Cormon,
75017 Paris.

— Le conseil d'administration de la Fédération mutualiste interdépartementale de la région parisienne
a le regret de faire part du décès de son président,

Jean AMIEL,

vice-président
du conseil supérieur de la mutualité,
vice-président honoraire
de la
Fédération nationale de la mutualité française,
membre
du comité économique et social
de la région Ile-de-France,
administrateur
de la
Caisse primaire d'assurance-maladie,
président
de la Renaissance sanitaire,
président de nombreuses sociétés mutualistes et associations,
inspecteur principal honoraire
de la direction générale
de la consommation,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite social,
chevalier de l'instruction publique,
chevalier de la santé publique,
grande médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
commandeur de l'ordre du Mérite
du Luxembourg,

survenu le 2 mars 1982, à Ennery (Val-d'Oise).
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

24, rue Saint-Victor,
75005 Paris.

— Le conseil d'administration,
Les membres de l'Association éducative et culturelle d'action sociale,
La direction,
Le personnel,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean AMIEL,
président de l'A.E.C.A.S.,

survenu le mardi 2 mars 1982, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
A.E.C.A.S.,
26, rue des Peupliers,
75013 Paris.

— M. Henri Caurier,
Mme Pierre Chadapau,
M. et Mme Adrien Caurier et leurs enfants,
Mme Alain Caurier et ses enfants,
M. et Mme Georges Chadapau et leurs enfants,
M. et Mme Jean Durand, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Joël Najac et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond CAURIER,

survenu le 4 mars 1982, à Goussonville (Yvelines).
Le service religieux sera célébré le mardi 9 mars 1982, à 10 h. 30, en l'église Saint-Martin-des-Champs, à Paris-10ᵉ (36, rue des Marais).
1, rue des Dîmes,
02400 Bossoy, par Crézancy.
48, quai de Jemmapes,
75010 Paris.

— Mme A. Der Garabedian,
M. et Mme G. Der Garabedian et leurs enfants,
M. et Mme A. Der Garabedian,
Le docteur et Mme J. Ternamian et leurs enfants,
Le docteur et Mme A. Ternamian et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-douze ans, du

docteur
Meguerditch Der GARABEDIAN,
ancien professeur associé
à l'université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-6ᵉ),

survenu le 4 mars 1982.
Les obsèques auront lieu le mardi 9 mars, à 10 h. 30, en l'église arménienne catholique (6 ter, rue Charlot, Paris-3ᵉ), suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

— Louis Jolain,
Annie et Jean Pagès,
François, Olivier et Claire,
ont la tristesse de faire part du décès de

Anne JOLAIN,
née Bolloche,

survenu subitement à Londres, le 3 mars 1982.
La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu dans la plus stricte intimité, à Guingamp (Côtes-du-Nord).
Cet avis tient lieu de faire-part.
55, Homefield Road, Chiswick,
Londres W 4 - 2 LW.

— Mme Jean Thoraval,
Mlle Florence Thoraval,
Mme Paul Thoraval,
Et toute la famille,
font part du décès, survenu le 6 mars 1982, de

Jean THORAVAL,
journaliste,
chevalier de l'ordre national
du Mérite.

Les obsèques seront célébrées le mardi 9 mars 1982, à 8 h. 30, en l'église Saint-Joseph (161, rue Saint-Maur, Paris-10ᵉ).

[Né en 1935, Jean Thoraval était entré à l'A.F.P. en 1960, après avoir travaillé au « Figaro », à « Franc-Tireur » et à « Paris-Journal ». Il avait été correspondant ou envoyé spécial de l'agence successivement à Brazzaville, Léopoldville (devenue Kinshasa), Libreville, Bangui, et Dakar.

Détaché provisoirement de l'A.F.P., il avait également été chargé par l'UNESCO de la formation des journalistes à l'université de Dakar. En 1972-1973, puis à nouveau de 1974 à 1978, Jean Thoraval avait été directeur du bureau de l'A.F.P. en République démocratique du Vietnam. Ses reportages à Hanoï durant les bombardements américains en 1972 lui avaient valu le Prix George-Polk de journalisme décerné par l'université de Long-Island (Etat de New-York).]

— Nous apprenons le décès, survenu le 6 mars 1982, de

M. Jean VINATIER,
ancien député.

[Né le 23 février 1909 à Seilhac (Corrèze); agriculteur, Jean Vinatier, qui fut maire de Seilhac et conseiller général de ce canton de 1945 à 1970, fut proclamé député de la première circonscription de la Corrèze, en septembre 1971, en remplacement de Jean Montalat, décédé, dont il était le suppléant. Inscrit, à l'Assemblée nationale, au groupe socialiste, il refusa de soutenir le programme commun de la gauche. N'ayant pas reçu l'investiture socialiste, lors des élections législatives de 1973, il fut battu par M. Pierre Pranchère (P.C.).]

Remerciements

— M. Jacob S. Berdugo,
Et ses enfants,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme Rachel BERDUGO,
née Cohen-Scali,

prient tous leurs amis qui se sont associés à leur deuil de trouver ici l'expression de leurs vifs remerciements.

Messes anniversaires

— Pour le vingt et unième anniversaire du rappel à Dieu de

Mme Jacques DEBU-BRIDEL,
née Marie-Adélaïde Pluzanski,

une messe sera célébrée le mercredi 10 mars, à 18 heures, en l'église Saint-Gervais, Paris-4ᵉ.
Il est demandé à tous ceux qui l'ont connue et aimée, et qui ne pourront y assister, de bien vouloir s'y associer par une pieuse pensée.

— Pour le neuvième anniversaire de la mort de

Roland DORGELÈS,

une messe sera célébrée à sa mémoire et à celle des écrivains combattants de toutes les guerres, le 18 mars, à 11 heures, par le R.P. Michel Riquet (s.j.), en l'église Saint-Pierre de Montmartre (2, rue du Mont-Cenis, à Paris).

Communications diverses

— Loge l'Echelle de Jacob nᵒ 27. Franc-maçonnerie féminine de tradition. Rite anglais émulation. Mercredi 17 mars, à 19 h. 30 : Cérémonie de passage au deuxième grade. Sur invitation. B.P. 846 – 75161 Paris Cedex 04. — Note d'information envoyée sur demande.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde

sports

RUGBY

Battue en Écosse (16 à 7) l'équipe de France est remaniée pour recevoir l'Irlande

Les jeux sont faits dans le Tournoi des Cinq Nations 1982 après les succès, samedi 6 mars, de l'Angleterre sur le Pays de Galles (17 à 7), à Twickenham, et de l'Ecosse sur la France (16 à 7), à Murrayfield. L'Irlande, avec trois victoires, est assurée de terminer seule en tête du Tournoi. Elle viendra jouer à Paris, le 20 mars, pour tenter de réaliser le grand chelem, en cas de victoire sur la France. A chacun ses objectifs. L'équipe de France elle, après une nouvelle et sévère déconvenue contre l'Ecosse, tentera d'éviter une quatrième défaite dans ce tournoi et la symbolique cuiller de bois.

Pour ce faire, les sélectionneurs français, qui n'en sont plus à une contradiction près, ont, après l'avoir limogé, rappelé la vieille garde. Sept des quinze joueurs battus par l'Ecosse ont été remerciés et pour certains de façon fort cavalière. Ainsi, tiendra-t-on pour un véritable déni de justice l'élimination du demi de mêlée toulousain, Gérald Martinez, qui, derrière des avants constamment dominés, avait depuis le début du tournoi réalisé le maximum.

Mais les responsables de cette équipe, inamovibles eux, ont probablement estimé que le rappel des joueurs ayant participé au grand chelem français en 1981 avait valeur d'exorcisme. C'est, selon leurs propres termes, une équipe « anti-cuiller de bois » qu'ils ont voulu constituer. L'objectif montre l'ampleur de la faillite et des erreurs accumulées depuis le début de la saison dans le choix des avants français. Hélas ! il signifie peut-être bien aussi l'abandon de l'option offensive choisie pour les trois-quarts mis dans l'impossibilité de faire leurs preuves.

SURSIS A STATUER

De notre envoyé spécial

Edimbourg. — Là-haut, au château d'Edimbourg, il y a un musée militaire, visité par inadvertance. Drapeaux pris à l'ennemi, uniforme rouge du sergent McKintosh à Waterloo (1815), le sabre du major X. à Sébastopol et la bouffarde impériale modèle 88 révisé 92 de l'armée des Indes. Bref, en ces lieux qui sentent la gloire et la naphtaline, le 1st Royal Scott Guard célèbre sa prestigieuse histoire. Il y a aussi dans une vitrine, entre deux Victoria Cross, une historique gourde à whisky déformée par une balle. Elle témoigne, à juste titre, qu'un valeureux ancien de la garde eut, dans une embuscade boer, la vie sauvée par la dive bouteille.

Il y avait là, sur ce piton sacré et en insolite morceau d'histoire, de quoi frapper la plus plate imagination. Revenu sur terre, et même plutôt sous terre, au sortir de Murrayfield, on a cherché en vain. Quelle gourde aurait été assez grande, quel bouclier suffisamment large pour sauver le valeureux Rives de ce fâcheux incident survenu samedi après-midi à son équipe, une balle en plein cœur, un boulet écossais en plein rugby ?

Des matches internationaux joués par l'équipe de France, on en a vu quelques-uns. Des bons, des mauvais. D'excellents, cela arrive. De médiocres, cela survient. Des exaltants, des soporifiques, des pathétiques, des réalistes, des violents, d'amicaux. Et même, de perdus de justesse et des gagnés de si peu.

Mais d'aussi incohérents que ce samedi, jamais. Ce fut un après-midi de crève-cœur pour le rugby français, un monument d'improvisations malheureuses, le jeu à l'envers, la guerre du feu perdue. Et tout cel de si évidente manière qu'il fallut se retenir pour ne pas demander aux confrères écossais, hôtes délicats et désintéressés, de bien vouloir rembourser le prix des places payantes généreusement accordées à la presse française.

Un entraînement révélateur

Payer ? soit, mais pas pour être ridicules. Pas pour qu'après, dans la salle de presse, les jeunes serveuses tendent une *« nice cup of tea »* avec des mines faussement apitoyées d'infirmières. Pas pour qu'un vieux de la vieille garde écossaise, l'ancien pilier Ian McLoughlan, *« Mighty Mouse »,* se moque, en hochant doucement la tête, des responsables français : *« They are crazy »*. Peut-être bien, en effet, qu'ils le sont un peu, fous, nos graves sergents-majors du comité de sélection, à courir de façon aussi ridicule après la formule idéale. On pense à Courteline et, en d'autres sélections, à ce qui fit les délices de l'intendance. D'un boucher, l'adjudant Flick faisait un coiffeur, d'un coiffeur il espérait un boucher. L'équipe de France de rugby, depuis le début de sa saison, est ainsi gouvernée à l'humeur de ses fourriers. D'un deuxième ligne on fera un troisième ligne, d'un troisième ligne un deuxième ligne, d'un ailier un arrière et de débutants des gens d'expérience.

Et l'on voudrait que cela gagne ! Et l'on prétend être expert ! C'est dramatique quand les gens de l'art, les gens qui savent ou devraient savoir, perdent ainsi la notion des règles élémentaires du rugby. Ce match Ecosse-France était joué d'avance, sur ce seul postulat absurde que le cœur, la vaillance, la volonté de vaincre font plus que force et technique. Ce match était perdu d'avance et il aurait fallu être aveugle pour ne pas le voir la veille de la rencontre. Cela se passait dans un château, un autre : il n'en manque pas, en Ecosse. A Dalhousie Castle, manoir-hôtel du Moyen Age, où les Français faisaient retraite, il y eut vendredi matin entraînement. C'est très révélateur, un entraînement. Sait-on ce que Dintrans, le talonneur, apprenait à ses piliers ? A le tenir en mêlée. Sait-on ce que Jacques Fouroux enseignait au malheureux Rodriguez ? Comment on pousse en mêlée ! Alors évidemment, face aux Ecossais qui n'ont peut-être pas inventé l'arabesque, mais savent, en conservateurs attentifs, la valeur du jeu collectif, l'art de la mêlée, la rigueur dans l'effort, ce ne sont pas là des choses à apprendre sur le tas.

Il y aurait quelque cruauté à accabler les joueurs français pour ce qu'ils ont, mal ou non, fait et quelque indécence à tirer sur ce pack corbillard. Car le pis est que ces garçons ont fait là tout leur possible et que tout leur possible, actuellement, n'est pas autre chose qu'une capacité à différer la sanction. Il arrive en matière de justice, lorsque l'affaire se présente mal, qu'un avocat, sous un artifice procédurier, obtienne le sursis à statuer. C'est cela, le jeu français, depuis le début de saison : une course contre ses propres faiblesses, une succession de sursis à statuer, encore un instant, monsieur le bourreau. Mais à Cardiff, à Paris et, enfin, ce samedi à Edimbourg, ce ne furent jamais que des sursis.

Le plus drôle est qu'avec un peu de chance, un peu de réussite, les Français auraient pu, samedi après-midi, face à une équipe écossaise tout de même bien limitée, prendre la poudre d'escampette. Il aurait fallu une attaque moins fébrile; il aurait fallu que les jeunes gens de derrière, en perpétuelle opération de sauvetage pour leurs camarades du pack naufragé, montrent un peu plus de sûreté, de rigueur. A dire vrai, cela ne se peut : attaquer sans cesse derrière une ligne d'avant battue revient nécessairement à prendre des risques et à faire des entorses constantes à la sécurité de l'ensemble.

Trop, tant de balles lâchées, cafouillées, hasardeuses, furent en cette première mi-temps la sanction des préalables non respectés par les avants. Car ceux-ci étaient incapables de fixer une troisième ligne adverse, incapables de livrer des munitions qui ne soient déjà brûlantes. Il arriva donc à ces jeunes qui rêvaient de renverser le cours des choses et de faire un pied de nez à la logique, ce qui devait nécessairement leur arriver, un match ou l'autre : accumuler les erreurs, les balles lâchées, les passes ratées. Au point qu'à un certain moment on a imaginé sans peine les « gros pardessus » de la fédération marmonnant « doucement les Basques » et préparant l'échafaud.

Orchestre emballé

Hélas ! arrête-t-on un orchestre emballé pour avoir ignoré la partition ? L'équipe de France passa donc une mi-temps à dominer les Ecossais, mais non son sujet, à confondre vitesse et précipitation. Là encore il serait cruel de faire le décompte des avanies, des pénalités manquées comme à plaisir par l'arrière Sallefranque, des exploits finis faute de soutien, en eau de boudin, de ces renvois aux vingt-deux mètres français, provocation grossière au talent d'Irvine, de touches non trouvées, de passes non assurées. En somme, de chèques sans provisions.

A la mi-temps, la France menait 7-3 quand elle aurait pu sans scandale doubler son capital. Encore lui avait-il fallu un coup de poignard porté par Rives, merveilleux joueur mais mauvais capitaine. Et même cela, déjà, avait été très révélateur. Sur une mêlée aux vingt-deux mètres écossais, le pack français, en marche arrière, toute, avait réussi à conserver péniblement la balle : Carpentier s'en saisit pour la transmettre au demi de mêlée toulousain Martinez. Lui, un joueur excellent, car il faut l'être pour s'être durant ce tournoi acquitté sans trop de dommage d'une pareille tâche derrière un pack semblable, reçut en prime deux ou trois Ecossais. Que pouvait-il faire, sinon passer la balle dans le dos à Jean-Pierre Rives ? Il le fit et, par un trou de souris, le capitaine français s'en fut, presque étonné et fou de joie, planter un joli essai en terre écossaise.

Toujours ces fameux sursis à statuer. Mais la vérité est que, déjà à ce moment-là, une équipe était dans le sens de la marche. Il aurait fallu être bien sourd pour ne pas l'entendre arriver du fond des Highlands. Elles furent cruelles et belles, ces trente dernières minutes de match, cette leçon de rugby écossais, simple, direct, efficace. On vit à ce moment-là leurs avants, pas géniaux mais solidaires, âpres au gain du ballon, défoncer droit devant. Une démonstration vraiment, toute en passes courtes *« à toi, à moi, ils sont agréables à jouer ces Français »*, prenant de toute évidence un plaisir intense à ce bonheur simple. Il existe dans les milieux du rugby une expression un peu cavalière pour parler de ces situations et, dans ce cas précis, tellement éloquente. Elle était bien « de cul », l'équipe de France, bel et bien sur les fesses, les quatre crampons en l'air, à simplement essayer de se coucher sous les buffles pour éviter le pire. *« J'ai bien cru qu'ils allaient nous en marquer trois ou quatre »*, dira après le talonneur Dintrans.

Ils en marquèrent seulement un par leur ouvreur Rutherford, et un drop réussi dans un fauteuil par leur capitaine Renwick. Et ce ne fut pas cher payé que cette impressionnante opération vérité, cette croisade anti-frime imposée aux Français par le vénérable Bill Cuthbertson, ce deuxième ligne de trente-deux ans, à tête de mormon, et son compère Alan Tomes, à peine trente et un ans. C'est que, à cet âge-là, cela pousse, saute et court encore, des Ecossais, et, paraît-il, aussi des Irlandais.

PIERRE GEORGES.

● *L'Equipe de France* qui rencontrera l'Irlande le 20 mars prochain au Parc des Princes à Paris aura la composition suivante : Gabernet ; Fabre, Mesny, Belascain, Blanco ; (o) Lescarboura, (m) Berbizier ; Rives, Joinel, Rodriguez ; Imbernon, Revailler ; Dospital, Dintrans, Paparemborde.

ATHLÉTISME

La République fédérale d'Allemagne domine les championnats d'Europe en salle

En gagnant dans cinq disciplines (hauteur, 200 mètres et 3 000 mètres masculins, longueur et hauteur féminines) et en montant sept autres fois sur le podium, les quarante-sept athlètes de la République fédérale d'Allemagne ont dominé, les 6 et 7 mars, les championnats d'Europe d'athlétisme en salle. Ils ont, notamment, été supérieurs aux treize Allemands de l'Est (neuf médailles, dont quatre d'or) et aux quarante-sept Soviétiques (neuf médailles, dont trois d'or), qui s'étaient imposés les années précédentes.

Avec sept places de finalistes et une médaille de bronze sur 60 mètres pour Bernard Petitbois, qui améliora le record national deux fois (6 sec. 67, puis 6 sec. 63), les vingt-cinq Français n'ont pas rempli le « contrat » annoncé par le directeur technique national Jean Poczobut (dix finalistes et deux médailles). Tout au plus, le comportement des jeunes filles a été encourageant, avec trois meilleures performances nationales améliorées par Marie-Christine Cazier (23 sec. 73 sur 200 mètres), Maryse Ewanje-Epée (1,88 mètre en hauteur) et Simone Créantor (16,79 mètres au poids).

La Tchécoslovaque Jarmila Kratochvilova, âgée de trente et un ans, a établi une nouvelle meilleure performance mondiale sur 400 mètres, en 49 sec. 59. Les concours de sauts en hauteur constituèrent aussi les temps forts de ces championnats, avec trois hommes — l'Allemand l'Ouest Meyfarth, l'Allemande de l'Est Bienas et le Suisse Dalhauser — réussissant 2,32 mètres et trois femmes — l'Allemande de l'Ouest Meyfarth, l'Alemande de l'Est Bienias et la Hongroise Sterk — passant 1,99 mètre, ce qui n'était jamais arrivé dans une même épreuve auparavant.

L'ogresse des pistes

De notre envoyé spécial

Milan. — *Que savez-vous faire en moins de 50 secondes, en 49 sec. 59/100 précisément ?* La célébrité en moins de 1 minute, c'est dur. Les grandes œuvres humaines demandent la durée pour s'accomplir. Il n'y a guère que le sport pour donner à la réduction du temps une signification glorieuse.

Ainsi, 49 sec. 59/100, c'est le temps exact qu'a mis la Tchécoslovaque Jarmila Kratochvilova pour faire deux fois le tour de la piste du palais des sports de Milan. Deux petits tours sous le regard de quinze mille spectateurs italiens qui n'en revenaient pas de voir ces épaules de déménageur, ces cuisses d'haltérophile, ce buste de boxeur foncer vers les cellules électroniques de l'arrivée comme un bulldozer. La piste en bois martelée par sa foulée de bison craquait, semblait sur le point de s'effondrer à tout moment.

Deux tours, cela représentait 400 mètres, la distance la plus éprouvante du sprint, la plus folle. Le coureur consomme ses réserves d'énergie comme une voiture américaine vide son réservoir d'essence, comme une allumette se consume. Un peu de surrégime et c'est la panne sèche, la bielle coulée, la dynamo grillée. L'athlète imprudent ou présomptueux termine la distance, les muscles carnibosés, les membres tétanisés. N'avait-elle pas été présomptueuse, cette Kratochvilova, de partir comme un météore, de foncer comme le T.G.V., d'appuyer à fond sur l'accélérateur au point qu'on aurait pu voir les semelles de ses chaussures fumer comme des pneus de formule 1 au départ d'un grand prix ?

Non ! La rumeur du public, qui enflait à chacune de ses enjambées semblait la propulser encore plus vite. Et le verdict du chronomètre officiel tomba : meilleure performance mondiale. Elle n'a pas eu le triomphe expansif Kratochvilova. Elle s'est pris la tête entre les mains comme si elle voulait remettre en place ses idées chamboulées par cette équipée sauvage. Elle a félicité brièvement ses suivantes, les Allemandes Ruebsam, de l'Est, et Bussmann, de l'Ouest, reléguées à plus d'une seconde, c'est-à-dire une différence de temps comparable à celle entre un Concorde et un jet subsonique sur la traversée de l'Atlantique-Nord.

C'est, en effet, un phénomène au cou duquel les officiels de la Fédération européenne d'athlétisme ont accroché une médaille. Effacer eds tablettes Marita Koch, la mécanique de précision de Rostock, était considédé, il y a peu, comme un exploit hautement improbable. Mais réussir cette performance à trente et un ans, voilà qui était encore plus stupéfiant.

De quel moule sortait-elle donc cette Tchécoslovaque à l'anatomie colossale ? D'un moule *a priori* des plus communs puisque, jusqu'en 1980, ses 64 kilogrammes de muscles avaient surtout joué les utilités en séries éliminatoires. Jusqu'à vingt-huit ans, elle n'avait pas réussi, en effet, à courir un 400 mètres en plein air en moins de 51 secondes. Mais son entraîneur, Miroslaw Kvac, était un Pygmalion patient. Après dix ans de travail sur cette glaise ordinaire, il a su donner le feu sacré à Kratochvilova.

Aux Jeuxe de Moscou, les cent mille spectateurs du stade Lénine n'avaient d'yeux que pour Marita Koch, mais la Tchécoslovaque était sur les talons de l'Allemande de l'Est, et elle empaqueta sa médaille d'argent avec une troisième meilleure performance de tous les temps. L'année suivante, son étoile montante éclipsa la vieille lune de R.D.A. une saison au paradis des champions. Elle commença par un titre européen en salle à Grenoble et elle conclut par des victoires en coupe d'Europe à Athènes et en coupe du monde à Rome.

Kratochvilova est devenue une terreur : personne n'a pu la battre lors de ses dix dernières courses. Devenue ogresse de la piste après des lustres de disette, elle a un appétit de records insatiable. Elle envisage d'effacer définitivement des tablettes Marita Koch en améliorant son record en plein air (47 sec. 99/100), qu'elle a d'ailleurs approché d'un centième l'été dernier. Mais alors que certaines performances — les trois hommes à 2,32 mètres et les trois femmes à 1,99 mètre par exemple — font de l'athlétisme le plus beau moment de cette fête du corps qu'est le geste sportif, les records de Kratochvilova risquent d'avoir le même impact que ceux du Soviétique Alexeiev chez les haltérophiles.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME

Jugement de Salomon en formule 1

Les six membres du tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), réunis à Paris le 5 mars, ont rendu un jugement de Salomon, en reconnaissant la faute des pilotes de formule 1 sanctionnés le 28 janvier par le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), tout en réduisant les sanctions à 5 000 dollars d'amende chacun et une suspension pour un Grand Prix, avec sursis pendant six mois.

Sur le fond, les juges ont conclu que les pilotes avaient commis des fautes à Kyalami, en mettant fin au dialogue au sujet de la super-licence et note « une attitude irresponsable de la part des pilotes qui devaient être maîtres de leur sang-froid ». *Sur la forme, ils ont estimé que la FISA n'aurait pas dû juger ses pilotes sans les entendre contradictoirement, et dénie à celle-ci* « des pouvoirs proches de ceux du tribunal d'exception », *comme le secrétaire général de la FISA tentait de le faire admettre. De plus, le tribunal n'a pas reconnu le caractère d'urgence adopté par la Fédération internationale, qui a jugé ses pilotes cinq jours seulement après les incidents.*

TENNIS

La France a battu l'Argentine en Coupe Davis

Les Daviscupmen français ont exorcisé les démons qui les avaient vaincus l'an dernier en face des Australiens à Lyon. Le huitième de finale de la Coupe Davis qu'ils ont remporté à Buenos-Aires par 3 victoires à 2 aux dépens des Argentins les qualifie pour une rencontre à suspens qui les opposera, en juillet prochain à Roland-Garros, aux Tchécoslovaques.

Une fois de plus, l'évidence s'est vérifiée : un match de Coupe tendu se gagne grâce au point du double. Lorsque nos joueurs de simple Noah et Tulasne se présentèrent sur le central du Lawn-Tennis Club dimanche 7 mars, ils avaient l'immense avantage moral de mener par 2 à 1, ayant gagné le double la veille (Noah-Moretton battant Vilas-Ganzabal par

La victoire écrasante de Guillermo Vilas sur Thierry Tulasne (6-1, 6-0, 6-1), acquise en début de journée par une chaleur accablante et devant des tribunes surexcitées aurait en effet mis un frein à nos ambitions. Mais il y avait Yannick Noah, héros de la rencontre, pour parfaire la réussite française à l'issue du cinquième et dernier match.

On pouvait penser que le petit Ricardo Cano, trente et un ans, soixante-sixième joueur du classement mondial, ne pèserait pas lourd devant le récent vainqueur de Lendl à Palm Springs. Mais un simple de Coupe Davis se gagne d'abord sur les nerfs, ensuite sur le public quand il s'agit d'une rencontre en terrain étranger. A la différence de Tulasne qui le premier jour avait pourfendu Cano, Noah dut besogner ferme pour se défaire du numéro deux argentin. C'est finalement grâce à ses qualités de « cœur » qu'il put boucler le match (par 8-6, 6-1, 8-6), au milieu de l'effervescence générale, en faveur de la France.

SKI NORDIQUE

La mésaventure de Pierrat dans la Vasaloppet

Le Français Jean-Paul Pierrat a été le premier à franchir, dimanche 7 mars, la ligne d'arrivée de la Vasaloppet, célèbre course suédoise longue de 89 kilomètres, à laquelle ont participé douze mille concurrents. Trois heures plus tard, il était prié de rendre la couronne du vainqueur. Le jury venait de le disqualifier pour avoir changé de skis en chemin.

Correspondance

Mora (Suède). — La Fédération internationale du ski (FIS) devrait apporter un maximum de précisions dans le texte de ses règlements. Déjà à Oslo, à l'occasion des récents championnats du monde, des interprétations différentes au sujet des arrivées de relais avaient provoqué quelques situations délicates à résoudre. Cette fois, avec la cruelle mésaventure survenue à Jean-Paul Pierrat, on se dispute à nouveau sur les mots. Oui ou non le Français a-t-il changé de skis pendant la course ? Oui, répond l'intéressé, et même deux fois. Il l'a déclaré officiellement devant le jury composé uniquement de Suédois qui ont alors immédiatement livré leur sentence. Mais le Vosgien interprète à sa manière le règlement en affirmant : *« A partir du moment où je ne change que l'un des skis, rien ne dit que je ne peux le changer qu'une fois. »* La seule chose qui compte à ses yeux, *« C'est de franchir la ligne d'arrivée avec un ski marqué au départ de la course. »*

Tard dans la soirée de dimanche on se disputait encore pour savoir qui avait raison ou tort et les mauvaises langues trouvaient à dire que cette affaire n'aurait pas été déclenchée si le deuxième de l'épreuve, Lasse Frykberg, l'enfant du pays, n'appartenait pas au club de Mora. Quelles que soient les péripéties entourant le déclassement de Pierrat (les responsables des la marque équipant Frykberg ont mené le combat dès la ligne d'arrivée franchie), la sentence demeure et restera très probablement en l'état, même si une requête officielle est présentée par la Fédération française de ski.

L'incident de dimanche est le plus sérieux de tous ceux qui sont survenus dans les courses de longue distance où de gros intérêts entrent en jeu, en raison de leur popularité et de leur impact auprès du grand public. — L. T.

Les résultats

Automobilisme

RALLYE DU PORTUGAL

1. Mikkola-Hertz... 1. Miles Mouton-Pons (Audi Quattro), 7 h. 39 min. 36 sec. ; 2, à 14 min. 35 sec., Coppier-Mile Laloz (Toyota Celica) ; 3, à 27 min. 49 sec., Wittmann-Diedmann (Audi Quattro).

Football

COUPE DE FRANCE

Disputés samedi 6 et dimanche 7 mars, les matches aller des seizièmes de finale de la Coupe de France n'ont pas bouleversé la hiérarchie. Seuls Lisieux et Maubeuge qui évoluent respectivement en troisième et quatrième division ont inquiété les clubs de l'élite. Les matches retour auront lieu mercredi 17 mars.

*Monaco b. Nice	2-0
*Auxerre b. Tours	3-1
A Lens :	
Paris-S.-G. b. Nœux-les-Mines	1-0
Laval b. *Calais	3-1
Nancy b. * Thonon	3-1
*Metz b. Dunkerque	3-1
A Caen :	
*Lisieux et Bordeaux	0-0
Lyon b. *Saint-Brieuc	2-0
*Maubeuge b. Valenciennes	3-2
Bastia b. *Brive	3-1
Brest b. *Concarneau	2-0
A Toulon :	
Saint-Etienne b. *Sanary	2-0
*Reims b. Besançon	1-0
*Marseille b. Montluçon	2-0
*Fontainebleau b. Le Havre	2-1
*Chaumont et Toulon	0-0

Ski alpin

COUPE DU MONDE
DESCENTE D'ASPEN

1. Müller (Suisse) 1 min. 46 sec. 58 ; 2. Brooker (Can.) 1 min. 47 sec. 18 ; 3. Hoeflehner (Aut.) 1 min. 47 sec. 31 ; 4. Weirather (Aut.) 1 min. 47 sec. 35 ; 5. Meli (Suisse) 1 min. 47 sec. 41, etc.

Tennis

COUPE DAVIS
(HUITIÈMES DE FINALE)

A Buenos-Aires : France bat Argentine 3-2.

A Rome : Italie b. Grande-Bretagne 3-2.

A Prague : Tchécoslovaquie b. R.F.A. 5-0.

A Stockholm : Suède b. U.R.S.S. 4-1.

A Carlsbad (Calif.) Etats-Unis b. Inde 3-0.

A Christchurch (N.-Z.) : Nouvelle-Zélande b. Espagne 3-2.

A Mexico : Autriche b. Mexique 3-2.

A Santiago-du-Chili : Chili b. Roumanie 3-2.

Le Monde

culture

MUSIQUE

ANDRÉ JOLIVET ET GERMAINE TAILLEFERRE A L'OPÉRA

Pages françaises

En arrivant à Paris, Rolf Liebermann avait commandé des opéras à plusieurs compositeurs français. Seul celui d'Olivier Messiaen sur saint François d'Assise verra le jour l'an prochain, plus de dix ans après. Mais André Jolivet s'était mis à l'œuvre sur un livret tiré du Lieutenant perdu *de Marcel Schneider. Lorsqu'il mourut en 1974, il laissait les esquisses de trois actes d'après lesquelles Michel Philippot a pu réaliser fidèlement une suite de concert de vingt-cinq minutes créée vendredi à l'Opéra.*

Un tel condensé ne donne qu'une idée vague de l'ouvrage projeté. Bogomilé, une princesse slovène qui recueille un lieutenant ennemi, s'éprend de lui et périra sous le poignard du chef de ses propres partisans, apparaît comme une femme fatale, sœur d'Antinea. Le style vocal relève d'un pathos assez traditionnel, dont il est difficile d'apprécier l'efficacité dans des extraits aussi schématiques, cependant qu'on retrouve les qualités du langage orchestral de Jolivet, sa puissance primitive, ses explosions brutales, ses évocations mystérieuses. Honorable interpétation de Philippe Duminy, Helia T'Hezan, Eliane Lublin, J.-Ph. Courtis et Robert Dumé, sous la direction flamboyante et précise de Zoltan Pesko.

Au même concert, Devy Erlih jouait de façon fabuleuse, avec un lyrisme intense, le Concerto pour violon, *une des dernières œuvres de Jolivet, qui ne laisse pratiquement aucun répit au soliste dans ce dialogue âpre avec un orchestre d'une écriture très complexe, aux personnalités multiples, où brille toujours une percussion originale et foisonnante.*

Entre ces deux pages dramatiques, un rayon de printemps : le Conerto de la fidélité, *pour voix élevée et orchestre, écrit l'an passé par Germaine Tailleferre et dédié à deux amis, dont Bernard Lefort, avec qui longtemps elle forma équipe en récital. Libre promenade à travers les prairies idylliques d'Ile-de-France, où la voix exquise, d'une virtuosité idéale et pleine d'enchantement, d'Arleen Auger gazouillait avec une ingénuité d'enfant sur un orchestre délicieux. La fraîcheur insouciante du Groupe des Six, il y a soixante ans, parfumait cette œuvre d'une dame de quatre-vingt-dix ans bientôt, qui répondait, très émue, aux applaudissements du vaste public venu saluer deux personnalités attachantes de la musique française.*

JACQUES LONCHAMPT.

DANS « LE MONDE DE LA MUSIQUE »

Dossier (noir) du jazz

Va-t-il bien ? Va-t-il mal ? Pas si vite. Le jazz, en France, doit d'abord être reconnu... Sous le titre : « La gangrène du jazz », le numéro de mars du Monde de la musique *publie une grande enquête et des témoignages recueillis auprès d'instrumentistes contraints de pratiquer la musique qu'ils aiment en amateurs. Interrogés, neuf musiciens en « semi-liberté » concluent :* « Tout pour les stars ! Mais pour les autres, l'âge d'or est fini. »

Le disque a-t-il tué le jazz vivant ? Contrairement aux rumeurs optimistes, les ventes de disques de jazz seraient plutôt en perte de vitesse, constatent les professionnels, et cependant, si l'on en croit Jean-Louis Chautemps, la conviction de plus en plus répandue que connaître le jazz revient, pour l'essentiel, à en connaître les enregistrements est la plus pernicieuse qui soit. Mais lorsqu'on voit un club exemplaire, Jazz-Unité, à la Défense, taxé comme un dancing, contraint de fermer pendant trois mois pour attirer l'attention des pouvoirs publics parce qu'il perd 15 000 F par concert, on mesure bien toute l'étendue du mal.

Les nouvelles dispositions de la direction de la musique parviendront-elles à enrayer la crise ? La réponse à toutes ces questions et à tant d'autres se trouve dans le Monde de la musique *qui, comme chaque mois, en pose dans tous les domaines : classique, jazz, rock, pop.*

CINÉMA

LES PARADIS DE LA PEUR

« Incubus » et « le Droit de tuer »

John Cassavetes, médecin veuf, habite avec sa fille au Canada. Il est attiré par une belle journaliste qui lui rappelle sa femme, est confronté à une série de viols aussi abominables que mystérieux car enfin, quel homme démesuré que ce violeur qui parfois ne laisse pas de traces biologiques, d'autres fois en laisse des quantités énormes d'une espèce d'ailleurs inconnue ! *Incubus* joue à fond – mais avec pudeur – la terreur du sexe coupable. Religion, science, grimoire, statuette maléfique, malédiction ancestrale, adolescents nerveux, identités hasardeuses, les ingrédients du genre se juxtaposent trop sagement, avec un humour si ténu qu'il en devient transparent. On est loin de *Rosemary's baby,* malgré Cassavetes, dont l'ennui filtre à travers une inhabituelle sobriété.

Violence du fantastique et fantastique de la violence : soldat perdu, l'Exterminateur, héros du *Droit de tuer,* tue sans désemparer afin de venger son meilleur ami qui lui a sauvé la vie, un Noir américain, courageux, fidèle, travailleur, père de famille, etc., sauvagement démoli par un gang de lâches Porto-ricains. Dans ce genre de films, le scénario compte moins que le nombre d'atrocités.

Et d'abord, scène de torture au Vietnam dans la nuit verte de la jungle : la tête d'un prisonnier américain (courageux) tranchée avec un calme tout asiatique tombe lentement en arrière et reste attachée au cou (oniriquement impressionnant). Ensuite, nous avons : un crochet planté dans le dos du Noir et sa nuque brisée, un mafioso de haut niveau passé dans un hachoir géant. Mais la plupart des horreurs, étant évoquées par le tonus des cris et plutôt montrées dans leur résultat (plaies, flaques de sang), si le film est interdit aux mineurs, c'est peut-être parce qu'il est abominablement réac ? A moins qu'il ne veuille démontrer le danger des mauvaises lectures : l'Exterminateur a chez lui un livre sur l'anarchisme. Il est bon avec les Noirs et les prostitué(e)s, ne tue que les pourris, qui reçoivent les ordres de Washington. C.I.A., mafia, on ne sait pas lesquels, à la fin, abattent le flic honnête et le héros, qui n'a pas eu le temps de se régénérer à l'amitié virile, l'homosexualité demeurant un péché. On dirait une histoire Belmondo-Delon, encore que... L'un ou l'autre s'est-il jamais décarcassé pour venger un ami arabe ?

COLETTE GODARD.

★ Voir les exclusivités.

Wolfen de Michael Wadleigh

Des corps inexplicablement déchiquetés, des gorges, des membres arrachés, et, entre ces cadavres, aucun lien, aucun indice, sinon la présence de quelques poils. Ils sont là, dans la ville, qui guettent, ces êtres mystérieux et inconnus ; leur ouïe et leur vue sont dix fois plus développées que celles de l'homme, et ils se déplacent plus rapidement. La particularité de *Wolfen,* son originalité, c'est que, pour une fois, les monstres sont, ici, de toute beauté. Des loups, magnifiques, qui n'apparaîtront à l'image que dans les dernières minutes du film et qui seront suggérés jusqu'alors par de superbes effets techniques (couleurs et mouvements de caméra Steadicam).

Il existe une certaine poésie dans le film de Michael Wadleigh, qui n'emprunte pas aux schémas traditionnels et souvent monotones du cinéma d'épouvante. Ces êtres hybrides de l'homme et du loup *(wolf, men),* sont formés en une société parfaite, qui tuent pour protéger leur territoire, mais dont les victimes privilégiées sont, justement, les laissés-pour-compte d'une société qui se décompose. Les Indiens, seuls à connaître leur existence, voient dans les *Wolfen* la réincarnation de leur race, dont l'extermination par l'homme blanc remonte à la même époque que celle du loup.

C'est un joli retour au cinéma que celui de Michael Wadleigh, qui s'était consacré à la télévision depuis *Woodstock* en 1969. Fidèle à ses amours pour le rock, le réalisateur fait apparaître Tom Waits le temps d'une chanson – lequel semble être devenu la nouvelle coqueluche des cinéastes américains, puisque c'est à lui que Francis Ford Coppola a confié la musique de son nouveau film, *One From the Heart.* Un retour qui pèse 15 millions de dollars, mais dont l'habileté technique a été judicieusement récompensée par le prix spécial du jury au Festival d'Avoriaz 1982.

ALAIN WAIS.

★ Voir les films nouveaux.

■ Le comédien américain John Belushi est mort à Los Angeles, le 5 mars, à la suite d'un arrêt cardiaque, selon la police. Il était âgé de trente-trois ans. Il était la vedette d'une émission télévisée populaire, « Saturday night live », et a joué dans plusieurs films, dont *1941,* de Steven Spielberg, et *Blues Brothers.*

ARCHITECTURE

Le cube et le croissant

(Suite de la première page.)

L'analyse des sept projets nous entraînerait beaucoup trop loin. On remarquera seulement que tous sont le fait d'hommes et de femmes relativement jeunes (et c'est très bien qu'on l'ait voulu ainsi) et que presque *tous disent d'une certaine façon* l'âge de leurs créateurs. Ce qui signifie invention, audace, fermeté et vitalité du parti, volonté de sortir des sentiers battus. Mais, toute qualité ayant son revers, et enterrer le cube *n'étant pas la panacée,* la fermeté peut devenir brutalité, l'invention sophistication et la volonté de rupture se traduire par la méconnaissance de ce que l'on pourrait appeler le présent historique, méconnaissance qui est ici accentuée par le caractère un *peu naïf des références culturelles* auxquelles le programme invitait les architectes, sans d'ailleurs les leur imposer.

Certes, l'affaire était délicate : il fallait à la fois regarder vers l'Orient et vers l'Occident, s'insérer dans le paysage de la Seine et tenir compte de la très forte et intangible tradition architecturale du monde arabe. Tout de même, il me semble avoir vu rue de Tournon un peu trop de cours de mosquées, de croissants et de jardins suspendus, et si reprendre dans tel projet les propositions d'une porte de Blondel démolie au dix-neuvième siècle n'est guère plus convaincant que de s'inspirer, dans tel autre, de la porte d'un caravansérail de Rabat, aucune des solutions « arabisantes » (elles ne le sont pas toutes) ne paraît avoir le charme, la suggestive modestie du merveilleux petit édifice mauresque qui, jadis Ecole coloniale, abrite aujourd'hui l'Institut international d'études administratives.

Il est vrai qu'on disposait là d'un terrain de très belle qualité, ce qui n'est pas le cas de celui où se sont affrontés nos champions. *« Un site difficile »,* peut-on lire dans le rapport du jury, et l'on ajouterait volontiers : un site délabré, un de ces lieux où l'on a l'impression qu'il ne se passera jamais rien. Cinq voies se croisent devant lui en totale divergence, sans constituer même un carrefour, et le terrain, coincé entre les deux tragiques mastodontes de la faculté des sciences, est une sorte de poche que l'on ne sait par quel bout prendre et selon quel principe organiser.

Un site difficile et un site à responsabilité illimitée : on le voit d'une partie des quais de la rive gauche, de l'île Saint-Louis, de la pointe de l'île de la Cité et du chevet de Notre-Dame.

Nos sept architectes, nos sept samouraïs, ou plutôt nos sept calenders, ont fort bien vu cet aspect du problème et ont fait de leur mieux pour le résoudre. Certains, tels Roland Castro et Henri Ciriani, ont pour ainsi dire enfoncé une équerre dans la poche, et ce n'était peut-être pas la plus mauvaise solution.

D'autres (l'équipe Françoise Jourda-Gilles Perraudin) ferment le terrain par un trapèze qui se fragmente en blocs indépendants. Yves Lion propose une suite de façades bien rythmées qui prolongent le mouvement du boulevard Saint-Germain en maintenant l'effet de porte qu'il introduit à partir de la Seine, et Christian de Portzamparc traite de façon distinctive les diverses parties du programme sous la forme de *« bâtiments relativement autonomes mis en relation entre eux selon un jeu spatial basé sur l'addition de plusieurs centralités s'enchaînant dans le système orthogonal ».* Son projet comporte également un miroir d'eau, un lieu clos intérieur à ciel ouvert, qui est *« une structure fondamentale de la spatialité arabe »* et quelques édifices détachés (un octogone, une tour en colimaçon) de la plus élégante et pittoresque incongruité.

Quant à Edith Girard et Jean Nouvel, *ils partent un peu du même principe,* qui est de dessiner à partir du quai un arc, un croissant qui aboutit à *l'aplomb du carrefour et libère plus* ou moins l'espace latéral. Mais l'application du principe est très différente.

Edith Girard suggère un raccord avec le tissu urbain par la diversité des échelles qu'elle utilise et escalade les cieux avec une louable modestie. Elle imagine un édifice compact sur le quai – où il abriterait la bibliothèque – très ouvert et fragmenté sur la rue des Fossés-Saint-Bernard, d'où l'on apercevrait un système délicatement articulé de jardins suspendus, de cour avec vue « privilégiée » sur Notre-Dame, d'escalier-jardin éclairant directement le hall d'entrée. A droite, un cube de verre réfléchissant qui serait la salle du Haut Conseil : la manière dont il pivote suggère un dialogue assez difficile avec le croissant, et la délicatesse même du projet d'Edith Girard risque de la faire paraître un peu fragile auprès des deux monstres où semblent s'être projetées les furieuses colères, les névroses revendicatrices de fauves et diplodocus divers du Jardin des plantes et du Muséum voisin.

Vu de Notre-Dame

La fragilité n'est certainement pas ce qui caractérise le projet de Jean Nouvel. Simple, clair, très lisible, il rassemble, repousse vers la Seine tout le programme, sous la forme d'un arc *« coupé en deux par une faille de marbre blanc orientée vers le chevet de Notre-Dame, symbole de l'intériorité caractéristique de l'architecture arabe ».* Le graphisme des façades et le quart de coupole traité en porte à faux sur le trottoir se présentent comme d'autres signes culturels, cependant que le bâtiment postérieur est de référence toute occidentale.

Ce parti très ramassé permet, comme à Beaubourg, de dégager sur la rue des Fossés-Saint-Bernard un important jardin : bonne solution qui ne dissimulera pas pour autant les *trois travées assez mornes de l'édifice* d'Edouard Albert, et la meilleure manière de traiter un site difficile est *peut-être de l'occuper entièrement.* Parti ramassé signifie parti au sol moins massif, mais parti surélevé : *prenant appui sur le bâtiment universitaire* du quai, le dépassant légèrement, le projet de Jean Nouvel *monte à 36 mètres, alors que le* POS de Paris prévoit 25 mètres à cet endroit *(le Monde* du 24 janvier) et déborde *sur le quai au-delà de ce que* permettent les nouveaux règlements.

Il y a là une objection dont il importe de vérifier la réalité *in situ.* Nous nous sommes donc transportés, photographie du projet en main, au coin du quai et du pont Sully, comme l'ont sans nul doute fait tous les membres du jury et tous les membres du conseil d'administration du futur institut. Puis, photographie toujours en main, nous avons reculé lentement, en grand danger d'être écrasés, vers le pont de la Tournelle, la passerelle des deux rives, le quai aux Fleurs et le chevet de Notre-Dame.

Et nous sommes revenus, pensant longuement que si tel ou tel candidat vante la vue qu'il offre sur Notre-Dame, aucun d'eux ne semble s'être posé la question de savoir comment il serait vu, lui, de Notre-Dame et des rives de la Seine. Et, *quels que soient* les mérites du projet de Jean Nouvel, sauf modifications drastiques, le pronostic *ne peut être que réservé.* Certes, il dissimule le bâtiment universitaire du quai, mais à quoi bon *dissimuler ceci si c'est pour écraser* cela, et en particulier le délicieux mouvement des façades du quai de la Tournelle ? Encore une fois, ce n'est pas un problème d'architecture, c'est un problème de site. Comme disait ma cousine Camille : quand il n'y a pas d'étoffe, on ne peut pas coudre.

ANDRÉ FERMIGIER.

★ *Exposition des projets à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris (6e). Du mardi au samedi, de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 20 mars.*

NOTES

Danse

Le chapiteau de Serge Keuten

Avec le soutien de la municipalité d'Argenteuil (Val-d'Oise) et une subvention du ministère de la culture, la compagnie de Serge Keuten dispose désormais d'un chapiteau de trois cents places qui devrait lui permettre d'aller vers de nouveaux publics.

Le programme comporte en première partie un ballet pour enfants (dix à quatorze ans), présentation dansée des différentes rubriques de journaux, sur une idée de Gérard Caillet. Le propos n'est pas original, mais le style alerte, satirique, à mi-chemin entre la commedia dell'arte et le show musical, et de jolis costumes noirs et blancs de Monique Kanal mettent en évidence le dynamisme et l'esprit d'équipe de la compagnie. Une danseuse s'y distingue par son aisance et sa plastique, Evelyne Daraspe.

Les choses se gâtent avec *Robinson ou les Limbes du Pacifique,* sorte de jeu théâtral, d'après Michel Tournier, avec la collaboration de l'auteur. La musique d'ambiance, peu contraignante, de José Berghmans, ouvre toutes les possibilités gestuelles. Alors que les jeunes chorégraphes, aujourd'hui, s'attachent à une expression directe et brutale des pulsions intérieures, Serge Keuten, treize ans après avoir quitté l'Opéra, *s'en tient* à une description épidermique, conventionnelle, des sentiments.

MARCELLE MICHEL.

★ Argenteuil : boulevard Héloïse, les 12, 13 mars à 20 h 30, puis cité Joliot-Curie (les 26, 27 et 28 mars).

Expositions

Dessins français à la Seita

Il y en a à peu près soixante-dix, des bons et des moins bons. Il y en a à l'encre, au crayon, à la mine de plomb, au lavis, au fusain ; certains sont rehaussés d'aquarelle, de gouache, d'acrylique. Ils montrent tout et rien, du blanc, du noir, du gris tramé, des objets, des bouts de vie, pas de tranches entières, un peu de nature, de la rocaille, des plis de tissu, une boîte secrète, un fragment de corps nu, un visage, un amoncellement ténébreux, un coin de chambre, un coin de jungle, un quartier de viande, une jacinthe, une architecture imaginaire, un éclatement viscéral, une ligne de fracture et bien d'autres choses encore, extirpées au rêve ou au réel, poursuivies à la trace, quadrillées, débusquées, analysées, torsionnées, avec pas mal de certitude et d'inquiétante crudité parfois.

Mais quelle secrète pensée peut bien habiter une exposition comme celle-là ? Qui fait bric-à-brac, malgré le rapprochement possible de quelques individualités et un possible vague classement par familles. Malgré la grande qualité de certaines feuilles. Pour prouver que, en France, depuis dix ans, le dessin se porte bien, tout seul et comme un grand ? Mais encore ?

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

★ Galerie de la Seita, jusqu'au 10 mars. Les œuvres seront présentées, en mai et juin, à l'Exposition universelle de technologie, à Knoxville, aux Etats-Unis, puis elles iront à Toronto et à New-York, par les soins de l'Association française d'action artistique. Catalogue et choix de Jacques Leenhardt.

Rock

Toots and the Maytals à l'Hippodrome de Paris

En 1960, comme beaucoup d'autres, Toots Hibbert descendait de son village natal à Kingston pour tenter sa chance avec l'espoir d'être un jour célèbre ; scénario classique, mille fois répété en Jamaïque : le chanteur enregistra une quantité de 45 tours pour le compte de producteurs marrons. Pourtant, très vite, associé à son groupe, les Maytals, Toots Hibbert s'imposa avec Bob Marley comme l'une des figures principales de la scène jamaïquaine. Fortement influencé par les chanteurs noirs du rhythm'n blues américain, il posa les premières règles du ska et du rock-steady. En 1967, après avoir passé quelque temps en prison pour usage de stupéfiants, Toots inventait le terme de reggae en enregistrant *Do the Reggay.*

Etre mystique, appartenant à une communauté rasta très croyante, Toots Hibbert est resté au cours des années 70 à l'écart de la scène internationale, enregistrant par intermittence des albums qui sont autant de classiques du reggae. Plébiscité, quinze ans plus tard, comme une référence essentielle, par tous les groupes du phénomène ska en Angleterre, Toots Hibbert reste sans aucun doute, depuis la mort de Bob Marley, comme le héros principal du reggae jamaïquain. Monté sur ressorts, il est un personnage scénique exceptionnel qui bondit, qui dépense une énergie torride, qui chante, d'une voix écorchée et chargée de « soul », un reggae toujours à la frontière du ska et du rhythm'n blues, dont le rayonnement et la ferveur rappellent Otis Redding. – A.W.

★ Le lundi 8 mars à 21 heures à l'Hippodrome de Paris ; le 9 à Cherbourg. Discographie chez Phonogram.

Variétés

Yves Montand et Léo Ferré au VIe Printemps de Bourges

Manifestation annuelle consacrée à la chanson et à la musique populaire, le VIe Printemps de Bourges aura lieu du 3 au 12 avril et présentera, outre ses diverses animations traditionnelles (« scène ouverte », ateliers, débats, cinéma et musique), une affiche exceptionnelle avec notamment Yves Montand, Léo Ferré, Michel Jonasz, Charlélie Couture, Julos Beaucarne, Gilles Vigneault, Colette Magny, Mercedes Sosa, Font et Val, Jean-Paul Farré, François Béranger, Little Bob Story, Starshooter. Soixante-dix autres chanteurs et groupes participeront à ce festival que le ministère de la culture, pour la première fois, subventionne substantiellement : une somme de 300 000 F a été débloquée.

Au cours d'une conférence de presse réunie vendredi 5 mars dans les locaux de la SACEM, M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, a annoncé qu'une aide équivalente sera donnée au centre national de la chanson de Bourges. Ce centre national devra promouvoir la « chanson vivante » et aura aussi des objectifs de production et de distribution. Rappelons que trois autres centres nationaux de la chanson vont être créés à Rennes, Bordeaux et Nanterre.

PETITES NOUVELLES

■ *Un débat sur la formation du comédien est organisé le 8 mars, à 17 heures, au théâtre de Gennevilliers, par le C.N.R.S. et la revue* Théâtre public.

■ Le dessinateur danois Otto Christensen, qui signait Otto C..., vient de mourir. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Entré au groupe de presse conservateur Berlingske en 1921, il devait, durant plus d'un demi-siècle, en illustrer les publications de quelque quarante mille croquis.

Le musée historique de Frederiksberg avait acquis récemment quinze cents de ses dessins. D'autres ont été achetés par différents musées et bibliothèques, dont la Bibliothèque nationale à Paris. *(Corresp.)*

■ *L'Institut culturel italien de Grenoble présente, jusqu'au 9 mars, dans deux salles de la ville, une importante rétrospective des films de Liliana Cavani. Une brochure est éditée, à cette occasion, sur l'œuvre intégrale (et mal connue en France) de la cinéaste.*

[■ Le peintre Paul Foujino est mort à Paris le 1er mars. Il était âgé de cinquante-six ans.

D'origine japonaise, Foujino a réalisé de nombreuses animations de murs, découpant les surfaces colorées, le béton en relief, les carreaux de céramique en grandes formes abstraites libres.]

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 8 mars

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES CAMPANIAQUES, Studio Bertrand (783-64-66), 20 h 30.
LA PETITE CUILLER, La Gageure (367-62-45), 22 h.

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 20 h 30, Concert Octuor de Paris (Weber, Beethoven, Spohr).
Comédie-Française (296-10-20) 20 h 30, la Dame de chez Maxim.
Chaillot, (727-81-15), Foyer, 20 h 30, Rendez-vous de poésie avec F. Delay.
Centre Pompidou (277-12-33), Musique, 20 h 30 ; Ensemble intercontemporain, dir. J.-C. Pennetier avec L. Hadady, J.-M. Manama, A. Neveux, P. Muller (Janacek, Ducol, L. De Pablo, P. Hindemith).

Les autres salles

Arts-Hébertot (387-23-23), 21 h : L'étrangleur s'excite.
Centre d'art celtique (258-97-62), 20 h 45 : Perles à rebours.
C.I.S.P. Th. de Paris 12 (343-19-01), 20 h 45, le Dernier Sanctuaire de gorilles.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30, Joel.
Daunou (261-69-94), 21 h : La vie est trop courte.
Espace Cardin (266-17-30), 20 h 30 : Oratorio pour une vie.
Essaïon (278-46-42), Salle I, 20 h 45 : Le marteau des Maléfices ; Salle II, 18 h 30 : Ballades, 22 h 15 : la Planète Shakespeare ; 21 h 30 : Protée.
Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : Koudechapo.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Augmentation.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 20 h 30 : Un amour de théâtre ; 22 h 15 : Show devant, S. Joly ; Théâtre Rouge, 18 h 30 : Don Quichotte ; 20 h 30 : Douce ; 22 h 15 : Pour une infinie tendresse ; Petite salle, 18 h 30 : Parlons français.
Marigny (256-04-41), 20 h 30 : Amadeus ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Garçon d'appartement.
Nouveautés (770-52-76), 21 h : Folle Amanda.
Poche (548-92-97), 21 h : Baron baronne.
Studio-Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 : En passant par Maupassant.
T.A.I. – Théâtre d'Essai (278-10-79), 22 h : Huis clos.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : Vampire au pensionnat ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h 30 : Henri IV.
Théâtre 347 (874-28-34), 19 h 45 : Le roi se meurt.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h : Théâtre chez Léautaud ; 20 h 15 : Tohu-Bahut ; 21 h 30 : le Président ; 22 h 45 : Patrick et Philomène.
Blancs-Manteaux (887-15-84), I, 20 h 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II, Qui a tué Betty Grandt ? Popote.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. – II, 20 h 30 : le Vendeur de son père ; 21 h 45 : C'était ça ou le chômage.
Fanal (233-91-17), 20 h : l'Amant ; 21 h 15 : F. Blanche.
Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 15 : T'as pas vu mes bananes ?
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : Ça alors ; 21 h 30 : Du marron sur les blinis ; 22 h 30 : Les chocottes.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 15 : Connaissez-vous cet escabeau ? 21 h 30 : Il en est... de la police ; 22 h 30 : Telsny.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20.45 : E. Depardieu, F. Bernheim.
Essaïon (278-46-42), 18 h 30 : Sara Alexander.
Fontaine (874-74-40), 22 h : Lacombe-Asselin.
Huchette (326-38-99), 18 h 30 : N. Vassel.
Lucernaire (544-57-34), 22 h 30 : J.L. Salmon.
Mutualité (325-12-99), 18 h : M. Bethania, Zézé Motta.
Olympia (742-25-49), 21 h : Yves Duteil.
Potinière (261-42-53), 20 h. 45 : Alex Metayer.
La Tanière (566-94-23), 20 h 45 : Arcane V., M. Bernard.
Trottoirs de Buenos-Aires, (260-44-41), 21 h : Duo H. Salgan, U. De Lio.

Danse

Palais des glaces (607-49-43), 20 h 30 : E. Amdash, C. Richet.
Théâtre Présent (203-02-55), 21 h : J. De Bussac, V. Noltennius, A. Lorenzi.

Les concerts

Lucernaire, 21 h : M.-P. Siruguet (Bey, Siruguet, Debussy...).
Athénée, 21 h : M. Castro-Albery, L. Skrobacs (Verdi, Donizetti, Bellini, Mozart).
Salle Cortot, 20 h 30 : Th. Fèvre (Couperin, Scarlatti, Bach, Marco).
Salle Gaveau, 18 h 30 : C. Hugonnard-Roche (Prokofiev, Chopin) ; 21 h : N. et J. Ingram (Pinto, Rachmaninov, Guastavino...).
Cité internationale universitaire, 20 h 30 : M. Le Dizes-Richard, J.-Cl. Henriot (Beethoven, Schumann, Prokofiev).
Th. des Champs-Elysées, 20 h 30 : English Chamber Orchestra, dir. M. Perahia, M. Debost (Beethoven, Mozart).
Th. du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. J.-Cl. Pennetier (Janacek, Ducol, de Pablo, Hindemith).
Th. en Rond 20 h 30 : R. Kohnen, S. Kuijken (Bach, Haydn, Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.
Club Saint-Germain, (222-51-09), 22 h 30, Rhoda Scott.
Dreher (233-48-44), 22 h 30 : K. Wheller, J. Taylor, E. Parker, J.-P. Jenny-Clark, P. Mottian.
L'Ecume (542-71-16), 22 h : J. Otanazetra.
Feeling (271-33-41), 22 h 30 : B. Few, G. Brown, J. Olivier, S. Pasteau.
Hippodrome (205-25-68), 20 h : Toots.
Olympia (742-25-49), 19 h 30, 22 h 30, R. Gallagher.
Petit Opportun (236-01-06), 23 h : L. Fuentes, M. Graillier, A. Cullaz, C. Bellonzi.

En région parisienne

Ivry, Studio, 20 h 30 : l'Ignorant et le fou.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

RELACHE

BEAUBOURG (278-35-57)

Shors, de A. Dovjenko ; 17 h, 10 ans du forum de Berlin : films expérimentaux (1971-1980) ; Eadwaerd Muybridge, zoopraxographer, de T. Anderson, Microcultural incident in 10 zoos, de R. Birdwhistell ; Invasion, de H. Santiago.

Les exclusivités

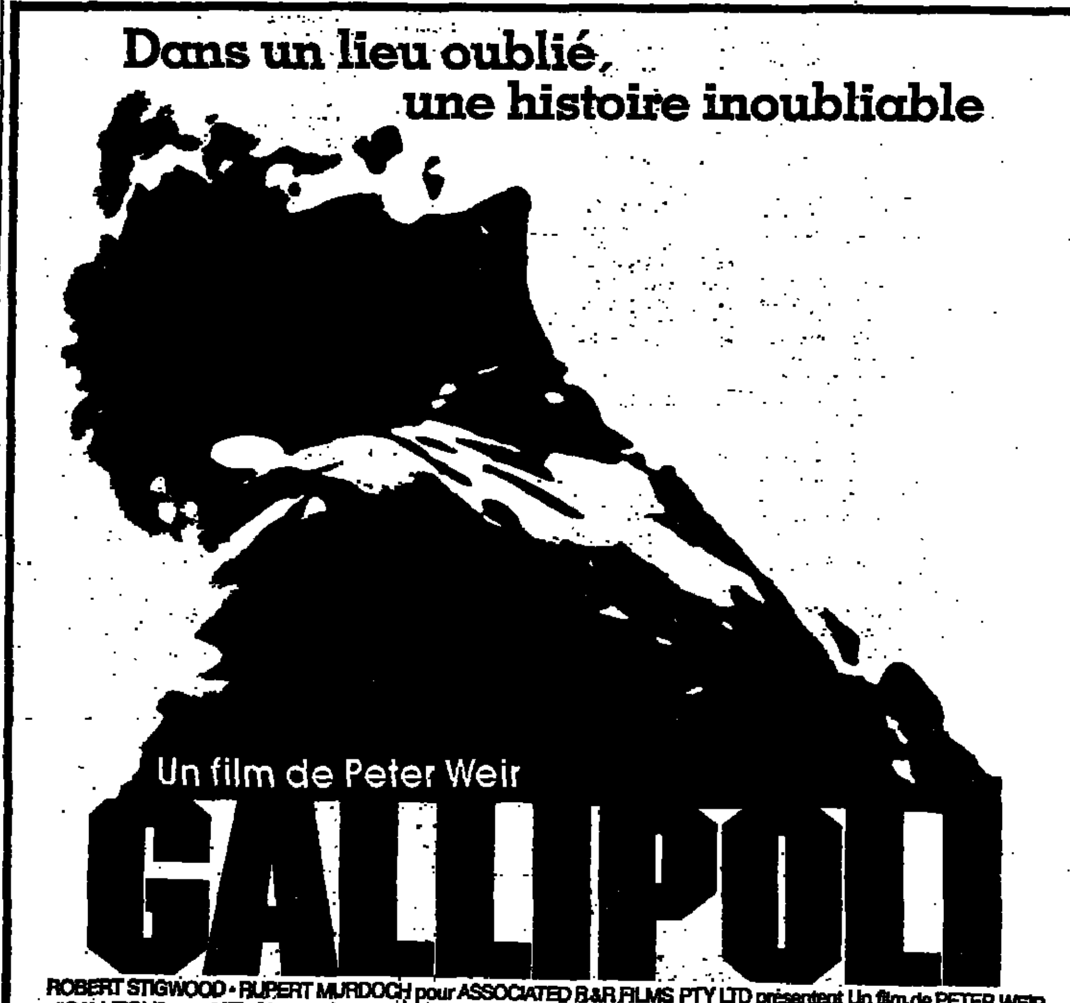
ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMOUR DES FEMMES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES ANGES DE FER (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
ARTHUR (A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE BATEAU (All., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e, (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
BLOW OUT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 6e (723-69-23) ; Normandie, 9e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-99) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
CARMEN JONES (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marbeuf, 8e (225-14-45).
LA CHÈVRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-It., v.o.) (*), Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Paramount Opéra, 2e (742-56-31).
COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (542-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
CUTTER'S WAY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
DERNIER CAPRICE (Jap., v.o.), Studio Gît le Cœur, 5e (326-80-25).
LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
DIVA (Fr.) : Ciné Beaubourg, 4e (271-52-36) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-00-65).
LE DROIT DE TUER (A., v.o.) (**) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Max-Linder, 2e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
ESPION LÈVE-TOI (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Miramar, 14e (320-89-52).
EXCALIBUR (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A., v.o.) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
FONTAMARA (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
FRANCESCA (Port., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
GARDE A VUE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
GEORGIA (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 8e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01 ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LA GUERRE DU FEU (Fr.-Can.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Hollywood-Boul., 9e (770-10-41) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
L'HIVER LE PLUS FROID A PÉKIN (Chine, v.o.) : Ciné Seine, 5e (325-95-99).
INCUBUS (Can., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE JARDINIER (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (All.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE LARRON (It., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).
LITAN (Fr.) (*) : Impérial, 8e (742-72-52) ; Ciné-Beaubourg, 4e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

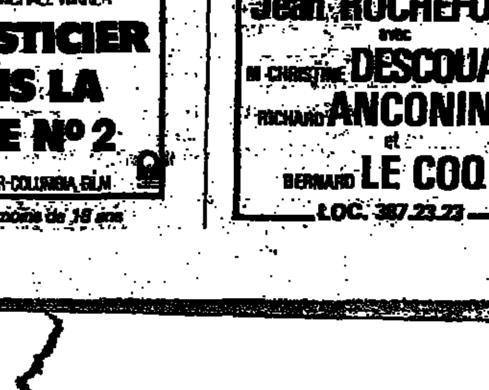
LES FILMS NOUVEAUX

ABSENCE OF MALICE, film américain de Sydney Pollack, v.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE BOURGEOIS GENTILHOMME, film français de Roger Coggio ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Montparnasse 83 6e (544-14-27) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Broadway, 16e (527-41-16).
IL ETAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX : LES PLOUFFE, film canadien de Gilles Carle : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01).
LA MÉMOIRE COURTE, film français d'Edouardo de Gregorio : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Action République, 11e (805-51-23) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
NAPOLÉON, LE PETIT RENARD BLEU, film soviétique d'Edouard Botcharov, v.f. : Cosmos, 6e (544-28-80), H. sp.
PABLO PICASSO, film français de Frédéric Rossif : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
RÈGLES, RITES, film français d'Alain Fleisher ; La Pagode, 7e (705-12-15).
WOLFEN film américain de Michael Wadleigh, v.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-06) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75).









SPECTACLES

cinémas

MAD MAX (Austr., v.o.) (**) : Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
MA FEMME S'APPELLE REVIENS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
MÉPHISTO (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MILLE MILLIARDS DE DOLLARS (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MUR MURS ET DOCUMENTEUR (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A., v.f.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
POPEYE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23). (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Berlitz, 9e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Colisée, 8e (359-29-46).
PRUNE DES BOIS (Belg.) : Rivoli, 4e (272-63-32) ; Banque de l'Image, 5e (329-41-19).
QUI CHANTE LA-BAS ? (Youg., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
RAGTIME (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
REMBRANDT FECIT (Holl., v.o.) : Movis, 1er (260-43-99).
RICHES ET CELEBRES (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — V. f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
SAYAT NOVA (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).
LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).
TETE A CLAQUES (Fr.), Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
TRANSES (Mar. v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
TROP TOT, TROP TARD (Fr.), Forum, 1er (297-53-74) ; Action République, 11e (805-51-33).
UNE ETRANGE AFFAIRE (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
VERS LE SUD (v.o.) : Forum (297-53-74).

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : 3-Haussmann, 9e (770-47-55).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.f.), (*) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
BONAPARTE ET LA RÉVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (**) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) H. Sp. Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04) H. Sp.
LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
LE DESERT DES TARTARES (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
2001 ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DODES CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (A., v.f.) : Argos, 2e (233-67-06).
FANTOME D'AMOUR (It., v.o.) : Cinéma Présent, 12e (203-02-55).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).
L'IMPOSSIBLE M. BEBE (A., v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07).
INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : La Banque de l'image, 5e (329-41-19) ; Daumesnil, 12e (343-52-97). H. sp.
KEY LARGO (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (633-22-13), Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LABYRINTHE (procédé Panrama) (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LABYRINTH MAN (A., v.o.) : Rivoli Cinéma, 4e (272-63-32).
LE LAURÉAT (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Montparnos, 14e (327-52-37).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
MIDNIGHT EXPRESS (**) (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
1900 (1re et 2e partie) (**) (It., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).
M LE MAUDIT (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
MONTY PYTHON (Sacré Graal et la Vie de Brian) (Arg., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
NEIGE (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LA NUIT DES MASQUES (A., v.f.) : (**) Templiers, 3e (272-94-56).
LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Olympic-Halles, 1er (278-34-15).
ONE + ONE (Fr.), V.A. : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Oympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
PANDORA (*) (v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
PHAMTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
REMPARTS D'ARGILE (Fr.-Alg., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-35).
SABOTAGE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action Christine, 6e (325-85-78) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50) ; jeudi seulement, Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
TEMPS SANS PITIÉ (Ang., v.o.) : Olympic 14e (542-67-42).
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71).
THIS IS ELVIS (A., v.o.), Opéra-Night, 3e (296-62-56).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UN ÉTÉ 42 (A., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-19-45).
VOYAGE AU PAYS DE LA PEUR (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
YOYO (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
WEST SIDE STORY (A., v.o.), Daumesnil, 12e (343-52-97).

RADIO-TÉLÉVISION

FR 3-LIMOGES

Mise en place du premier comité consultatif régional

Le premier comité consultatif régional prévu par FR 3 dans le cadre de la réforme de la chaîne a été installé, le vendredi 5 mars, à Limoges. Les prochains comités devraient l'être au cours des semaines qui suivent.

(De notre correspondant.)

Limoges. — « *C'est un processus de longue haleine qui se met en place*, a déclaré M. Serge Moati, directeur des programmes, *la régionalisation télévisuelle est aussi importante et complexe que la décentralisation théâtrale il y a vingt ans ; et il faudra sans doute autant de temps pour la mener à bien.* »

Les comités consultatifs régionaux auront essentiellement pour fonction de donner la parole aux régions et d'encourager la création. Pour M. Serge Moati « *il s'agit de casser les ghettos régionaux en abordant le problème par les deux bouts : en finir avec le centralisme absolu actuel mais éviter aussi le piège des cloisonnements régionaux qui ne pourraient mener qu'à la médiocrité* ». Les comités veilleront en outre à ce que le centralisme d'hier ne soit pas remplacé par une autre tutelle, tout aussi dangereuse, celle des notables locaux.

Outre le comité consultatif régional, qui a un rôle incitatif, la troisième chaîne va mettre en place une deuxième structure, les comités de lecture qui choisiront parmi les différents projets d'émissions. Les directions régionales et la direction nationale établiront les budgets.

Le comité consultatif régional du Limousin compte deux membres de droit, le directeur régional et le responsable des programmes de FR 3-Limoges. Il est composé de trois membres de la station (un journaliste, un ingénieur du son et un cameraman) et de plusieurs personnalités extérieures mais appartenant à la région, des écrivains (comme M. Claude Michelet), des responsables culturels (parmi lesquels M. Bernard Mounier, directeur de la Maison de la culture de La Rochelle), des animateurs, des enseignants et des journalistes.

GEORGES CHATAIN.

CORRESPONDANCE

La voix des usagers

M. Roger Hagniauer, professeur honoraire, nous rappelle qu'avant 1939, le paiement de la redevance radiophonique entraînait le droit de participer à l'élection des délégués des usagers membres des conseils de gérance des stations régionales du réseau de l'Etat.

Pour nous — humbles usagers pour qui la télévision répond à un besoin de culture et de divertissement (au sens pascalien du terme) — car il nous est presque impossible de nous déplacer, — il nous semble que le débat s'engage avec la seule participation des responsables des émissions, des représentants du pouvoir politique ou des partis politiques, des syndicats de personnel. *Les usagers ne peuvent sans doute* que subir ce qu'on leur apporte, avec le seul droit de tourner le bouton... sans obtenir le remboursement de la taxe qu'ils payent comme un impôt.

Avant la guerre, je fus, pendant quelque temps, délégué par mon syndicat au conseil de gérance de Paris-P.T.T. — poste de radio d'Etat — où figuraient, aux côtés de représentants de l'Etat et des organisations *« qualifiées », des délégués élus par les usagers*. Ce conseil discutait des programmes et, s'il n'avait que voix consultative, il pouvait au moins être informé sur les projets de l'administration, le choix des émissions, même la motivation des dépenses. Un tel organisme existe-t-il aujourd'hui ? Les fameux « sondages », opérés dans des conditions qui demeurent mystérieuses pour nous, peuvent-ils remplacer les délibérations de mandataires devant en principe rendre compte de leurs mandats ?



Lundi 8 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 2002 Odyssée du futur : L'exploitation de l'espace.
Magazine scientifique de I. et G. Bogdanoff.
L'industrialisation de l'espace.
L'espace considéré comme sixième continent susceptible d'être exploité.

21 h 35 : Cinéma : « l'Astragale ».
Film français de Casaril (1968).
Avec M. Jobert, H. Buchholz, G. Géret, M. Noël, J. Draeger.
Une jeune fille se fracture un os du pied, l'astragale, en s'évadant de prison. Un interdit de séjour la recueille et la soigne. Un amour naît entre eux, menacé par les dangers de leur condition de hors-la-loi.
Le douloureux roman autobiographique d'Albertine Sarrazin trahi par l'exhibitionnisme érotique de certaines séquences et une mise en scène académique. Marlène Jobert, avec tout son talent fait pourtant entendre la voix de la romancière, morte à trente ans.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : « Le journal d'une femme de chambre ».
D'O. Mirbeau, mise en scène : J. Destoop. Avec G. Fontanel.
La vie d'une femme de chambre à la fin du siècle dernier.

22 h Magazine : Rendez-vous.
De G. Kahn.
Ionesco, Andromaque de Racine, mise en scène de José Lenteri, etc.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma : « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? ».
Film français de C. Serreau (1975).
Entretiens avec une paysanne de la Drôme, des ouvrières du textile, une bourgeoise, une actrice de films pornos, une anorexique, une femme docteur en théologie, une veuve.
Une façon de faire entendre la parole féminine — mais faut-il donner à ces cas particuliers, une valeur générale ? — par le « cinéma direct ». Ce reportage met en cause, par le choix de Coline Serreau et le montage, le rapport aux hommes.

FRANCE-CULTURE

20 h, La R.T.B.F. présente : Follies parade, de P. Vrebos (Prix Paul-Gilson 1981).
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.
22 h 30, Nuits magnétiques : Les ports.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert de jazz (donné le 21 janvier 1982 au Grand auditorium de Radio-France) : œuvres diverses de grands maîtres du jazz, avec M. Solal et J. Lewis, piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : œuvres de Haydn ; solistes français d'aujourd'hui, œuvres de Couperin, W.F. Bach ; 0 h 5, Guitaro-nuit.

Mardi 9 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 45 Quotidiennement vôtre.
Un nouveau Picasso.
18 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Formule 1 + 1.
De M. et G. Carpentier.
Autour de Michel Sardou : Jean Poiret, Annie Girardot, Sylvie Vartan, etc.
21 h 40 Série : L'adieu aux as.
Réal. : J.-P. Decourt. Avec B. Pradal, G. Eademann, C. Michu.
22 h 35 L'aventure des plantes : La longue marche du pollen.
Réalisation : J.-P. Cuny.
De belles images microscopiques sur la naissance des fleurs.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années grises.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Téléfilm : « Le fantôme du vol 401 ».
De S. Stern et B. Rosenbaum.
Une enquête sur l'accident d'un jumbo L 1011 qui s'est écrasé dans des marécages en Floride.
16 h 40 Entre vous.
De L. Bériot.
Jean de la montagne : L'histoire d'une commune montagnarde de la vallée de l'Obaye ; H 20 s'en va en mer : la pollution en Méditerranée.
17 h 50 Récré A 2.
Les quat'z'amis ; C'est chouette ; 3-2-1 contact.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
(I.N.C.).
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 Mardi cinéma.
20 h 45 Cinéma : « C'est arrivé demain ».
Film américain de R. Clair (1944), avec D. Powell, L. Darnell, J. Oakie, E. Kennedy, J. Philliber, E. Brophy (nouvelle rediffusion).
En 1896, à New-York, un journaliste reçoit, d'un personnage mystérieux, le pouvoir de « griller » tous ses confrères en annonçant les événements qui arriveront le lendemain.
Heureuse alliance du scénariste de John Ford, Dudley Nichols et de René Clair, cinéaste français en exil. Il manque juste un grain de folie à cette comédie brillamment réalisée. Le fantastique y est traité avec humour et poésie.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

12 h D'un soleil à l'autre.
Une émission de J.-C. Widemann.
18 h Ministère des universités.
18 h 30 Pour les jeunes.
Les sorciers de l'écran.
18 h 55 Tribune libre.
S.O.S. environnement.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
Ulysse rencontre Ulysse.

20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Français, si vous saviez ».
Film français d'A. Harris et A. de Sédouy (1972), avec témoignages de P. Mendès France, P.-H. Teitgen, J. Soustelle, C. Tillon, Me Isorni, A. Argoud, J. Martineau.
Comment les Français sont passés du maréchal Pétain au général de Gaulle après quatre ans d'occupation et la libération du territoire.
Rancœur et amertume, divisions idéologiques et politiques, témoignages, parfois choquants, de certaines conduites individuelles. Par rapport à la première époque, le ton polémique s'est accentué.
23 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

10 h 45, Etranger mon ami : « L'Enfant de volupté », de G. d'Annunzio.
11 h 2, Instruments rares : Le claviharpe (J. Demus interprète Debussy, Mendelssohn, Chopin, Schumann et Liszt).
12 h 5, Agora : La nouvelle alliance de l'homme et de la nature, avec P. Piganiol.
12 h 45, Panorama : avec M. Sportes.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons : Au Brésil.
14 h 5, Un livre, des voix : Œuvres de cinéma, inédites, de J. Renoir.
14 h 47, Emission spéciale : Le Comité français de faim dans le monde.
15 h 30, Les points cardinaux : La cité de Londres inaugure son Barbican.
16 h 30, Micromag.
17 h, Roue libre : Tokyo.
17 h 32, *Voix-théâtres et musiques d'aujourd'hui* : Portrait de R. de Simone (à la Maison de la culture de Nanterre).
18 h 30, Feuilleton : « la Cloche d'Islande », d'après H.K. Laxness.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : La recherche minérale dans les pays du Sud.
20 h, Dialogues : L'enfant de la double culture, avec P. Ariès et A. Barbara.
21 h 15 Musiques de notre temps : Variations pour Eisler.
22 h 30, Nuits magnétiques : Les ports.

FRANCE-MUSIQUE

12 h, Musiques populaires d'aujourd'hui : Le tango.
12 h 35, Jazz : Le jazz ailleurs.
13 h, Opérette : « Madame Favart » d'Offenbach.
14 h 4, Boîte à musique : Œuvres de Ohana.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille l'autre : œuvres de Rebel, Haydn, Beethoven.
17 h 2, Le jeu des miroirs : œuvres de Bartok, Hindemith.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : œuvres de Marco, Shaeffer, Kessler, Cage, Ferrari. Avec M. Joste, piano.
19 h 38, Jazz. Les Irréfutables (ténors).
20 h, Premières loges, magazine d'archives lyriques : œuvres de Massenet, Verdi, Messager.
20 h 30, Concert : (donné salle Pleyel, à Paris, le 22 janvier 1982) : mélodies de Debussy et Leguernay ; « Préludes pour piano », de Debussy ; poèmes de M. Jacob et Aragon, de Poulenc, « Trio pour piano, violon et violoncelle » de Ravel, par M. Beroff, D. Baldwin, J.-C. Pennetier, piano ; R. Landry, soprano ; R. Pasquier, violon ; R. Pidoux, violoncelle.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Œuvres de Mozart, Liszt ; 23 h 30, jazz-club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 8 MARS

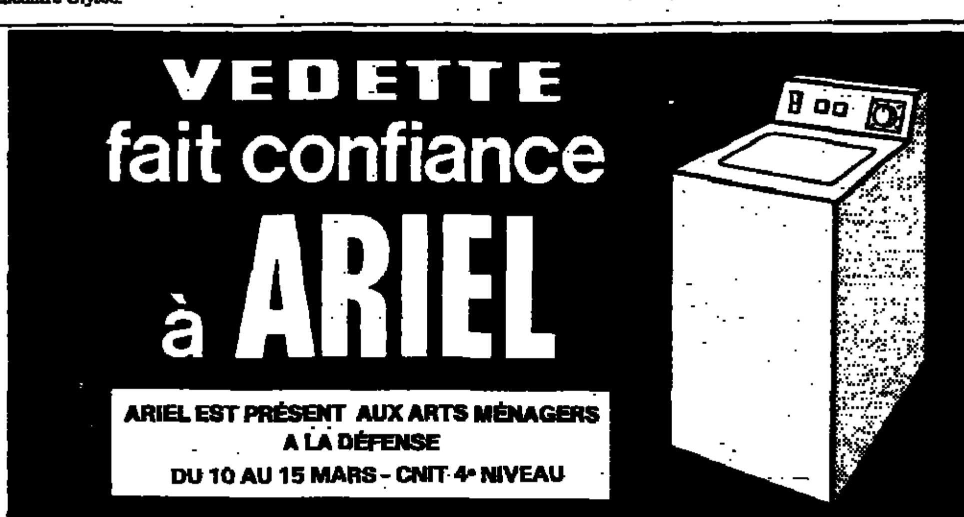
— *Mgr Jean-Marie Lustiger*, archevêque de Paris, est invité au cours du journal de 19 h 30 sur Europe 1.

— *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, président du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.), est invité au journal de 21 h 50 sur FR3.

MARDI 9 MARS

— *M. Paul Laurent*, membre du secrétariat du comité central du P.C., est reçu au journal de 13 heures sur France-Inter.

— *MM. Gaston Defferre*, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et *Michel d'Ornano*, député du Calvados (U.D.F.), participent à un « Duel » sur France-Inter à 19 h 15.



Le Monde ECONOMIE

LA BOURSE APRÈS LES NATIONALISATIONS

La hausse des cours est-elle inéluctable ?

LE syndrome du 10 mai passé les boursiers ont, finalement, consenti à célébrer un simple mariage de raison avec ce gouvernement socialiste qu'ils n'appelaient pas de leurs vœux. C'est un fait que la cote s'est très sensiblement redressée en l'espace de quelques mois, entraînée par la hausse des valeurs nationalisables qui avaient bien besoin de ce coup de pouce après leur chute vertigineuse des mois de mai et de juin derniers.

A l'heure actuelle, les cours des actions françaises ont, pratiquement, regagné le terrain perdu depuis l'élection présidentielle. Une nouvelle étape de son histoire va être franchie avec la prochaine radiation de la cote des actions de sociétés nationalisées.

Ces titres seront échangés, en avril, contre des obligations indemnitaires qui viendront gonfler de quelque 20 milliards de francs le chiffre d'affaires du marché obligataire pour le porter un peu en-dessous de 700 milliards de francs.

Par ce transfert, ce sont 16 % de capitalisation boursière des actions qui vont disparaître sans que les professionnels anticipent, pour autant, des conséquences défavorables pour la cote. Celle-ci devrait, selon eux, continuer à bénéficier de l'abondance des capitaux qui restent disponibles, et la contraction du nombre des valeurs à revenu variable devrait susciter, par un effet mécanique, une hausse des actions restées en lice.

Ce pronostic, qui ne semble pas prendre en compte les menaces qui pèsent sur l'économie française, est soumis à un autre impondérable : les dispositions fiscales du rapport de la « commission Dautresme » sur l'épargne et le sort qui sera réservé aux capitaux à risques.

Sérieusement choquée, après le 10 mai 1981, par une victoire de la gauche qu'elle n'avait pas prévue et, surtout, par le programme des nationalisations, la Bourse de Paris a, cependant, retrouvé ses esprits, démontrant, une fois de plus, ses capacités de récupération. Dès les mois de juillet et d'août derniers, les actions des sociétés nationalisables étaient sorties du purgatoire où les avait reléguées la sanction des urnes et elles étaient vivement recherchées au fur et à mesure que filtraient les premières indications sur l'indemnisation qui serait, finalement, versée aux actionnaires de sociétés nationalisables.

Au mois de novembre dernier, les cours de ces valeurs n'accusaient plus qu'une baisse de 10 % par rapport à leurs niveaux de début mai alors qu'elles avaient chuté de 30 % au lendemain de l'élection présidentielle, le mouvement de reprise se poursuivant depuis lors.

Non seulement ces actions ont réalisé des gains appréciables dans l'intervalle mais elles ont entraîné l'ensemble de la cote dans leur sillage, permettant au marché parisien d'apurer en quasi-totalité les pertes subies au mois de mai.

Dans le même temps, le dédoublement du marché, perceptible depuis plusieurs semaines entre les actions des sociétés nationalisées d'une part et le reste de la cote d'autre part, s'est accentué depuis le 18 février 1982. A partir de cette date, en effet, les ex-titres de sociétés nationalisées ont été transformés en une nouvelle catégorie de valeurs, baptisées D.T.I. (droits à titres indemnitaires), qui restent inscrits à la cote des actions en attendant que leurs détenteurs puissent les échanger, au mois d'avril prochain, contre les futures obligations indemnitaires émises par la Caisse nationale de l'industrie et par la Caisse nationale des banques.

Le problème se posera alors de savoir comment va réagir le reste du marché après la disparition d'un nombre important d'actions qui figuraient jusque-là dans la liste des sociétés cotées.

Dans le cas présent, ce sont vingt-huit sociétés qui sont visées à travers cinq groupes industriels (Compagnie générale d'électricité, Pechiney - Ugine - Kuhlmann, Thomson-Brandt, Saint-Gobain et Rhône-Poulenc), deux compagnies financières (Paribas et Suez) et vingt et une banques, dont le Crédit lyonnais, la Banque nationale de Paris, la Société générale, le Crédit commercial de France et le Crédit industriel et commercial, notamment.

En chiffres arrondis, le marché des actions va se trouver amputé de 16 % environ de sa capitalisation boursière (cours de l'action multiplié par le nombre de titres émis) par rapport aux quelque 220 milliards de francs qu'il totalisait à la fin de l'année 1981.

Pourtant, les boursiers ne semblent guère manifester d'inquiétude particulière à cet égard. Les professionnels ont anticipé depuis fort longtemps le processus actuel pour se reporter en rangs serrés sur les autres actions de la cote jugées attrayantes, à condition de prendre la peine de les étudier de plus près.

Le résultat répond largement à leurs espérances puisque pendant les seuls mois de janvier et février les cours ont progressé de près de 20 %. Pour certains titres, D.T.I. en tête, le score apparaît assez stupéfiant en un laps de temps aussi court. Y a-t-il des chances de voir le mouvement se poursuivre une fois disparues les ex-actions de sociétés nationalisées, est-on en droit de se demander ?

Oui, tout au moins à court terme et sous réserve des traditionnels impondérables, n'hésitent pas à affirmer nombre de familiers du palais Brongniart, mettant en avant la qualité des titres prêts à jouer les valeurs de substitution et un certain nombre de facteurs purement mécaniques mais favorables au marché.

Sans aller jusqu'à parler de pléthore, le fait est que les actions appelées à jouer rapidement les vedettes ne manquent pas, qu'il s'agisse des titres jugés de tout temps performants et qui n'ont pas été concernés directement par l'extension du secteur public (CIT-Alcatel, Thomson-C.S.F.) ou des sociétés qui continuent à bénéficier de reprise de la consommation.

Sont concernés, naturellement, les grands magasins, la distribution, l'alimentation, le bâtiment et les travaux publics, tous terrains où se sont déroulées récemment une série de grandes manœuvres (Radar et Révillon, Bouygues et Drouot, Entrepose et Grands Travaux de Marseille) et où d'autres opérations financières sont à prévoir.

A côté de ces secteurs qui ont pris de l'avance depuis l'été dernier, il convient d'ajouter d'autres compartiments, qui sortent peu à peu de l'ombre où les avait confinés la crise économique. L'exemple le plus frappant est celui de l'industrie automobile. La Bourse anticipe le redémarrage de son activité, s'appuyant sur la dernière enquête de l'INSEE. D'après cette étude, les ménages français ont exprimé, à la fin de janvier, une nette progression (7,2 %) de leurs intentions d'achat de voitures par rapport à la même période de l'année dernière.

Sous les colonnes du palais Brongniart, ces considérations ont eu pour effet d'entraîner une reprise de l'action Peugeot et, par extension, de Michelin, Valéo ou encore Labinal, ces trois dernières valeurs ayant progressé de 20 % à 30 % depuis le début de l'année.

Parmi les valeurs en vue figurent également les titres de biens d'équipement (Alsthom, Creusot-Loire...) ou les actions de sociétés tournées vers l'exportation, qui doivent profiter de la baisse du franc par rapport au dollar.

Le choix est vaste et les professionnels se disent persuadés, à tort ou à raison, que les occasions d'achat ne manquent pas sur un marché bientôt soumis à l'« effet d'entonnoir » en raison de l'abondance de la demande face à un nombre d'actions plus réduit.

Au fur et à mesure que se stérilisent les autres formes de placement, jusqu'ici concurrentes, la Bourse de Paris est amenée à jouer de plus en plus le rôle de valeur refuge. Paralysé depuis la levée de l'anonymat de l'or et, surtout, la chute vertigineuse des cours sur le marché international, le marché de l'or est moribond. La situation n'est guère meilleure dans l'immobilier, où les investisseurs se trouvent confrontés au marasme que connaît le secteur et à des taux d'intérêt toujours aussi élevés.

Dans le même temps, les dépôts à terme apparaissent complètement délaissés depuis que leur rémunération a été rendue dérisoire et les intermédiaires financiers ont rapidement mis en place un système de fonds communs et de SICAV de trésorerie destiné à canaliser cette épargne en direction, justement, du marché parisien.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 25.)

UN REDRESSEMENT SPECTACULAIRE EN SIX MOIS

L'évolution des indices depuis le 10 mai 1981

Interruption de cotation
100 / 90 / 80 / 70 / 60 / 50 / 40
Autres valeurs
Valeurs « nationalisées »
Valeurs dont l'État va prendre le contrôle, mais qui restent cotées
M J J A S O N D J F
1981 1982

Base 100 : 8 mai 1981

Source : Chambre syndicale des agents de change (revue Bourse)

Le marché des obligations

De grands espoirs

AU plus profond de la crise boursière du mois de mai dernier, et après la chute des cours des actions provoquée par le changement de majorité politique, un espoir restait aux agents de change : le développement des transactions sur le marché des obligations en Bourse, lié à la fois au gonflement continu des émissions, passées en deux ans de 65 milliards de francs par an à plus de 100 milliards, et à la perspective d'atteindre 150 à 200 milliards de francs dans les prochaines années et se hisser, enfin, au niveau des marchés étrangers : anglais, allemand, américain, etc.

Certes, l'augmentation du volume des valeurs à revenu fixe négociées sur le marché secondaire en Bourse de Paris n'est pas totalement récente. En fait, c'est à partir de 1978 qu'après une période de longue stagnation le volume a commencé à prendre de l'ampleur, s'étoffant surtout en 1980 et 1981. Presque toujours inférieur dans les années précédentes à celui des actions, il lui est devenu supérieur depuis deux ans, atteignant 54 % du chiffre d'affaires total de la Bourse de Paris.

Parmi les principaux intervenants, après la Caisse des dépôts, suprême régulateur du marché avec 20 % de transactions, figurent les investisseurs institutionnels, essentiellement les compagnies d'assurance et les caisses de retraite, qui, souvent, emploient en obligations une part appréciable de leurs réserves techniques. A leurs côtés figurent les gérants des fonds communs et des SICAV de trésorerie, qui sont particulièrement friands de titres à courte durée de vie ou à taux variables, formule en plein développement depuis deux ans.

L'avenir est donc brillant, dans ce secteur, pour les professionnels de la Bourse qui s'inquiètent toutefois du handicap résultant de la pratique de l'« abonnement » : tout client bénéficie, auprès des agents de change, d'un forfait de courtage (10 000 francs par an) pour toutes ses transactions portant sur les obligations à moins de sept ans d'échéance. Comme en 1981 cette catégorie de titre a représenté plus de 35 % du volume traité, contre 30 % en 1980, une certaine inquiétude se fait jour.

FRANÇOIS RENARD.

LES MEILLEURES PERFORMANCES DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (Marché à terme)

ACTIONS	%
Schneider	+ 75
Creusot-Loire	+ 67
C.C.F. (D.T.I.)	+ 61
Sté lyonnaise (D.T.I.)	+ 60
[illegible]	+ 54
D.M.C.	+ 53
Gale Entreprises	+ 53
C.G.E. (D.T.I.)	+ 50
S. N. [illegible] Barnier (D.T.I.)	+ 50
Alsthom Atlantique	+ 48
Paribas	+ 48
Radiotechnique	+ 45
Galeries Lafayette	+ 44
C.F.D.E.	+ 44
O.P.F.I. Paribas	+ 43

LA FORÊT AVEC OU SANS L'INDUSTRIE

M. Duroure : « Il faut un lieu unique de décision »

La France n'a pas de pétrole, mais elle a des forêts. Et pourtant, le déficit de la filière bois, avec 11 milliards de francs, arrive en seconde position, après celui du pétrole. Plusieurs études ont été réalisées ces dernières années pour tenter de définir des solutions. M. Roger Duroure, député P.S. des Landes, parlementaire en mission, vient de rendre au premier ministre un rapport de propositions qui tendront notamment à rapprocher gestion forestière et politique industrielle au sein d'un ministère de la forêt (« le Monde » a déjà abondamment évoqué ce rapport, notamment les 28 janvier, 3 et 27 février). Il nous a accordé une interview qu'on lira ci-dessous. Utilisateur de bois, M. Vilarem, ancien directeur adjoint de La Rochette-Cenpa, plaide pour une culture intensive de la forêt, une forêt adaptable aux besoins de l'industrie. La platation de taillis à révolution courte est l'un des moyens de favoriser cette adaptation.

« Quelles sont les mesures principales préconisées dans votre rapport ?

— Il est difficile de les préciser, car le premier ministre m'a demandé un rapport de propositions, et elles sont nombreuses, et non un rapport d'analyse. Toutefois, je crois que la mesure essentielle, c'est la création d'un ministère de la forêt.

— Pour adapter la forêt aux besoins de l'industrie ou faire l'inverse ?

— Il faut admettre que la réflexion sur la gestion forestière va de pair avec la valorisation de la forêt par l'industrie. En dehors du tourisme et de l'utilisation sociale (bois de feu pour les particuliers), la forêt seule n'a pas de valeur économique. La notion d'une politique globale forêt-bois s'impose.

— Et c'est pour mener cette politique que vous proposez de créer un ministère ?

— Sans lieu unique de décision, le problème de l'adéquation du potentiel industriel aux disponibilités forestières ne sera pas résolu. On aboutit ici à une surexploitation du bois, là à une surcharge du coût pour l'industrie.

— Vous avez des exemples ?

— Prenez la papeterie de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) : elle n'a pas assez de bois, alors que les ressources existent, mais on ne peut pas les mobiliser. La gestion globale de la forêt, c'est permettre au propriétaire de vendre son bois et à l'industriel de ne pas avoir à aller le chercher trop loin.

» Autre problème, cette usine a besoin d'être modernisée et d'accroître sa capacité de production de 200 000 à 250 000 tonnes : il faut tenir compte de ce besoin de l'usine dans les aménagements forestiers. Si cela ne se fait pas sous l'autorité d'un même ministre, on n'arrivera pas à coordonner l'action.

— La coordination était-elle jusqu'alors inexistante ?

— Le Fonds forestier national, créé en 1946, a favorisé le boisement et le reboisement de 1,8 million d'hectares, pour l'essentiel en résineux et surtout dans le Massif Central. Or il n'existe pas d'usine de trituration utilisant le résineux dans cette région. Et celles qui les utilisent sont trop éloignées pour que le prix de revient de la ressource soit normal.

— Dans ce cas, il est maintenant trop tard pour rectifier.

— Plusieurs centaines de milliers d'hectares de la forêt française sont en état de retard grave d'éclaircies. Faute d'acheteur, celles-ci n'ont pas été faites. Résultat, les arbres poussent haut et restent maigres. S'il y a un acheteur, on éclaircit tout d'un coup, et au moindre coup de vent, les arbres qui restent sont à terre. Au bout du compte, on récupère moitié moins de bois que si un entretien normal avait été effectué. On ne sauvera pas ces bois de vingt ans d'âge. La seule solution : les couper, en faire du bois-papier et replanter ensuite. Des vieux bois avec plus de valeur peuvent supporter le coût des transports sur une longue distance.

— Votre projet ne satisfait pas l'ensemble des parties concernées par la forêt.

— Les industriels, les ingénieurs du Génie rural des eaux et forêts (GREF) et la Fédération du bois de la C.F.D.T. sont pour. Par contre, les techniciens forestiers de ce syndicat ne veulent pas voir notre forêt livrée au capital. Quand on voit l'état d'endettement des sociétés papetières, on se dit qu'en fait le capital est dans les mains de l'Etat. Le ministère de l'industrie aussi est contre, car il ne tient pas à perdre sa direction du bois.

— Et à l'agriculture ?

— Le rattachement de la gestion de la forêt au ministère de l'agriculture n'est pas souhaitable. Celui-ci gère les forêts depuis un siècle (avant c'était les finances, et il n'y avait pas de politique, sinon de déboisement rapide pour les besoins de l'industrie, voir, par exemple, la Bretagne). Le jugement est totalement négatif pour le dernier demi-siècle, si l'on excepte la période Pisani, avec la création de l'Office national des forêts (O.N.F.) et des centres régionaux de la propriété forestière (C.R.P.F.), et le projet de loi de détails trop timides, que Méhaignerie n'a pas eu le temps de faire voter.

Propos recueillis par JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 24.)

La dépense en question

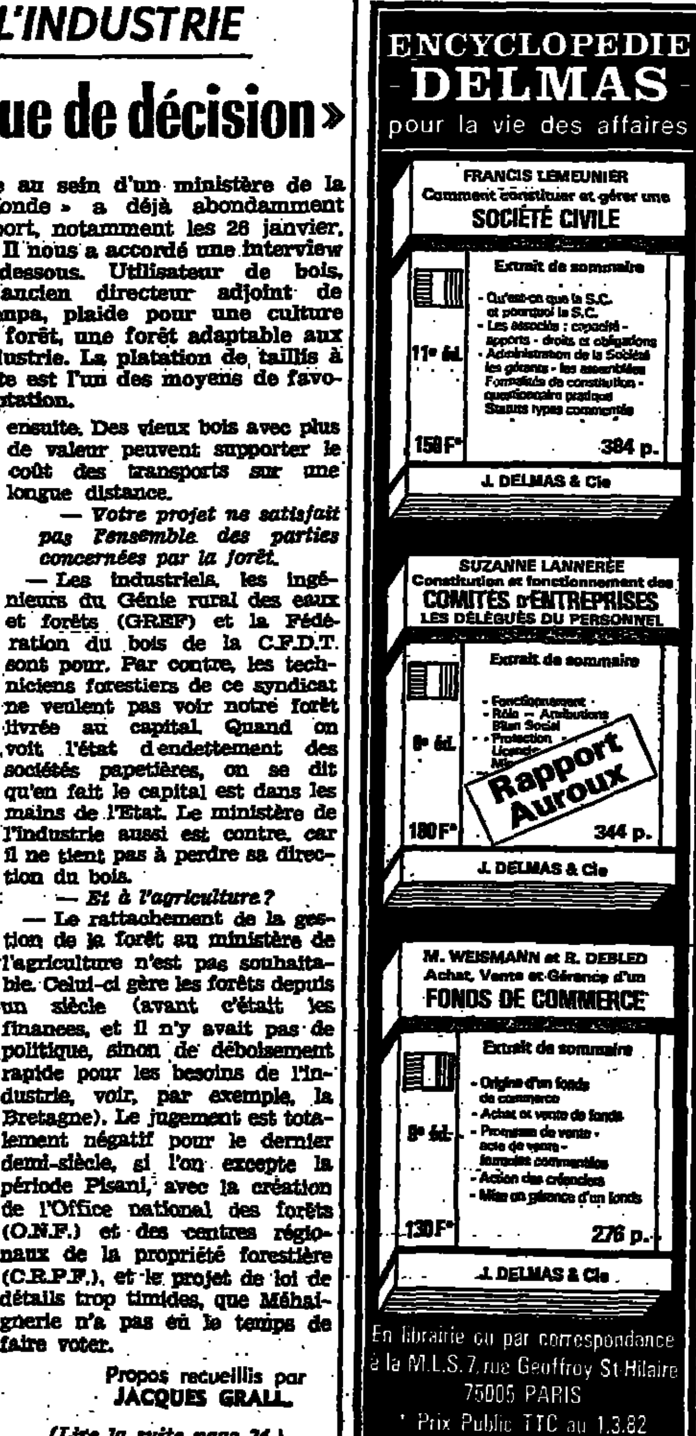
FREINER la croissance des dépenses publiques, retoucher la fiscalité sans la bouleverser ni l'alourdir, limiter autant que possible le déficit budgétaire : tels sont les objectifs que s'est assignés le gouvernement qui commence à préparer le budget de l'Etat pour 1983. Lourde tâche.

La croissance économique sera cette année plus faible que prévu (+ 2,7 % selon les dernières prévisions contre + 3,3 % d'abord envisagés), ce qui réduira les rentrées fiscales, de T.V.A. notamment. Le déficit budgétaire pourrait être en 1982 voisin de 120 milliards de francs contre 95 milliards initialement prévu. Les premières esquisses pour 1983 aboutissent à une impasse un peu supérieure à 200 milliards de francs, chiffre tout à fait insupportable, qu'on refuse catégoriquement aussi bien à l'Elysée qu'à Matignon ou que Rue de Rivoli. Sur ce point, le consensus est parfait. Il va falloir couper, rogner, comprimer, probablement « *débudgétiser* », c'est-à-dire sortir du budget certaines charges jusqu'à présent supportées par l'Etat, envoyer davantage sur le marché international des capitaux un certain nombre de grandes entreprises publiques du secteur concurrentiel pour satisfaire leurs besoins de financement. Les banques nationalisées prendraient le relais du budget pour les dotations en capital. Au total, l'impasse pour 1983 ne devra pas dépasser en présentation 3 % du produit intérieur brut, c'est-à-dire quelque 130 milliards de francs.

Un autre impératif est de freiner la croissance jugée « *insupportable* » des charges sociales. De vastes transferts sont envisagés qui allégeraient les coûts des entreprises. L'Etat comblerait le manque à gagner pour la Sécurité sociale et se rattraperait en augmentant les taux de T.V.A. En d'autres termes les ménages paieraient pour les entreprises. C'est une hypothèse parmi d'autres qui fera grincer bien des dents, celles des ministres communistes notamment.

On reconnaît au gouvernement que le succès ou l'échec de la politique économique engagée par l'équipe socialiste se jouera en 1983. C'est dire à quel point seront déterminants les choix qui seront faits cette année en matière budgétaire et sociale.

ALAIN VERNHOLES.





LA FORÊT AVEC OU SANS L'INDUSTRIE

Taillis français contre pin américain

Par FRANÇOIS VILAREM (*)

La plus belle forêt d'Europe est inadaptée au marché. L'écoulement des bois est insuffisant et la pâte à papier américaine coûte moitié moins cher que les produits français. L'O.N.F. (Office national des forêts) majore ses prix pour payer ses charges. On replante des arbres de qualité médiocre quand la productivité pourrait être doublée.

REFLECHIR aujourd'hui à ce qu'il faut bien appeler la crise de la forêt française amène d'emblée à se poser la question fondamentale : *« Y a-t-il correspondance entre ce que cette forêt produit, ou est capable de produire actuellement, et ce dont l'industrie a besoin sur le plan de la qualité, des quantités et des prix ? »* Si l'on en juge par les 8 millions de mètres cubes de bois importés, la réponse est à l'évidence négative.

Pourquoi en est-il ainsi ? D'abord parce que si la France a de belles futaies, elles ne représentent guère plus de 15 % de notre patrimoine forestier. elle possède par contre 5 à 6 *millions* d'hectares de taillis, 2 millions d'hectares d'exploitation difficile, le reste étant une forêt souvent médiocre fournissant un bois que le marché accepte de moins en moins aisément. Ce n'est un secret pour personne que le pin français, malgré les efforts de beaucoup de professionnels, a dû mal à se vendre au prix auquel il est proposé et que, même dans un massif renommé comme celui des Landes (qui n'arrive à produire que 8 % de bois sans nœuds, le plus recherché), on constate depuis un certain nombre d'années une capitalisation considérable de bois sur pied (2 millions de mètres cubes par an), faute en particulier d'un écoulement suffisant.

La conséquence d'une telle situation est la grande fragilité de l'industrie du sciage de toute une partie de la France : tant que cette industrie vendait à un marché local et régional, sans concurrence, elle vivait. Maintenant qu'elle est confrontée, même chez elle, à la concurrence internationale, elle est menacée dans son existence même. Et comment ne le serait-elle pas ? Le coût de la matière bois (pin), déduction faite de la valeur des déchets vendus en papeterie, par mètre cube de sciage vendu est environ dans le Massif Central de 470 francs. La même matière, au cours actuel du dollar, coûte 235 francs à la scierie américaine de Floride, soit la moitié.

Ce qui se passe pour les scieries est également vrai pour les papeteries. Le coût du bois à la tonne de pâte pour une usine fabriquant de la pâte de résineux blanchie est d'environ 1 100 francs contre 550 francs dans le sud des *Etats-Unis*.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Pour quelques raisons simples : la productivité de notre terre forestière est insuffisante, et elle est encore gérée dans la majeure partie des cas sans tenir compte de l'élément fondamental qui *doit être son* prix final à l'utilisateur Que le est la valeur d'une forêt qui produit peu, qui est éloignée des centres de transformation et dont les *conditions d'exploitation sont difficiles ?* Même si dans un tel cas les propriétaires forestiers acceptaient de vendre leur bois sur pied à un prix très bas, ou même nul, l'accumulation des coûts d'abattage, de façonnage et de transport rendrait le coût de ce bois encore trop élevé pour l'industriel. Bien sûr, ces conditions extrêmes ne prévalent pas sur l'ensemble de notre territoire, mais d'une façon générale le total du prix du bois sur pied et de son coût de production est trop élevé.

Cela veut-il dire que les propriétaires forestiers sont trop avides ? Sûrement pas. Cela signifie *surtout qu'une grande partie de leurs forêts* ne produit pas suffisamment et que s'ils vendaient leur bois au prix auquel il devrait se situer pour être *vraiment compétitif sur le plan international* le rendement de leur terre serait dérisoire. Et ils sont d'autant plus confortés dans *leur évaluation* actuelle que l'Office national des forêts sur lequel ils ont en permanence les yeux fixés est obligé, quoiqu'il s'en défende, de pratiquer une politique de prix élevés pour « boucler » avec les charges qui sont les siennes. Pour fixer les idées, le pin slash, de bonne qualité de charpente, se vend dans le sud des Etats-Unis environ 80 francs le mètre cube sur pied, alors que le pin sylvestre ou maritime de même qualité atteint 150 à 250 francs le mètre cube en France. Cette politique est évidemment valable tant qu'une concurrence internationale sérieuse ne prend pas place chez nous, mais l'affaire du chêne importé d'Amérique qui s'est vendu en France ces dernière années considérablement moins cher que notre chêne national a sérieusement ébranlé les esprits. Et qu'arrivera-t-il si les Américains, ce qui est probable, se mettent à vendre leur pin de façon agressive en Europe ?

On dort sur son stock

Que font les industriels quand ils ont en stock des produits qu'il a fallu beaucoup plus de temps à fabriquer que des produits concurrents de qualité au moins aussi bonne et qui se vendent moins cher ? Ils « s'alignent » pour se débarrasser au plus vite de leurs stocks et les reconstituer avec des méthodes plus productives. Eh bien ! en *forêt*, pour le moment, ce n'est pas le cas. On dort sur son stock, on attend *« Le moment viendra bien où on aura besoin de mon bois et on l'achètera cher... »* Voire ! En exagérant à peine, on peut dire qu'une grande partie de la forêt française représente un stock de bois que l'on pourrait reconstituer *en deux fois moins de temps qu'il n'a fallu pour le faire pousser*, avec une qualité nettement supérieure.

Dès la fin de la dernière guerre, un effort substantiel a été accompli *par les pouvoirs publics pour régénérer* une partie importante de la forêt française, et, jusqu'à une période récente, 45 000 hectares par an en moyenne ont été replantés, surtout en résineux (sapins, épicéas, douglas en particulier), et, au total, plus de 1 500 000 hectares, soit *plus de 10 %* de notre territoire forestier, auront été ainsi renouvelés Mais, là aussi, ce bois a-t-il été bien planté, aux bons endroits, *de sorte à être exploité économiquement ?* La réponse sera, hélas ! souvent négative.

Une production sept à dix fois supérieure

Vous est-il arrivé de vous promener dans des forêts de douglas vieilles de trente ans et bien entretenues (ce qui n'est malheureusement pas le cas général) ? Vous êtes frappé de constater qu'à côté d'arbres magnifiques, impressionnants même, vous trouvez un bon nombre d'arbres un peu chétifs, un peu minables Vous vous posez des questions *« Eh bien ! ce sont les hasards de la génétique Selon les plants, on tombe bien ou mal, et le résultat vous le voyez là. »*

Finalement, en cherchant à répondre à la question de base : *« A quoi sert de fabriquer un produit qu'on ne peut pas vendre ? »*, on en arrive à se poser l'autre question fondamentale *« Que pouvons-nous fabriquer et que devons-nous fabriquer ? »* Nous savons bien que cette façon de poser le problème déchaînera bien des tempêtes : *« C'est à l'industrie à s'adapter à la forêt et non la forêt à l'industrie »*, entend-on dire souvent, comme si la seule façon de faire vivre la forêt et les forestiers n'était pas d'avoir une industrie du bois prospère et dynamique, comme si la première fonction de la forêt n'était pas de couvrir les besoins en bois de la communauté nationale.

Il nous semble, sans minimiser l'héritage forestier de notre pays, que sa véritable richesse aujourd'hui se situe sur trois plans :

● La taille de son territoire forestier, *et* en particulier les millions d'hectares de taillis reconvertibles ;

● Un climat propice à la croissance convenable de la forêt ;

● *Un niveau excellent de recherche forestière.*

Des organismes comme l'INRA ou l'AFOCEL (1) ont permis dans les quinze dernières années, pour un certain nombre d'essences, une amélioration considérable du matériel végétal forestier, comme des conditions de culture, au point que planter une forêt comme il y a *quinze ans devient, dans beaucoup* de cas, une erreur grave là où du peuplier donnait, dans le midi de la France, en moyenne 10 mètres cubes à l'hectare et par an, le peuplier planté à partir de clones italiens donne plus du double. L'eucalyptus implanté dans le sud-ouest de la France arrivera à des rendements de plus de 20 mètres cubes à l'hectare, *et*, dès maintenant, la plantation de 15 000 hectares de taillis d'eucalyptus est entreprise *(voir ci-contre* l'article de Catherine Laurens) avec comme objectif la fourniture de bois de trituration à *prix concurrentiel, avec une rémunération* convenable des terres forestières des agriculteurs de la région de Toulouse.

Entrevoir l'avenir

Ces taillis dits à rotation rapide, à proximité des centres de transformation, d'exploitation facile, seront coupés tous les dix ans, avec une production qui devrait être de sept à dix fois supérieure à la production moyenne des taillis actuels. Ce qui est vrai pour les feuillus peut le devenir rapidement pour les résineux, et il n'est pas interdit de penser que, dans les toutes prochaines années, on commencera à planter des taillis de séquoias dont la *production s'annonce déjà très élevée.*

On peut donc entrevoir l'avenir en essayant de définir ce que devrait être la forêt française de demain... ou d'après-demain :

a) D'un côté, la forêt traditionnelle, forêt d'agrément, avec ses hautes futaies, qui, à juste titre, fait la fierté de nos forestiers, qui produit des bois de grande qualité, mais pour laquelle les problèmes de rentabilité ne doivent pas se poser Il s'agit là de véritables parcs nationaux que l'on doit conserver à tout prix. A cette catégorie, il sera souhaitable d'ajouter les forêts de protection des sols en particulier dans les zones de montagne ;

b) Une forêt spécialisée dans la production de bois d'œuvre, à forte productivité, plantée à partir d'un matériel végétal hautement sélectionné, *à espaces relativement larges* et bénéficiant d'un entretien soigné On trouvera dans cette catégorie, en plus des essences pour lesquelles une telle sylviculture existe déjà (peupliers, frênes merisiers), des feuillus comme le hêtre, le chêne et le noyer, et des résineux épicéa, pin maritime, douglas, etc.

c) Une forêt à culture intensive à destination de bois de trituration ou de bois d'énergie, et la conversion de 1 à 2 millions d'hectares de mauvais taillis en taillis modernes à courte révolution peut devenir, pour les années qui viennent un dessein national et une chance pour notre pays.

L'ambition d'un tel article aura été de tenter de faire percevoir quelques idées qui devraient servir de base à une réflexion approfondie sur l'avenir de la forêt :

— Alors que l'on a surtout, jusqu'ici, pensé en termes d'écoulement du produit de nos forêts, il est temps de penser à leur production et à l'adéquation de cette production au marché ;

— *On ne peut plus*, lorsque l'on est capable d'atteindre, pour des taillis de qualité, des productions de 10 à 20 tonnes de bois à l'hectare (et l'on obtiendra souvent bien davantage), bâtir l'avenir comme lorsque l'on produisait 2 à 3 tonnes à l'hectare ;

— Il ne viendrait à l'idée d'aucun agriculteur de cultiver des céréales *selon les méthodes et avec les rendements* du milieu du siècle dernier C'est pourtant ce qui se passe pour une grande partie de la sylviculture française, qui n'a que très peu évolué depuis cent ans ;

— Il n'est plus possible de pratiquer la politique de l'autruche pour ce qui concerne les prix (rendus à l'utilisateur) de nos produits *forestiers. Si nous ne savons pas* considérer ce problème avec courage nous sommes condamnés relativement vite à des réveils douloureux L'avenir de la filière bois en *dépend.*

Orienter nos choix

Comment, à partir de là, orienter nos choix ? Il est suggéré :

1) Avant toute chose, que l'on établisse, de façon aussi précise que possible, les besoins actuels *de l'économie française en bois* (sans oublier les prix et les possibilités de fourniture de la forêt française) ;

2) A partir de là, que l'on définisse *une politique ambitieuse de* la forêt, avec, en urgence, la mise en place d'un vaste plan de transformation progressive de notre immense patrimoine de taillis. (Il suffirait, par exemple, de 500 000 hectares plantés en taillis modernes à courte révolution pour transformer radicalement la physionomie de nos industries de pâte à papier et de panneaux.) Il doit être clair, désormais, que la pratique du balivage (qui consiste, dans les taillis, à privilégier les sujets prometteurs et à éliminer le reste) doit être *réservée* à des peuplements non susceptibles *d'être transformés rapidement en forêt moderne à forte productivité* ;

3) Que l'on renforce de manière significative la recherche forestière à vocation industrielle ;

4) Que l'on fasse passer sur le terrain, avec détermination, les découvertes de nos chercheurs par une politique de vulgarisation et de recyclage systématique ;

5) Qu'un contrôle très rigoureux soit exercé sur la production du matériel végétal chez les pépiniéristes, avec établissement d'un label de qualité exigé pour toutes les plantations recevant une aide de la collectivité.

Une telle orientation ne pourra bien évidemment prendre corps que dans le cadre de décisions énergiques sur le plan fiscal, bousculant les habitudes de négligence d'une grande partie des propriétaires pour leur patrimoine forestier et par ailleurs d'une réorganisation de nos structures administratives dans un domaine où la multiplicité des organismes est un sérieux frein à la mise en place d'une politique d'ensemble qui, sur le plan régional, se révèle indispensable.

Le temps, hélas ! contrairement à ce que beaucoup pensent, ne travaille pas pour nous.

(*) Ancien directeur général adjoint de La Rochette-Cenpa.

(1) Institut national de la recherche agronomique. Association forêt-cellulose.

« Si j'ai planté des eucalyptus... »

AU cours des douze années à venir, 15 000 hectares d'eucalyptus seront plantés dans neuf départements du sud-ouest de la France (1). Cette forêt industrielle fournira le bois indispensable à l'usine de pâte à papier de Saint-Gaudens de La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine Elle revalorisera aussi certains terrains en friche ou de rendement dérisoire

L'usine de La Cellulose, qui produit actuellement 165 000 tonnes de pâte à papier par an, devra pour survivre, en fabriquer 250 000 tonnes. Elle devra aussi acheter son bois le plus près possible de Saint-Gaudens pour réduire le coût du transport de la matière première. *L'idéal serait un rayon de* 100 kilomètres Avec l'apparition d'une variété nouvelle d'eucalyptus plantés en ligne et sur une surface suffisamment grande (chaque parcelle sera supérieure à 5 hectares) pour faciliter l'accès et l'utilisation d'engins à *fort* rendement, les coûts d'exploitation devraient être considérablement diminués.

Cette variété nouvelle a été sélectionnée par l'Afocel (Association forêt cellulose), qui travaille depuis dix ans à la mise au point de techniques forestières intensives destinées à la production de la biomasse papetière. Toutes les essences ont été étudiées, du tremble au peuplier, du platane à l'eucalyptus.

L'eucalyptus a *été* retenu pour sa croissance rapide et pour la qualité de son bois Originaire d'Australie, cet arbre ne résistait pas au gel. *L'Afocel* a donc créé des variétés supportant des froids allant jusqu'à moins 15 degrés : le dalrympleana et le gunii. N'aimant guère le calcaire ni les *sols « mouilleux »*, l'eucalyptus poussera sur des landes, des terrains montagneux d'une altitude inférieure à 400 mètres. Cet arbre s'exploite en taillis avec quatre coupes espacées *de* dix ans sur la souche mère.

Le coût de la plantation d'un hectare est de 12 000 francs pour un terrain occupé par un taillis qu'il faut défricher, et de 8 000 francs pour un terrain nu.

Les planteurs d'eucalyptus pourront bénéficier d'une subvention de 50 % allouée par le ministère de l'agriculture et d'une autre de 10 % versée par les établissements publics régionaux Un prêt complémentaire sera accordé, à remboursement différé Ces facilités s'ajoutant aux avantages fiscaux attachés aux opérations de boisement.

Si un taillis classique rapporte 4 000 francs tous les trente ans, un *taillis* d'eucalyptus produira en moyenne 200 tonnes de bois par hectare tous les dix ans, correspondant à une recette en francs constants de 8 250 francs.

La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine propose aux propriétaires d'eucalyptus un contrat d'achat tout en leur laissant la possibilité de disposer de 30 % de chaque coupe Un débouché assuré en quelque sorte.

Au domaine de la Teoula, à Plaisance-du-Touch (Haute-Garonne) le propriétaire, M. Didier Marty a planté en octobre dernier 10 hectares de dalrympleana et de gunii Il en plantera encore 15 hectares l'automne prochain.

A la Teoula, la nature est protégée, et M Marty met en application ses idées, ses recherches. A Toulouse, il a monté avec deux amis un bureau d'études « Hydro-M » où il travaille à la revalorisation des ressources naturelles.

Dans les poêles de fonte

« Si j'ai planté des eucalyptus, ce n'est pas seulement pour sauver l'industrie de la pâte à papier, c'est d'abord pour planter des arbres. Des arbres qui poussent très vite... Quand on réfléchit dans une forêt, on ne réfléchit pas comme dans un bureau. François Mitterrand l'a bien compris, lui qui marche dans la forêt landaise C'est peut-être la trace qu'il laissera, l'image d'un homme qui aimait la forêt. »

M. Marty ne signera peut-être pas le contrat avec La Cellulose d'Aquitaine La pâte à papier, selon lui, n'est pas le devenir le plus noble du bois. Il préférera sans doute que ses eucalyptus soient brûlés dans les cheminées ou dans les poêles de fonte. Ou encore deviennent du bois d'œuvre. Un séjour à Revel (Haute-Garonne) chez les *fabricants* de meubles, l'a persuadé qu'on pourrait transformer ces arbres en bibliothèques *« En Afrique du Nord, les marins les utilisent bien pour réparer leurs bateaux ! »*

La Teoula n'est pas *le* seul exemple de plantation : des eucalyptus ont été plantés à Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne) sur un terrain de 21 hectares, ainsi *qu'à proximité de Plaisance-du-Gers* (Gers) sur 8 hectares En 1982, selon l'objectif de La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine, les plantations atteindront *300 hectares.*

CATHERINE LAURENS.

(1) Haute-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Ariège, Tarn, Tarn-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Aude et Pyrénées-Orientales.

Un entretien avec M. Duroure

(Suite de la page 23.)

— Il y a eu la mise en place des délégués de massif.

— La notion d'une politique forestière par massif est une bonne chose, elle permet d'échapper au carcan du découpage en régions de programme. Je propose qu'on double le nombre des délégués de massif (il y en a trois aujourd'hui) et de couvrir ensuite l'ensemble du territoire.

— Comment comptez-vous contraindre les propriétaires privés à rendre leur forêt productive ?

— Il ne s'agit pas de contraindre *mais de conduire, d'abord* par des actions de vulgarisation. Si l'on affecte à la forêt un nombre suffisant de techniciens, qui auront en charge un secteur réduit, cette action fera levier. Elle sera accompagnée de conseil de gestion. Aujourd'hui, les C.R.P.F. qui s'occupent de la forêt privée disposent de cent vingt ingénieurs et techniciens. J'en propose mille de plus en dix ou douze ans, dont cinq cent les quatre premières années. On trouvera des candidats. Le vivier existe, et un complément de *formation* doit être mis en place.

— Avez-vous chiffré le coût de vos propositions ?

— Les mesures demandées représentent une dépense de 1,5 milliard de francs en plus pour l'Etat. Les investissements à faire sont de l'ordre de 200 milliards en soixante ans.

— Avec des ressources nouvelles ?

— Je propose des mesures fiscales. Aujourd'hui, l'impôt foncier est quatre fois plus faible pour les taillis que pour les futaies. Si, à partir du moment où l'on dispose des techniciens nécessaires, le C.R.P.F. demande à un propriétaire d'établir un plan de gestion et qu'il ne le fait pas, au-delà d'un certain délai, on demandera que l'impôt foncier du taillis soit *porté* au niveau de celui de la futaie Si le plan de gestion n'est pas exécuté, *on* demandera le remboursement des avantages fiscaux sur quatre ans. On peut encore utiliser les dispositions de la loi Serrot-Monichon de 1859, qui exonère des droits de succession à la condition de bien gérer ses forêts.

— Donc, pas d'impôts nouveaux à proprement parler ?

— Si : on instituerait un impôt *sur le revenu, qui* n'existe pas aujourd'hui, sur les ventes de bois. Mais il faudra trouver une *formule qui évite de pénaliser* abusivement les propriétaires forestiers, en faisant sauter une ou plusieurs tranches du barème de l'impôt, parce que, au moment de la coupe, on cumule trente années de revenu Deux solutions sont possibles : répartir le paiement sur plusieurs années, ou bien, ce qui serait préférable, fixer comme tranche-plafond celle qui est atteinte avec les seuls revenus extérieurs à la forêt.

— Et vous avez l'accord des propriétaires forestiers sur cette mesure ?

— Ils ne sont pas contre, ce *d'autant qu'on pourrait déduire* du revenu les investissements réalisés, ce qui est une autre mesure incitative.

— Vous vous verriez assez bien ministre de la forêt ?

— Vous savez, à soixante ans, ma carrière est plutôt derrière moi Mais je suis, comme on dit, à la disposition du premier ministre. »

Propos recueillis par
JACQUES GRALL.

ENTRE VENTS ET MARÉES

Des discriminations dans l'industrie pharmaceutique

LES laboratoires pharmaceutiques privés purement français devraient logiquement craindre le nouveau gouvernement. Il n'en est rien. Nombre d'entre eux semblent, au contraire, attendre une remise à plat de l'ensemble des problèmes de leur profession avec l'espoir d'un changement salutaire, qui, tout compte fait, leur serait favorable... sous condition, bien entendu, que l'examen ne se termine pas par une nationalisation générale de l'industrie du médicament.

Pour ceux-là, l'état dans lequel se trouve l'industrie pharmaceutique française est l'aboutissement de trente ans d'incompréhension des pouvoirs publics. Il y avait près de deux mille laboratoires en 1950, il n'y en a plus que trois cent cinquante. « *Nous disparaissons silencieusement,* disent-ils, *alors qu'en Allemagne et aux Etats-Unis beaucoup de petits laboratoires continuent de faire vivre des villes de taille moyenne. Pourtant, le génie de la pharmacie est à l'esprit français ce que celui de la chimie est aux Allemands... Quel gâchis !* »

Une centaine de firmes étrangères détiennent maintenant 48 % du marché français des médicaments. « *Nous aurions dû perdre tout au plus 25 % de notre marché. La différence est due aux contresens de l'administration depuis quarante ans...* »

Asphyxie des entreprises par le blocage des prix et lourdeur administrative obligeant à distraire les crédits de la recherche pour les transformer en budget de justification : tels sont les principaux reproches. De fait, les courbes d'évolution de la profession montrent que sa rentabilité a particulièrement chuté entre 1973 et 1974 et qu'elle n'a retrouvé qu'en 1979 son niveau de... 1973. Une centaine de laboratoires ont encore disparu au cours des années 70. Les meilleurs se sont vendus à l'étranger.

Le mode de calcul

« *Les laboratoires de l'association Recherche et Santé, qui sont groupés autour de M. Jacques Servier, réclament une discrimination en faveur de laboratoires français à l'encontre des filiales d'entreprises multinationales* », dit-on au Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, qui représente l'ensemble de la profession en face des pouvoirs publics. « *Non. Nous demandons, au contraire, que soit admis le principe de non-discrimination* », rétorque M. Servier (1 milliard de francs de chiffre d'affaires et l'un des taux de croissance et d'exportation les plus élevés de France dans son secteur). « *Nous faisons tous une partie assez importante de notre chiffre d'affaires à l'étranger pour savoir que, si nous réclamons une discrimination ici, nous aurons des représailles au-delà de nos frontières. Nous demandons simplement qu'il soit mis fin à la discrimination qui existe, surtout depuis 1973, en faveur des firmes multinationales* »

Deux exemples sont donnés : d'abord, le mode de calcul des prix des médicaments, basé sur les coûts de production. « *Alors que les étrangers présentent des factures établies à Chicago, que personne ne discute dans l'administration, celles qui sont faites à Boulogne-Billancourt sont tournées et retournées dans tous les sens, de telle sorte que finalement, les marges des uns et des autres ne sont pas les mêmes.* » Autre exemple : la censure préalable de l'information médicale, « *unique au monde, contraire même à la loi de 1881 sur l'imprimerie* ». Elle gêne les laboratoires français dans leurs efforts pour faire connaître leurs produits, mais perturbe beaucoup moins les étrangers dans la mesure où la presse anglo-saxonne dans laquelle ils s'expriment est diffusée dans tous les milieux. La presse médicale française, quelque peu dispersée et désordonnée, mais nullement négligeable, est soumise à la censure d'un préalable d'une commission de la santé, présidée par un ancien cadre d'une firme multinationale.

L'un des espoirs non avoués du groupe Recherche et Santé, qui compte une trentaine de laboratoires pharmaceutiques purement français, est que la composition des commissions dont dépendent les ventes des entreprises pharmaceutiques sera prochainement modifiée, en commençant par la fameuse « commission A.M.M. », qui donne les autorisations de mise des produits sur le marché. Peuplées principalement de hauts fonctionnaires et d'universitaires, ces instances passent, aux yeux des « nationalistes », pour être composées de personnalités que les hasards de leur formation et de leur vie professionnelle ont beaucoup trop liées aux grandes firmes multinationales. Le syndicat de l'industrie pharmaceutique lui-même n'assure-t-il pas une large représentation de ces groupes ? Son président, M. Pierre Joly, a fait sa carrière chez Roussel-Uclaf, aujourd'hui filiale du groupe allemand Hoechst.

Les nationalisations ne manquent pas de présenter un problème de discrimination supplémentaire à l'intérieur de la profession. Elles devraient aboutir à constituer un groupe d'entreprises qui représenteront environ 23 % du chiffre d'affaires de la profession, mais quelque 40 % de son potentiel de recherche total. Les laboratoires privés purement français vont ainsi se trouver coincés entre les firmes multinationales et les nationalisées. Les moyens accordés seront-ils fonction des performances à accomplir ?

Une grande bataille économique

Le syndicat professionnel voudrait obtenir des augmentations de prix générales qui soient satisfaisantes pour l'ensemble de la profession. Mais il ne souhaite pas que soient conclus des contrats particuliers entre chaque entreprise et l'administration. Le groupe de Recherche et Santé verrait bien, au contraire, de tels contrats particuliers passés entre les entreprises et l'administration en fonction des engagements pris par chacun sur l'utilité des recherches, l'augmentation du nombre des emplois et les performances à l'exportation. Les augmentations de 2,5 % et de 3 % accordées en juillet et en février, en attendant, sont loin de ce dont l'ensemble de la profession estime avoir besoin pour compenser l'augmentation de ses charges, bien qu'un léger surplus ait été accordé aux plus petits laboratoires.

C'est une grande bataille économique qui va se jouer dans l'industrie pharmaceutique, sur un fond de calme idéologique inattendu. Les pouvoirs publics ont apparemment abandonné leurs idées de regroupements industriels systématiques, et l'on ne parle plus du sempiternel projet d'office national du médicament. Après quelques agressions verbales de bonne mise prononcées par M. Jack Ralite à Toulouse, le 5 octobre dernier, le premier ministre a dit en décembre, à Montpellier : « *La France est l'un des rares pays à posséder une industrie pharmaceutique. C'est un atout* ».

De fait, cette industrie, peu consommatrice d'énergie et non polluante, occupe le second rang mondial par le nombre de ses découvertes, bien que les dépenses de recherche soient, en France, inférieures de moitié à celles de l'Allemagne et quatre fois plus faibles que celles des Etats-Unis. Elle est le troisième plus grand exportateur mondial dans son secteur, et elle a vendu à l'étranger l'équivalent de la moitié du solde positif de la balance commerciale française en 1978 et 1979. C'est l'une des rares branches de l'économie à conserver un profond dynamisme. Toutes les statistiques montrent que dès que l'étau des prix se desserre elle amplifie ses efforts d'investissement pour la recherche, l'emploi et la modernisation de son appareil de production. Elle a maintenu l'année dernière ses effectifs employés (+ 0,1 %) tandis que ceux-ci tombaient de 4,6 % dans l'ensemble des industries de transformation. Pourtant, par rapport à ses concurrentes internationales, elle n'est guère favorisée. Elle n'est autorisée à vendre sur le marché français que 4 800 produits, alors qu'il y en a 6 600 au Japon, 7 500 en Allemagne ou 8 900 en Italie.

Une gestion plus heureuse

Lorsqu'elle vend 40 francs un médicament en France, il vaut 63 francs en Belgique et 100 francs en Allemagne fédérale. Les médicaments ne représentent que 3,8 % du budget de la Sécurité sociale ; ce sont, on le sait, les frais d'hospitalisation qui pèsent le plus dans son budget. Les avantages à attendre des brimades supplémentaires de l'industrie pharmaceutique en France ne sont rien, à l'évidence, à côté des améliorations qui pourraient découler d'une gestion plus heureuse de cette industrie.

JACQUELINE GRAPIN.

LA HAUSSE DES COURS EST-ELLE INÉLUCTABLE ?

(Suite de la page 23.)

A cette masse d'argent disponible et toujours en quête d'affectation viendront bientôt s'ajouter les coupons relatifs aux futures obligations indemnitaires (415,60 F par obligation de 5 000 F au 1er juillet prochain), voire les réinvestissements que devraient effectuer cette année les « monoristes ».

Tous ces facteurs sont autant d'éléments positifs pour les analystes financiers, dont l'objectif est de mettre dans leur cible la liste des actions susceptibles de relancer le marché. De leur côté, les autorités boursières vont chercher à renouveler avant tout le « tissu » boursier proprement dit.

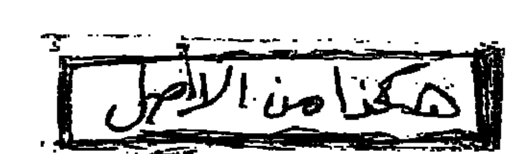
Le raisonnement est simple : pour compenser les départs, il faut battre le rappel des sociétés qui hésitent encore à demander leur introduction à la cote officielle. Des candidats sont certes sur les rangs, une vingtaine, dit-on, dont la capitalisation avoisinerait les 400 millions à 800 millions de francs dans chacun des cas. Mais de là à passer à l'acte, c'est-à-dire à mettre en branle la procédure d'admission au marché, peu d'entre eux sont prêts à s'y hasarder pour l'instant, d'autant qu'aucune des sociétés pressenties n'a l'envergure de la Compagnie générale de géophysique, dont l'introduction en bourse a été la plus réussie de ces derniers mois.

Conscients de ces difficultés, un certain nombre de dirigeants vont sans doute méditer le récent exemple de la société Eurocom, cette filiale d'Havas qui a jeté son dévolu sur Goulet, une société holding négociée en bourse, ce qui lui permettra ultérieurement d'accéder au marché à moindres frais.

En dressant l'inventaire de ces considérations qui, à leurs yeux laissent présager une bonne tenue des cours, les boursiers ont bien conscience que leur appréciation diffère sensiblement de l'avis exprimé par les milieux d'affaires sur une question pourtant importante que la corbeille ne semble pas décidée à prendre en compte : la situation fragile de l'économie française et son contexte international.

Sans nier les multiples points d'interrogation que soulèvent ces deux paramètres, les spécialistes mettent surtout l'accent sur le fait que le marché parisien fonctionne essentiellement en vase clos. « *Et tout compte fait,* affirme-t-on sous les colonnes, *la situation en France n'est pas plus mauvaise qu'ailleurs, et elle aurait même tendance à s'améliorer timidement, si l'on en croit les dernières enquêtes effectuées à ce sujet.* »

SERGE MARTI.



LES NOTES DE LECTURE *d'Alfred SAUVY*

● UN SOCIALISME, SANS PERVERSION. ESSAI SUR L'ÉCONOMIE COLLECTIVE DE MARCHÉ.

Nicolas STEINBERG

La réunion de ces deux mots a un pouvoir attractif, qu'atténue, assez vite, le *souci* de les définir de façon précise Comme les divergences peuvent s'accuser dès le départ, reportons-nous, plutôt, au sous-titre, plus brutal.

Longtemps a été jugée absolue l'opposition entre ces deux moteurs-régulateurs que sont le marché (depuis près de deux siècles en application) et le plan autoritaire. A l'Ouest, des règlements ont simplement atténué les rigueurs du marché, mais l'idée positive de réunir les deux est plutôt venue, en sens inverse, des libéralistes soviétiques, Liberman, Trapeznikov, etc., il y a près de vingt ans.

Le « talon d'Achille » du capitalisme, qui fait l'objet de tout un chapitre, c'est l'endettement des entreprises ; mais, curieusement, le mot « pétrole » n'est pas plus prononcé que n'est évoquée la non-adaptation de l'économie après la rupture de 1974. C'est le « refus d'investir de la bourgeoisie » qui, joint à la lourdeur de la dette, conduit l'auteur, conseil financier, à préconiser « le socialisme du marché », et c'est dans le système des retraites qu'il voit la source nouvelle d'épargne, par un retour partiel à la capitalisation. Ce retour est, en partie, inspiré par le système américain, présenté, chez nous, par P. Drücker, qui prévoit déjà le « contrôle » des grandes firmes par des caisses de retraites actionnaires.

Malgré l'abondance des calculs qui suivent, tant démographiques que financiers, le système présenté semble oublier des facteurs importants et les conséquences mêmes de l'inflation à deux chiffres. Un tel calendrier, statique et dynamique, doit tenir compte, non seulement des avoirs effectivement épargnés et distribués, chaque année, mais de l'aspect psychologique et des espoirs des uns et des autres. Notre époque ne peut imaginer un système dépourvu de « patience ».

« Pervers », le régime actuel l'est certes, de bien des façons, mais il s'appuie, si puissamment, sur le mythe de la valeur nominale que le terme de perversion, lui-même, s'altère, au point de rendre plus délicat encore un système novateur, qui se veut de pleine franchise, dans une ambiance de dol continu.

★ P.U.F. Paris, 1930, Paris, 21 cm, 270 p. 82 F.

● JAPON, L'ENVERS DU MIRACLE

Kamata SATOSHI

Préface de Francis Ginsbourger

La nécessité, pour la connaissance d'une économie, de porter son attention, aussi bien sur le revers que sur l'avers de la médaille, se révèle plus puissante *encore, lorsque* le beau côté a favorisé une large propagande et suggéré l'idée de *modèle* Selon le préfacier, l'année 1979 voyait déjà « la fin du boom », sous forme d'un réveil brutal. A l'appui de ce jugement, sont cités des faits édifiants, mais peu de chiffres sont donnés, même quand est évoquée la baisse du pouvoir d'achat des salaires. C'est une réaction contre l'optique classique à base statistique, qui écrase les faits les plus saillants, sous le rouleau des moyennes.

Cette observation vaut aussi pour l'ouvrage lui-même, dû à un militant éprouvé : le local l'emporte sur le général. Nous suivons néanmoins avec intérêt, la résistance ouvrière dans les chantiers navals et dans les industries des métaux. Particulièrement soulignée est la maladie des bûcherons, due à la tronçonneuse.

Il serait cruel, cette fois encore, de s'en tenir aux statistiques niveleuses ou de contester que certaines réussites ont été obtenues au détriment du social, ce qui a pu rendre plus sévère qu'en *Europe la dépression, par minceur* excessive du matelas.

D'un autre côté, l'allongement de la vie (record mondial pour le sexe féminin), n'a pu être obtenu dans la *misère populaire Mais nous pouvons* penser que le fameux consensus n'a sans doute ni la spontanéité ni la solidité que les augures semblent lui attribuer. Modèle ? Des exemples, assurément, sur divers points, mais un paternalisme, depuis longtemps dépassé en Europe et susceptible d'évolution.

Comme pour bien des réquisitoires de ce genre, un ton moins vif et des choix moins poussés auraient, sans doute, eu plus de pouvoir de persuasion, en dehors des convaincus.

Traduction claire (du japonais) par Mme Danièle Nguyen Duc Long, avec *la collaboration de Francis Ginsbourger*, préfacier.

★ Francis Maspero, Paris, 1982, 22 cm, 164 pages, 45 F.

● ÉTAT ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU MAROC

H. EL MALKI

Le maître enseignant à l'université Mohammed-V, à Rabat, présente ici le compte rendu d'un séminaire, qui a rassemblé, il y a quelques mois, des *universitaires et des administratifs* spécialisés. Le ton général est de pleine franchise et d'une bonne conscience des difficultés. Jamais la théorie ne l'emporte sur les réalités.

L'accent est mis, par le maître d'œuvre, dès l'introduction, sur les relations avec l'ensemble de l'économie mondiale, traitée avec un peu d'indulgence, de « système » Cette attitude conduit à mettre l'accent sur la division internationale du travail, plus en question que jamais. C'est « le développement dépendant ».

Parmi les autres contributions, nous pouvons *citer l'aspect régional par* Oulhadj Zine El Abidine, la sous-traitance au Maroc, par Ali Benkiran, le schéma économico-financier par A. Kadmiri et M. El Gallaf, les relations avec l'extérieur, en liaison avec la division internationale du travail (liens avec la C.E.E. notamment), par Larbi Hanane. Le souci se manifeste de chercher, réflexe naturel, à produire mieux de façon à réduire les importations (balance du commerce négative et régression de l'emploi), sans toutefois recourir aux procédés protectionnistes, mis en œuvre par les pays d'Amérique latine, pendant la grande crise des années 30.

Dans le rapport de synthèse, M. P. Jacquemot, de Paris-Dauphine, mentionne la nécessité, pour l'industrie elle-même, de la réforme agraire et du progrès de l'agriculture. Bibliographie d'ouvrages et d'articles.

★ Editions maghrébines, Casablanca, 1982, 22 cm, 227 pages.

● ÉCONOMIE DES INNOVATIONS TECHNIQUES

Christian LE BAS

Préface de Gilbert-Abraham Frois

Dès la première phrase de la préface : « *Si les conséquences des changements technologiques ont été largement étudiées par les économistes, il n'en est pas de même...* », nous sommes surpris et le resterons par la suite, car il est assez patent que, depuis Hicks, c'est-à-dire depuis un demi-siècle, les recherches originales sur les effets du progrès technique sur l'emploi, dans son ensemble, ont été presque nulles en langue anglaise et se limitent, en langue française, à deux ouvrages, dont un est cité ici, et cela bien que les répercussions de l'informatique et des robots sur l'emploi tiennent une première place dans les préoccupations.

La recherche des causes de l'innovation, qui présente, elle aussi, un intérêt considérable, est traitée, de façon remarquable, *par le maître-assistant de* Saint-Etienne. L'innovation, fait-il observer, n'est pas nécessairement une donnée exogène, résultat de l'aléa, si commode à invoquer Elle obéit à des lois, parmi lesquelles joue, bien entendu, la recherche du profit ou, plus exactement, la reconstitution du profit, menacé par le renchérissement de l'un des facteurs, qui est, bien souvent, le salaire. Mais, d'autres causes sont aussi en jeu.

D'excellentes vues nous sont données sur les incitations, on serait tenté de dire les démangeaisons. On peut apprécier, par exemple (encore qu'insuffisamment personnel), le chapitre sur « les innovations technologiques (l'auteur a renoncé à distinguer les termes propres) et la répartition des revenus ». Il vaut mieux, en revanche, ne pas s'attarder sur les pauvretés de J.-B. Clark, qui viennent peu après et qui, d'ailleurs, évoquent aussi des conséquences. De façon plus générale, il faudrait bien en arriver à sortir de Hicks, dans un ouvrage consacré à... l'innovation.

Si important que soit d'ailleurs l'intérêt qui s'attache aux causes de l'innovation, fort bien analysées, répétons-le, nous n'en revenons pas moins, de temps à autre, aux conséquences, du point de vue de l'économie de personnel *(labor saving)*. L'allusion aux marchandises nouvelles attire l'attention, mais ne se *conçoit ici que dans le cadre de l'entreprise* et non dans l'optique, plus générale, de ce souverain qu'on appelle le consommateur.

Nous retrouvons, dans cet ouvrage, les *caractéristiques de l'école économique* française, peu soucieuse d'exemples pratiques et plus attachée aux hommes d'hier qu'aux choses d'aujourd'hui. Le progrès est au bout de la plume de ce jeune économiste, dont le talent d'observation pourra le conduire à échapper à cette discipline trop rigoriste.

★ Economica, Paris, 1982, 22,5 cm, 228 p. 65 F.

● VIEILLISSEMENT ET VIEILLESSE

Paul PAILLAT

Le phénomène le plus important des rapport « Vieillir demain », dû au comité l'entrée en matière, est aussi celui, nous le voyons dans la suite, qui reste le plus *ignoré de l'opinion, le plus sujet* aussi aux illusions. Après deux siècles d'existence et de mesure précise, il commence seulement à susciter une prise de conscience, comme l'ont montré l'excellent rapport de la commission Laroque, en 1962 et la publication, en 1980, du rapport « Vieillir demain », du au Comité réuni par le commissariat au Plan. La bibliothèque sur ce sujet immense est cependant si modeste que la parution *de ce petit volume, combien plus documenté* et plus profond que le rapport précité, l'enrichit considérablement.

Tout est à lire ici, tout est à méditer, en particulier par les hommes politiques : *la cause profonde du vieillissement* (chute de la natalité), la désertification et la sénescence de régions entières (on peut aller, comme le montre la carte de M. Parant, de la Seine-et-Marne aux Pyrénées sans quitter la zone déjà vieillie), les charges économiques, les conditions de vie des vieux, les services d'animation et d'activité culturelle, la protection sociale, l'action médicale, les illusions sur la retraite à soixante ans comme remède contre le chômage, les rigidités de la législation et, si l'on peut s'exprimer ainsi, les efforts considérables déployés par la société pour ne pas voir le lendemain, ni même le présent.

En 2050, année que verront bien des vivants d'aujourd'hui, il faudrait, pour ne pas dépasser la proportion actuelle des plus de soixante-cinq ans, que la population de la France atteigne soixante-dix sept millions, soit une une augmentation de vingt-quatre millions, chez les plus jeunes évidemment. Et, comme les vieilles cigales ont le même droit de vivre que les vieilles fourmis, la nécessité est impérieuse de prélèvements obligatoires.

Une politique de la vieillesse nous est alors proposée par le premier gérontologue *français, politique réfléchie, mûrie* par des années d'expérience et de recherches, et dont l'exposé, si concis qu'il soit, suggère l'immensité des besoins à couvrir, besoins qui s'accroissent du fait même du progrès. Mais, reculant devant les évidences, la société va d'insuffisances en contresens.

Une lecture d'une incomparable richesse, des lumières à ne pas refuser.

★ P.U.F. Que sais-je ? Paris, 1982, 17 cm, 128 pages, 17 F.

● LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'ENVIRONNEMENT

Rémi BARRÉ et Michel GODET

Préface de Michel Crépeau, ministre de l'environnement

Dix ans ont passé depuis la grande peur et la fièvre sur la préservation du patrimoine naturel. La désaffection, l'oubli, survenu depuis, nécessitent d'autant plus une reprise des efforts que les conditions techniques et économiques se sont modifiées. C'est dans le cadre mondial qu'il convient, d'ailleurs, de se placer, comme le propose brièvement le préfacier. En particulier, nous indiquent l'ingénieur et le spécialiste de la prospective, le redéploiement des pays riches vers les *industries de pointe* modifie les conditions ainsi que les problèmes d'une énergie trop longtemps à bon marché.

Pour les ressources minérales, moindre *optimisme que dans le rapport de* W. Léontief, mais les substitutions et les récupérations assurent une large compensation.

Plus sérieuses, les dégradations multiples : *c'est un impressionnant tableau*, encore que les risques de changement de climat, venant du CO_2, soient à peine évoqués.

Dans la seconde partie, consacrée à la France, *sont signalés* notamment les nouveaux risques venant du tourisme et du loisir (cas du littoral, en particulier).

La politique nouvelle, qui fait l'objet *de la troisième* partie, voudrait concilier les deux adversaires que sont le développement et la préservation. En particulier, des conseils de sobriété en ressources sont donnés aux pays riches, sur un ton qui aurait pu, sans risque, être beaucoup plus appuyé. De nombreux emplois potentiels sont là, y compris les travaux ménagers.

Dans les pays en développement, des arbitrages se présentent, souvent sévères, mais partout, il ne s'agit que d'objectifs, sans recours précis à des ordres de priorité.

La planification et la nationalisation doivent permettre une optique moins superficielle que jusqu'ici, tout en facilitant l'exécution.

En annexe, « les variables à surveiller par l'observatoire des nouvelles frontières de l'environnement ». C'est peut-être le document le plus solide de cet ouvrage, où l'on relève non sans surprise un doublement, d'ici à l'an 2000, du coût de l'énergie, agent destructeur bien connu, mais bien utile, aussi, pour la préservation.

★ Economica, Paris 1982, 24 cm, 137 pages 49 F.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

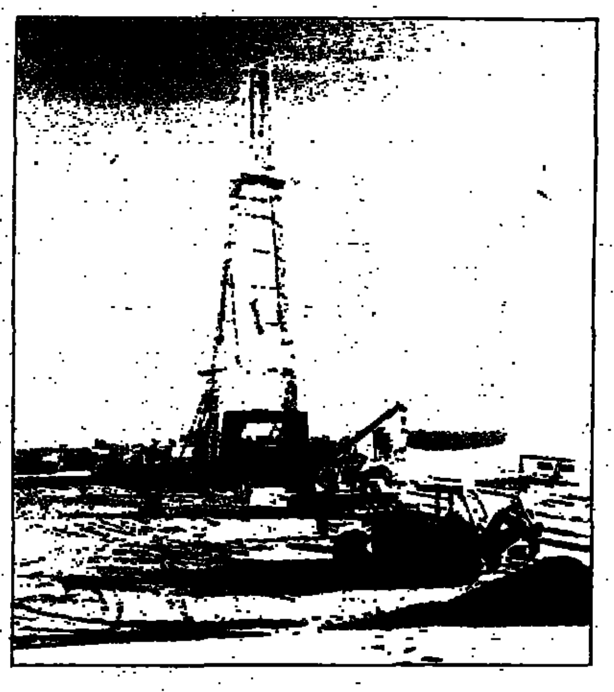


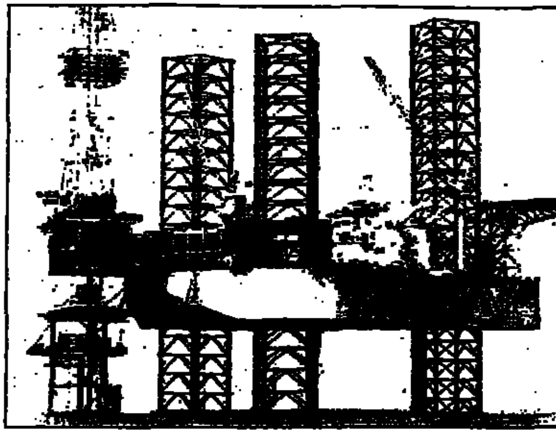
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Carrière internationale pour jeunes ingénieurs !







Une société performante

Créée en 1960 et filiale du groupe SCHLUMBERGER depuis 1971, FLOPETROL est leader mondial de l'essai de puits et emploie aujourd'hui 2200 personnes. 1300 Ingénieurs et Techniciens assurent les services FLOPETROL dans plus de 80 pays à partir de 42 bases permanentes.

FLOPETROL propose aux compagnies pétrolières son professionnalisme, sa rapidité d'intervention, ses méthodes et ses équipements de pointe (électronique et informatique) dans les domaines suivants : essais de puits, interprétation des essais de puits, analyse des propriétés des fluides, mesures au fond des puits, contrôle de production, complétion, entretien et reconditionnement des puits, installations de production.

Des opportunités de carrière

Pour faire face à un développement constant, FLOPETROL recrute en permanence des **INGÉNIEURS DÉBUTANTS GRANDES ÉCOLES** possédant une bonne connaissance de **l'Anglais.**

Dans un premier temps, ils suivent un stage rémunéré à MELUN (77). Ce stage dure 3 mois, les cours y sont dispensés en langue anglaise.

Ils rejoignent les bases opérationnelles à l'étranger pour participer durant deux ans environ aux opérations techniques sur les puits.

A l'issue de cette formation sur les chantiers, ils se voient confier des responsabilités leur permettant d'évoluer vers le poste de **« BASE MANAGER »** (« Patron » avec toutes les tâches techniques et d'organisation, les relations commerciales, la gestion du Personnel et du Budget, etc.). Ensuite, selon leurs goûts et aptitudes, ils peuvent se spécialiser dans certains domaines techniques ou s'orienter davantage vers le management (District Manager, Region Manager...).

FLOPETROL propose à ses ingénieurs un salaire motivant (2420 $ U.S. par mois au départ) et de nombreux avantages liés à l'expatriation.

Une robuste constitution, une bonne adaptabilité et une large ouverture d'esprit font partie des exigences de ces **postes évolutifs offrant la possibilité d'accéder rapidement à des responsabilités élevées et variées.**

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite en anglais, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence M 1727 à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

FLOPETROL
Schlumberger

MEDIA PA.

Cherche fille au pair, possédant des connaissances en allemand, disponible à partir du 1er mai, restant un an.
ad : H. KNIE
Heinrich — Heine Ring, 2 C.
3 000 Hannover — 61 R.F.A.
Téléphone : 05-11/58-63-26.

L'AFRIQUE DU SUD

connaissant un développement sans précédent, offre d'excellentes perspectives d'emploi pour :

INGÉNIEURS TECHNICIENS

dans les domaines CHIMIQUE — MÉCANIQUE — ELECTRICITÉ — MÉTALLURGIQUE.

Pour détails, écrire à Attaché (Immigration, n° 441, Ambassade Afrique du Sud, 59, quai d'Orsay, 75007 PARIS.

Lycée français de Los Angeles recherche professeurs :
1 en français, 1 en philo, 1 en maths, 1 en histoire-géographie, 1 en sciences naturelles, 1 en physique-chimie, une institutrice.
Envoyer c.v. et photo
3261 Overland Avenue,
Los Angeles, California 90034.

Pour Mauritanie recherchons TECHNICIEN SUPÉRIEUR en bâtiment

— Spécialiste en calcul courant B.A.
— Spécialiste bureau d'étude.
Tél. pr R.-V. : 265-07-42.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΙΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ στίς Βρυξέλλες

διοργανώνει διαγωνισμό γιά κατάρτιση πίνακα έπιτυχόντων έλληνόφωνων

διοικητικῶν ὑπαλλήλων

γιά καθήκοντα σύλληψης καί μελέτης

□ Πλήρεις πανεπιστημιακές σπουδές (κατά προτίμηση: νομικών ή οίκονομικών ή πολιτικών ή κοινωνικών έπιστημών) ή έπαγγελματική πείρα άντίστοιχου έπιπέδου □ Τρία χρόνια έπαγγελματικής δραστηριότητας τουλάχιστον καί ήμερομηνία γέννησης μετά τίς 31 Δεκεμβρίου 1946.

Κατώτερος μηνιαίος μισθός 125.000 δρχ. στόν όποίο συμπεριλαμβάνεται άποζημίωση έκπατρισμού καί, ένδεχόμενα, οίκογενειακό έπίδομα.

Γιά λεπτομερείς προϋποθέσεις συμμετοχής καί τό σχετικό έντυπο τής αίτησης ύποψηφιότητας, ή χρήση τού όποίου είναι ύποχρεωτική γιά τούς ύποψήφιους, γράψτε στή διεύθυνση:

Secrétariat Général du Conseil des Communautés Européennes, rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles (Belgique),

ή στό

Γραφείο Τύπου καί Πληροφοριών τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων, Βασιλίσσης Σοφίας 2, Ταχ. θυρ. 11602 Αθήνα 134. Τηλ.: 743982.

Προσοχή: Οί αίτήσεις ύποψηφιότητας πρέπει νά σταλούν τό άργότερο μέχρι καί τίς 26 Απριλίου 1982.

SOCIETE D'INGENIERIE PARIS recherche son

DIRECTEUR DE PROJET URSS

Il prendra en charge la gestion complète de la réalisation d'un contrat de l'ordre d'UN MILLIARD de Francs.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur grande école (type ECP, MINES ou AM), âgé de 37 ans minim., ayant une expérience de plusieurs années de la responsabilité de la gestion de contrat avec l'URSS.

Envoyer c.v., photo et prétentions à
M. CATHALAN - 364, rue de Vaugirard
75015 Paris, qui transmettra.

---

dumez

recherche un

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

ayant une dizaine d'année d'expérience en bâtiment TCE et VRD.

Capable de prendre en charge l'ensemble des travaux de bâtiment, de VRD et d'aménagement du paysage sur un chantier de 500 villas préfabriquées (montage + corps d'états secondaires).

Poste basé à RIYAD (Arabie Saoudite).

Bonne maîtrise de la langue anglaise impérative.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 024 à
DUMEZ - Service des Relations Humaines
345, avenue Georges Clemenceau
92022 NANTERRE Cedex

CONTESSE

Compagnie Française de Prospection Sismique

Filiale d'un important Groupe Américain dont le domaine d'activité est centré sur le secteur de la RECHERCHE PETROLIERE

recrute pour travailler sur des chantiers à l'étranger

AFRIQUE DU NORD - MOYEN-ORIENT

JEUNES INGENIEURS

ENSI ou équivalent

Leur première fonction, calculateur géophysicien, leur permettra d'acquérir les bases théoriques et pratiques du métier par dépouillement et interprétation des résultats.
Une adaptation positive au terrain facilitera leur orientation rapide vers un poste de responsabilité technique et humaine d'une équipe complète.
Anglais exigé. Permis de conduire tourisme.
Position cadre. Contrat 2 ans renouvelable. Travail 61 jours en continu, congés 30 jours en France. Salaire de base + indemnités liées à l'expatriation + avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé et photo récente à l'attention du Service du Personnel - C.F.P.S. - B.P. 16 - SOPHIA ANTIPOLIS 06560 VALBONNE CEDEX

Il sera répondu à toutes les candidatures.
Les entretiens auront lieu au Siège Social de la Compagnie à Valbonne (Alpes-Maritimes) dans le courant du mois d'avril.

Un Groupe Commercial et Industriel implanté dans de nombreux pays
d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherche

UN CHEF COMPTABLE

Capable de prendre, après une courte période d'adaptation, **LA RESPONSABILITE DES SERVICES COMPTABLES** d'une de ses sociétés opérationnelles.

Le candidat devra être titulaire du D.E.C.S. et de l'un des certificats supérieurs de l'expertise; il devra également avoir acquis quelques années d'expérience dans cette profession.

La rémunération annuelle brute se situera entre 11.500.000 et 16.000.000 F CFA suivant les pays; il s'y ajoutera d'importants avantages annexes (logement complètement meublé et équipé, 2 mois de congé par an, retraite des cadres, etc ...).

Avant son affectation outre-mer, le candidat recruté suivra un stage de plusieurs mois dans les services centraux à Paris, pendant lequel il recevra un salaire mensuel de 13.300 F plus une indemnité de participation aux frais de séjour s'il est domicilié en province.

Envoyer CV détaillé sous référence 6919 à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

attaché de direction commerciale

ZONE AFRIQUE DU NORD ET AFRIQUE SAHELIENNE

Nous sommes une importante Société d'**INGENIERIE**, filiale de l'un des tout premiers Groupes Industriels Français. Nous intervenons dans les domaines Energie, Bâtiment, Agro-Alimentaire, Industries.

La croissance de notre développement à l'export nous conduit à rechercher un **RESPONSABLE DE ZONE.**

Ses missions consistent à :
- prospecter à l'intérieur de sa zone et donc prendre des contacts à haut niveau en proposant les services de la Société dans les domaines précités.
- négocier les affaires (avec l'aide d'un technico-commercial).
- assurer la liaison après vente de ces affaires.

Le candidat recherché doit être de formation Ingénieur ou Grande Ecole Commerciale. De forte personnalité et possédant un sens aigu de la négociation, il devra justifier d'une expérience d'une fonction comparable, si possible acquise dans une société d'ingénierie. Anglais courant indispensable. Espagnol apprécié.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 66.33/RZ/453 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola-75015 PARIS.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

GROUPE INTERNATIONAL D'INGENIEURS - CONSEILS recherche

- *Pour le contrôle et la surveillance de travaux portuaires en* **ARABIE SAOUDITE**

INGENIEURS) CIVIL) MECANICIEN) ELECTRICIEN) diplômés Grande Ecole

METREUR-CONTROLEUR DE TRAVAUX diplômé IUT ou Ecole de Conducteurs

- *Pour la conduite d'études de distribution d'eau à effectuer aux* **PHILIPPINES**

INGENIEURS) CIVIL) HYDRAULICIEN) MECANICIEN) diplômés Grande Ecole

Présentant au moins 5 ans d'expérience et une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Envoyer curriculum vitae en anglais et indication de références et salaires à :
RENARDET ENGINEERING - 5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUGE.

COFAP

---

directeur comptable
ABIDJAN

« Importante Société industrielle implantée depuis plusieurs années en Côte d'Ivoire recherche un Professionnel de la Comptabilité, de formation supérieure (ESCAE ou DECS complet) ayant une expérience confirmée en comptabilité et informatique dans des sociétés industrielles.

Il se verra confier la responsabilité des comptabilités générale, analytique, trésorerie et contrôle budgétaire de l'entreprise.

Avantages du statut d'expatrié.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 5859-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrègies

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

INGÉNIEUR PLANNING EXPORT

Notre société, leader sur le marché de l'électronucléaire, développe son activité, tant en France qu'à l'étranger.

Nous recherchons un ingénieur confirmé, professionnel du planning, ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans dans le cadre d'importants projets clés en main (pétrochimie, travaux publics, sidérurgie, nucléaire...).

Nous lui offrons une affectation en **Extrême-Orient** pour une période minimale de 3 ans, en vue de coordonner l'avancement des travaux sous les directives du Chef de Chantier.

Il aura à diriger une équipe d'agents de planning locaux.

Après cette mission, une réinsertion en France ou à l'étranger sera assurée.

Possibilité d'expatriation familiale.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73678 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

TECHNICIENS FRIGORISTES
ARABIE SAOUDITE - RIYADH

Importante société filiale d'un groupe belge assurant l'installation et la maintenance d'ensembles de climatisation - chauffage - plomberie, recherche pour leur confier l'entretien d'installations de climatisation (habitations et bureaux) des TECHNICIENS ayant une expérience en GROUPE FRIGORIFIQUE.
FORMATION BTS ou équivalent.
Connaissance de l'Anglais souhaitée.
Résidence RIYADH, avec des déplacements sur l'ensemble du territoire. Rémunération motivante, avantages intéressants : logement, nombreux voyages vers pays d'origine.

Adresser une candidature détaillée sous référence 8291 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS

RECHERCHONS POUR
Afrique Francophone

RESPONSABLE MAINTENANCE-TRAVAUX NEUFS-INTENDANCE

C'est un ingénieur mécanicien-électronicien ayant de très bonnes connaissances en électricité et en froid avec expérience administrative : il devra animer, coordonner et superviser l'activité des services (70 personnes environ).

a) maintenance électricité froid : poste électrique HT - BT climatisation industrielle et individuelle;

b) maintenance électronique d'appareils très sophistiqués de laboratoire (microscopes, centrifugeuses, compteurs à scintillation, etc...);

c) mécanique auto;

d) intendance : entretien des bâtiments, routes, centre résidentiel, guest house, etc...;

e) magasin : gestion des stocks, suivi des commandes.

Il aura en outre la responsabilité directe des relations avec les transitaires, les transporteurs, la douane, etc...

RESPONSABLE MAINTENANCE ELECTRONIQUE

C'est un technicien supérieur, mécanicien-électronicien (DUT ou BTS) ayant une très bonne expérience en maintenance d'appareils de laboratoire très diversifiés (microscopes optiques et électroniques, étuves et systèmes froid, centrifugeuses, microtomes, compteurs à scintillation, liquide et gamma, etc...).

CHEF COMPTABLE

De formation, type ESC, DECS ou niveau équivalent, ayant de bonnes connaissances en informatique, il aura la responsabilité :
- de la comptabilité générale (bilan compris)
- de la comptabilité analytique,
- de la trésorerie,
- du tableau de bord et du «reporting»,
- de l'animation d'une équipe.

Les candidats à ces 3 postes devront avoir une expérience professionnelle de 10 ans dans un poste similaire et celle de l'expatriation. Anglais souhaité.

Il sera offert aux candidats retenus un contrat à durée déterminée de 2 ans renouvelable, assorti d'avantages divers tels que voyages, logement, etc...

Prière adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 26399, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Bureau d'Études International recherche pour un poste en séjour dans un pays francophone d'Afrique

CHEF DE PROJET
INGÉNIEUR GÉNIE RURAL OU TRAVAUX RURAUX

environ 35 ans pour études d'exécution de périmètres irrigués.
Anglais apprécié.
Résidence dans la capitale.
Expérience Outremer quelques années exigées.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris sous référence 9717 qui transmettra.

média-system

---

emplois régionaux

ETABLISSEMENT D'ÉTUDES DE LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Recherche, pour poste à pourvoir rapidement :

UN INGÉNIEUR NUMÉRICIEN

ayant des connaissances en écoulement des fluides et résistance des matériaux pour occuper un poste technique au sein de l'équipe chargée des études et essais de durcissement de matériels aux effets de choc et de souffle et aux effets thermiques engendrés par des explosions.

Description du poste :
— Mise au point ou adaptation des codes numériques permettant de réaliser des calculs d'écoulements pour la définition de moyens de simulation des effets thermiques engendrés par des explosions.

— Mise au point ou adaptation de codes numériques permettant le calcul du comportement dynamique des structures soumises aux effets de choc, de souffle et aux effets combinés-souffle-thermiques.

— Simulation de cas particuliers.

Qualités requises :
— Esprit réfléchi, goût du travail en équipe et sens des responsabilités.
Formation souhaitée : D.E.A.
— Anglais lu et parlé.
Nationalité : Française.

Env. lettre de candidat. et C.V. à M. le Directeur du centre d'études de Gramat 46500 GRAMAT, en rappelant la référence suivante : 10-01.

SOCIÉTÉ de SERVICES CONSEIL en INFORMATIQUE (560 pers.-130 M.F.) dans le cadre de l'expans. de son : AGENCE DE RENNES rech. pour partic. à la réalisation d'un outil logiciel d'analyse de réseaux de PETRI

UN INGÉNIEUR

2 ans expér. acquise dans le domaine de l'inform. (connais. en CAO. appréc.)

2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(Grande école, Maîtrise, DEA...).

Priorité sera donnée aux candidats disponibles rapidement.

Env. C.V., prét. et disponibil. à nº 1898, Publicités-Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

FILIALE d'un des 1ers GROUPES Français recherche pour un de ses Établis. de PROVINCE.

UN CHEF-COMPTABLE D'USINE

30 ans minimum, chargé de la tenue des comptabilités analytique et générale usine formation. BTS ou DUT, comptabilité gestion (DECS apprécié), complétée par 5 ans d'expérience Connaissances informatiques souhaitées. Adresser C.V. + photo Écrire sous le nº 032050 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Afrique francophone **240 000 +**

chef comptable

Notre client est un important groupe industriel. Il recherche un Chef Comptable pour diriger sous la supervision du Directeur Administratif et Financier, un service d'environ 15 personnes, et assurer la tenue de la comptabilité générale, la préparation des états financiers et des déclarations fiscales, sociales et administratives, la gestion de la trésorerie à court terme et la préparation de la paie des expatriés. Ces fonctions impliquent des liaisons permanentes avec le service informatique.

Le poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESC, DECS, etc.) pouvant justifier d'une expérience de 5 années au moins dans une fonction similaire. A la rémunération, qui sera fonction de l'expérience acquise, s'ajouteront les avantages habituels de l'expatriation.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel sous la référence 131-M à Marie-Jo Martial, 6 avenue Marceau 75008 Paris.

Entreprise ouvrages d'art
recherche

INGENIEUR PRECONTRAINTE
pour la Mecque (Arabie)
(Musulmans seulement admis)

Expérience 3/4 ans et/ou diplômé Chebap ou Ponts ou similaire nécessaires.
Salaire 110 000 à 200 000 FF plus bonus 25 %.
Logement, voiture, frais médicaux, tickets avion aux frais de l'entreprise.
Envoyez C.V. complet avec photo sous réf. 389 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS

Génie Civil - Ouvrages d'Art
Travaux Souterrains - Travaux Maritimes
Bâtiments - Routes
Spécialisé depuis 80 ans dans les travaux outre-mer - Présent actuellement dans 26 pays
recherche des

- **Jeunes Cadres Comptables**
- **Jeunes Cadres financiers**
- **Ingénieurs débutants**

Après formation au Siège, ils seront affectés dans les agences ou sur les chantiers à l'étranger. Les candidats, de formation supérieure, seront mobiles, disponibles et maîtriseront l'anglais. Si leur service militaire est en cours, ils peuvent cependant prendre contact avec nous.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 9467 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Groupe C.G.E.

LEADER NATIONAL EN TELEPHONIE PRIVEE
C.A. 850 MF - 2 400 PERSONNES DONT 280 INGENIEURS ET CADRES
NOUS DEVELOPPONS A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES SYSTEMES EVOLUES DE BUREAUTIQUE ET DE TELEMATIQUE

Nous recherchons pour nos Services Techniques

6 INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES

possédant un vécu professionnel d'environ 5 ans ainsi qu'une expérience des logiciels de base, des systèmes temps réel et des réseaux.

dont

4 ingénieurs-systèmes

qui participeront à la définition et à la réalisation d'un système de base auquel seront raccordées des applications bureautiques et télématiques. Réf. 1901

2 responsables support-produit

qui encadreront des équipes dont la mission est de faire vivre les produits en fonction des évolutions techniques et commerciales. Réf. 1902

4 INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUES
RECHERCHE ET LABORATOIRE

Ingénieurs Grande Ecole (Sup Télécom - ESE - ESEO - INSA) possédant une expérience de 1 à 3 ans en milieu industriel

dont

2 ingénieurs étude et développement

possédant une bonne connaissance des circuits linéaires et logiques et de leurs applications ainsi que quelques notions en traitement du signal, ils participeront à des études électroniques avancées dans le domaine des transmissions numériques et du traitement de la parole. Réf. 1903

2 ingénieurs fiabilité composants

connaissant la technologie et les méthodes de test des circuits LSI, ils assureront des études relatives à la fiabilité des composants électroniques et aux moyens de test. Réf. 1904

2 RESPONSABLES QUALITE

dont

1 responsable qualité produit

Ingénieur Electronicien possédant une première expérience industrielle, il aura pour mission, au sein du Service Qualité de l'Entreprise, d'animer la politique qualité d'un produit aux différents stades, de sa conception, de sa fabrication et de sa vie en clientèle. Réf. 1905

1 responsable qualité projet

Ingénieur Grande Ecole, possédant une solide expérience de la fonction cu de la conception de systèmes à base de microprocesseurs, il sera adjoint à un chef de projet et aura pour mission d'animer la qualité d'un projet pluridisciplinaire (matériel et logiciel) par des actions sur sa conception et son environnement technique. Réf. 1906

Ces postes sont à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste concerné à
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE TELIC-ALCATEL - 206, route de Colmar - BP. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX

CONTESSE

Groupe pharmaceutique industriel lyonnais de dimension internationale crée à LYON dans le cadre de son expansion le poste de

INGENIEUR BIOCHIMISTE DEBUTANT

ou représentant une courte expérience. Après formation, il prendra en charge l'expérimentation des mécanismes physico-chimiques d'action des médicaments. Il travaillera avec une large autonomie dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires de recherches médicales après visa. Des contacts avec l'extérieur seront nécessaires pour l'argumentation auprès d'autres équipes ou instances.

Ecrire au CABINET GATIER
32 rue Barrème 69006 LYON, sous réf. 650 M

Cabinet Gatier

média-système

---

chef de projet informatique

Les **BRASSERIES KRONENBOURG** mettent en œuvre un plan informatique, bureautique et télématique qui intéresse toutes les fonctions de l'entreprise. Il repose sur un large éventail de moyens techniques: télétraitement, bases de données, mini-informatique, info-centre, traitement de textes... Les projets développés concernent les systèmes de gestion, l'aide à la décision, la gestion de production, la bureautique.

Dans cette perspective la Direction Informatique recherche pour son service Études à Strasbourg un Chef de projet.

Il est responsable d'un projet de grande ampleur, d'une durée généralement supérieure à 1 an. Il prend aussi en charge la maintenance ou le développement d'applications plus ponctuelles. Sa responsabilité s'étend à l'ensemble des projets qui lui sont confiés, depuis la définition des objectifs jusqu'à la mise en place de l'application. Il mène ses projets en étroite collaboration avec les services utilisateurs.

Il anime et coordonne une équipe d'analyse-programmation de taille variable selon les applications. Il partage la réflexion du Responsable du Service Études sur l'évolution à moyen et long termes du système d'information de la société.

Ce poste offre autonomie et responsabilités à un diplômé d'études supérieures (école d'ingénieur, de gestion ou universitaire) disposant d'au moins 2 à 3 ans d'expérience informatique. Les perspectives d'évolution sont largement ouvertes.

Adressez votre candidature avec CV détaillé, sous réf. J 4 M, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres- 7, rue de Téhéran 75008 PARIS.

bsn gervais danone bsn • gervais danone • bsn

HAVAS CONTACT

Importante Société
de mécanique, électricité et électronique
recherche pour l'un de ses établissements du centre de la France, un

Jeune Ingénieur Electronicien

(Sup élec., ISEN, ISEP...)

pour mise au point et suivi de systèmes complexes de petites séries.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 1725 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

MIAGE, INPG, IDN, ENSEEIHT, INSA,...
OPTION INFORMATIQUE, débutants

LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA HAUTE MARNE

vous donne la possibilité de COMMENCER VOTRE CARRIERE dans un groupe qui, traditionnellement offre de belles perspectives d'évolution, tout en habitant la province : vous résiderez à LANGRES.

Après une période d'adaptation aux structures et moyens en place, vous serez très vite appelés à concevoir avec les organisateurs et les utilisateurs de nouvelles applications utilisant des techniques de pointe : bases de données, automates, télétraitement...

Envoyer votre dossier de candidature avec lettre, C.V. et photo s/réf. 740 à :



ETHNOS
Conseil en Recrutement
9 rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique

Publicité télématique

IMPORTANT GROUPE DE PROVINCE ET ORGANISME ÉCONOMIQUE recherchent

2 BTS PUBLICITÉ
POUR LEUR PROJET TÉLÉMATIQUE

MISSION :
- Développer des services télématiques auprès des entreprises et du grand public ;
- Collecter, concevoir, rédiger et mettre en forme les messages ;
- Evaluer les résultats des services proposés.

LES CANDIDATS DOIVENT ALLIER :
- Créativité, aptitude à la rédaction et à la communication, sens graphique ;
- Sens commercial, goût des contacts, capacité de dialogue avec l'environnement informatique.

● Première expérience professionnelle souhaitée.
● Nécessité d'avoir un véhicule pour de courts et fréquents déplacements.

(Poste à pourvoir dans une grande ville universitaire proche de Paris.)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº 119.909 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

ingénieur d'études

région nord — **informatique**

Un puissant groupe industriel français produisant des biens de consommation (CA = 7 milliards), recherche un ingénieur d'études pour le service informatique de sa plus importante unité de production (Burroughs medium - Digital PDP 11). Directement rattaché au responsable de centre, il poursuivra, après une période de formation et d'intégration le développement d'un projet de suivi de production et de commercialisation. Il concevra le planning et l'organisation du projet en liaison avec les départements utilisateurs et coordonnera l'équipe travaillant sous son contrôle technique. Ce poste convient à un **candidat âgé de 27 ans minimum de formation ingénieur**, ayant si possible participé à la conception, réalisation et exploitation d'applications dans les secteurs production, ou gestion. Exerçant son activité à proximité d'une grande ville du nord bien désservie, il bénéficiera des **nombreux avantages liés à son appartenance au groupe**. Les perspectives d'évolution de carrière sont réelles.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 5126/M à C. Beauvillain, Sema-Sélection : 100, rue Nationale 59800 LILLE, *ou tél. au* (20) 57 10 07

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

EXPANSIA

Société spécialisée en CHIMIE FINE recherche pour le SUD-EST un

TECHNICIEN GENIE CHIMIQUE

Niveau DUT-NANCY ou équivalent

Possédant au moins 2 ans d'expérience industrielle, il sera charge au sein de notre département développement de la mise au point de procédés industriels.

De bonnes connaissances pratiques en chimie organique et des notions d'optimisation par plan d'expériences sont souhaitées.

Le candidat que nous recherchons doit avoir des qualités humaines prononcées et un bon sens des contacts.

Adresser un C.V. détaillé (avec photo et prétentions) à :
EXPANSIA - B.P. 6 - 30390 ARAMON

Constructeur de machines spéciales de réputation internationale (600 personnes)

recherche pour

DIRECTION DU B.E.

(25 personnes)

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

Age souhaité : 40 ans min., compétence et expér. en :

- Mécanique générale ;
- Machines spéciales ;
- Pneumatique et hydraulique ;
- Commandement et suivi des affaires ;
- Anglais souhaité.

Résidence 120 km sud de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prét. s/nº 201266,
ORLET - 136, avenue Charles-de-Gaulle
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

ASSISTANTS «RESPONSABLE LOGICIELS»

Informatique de Gestion
ORLEANS

CCMC une des premières sociétés françaises d'informatique de gestion, recherche DEUX ASSISTANTS AU RESPONSABLE «LOGICIELS». Ils seront chargés, après étude de la clientèle de cabinets d'expertise comptable et de PME/PMI, de gérer les produits existants (gestion de comptabilité - paie) et d'améliorer leur rentabilité.

Ils participeront à la conception de nouveaux logiciels destinés à fonctionner sur des mini et/ou micro-ordinateurs en tenant compte de l'évolution des systèmes «télématiques» et bureautiques.

Les candidats retenus, âgés d'au moins 26 ans, de formation ESC ou Miage, auront une expérience professionnelle de 2 ans soit dans l'utilisation de mini-systèmes de gestion, soit dans le traitement automatique de la paie, acquise de préférence dans un Cabinet comptable ou dans une SSCI.

Ecrire sous référence 491/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS
Discrétion assurée

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



N°2 de notre Direction du Personnel

Vous êtes dans la fonction Personnel. Comme vous, la Direction Générale de notre groupe est convaincue de l'importance des problèmes sociaux dans la gestion d'une entreprise de 850 personnes (et de plus de 600MF de CA). Notre Direction du Personnel est associée étroitement à sa vie courante et à sa stratégie. Et nous souhaitons que son responsable puisse y consacrer le meilleur de son temps. D'où la nécessité d'étoffer son équipe.

Il est encore jeune notre Directeur du Personnel. Il vous fera partager son expérience. Vous lui apporterez la vôtre d'une petite dizaine d'années dans la fonction, en entreprise, si possible dans le secteur des biens de grande consommation. HEC, ESC, Sciences Po., Droit, vous vous êtes frotté au terrain, aux négociations avec la base, mais vous aimez aussi l'indispensable réflexion, l'étude, l'anticipation, l'innovation et le temps est venu d'y accéder. A Strasbourg, vous tiendrez un poste à la fois de conseil pour tous les problèmes sociaux, de responsable de la gestion de personnel du secteur commercial et de coordination avec nos filiales de distribution. Quelques déplacements à Paris et en province sont à prévoir.

Ce sont les consultants de Sirca qui examineront dans un premier temps votre candidature, adressée sous référence 822 687M. Le caractère international de notre groupe implique que votre anglais parlé et écrit soit opérationnel.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Méthanier, propanier, cargo rouliers et... contrôle de gestion

Vous avez déjà exercé votre métier de «controller» chez un grand ensemblier qui installe des usines quelque part dans le monde. Vous serez heureux de retrouver aux chantiers de France Dunkerque les mêmes problèmes. Des ingénieurs compétents, une centaine de corps de métiers. Des contrats qui s'établissent sur 4-5 ans et... posent des problèmes spécifiques au contrôleur de gestion et lui donnent l'occasion de faire la preuve de ses compétences.

Vous savez que la construction navale française se restructure. Vous entrerez dans un groupe privé. Vous pourrez, à Dunkerque, développer une carrière active, personnalisée qui valorisera bien votre anglais, votre première expérience et votre formation supérieure de gestionnaire MBA ou d'ingénieur passé à la gestion. Responsable du contrôle de gestion de toutes les activités du chantier (CA - 1,5 milliard, 3 300 personnes). Vous reporterez à la direction financière. Donc autonomie, initiative, décision dans un milieu intellectuel de haut niveau, avec une équipe et une informatique efficientes.

En conclusion, un poste pour un jeune comme vous qui saura commencer sa carrière à Dunkerque pour aller vite et loin. Voulez-vous écrire en toute confidentialité aux Conseils en recrutement de Sirca sous la référence 824 685M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

UN GROUPE RÉGIONAL BATIMENT

recherche pour renforcer ses structures permanentes

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Sa mission :
- Prospecter le marché, détecter les affaires les plus en amont, créer un marché permettant de générer des prises de commandes d'ouvrages ;
- Orienter les actions commerciales des entreprises du groupe ;
- Entretenir ou développer les relations avec les maîtres d'ouvrages, les collectivités, les industriels.

Ce poste pourrait convenir à un cadre de formation technique complète avec une expérience commerciale de quelques années.

Zone d'action Basse-Normandie et Bretagne.

Ses compétences :
le bâtiment en général, la réhabilitation, les économies d'énergie.

Ecrire avec C.V. s/nº T 032.098 M
à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2ᵉ

PETROLE OFFSHORE

Une société de services, l'une des leaders dans le domaine de la technologie du forage pétrolier, recherche

ingénieur d'études de forage

Responsable, devant le chef des opérations, de la mise en place et de l'exploitation d'un système informatisé d'analyses des résultats de turbo-forage, il sera en relation étroite avec le bureau d'études et devra fournir aux filiales des données et des conseils résultant de ces études.

Il devra posséder une expérience pétrolière de 3 à 4 ans, dont 2 de chantier. Il sera âgé d'au moins 27 ans et de formation supérieure (ENSI, Géologie + ENSPM). Le lieu de travail habituel sera Grenoble mais des déplacements à l'étranger de courte durée sont à prévoir. **(Réf. 82.14-M)**

ingénieur chef de base

Il devra, dans un premier temps, effectuer une formation d'opérateurs de turbo-forage. A l'issue de cette période de formation, il prendra en charge une base.

Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (Mines, Géologie, A et M + ENSPM) possédant une bonne connaissance des problèmes liés aux forages pétroliers et à la gestion d'une base. Une excellente aptitude au commandement et des qualités de contact sont nécessaires. Résidence en famille à l'étranger. **(Réf. 82.15-M)**

Pour chacun de ces postes, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Si l'une de ces offres vous intéresse, écrivez sous référence du poste choisi aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

PARIS LONDRES HOUSTON

Membre de Syntec

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon
recherche

conseil formation
HF

Contribuer au développement des PME en apportant le conseil nécessaire à la mise en oeuvre de la formation continue et développer des actions visant à améliorer l'adéquation emploi-formation.

Ce poste conviendrait à des candidats(es) ayant acquis après une formation supérieure, une réelle expérience, et motivés(es) par une activité de conseil et de travail en équipe.

Leur personnalité devra leur permettre de s'adapter à des situations variées et d'être à l'aise dans des contacts à tous niveaux.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel et des Relations Sociales, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON, 20, rue de la Bourse, 69002 LYON.

HAVAS CONTACT

CARREFOUR BOURGES
propose un poste de

CHEF DE CAISSE

Gérer et animer une équipe de 60 personnes.

Ce poste à responsabilités conviendrait à une personne jeune ayant :
- Une expérience commerciale ;
- Une disponibilité personnelle ;
- Une mobilité géographique ;
- Une aptitude à résoudre les attentes clients.

Envoyer c.v. détaillé + photo à :
CARREFOUR B.P. 4030
18028 BOURGES Cedex.

MINISTERE DES PTT



cnet LANNION B

Centre National d'Études des Télécommunications

recherche pour ses services à LANNION (22)

ingénieurs grandes écoles ou universitaires

pour participer à des études de :

- QUALITE du RESEAU de TRANSMISSIONS NUMÉRIQUES (gigue, erreurs, mircrocoupures), impliquant une bonne connaissance du réseau des télécommunications, l'aptitude à la direction d'une équipe et à des contacts en France et à l'Etranger.
- CONCEPTION des SYSTEMES de MESURE pour télécommunications utilisant les techniques de la téléinformatique et de la microélectronique. Les résultats seront transférés au monde industriel.
- CONCEPTION de SYSTEME pour Télécommunications : cette fonction peut concerner des ingénieurs débutants ayant une bonne base en électronique générale, théorie du traitement du signal, micro-électronique et hyperfréquence.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à CNET LANNION-B/AMG
Service du Personnel - B.P. 40
22301 LANNION

Nous sommes une importante Société Industrielle. Nous fabriquons et commercialisons des produits de consommations. Notre souci d'investir dans les hommes nous conduit à recruter un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

— Chef de projets informatiques —

Au sein du Service Etudes de notre Département Informatique (40 personnes), vous conduirez d'importants projets de développement et de maintenance (applications marketing, finances, statistiques comptables ...).

L'ingénieur que nous recherchons, possédant au moins deux ans d'expérience en organisation et/ou en informatique, sera d'abord un homme de dialogue et d'animation.

Les possibilités d'évolution au sein de notre groupe sont motivantes. Par ailleurs, la rémunération proposée tiendra compte de votre coefficient personnel et pourra être importante.

Merci d'adresser sous réf. 2026 M votre C.V. + photo à Olivier PLESSE.





CEIP 35 Conseil d'Entreprises
20, rue de Brest
35000 RENNES

Discrétion et réponse assurées.



Le Groupe SAUPIQUET - CASSEGRAIN
leader national de la conserve (15 établissements, plus de 3000 salariés) renforce le potentiel de sa Direction des Affaires Sociales en pleine évolution et recherche pour son siège social
NANTES

jeune cadre fonction personnel

pour assurer la gestion des personnes

Rattaché au Chef du Service EMPLOI-FORMATION, il devra en priorité :
- *conduire les plans "action et méthode de recrutement",*
- *animer les techniques de gestion intégrée des hommes et des fonctions,*
- *développer les systèmes et structures d'information et de communication au sein des groupes de travail.*

Il sera associé aux autres actions de développement de la fonction personnel.

La réussite dans cette fonction exige :
- *une formation supérieure en Sciences Humaines,*
- *deux ans d'expérience en milieu industriel, ayant permis au minimum l'utilisation des méthodes d'évaluation et d'appréciation du potentiel humain.*

Fréquents déplacements de courte durée en établissements.
Rémunération et carrières seront établies en fonction de l'expérience du candidat retenu.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la référence 1021 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Un ensemble industriel de plus de 2.000 personnes, premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge, filiale **THOMSON-BRANDT**, recherche pour son établissement de **LYON** un :

INGENIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Directement rattaché au Directeur Informatique, il assure la conception et l'implantation du nouveau système informatisé de gestion de production de l'entreprise sur ordinateur DPS 7/45. Outre l'expérience du milieu industriel et des connaissances techniques appréciées (GCOS 64 — IDS 2 — TDS) ce poste requiert une personnalité capable de dialoguer avec les responsables, d'animer l'équipe interne de réalisation et de coordonner les actions des spécialistes extérieurs. Evolution assurée au sein du groupe.

Ecrire au CABINET GATIER — 32 rue Barrême 69006 LYON, sous référence 9'80 M.

Cabinet Gatier

média-system

Unieco-Formation

Important groupement d'établissements privés d'enseignement par correspondance
recherche

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE

Il sera chargé de :
- concevoir des programmes d'enseignement
- créer des matériels didactiques
- mettre en place le suivi pédagogique des études

Le poste sera confié à :
Un diplômé de l'enseignement supérieur, spécialisé dans les sciences de l'éducation, de préférence, désirant mettre son esprit d'innovation au service d'un enseignement pratique pour adultes.

- Disponibilité rapide souhaitée
- Lieu de travail ROUEN
- Salaire évolutif

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à :
Groupe UNIECO FORMATION
Mr VERDEZ
20-22, quai Gaston Boulet - 76000 ROUEN

answare

THOMSON CSF INFORMATIQUE
recherche pour
NANTES et RÉGION OUEST
des

ANALYSTES PROGRAMMEURS

EXPÉRIMENTÉS

IBM-CII-HB 64/66
Langage COBOL-PL1

Adr. votre cand. à Michel BALDUC s/réf. MB/02. Immeuble Anne-de-Bretagne, 1 bis, rue Julien-Videment, 44200 NANTES. Téléphone : (16) 40-48-09-44.

ASSOCIATION SOLIDARITÉ-MIGRANTS
cherche d'URGENCE :

DIRECTEUR

pour Centre préformation.

Compétence, expérience gestion, personnel, formation-immigration.
Libre rapidement.
Ecrire avec C.V. à A.P.A.A.M.
24, rue Lamartine,
76600 LE HAVRE.

Education Nationale recherche :
ANIMATEUR (TRICE) CONTRACTUEL (LE)
en formation d'adultes.

Capable
- de prendre en charge l'information, l'accueil et l'orientation de publics en majorité demandeurs d'emploi,
- de définir des projets pédagogiques (en particulier pour jeunes et femmes sans emploi),
- d'animer des équipes de formateurs,
- d'assurer le suivi et l'insertion professionnelle des stagiaires.
- Solide pratique de terrain et bon niveau théorique en pédagogie souhaités.

Adresser candidatures et C.V. à Mission d'Éducation Permanente
92, rue Serrail,
10600 LA CHAPELLE-ST-LUC.

NOUS SOMMES LES SPÉCIALISTES DE LA PROTECTION PHYTOSANITAIRE
Nous recherchons

UN JEUNE INGÉNIEUR AGRONOME

pour l'Ouest de la FRANCE

Il exercera des fonctions d'assistance auprès de notre clientèle et sera chargé de la promotion technique et commerciale de notre gamme.

Une grande disponibilité, un goût du contact, un sens commercial, sont les qualités qui seront demandées à l'ingénieur qui sera retenu.

Les candidatures, avec C.V. et photo, devront être adressées à :
RÉGIE-PRESSE, nº T 032.117 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Lafarge Coppee Groupe international composé de 115 sociétés filiales réparties dans 17 pays du monde, réputé dans les domaines des liants alumineux, plâtres, réfractaires, céramiques sanitaires, l'ingénierie, la biologie et bien sûr le ciment (1er français, 3ème mondial).

En recherche constante de développement et de diversification, il souhaite intégrer, de préférence,

un ancien **INSPECTEUR DES IMPOTS**, pour devenir

Adjoint au directeur du service fiscal

Principales missions :
- participer à la définition des politiques fiscales et veiller à leur application,
- Travailler en étroite collaboration avec la Direction générale pour les opérations de restructuration (fusion, absorption etc.)
- conseiller la holding et l'ensemble de ses filiales,
- superviser les déclaration fiscales et prendre en charge le contentieux de la holding et de ses filiales,
- être en relation avec la Direction générale des impôts et les organismes professionnels, etc...

Outre sa technicité, ce cadre supérieur possèdera une bonne intelligence sociale le rendant apte à la négociation et au dialogue à tous niveaux.

Le poste basé à Paris 16e nécessite quelques déplacements de courte durée. La rémunération sera de nature à motiver une candidature de qualité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 209 LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA

DIRECTEUR GENERAL

INDUSTRIE ALIMENTAIRE **400 000+**

La Société réa... 100.000.000 F. de C.A. dans la préparation et la fourniture ... uits carnés pour les collectivités.

Pour ... rge la totalité de la bonne marche de l'entreprise, il fau... ger dynamique, expérimenté et averti. Mais il faut au... - être un professionnel de la transformation de la...

... bition : être un véritable *Chef d'Entreprise ?* ... nnaître vos références dans la profession. ... s discrets, bien sûr !

... oste est à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Ecrire ... M. 11, ru... e 75008 PARIS

Soderhu



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-BRANDT
GGP

Designers, l'avenir se dessine...

...dans la douceur angevine.

Notre groupe international sera le leader des constructeurs européens d'électroménager et d'électronique *grand public.*

Pour renforcer notre image VIDEO, nous étoffons notre cellule d'esthétique industrielle. Située à Angers, elle réalise des études sur des produits diversifiés grand public (TV, CAMERAS...) et semi-professionnels (BUREAUTIQUE-TELEMATIQUE).

Vous serez responsable, en toute autonomie, de la création et de l'évolution du design d'une gamme complète de produits (SENIOR DESIGNER) ou d'un produit spécifique (JUNIOR DESIGNER).

Imaginatif, de formation artistique et technique, vous mettez votre talent au service de nos différentes marques, en tenant compte des spécificités internationales. Votre expérience industrielle sur des produits électroniques de grande série vous y a préparé, car vous connaissez les techniques de moulage plastique et le travail du bois. La pratique courante de l'anglais et du français vous permettra de nouer les contacts internationaux indispensables à vos projets.

2 Senior Designers 5 à 10 ans d'expérience. Réf. 82200

2 Junior Designers 2 à 4 ans d'expérience. Réf. 82201

Rémunération attrayante et possibilité d'évolution certaine au sein du groupe.

Vous êtes invité à adresser votre dossier de candidature (avec lettre manuscrite et photo) sous référence correspondante, en indiquant vos prétentions à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

Brandt Continental Edison NORDMENDE SABA PATHE MARCONI THOMSON

Yves Rocher

Les Laboratoires de Cosmétologie YVES ROCHER (CA quadruplé en 5 ans, création de 10 filiales étrangères, ouverture de 380 centres de beautés en France...) recherchent dans le cadre de leur expansion un

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION
- Grande Ecole -

En qualité d'Adjoint au sein de la Direction de Production, il gérera et animera d'importants moyens humains et matériels (300 personnes, parc de machines de conditionnement).

Ce poste opérationnel, sera confié à un jeune ingénieur Grande Ecole, débutant ou possédant un début d'expérience industrielle (1 à 3 ans).

L'anglais courant est rendu impératif par le contexte international de la Société et les perspectives d'évolution de ce poste en création.

Merci d'adresser votre C.V. + photo sous réf. 2035 M à Olivier PLESSE.



CEIP 35 Conseil d'Entreprises 20 rue de Brest 35000 RENNES

qui vous garantit discrétion et réponse.

DIVISION PRODUCTION FILMS ET TÉLÉVISION D'UN IMPORTANT

GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour PARIS

JEUNE COMPTABLE HAUT NIVEAU

Il s'agit de seconder le Directeur financier pour :

- Assurer les relations comptables avec les services financiers du groupe (REPORTING).
- Etudier et préparer le passage à un système informatique en temps réel.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation générale et comptable de base, ainsi qu'une expérience suffisante pour être rompu à l'ensemble des techniques modernes de comptabilité, notamment à l'utilisation de l'outil informatique. Préférence sera donnée aux candidats ayant la pratique des relations internationales.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

comes

Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 Paris (sous référence 2.408).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

100 MF «à contrôler»...

...dans l'une de nos filiales, à Strasbourg. Elle se développe régulièrement, dans l'environnement très concurrentiel de la distribution. Où une gestion plus rigoureuse est donc capitale. L'action que nous menons dans ce sens au sein de Heineken France, nous voulons la poursuivre dans cette filiale. Un renforcement de sa structure de direction devient nécessaire.

L'action commerciale, le DG s'en préoccupe personnellement. Il veut à ses côtés le professionnel auquel il confiera le démarrage d'un véritable contrôle de gestion et la supervision des services administratifs et comptables. Vous pouvez être ce numéro deux. Et vous réussirez dans le poste parce que vous avez déjà une pratique du contrôle de gestion en entreprise de distribution (pas nécessairement dans le secteur alimentaire) et une compétence en comptabilité de niveau DECS. Cinq à six années de métier après une formation en école supérieure de commerce vous ont donné cet acquis.

Avez-vous réalisé que ce job — en création — va être passionnant ? Et qu'habiter Strasbourg ne manque pas d'intérêt ? Adressez sans tarder votre candidature aux consultants de Sirca sous référence 822 684M. N'oubliez pas en outre que nous appartenons à un puissant groupe international et, qu'en conséquence, votre anglais doit être à un niveau opérationnel.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

- **VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :**
  - une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP de CO, Sciences PO, etc...)
  - le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E.
  - une capacité de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.
- **VOUS RECHERCHEZ :**
  - une vie active qui suppose une certaine mobilité.

LE GROUPE
bail équipement

UNE DES TROIS PREMIERES SOCIETES DE CREDIT BAIL MOBILIER
recherche

1 attaché de direction

apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de crédit bail en aidant les P.M.E. à résoudre leurs problèmes d'équipement et de financement de voitures.

Première affectation Agence de NANCY.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 35 22, Place Vendôme 75021 Paris Cedex 01.

Fabricant d'équipements automobiles leader dans sa branche, recherche

INGENIEUR
formation A.M. ou équivalent

35 ans environ, ayant une expérience de plusieurs années dans l'équipement automobile (préférence sera donnée à un spécialiste de la suspension) pour le poste de :

CHEF DU DEPARTEMENT RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Ce département comprenant :
- une section études futures,
- un bureau d'études et de dessin,
- un service essais et prototypes.

regroupant 50 personnes.

Nombreux contacts avec les services méthodes des usines et avec les constructeurs automobiles.
Rémunération 220.000F/an.
Voiture de fonction.
Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 7876 à PIERRE LICHAU S.A. — B.P. 220 — 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

LE CREDIT AGRICOLE de LOIRE-ATLANTIQUE
recherche pour son Département "INFORMATIQUE"

RESPONSABLE de DOMAINE APPLICATIF

• Informaticien de haut niveau, il doit avoir une vue prospective de l'évolution des applications à moyen et long terme. • Rattaché au Responsable des Etudes. • Il aura à encadrer des chefs de projets. (Réf. R.D.)

CHEF DE PROJET

• Informaticien maîtrisant parfaitement les méthodes et outils en vigueur dans un environnement de production industrielle de logiciels. • Rattaché au responsable de domaine applicatif, il supervise une équipe de 3 à 4 techniciens d'études. (Réf. C.P.)

HOMME SYSTEME
SPECIALISTE BASE de DONNEES

• Ingénieur-Système, connaissant parfaitement les problèmes de gestion de fichiers, les différentes organisations et méthode d'accès, il maîtrise les techniques des systèmes de gestion de base de données. • Placé sous l'autorité du responsable système et réseau. (Réf. H.S.)

ORGANISATEUR

• Spécialement chargé de prendre en compte les problèmes d'interface avec l'informatique, il devra avoir de bonnes connaissances dans cette discipline (diplômes et/ou expérience). • Capable de mener un projet dans son intégralité (analyse des besoins, propositions, mise en œuvre, bilan). (Réf. O.R.)

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi au Service du Personnel - C.R.C.A.M. de Loire Atlantique B.P. 981 - 44076 NANTES CEDEX

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Importante société industrielle, spécialisée en chaudronnerie lourde, recherche pour son unité de **BOURGOGNE**

RESPONSABLE ETUDES-FABRICATION

De formation Arts-et-Métiers ou équivalent, vous avez acquis une expérience industrielle en **Bureau d'Etudes** ou **Fabrication**, et avez déjà eu des responsabilités d'animation d'équipe.

Nous vous proposons :
- La direction et l'animation d'un bureau d'études.
- La prise en main des responsabilités techniques : plans d'études / d'approvisionnement / de fabrication concernant la chaudronnerie lourde, ainsi que le suivi des fournisseurs.

Poste évolutif au sein d'une entreprise en pleine expansion et à vocation internationale.

Ecrire avec CV détaillé sous référence 73655 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL *EN INFORMATIQUE* (550 personnes, C.A. 130 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référ. 1001 à ERIA ECA AUTOMATION - Service du Personnel 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicité Manica

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Chimie - Peinture

ADJOINT AU RESPONSABLE EXPORTATION

Cette Entreprise est une des premières Sociétés françaises de fabrication de peinture.
Son département peinture-bâtiment et anticorrosion qui possède en France une position prépondérante développe depuis peu ses activités à l'étranger.
Créée il y a un an, la cellule exportation progresse de façon significative et son responsable souhaite s'adjoindre un collaborateur.

Le titulaire du poste aura pour mission de créer et de développer des courants d'affaires auprès d'une clientèle d'utilisateurs, de prescripteurs, de distributeurs, de fabricants...
Ceci implique la recherche de nouveaux marchés et d'opportunités (sans restriction géographique) aussi bien pour ce qui concerne la vente directe, que pour des accords de licence, de distribution, de fabrication ou de vente de Know-How.

Nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 28 ans), possédant une expérience significative de l'exportation en terme de recherche de marché et de négociation commerciale.
Une connaissance technique du produit et du secteur chimie-peinture serait bien évidemment appréciée.
La pratique courante de l'anglais est indispensable et une autre langue (Allemand, Espagnol ou Italien) est souhaitée.
Le poste est basé à PARIS, mais par définition la fonction implique de nombreux déplacements.
Les conditions offertes, les perspectives de l'Entreprise et sa volonté de développement à l'exportation sont de nature à intéresser une personnalité de valeur et d'avenir.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. M 6541 H à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

RESPONSABLE ÉTUDES TECHNIQUES ET ENGINEERING

Cette Société (1200 personnes, 800 Millions de francs de C.A.) étudie, fabrique et commercialise une gamme très complète de produits destinés au second oeuvre bâtiment. Leader sur son marché, elle connaît une croissance exceptionnelle.

Cette expansion la conduit à créer aujourd'hui un poste d'ingénieur pour sa direction des études techniques et de l'engineering.

Auprès du Directeur des études techniques, et dans le cadre d'une large délégation, il étudie l'ensemble des projets concernant l'amélioration de l'outil de production et du process industriel. Il en conduit ensuite la réalisation dans les usines. Ses responsabilités s'exercent à trois niveaux : humain (animation et coordination des équipes), économique (gestion financière des projets) et technique.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation supérieure (Centrale, Mines, A et M, etc.) possédant une expérience professionnelle de quatre années minimum, dont une partie s'est déroulée dans des fonctions similaires. Il vient de préférence de l'ingénierie ou d'une entreprise développant des fabrications en continu telles que les verreries, les papeteries ou les aciéries.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière très concrètes dans l'entreprise sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

La maîtrise de l'anglais est souhaitée. Le poste est basé dans la région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. complet et rémunération actuelle sous référence M 14600 B à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

Proche banlieue Nord

JEUNE ANALYSTE FINANCIER

Gestion de Trésorerie

Cet important groupe industriel (2500 personnes, CA supérieur à 1 Milliard de Francs) propose une opportunité à un jeune professionnel de la gestion.
Rattaché au Chef des services financiers avec lequel il collabore étroitement, il aura pour principale mission le contrôle et la gestion de la trésorerie des Sociétés du Groupe.
Cela implique la mise en place de la «vente» aux différents services concernés : comptabilités clients/fournisseurs, services achats, investissements... de procédures adaptées aux besoins et au développement du Groupe.
La fonction doit naturellement évoluer vers le contrôle de gestion au sens large.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement économique supérieur ayant déjà une première expérience significative de la gestion acquise si possible dans un établissement financier.
La rémunération et les perspectives d'évolution au sein du Groupe sont de nature à intéresser une personnalité à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet, photo et salaire actuel sous réf. M 9215 BR, à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

PROCHE-BANLIEUE NORD

CHEF COMPTABLE

COMPTABILITE GENERALE

Ce Groupe de Sociétés industrielles emploie 2500 personnes et réalise un C.A. de 1,1 Milliard de Francs H.T.
Afin de renforcer ses structures, il recherche le Chef du Service Comptabilité Générale.
Rattaché au Directeur des Services Comptables avec lequel il collabore étroitement, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des travaux de comptabilité générale des sociétés du Groupe (Bilans, comptes d'exploitation, comptes de PP, déclarations fiscales et juridiques etc...).
Il anime et coordonne son service et assure les liaisons avec les autres services comptables (fournisseurs, clients, analytique, informatique, consolidation).
Nous souhaitons rencontrer un (ou une) professionnel de la comptabilité, de formation DECS. Il connaît l'outil informatique et justifie d'une expérience réussie acquise en milieu industriel.
La rémunération sera naturellement fonction de l'expérience du candidat engagé.
Les avantages et les perspectives d'évolution au sein du Groupe sont de nature à motiver une personnalité à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet, photo et salaire actuel sous référence M 9215 BQ.

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

JEUNE ATTACHE DE SECRETARIAT GENERAL

Rattaché directement au Secrétaire Général d'un important Groupe Industriel et Commercial, le titulaire du poste sera affecté au Service des Études Juridiques et Négociations des contrats.

Cette fonction implique l'étude, la préparation et la négociation de l'ensemble des accords et contrats concernant la vie économique commerciale et juridique de l'Entreprise : accords de licence ou de distribution, contrats commerciaux, participations, droit des Sociétés, études juridiques ponctuelles, contentieux, assurances...

Ce poste est destiné à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, commercial, économique et/ou juridique, possédant déjà une première expérience lui ayant permis d'appréhender concrètement la vie économique et juridique d'une Société industrielle et commerciale.

Indépendamment de sa formation et de son expérience, c'est avant tout ses qualités d'ouverture d'esprit, son sens de la communication, son adaptabilité et son éthique personnelle qui seront déterminantes et qui feront sa réussite.

La connaissance de l'anglais est indispensable et une seconde langue serait appréciée.

Les conditions offertes, la dimension de l'Entreprise et les perspectives du poste sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet, photo et salaire actuel sous réf. M 6453 F à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

Institut de Formation Continue — ifc — Hydraulique appliquée

ANIMATEUR

Depuis 10 ans, IFC est le premier spécialiste de formation en hydraulique industrielle. Sa progression le conduit à rechercher un animateur.
Rattaché au directeur technique, il anime des stages pratiques qui s'adressent aux personnels de bureaux d'études, techniciens, ingénieurs, des entreprises qui conçoivent, fabriquent ou utilisent des sytèmes hydrauliques.
Ces stages de base ou spécifiques procèdent d'une pédagogie toujours appliquée à des situations industrielles réelles.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur AM, INSA ou équivalent, possédant une expérience polyvalente d'environ 5 ans dans le domaine des installations hydrauliques.
Il recevra une formation aux méthodes pédagogiques spécifiques à l'Institut.
Son rayonnement personnel et son sens naturel de la communication lui permettront de dynamiser son action.
Ce poste, basé à Bois-le-Roi (77), implique de fréquents déplacements en Province.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et salaire actuel sous réf. M 2597 A à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

L'USINE NOUVELLE

DIRECTEUR DE LA PUBLICITÉ COMMERCIALE

Rattaché au directeur des publicités pour :

Analyser, prévoir, définir les orientations budgets, plans de campagne du département dont il aura la charge.

Animer et gérer les services fonctionnels ainsi qu'une équipe de 37 personnes dont 12 chefs de publicité responsables par secteurs d'activités.

Expérience réussie d'une dizaine d'années dans la communication industrielle soit au sein du service marketing opérationnel d'une entreprise performante, soit en agence de marketing ou de publicité industrielle.

Formation supérieure commerciale ou technique impérative. Diplôme supplémentaire de gestion apprécié.

Rémunération très élevée et perspectives d'évolution assurées pour un homme de communication sachant bien s'entourer et déléguer.

Si cette proposition vous séduit et si vous pensez avoir les compétences requises, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), à :

Jean-Christian CABANNE
L'Usine Nouvelle - 59, rue du Rocher, 75008 Paris.

informaticiens

Notre Société, implantée en proche banlieue Est, est leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire.

Pour faire face à son expansion continue elle doit nécessairement développer ses moyens informatiques et faire appel à des

ANALYSTES

Reportant directement au Chef de Service, vous aurez la responsabilité complète d'un ensemble d'applications, de l'analyse fonctionnelle à la programmation; dans le cadre d'une informatique répartie, résolument orientée vers le temps réel.

Interlocuteurs des directions concernées, vous leur apporterez la formation et l'assistance nécessaires.

Vos qualités de dynamisme, de contact, d'adaptabilité et d'animation alliées à une formation supérieure en informatique de préférence et complétée par une expérience professionnelle de 2 à 5 ans (Basic, PDP et conversationnel appréciés), vous permettront de vous intégrer rapidement à notre petite équipe.

Vous adresserez lettre manuscrite C.V. et prétentions sous réf. 4560-M. à I.C.A 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Filiale Groupe Multinational Equipements Automobile
recherche pour sa
DIRECTION ETUDES INFORMATIQUES, un

CHEF DE PROJET CONFIRME

IBM 4341 - DOS/VSE - OS/MVS - CICS - DL1

LE CANDIDAT :
— il devra avoir une formation grande école option informatique
— il aura une bonne expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des applications de gestion financières et comptables en milieu industriel.

MISSION :
— chargé d'encadrer une équipe d'analystes et programmeurs
— il conduira le projet de la conception à la mise en application.

Le poste est situé en proche banlieue parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions No 26.580 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra



Cii Honeywell Bull

recherche pour sa Direction des
PERIPHERIQUES MAGNETIQUES
secteur en pleine expansion

10 INGENIEURS GRANDES ECOLES

Dans les activités suivantes : Electronique, Informatique, Automatisme, Magnétisme, Mécanique des Fluides, Physique, ils participeront à la conception, au développement et à l'industrialisation des périphériques magnétiques. Ils s'intégreront dans des équipes de haute technicité implantées aux Clayes-sous-Bois (Yvelines).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 305 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Lesieur

Pour assurer la réussite de sa décentralisation informatique, la Division E[illegible] recherche :

3 info[illegible]ticiens d'ét[illegible]ents

Vous avez [illegible]ence de micro ou mini s[illegible] du chef d'établiss[illegible]tion de la Directi[illegible] :
- progr[illegible]
- gérer [illegible]
- former [illegible] outils simples [illegible]

Nous vous off[illegible]tages sociaux d'une grande en[illegible]compétences.

Postes à pourvoir à LY[illegible] (97), BONNEUIL (94). Mobilité indispensable [illegible] carrière.

Si vous souhaitez vous a[illegible]re décentralisation, merci d'adresser votre dossier de [illegible] manuscrite + CV + photo + prétentions) en précisant la vi[illegible]

LESIEUR / [illegible] Personnel
122 avenue du Généra[illegible]lerc, 92103 Boulogne

SOURCES

Société MORS recherche pour sa Division Aéronautique BRION-LEROUX

UN AGENT TECHNIQUE

Electronicien AT2, niveau BTS

possédant une expérience de laboratoire d'au moins 2 ans en électronique analogique bas niveau et en logique câblée ou programmée.

UN INGENIEUR D'AFFAIRE FRANCE

Formation électronicien

pour prospection, négociation et suivi d'affaires auprès des avionneurs, motoristes et équipementiers français.
Anglais indispensable.

UN INGENIEUR D'AFFAIRE EXPORT

Formation électronicien

pour prospection, négociation et suivi d'affaires auprès de la clientèle aéronautique étrangère.
Nombreux voyages à prévoir.
Anglais indispensable, Allemand souhaité.

UN INGENIEUR S.O.F.T.

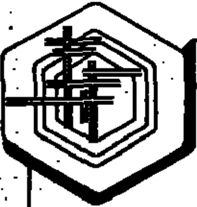
Formation électronicien

UN INGENIEUR H.A.R.D.

ayant expérience logique câblée et microprocesseur. Tous deux pour études conception et industrialisation de systèmes micro-informatiques embarqués.
Anglais indispensable.

Envoyer C.V. à Division Aéronautique BRION-LEROUX - 2 & 4, rue Newton 93155 LE BLANC-MESNIL.

AMP



SMAbtp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics
1700 personnes - Paris 15e

recherche pour son équipe système matériel IBM 3032 et 4341
travaillant sous MVS-IMS
réseau national télétraitement 200 terminaux

un analyste système

auquel il sera particulièrement confié des tâches de conception et de réalisation en MVS.
Pour ce poste il est indispensable d'avoir 3 à 5 ans d'expérience, de bonnes connaissances en langage ASSEMBLEUR, et d'avoir eu l'occasion de travailler avec MVS.

Semaine de 38 h. Horaire mobile.
Congés supérieurs à 5 semaines.

Veuillez écrire, sous réf. 9664 à Intercarrières, 5 rue du Helder, 75009 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

cordis.

91 Morangis
160 000 F/an +

Vous êtes chef de projet, devenez notre responsable informatique europe.

Nous développons, fabriquons et distribuons des produits de haute technologie médicale *(stimulateurs cardiaques...) destinés aux hôpitaux. Notre société-mère, établie à Miami (US),* possède des filiales de distribution dans plusieurs pays d'Europe et une unité de production en Hollande. Nous vous proposons de rejoindre notre état-major européen.

Vous supervisez une informatique composée de minis IBM, 32 et 34, installés dans les filiales de distribution, conseillez la direction sur le choix des solutions locales (matériel, sous-traitance...) dont vous restez le maître d'oeuvre. Votre priorité : la gestion commerciale.

***De formation supérieure, vous avez acquis en cinq ans, dans le milieu de la distribution de préférence,* l'expérience de la conduite de projets conversationnels en GAP 2 pour des PME liées, si possible, à des groupes anglo-saxons. Ce poste suppose quelques déplacements en Europe et la pratique de l'anglais.**

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4130 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



jeune chef de projet informatique, prenez le tournant de l'organisation

Nous disposons à Paris (Champs-Élysées) de gros moyens informatiques : 303X/MVS, minis dédiés à des applications spécifiques, vaste réseau de terminaux financiers...

Vous êtes bien rodé aux techniques informatiques pour les pratiquer depuis deux à trois ans, dès votre sortie d'école (ingénieur, Sup' de Co, Maîtrise) ; l'organisation vous tente.

Venez découvrir le monde de la banque et de la bourse en participant à la conception fonctionnelle d'un *projet ambitieux à forte composante technique et prendre ainsi progressivement une dimension d'organisateur.*

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4127 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
GRANDES SURFACES (4000 Personnes)

recherche

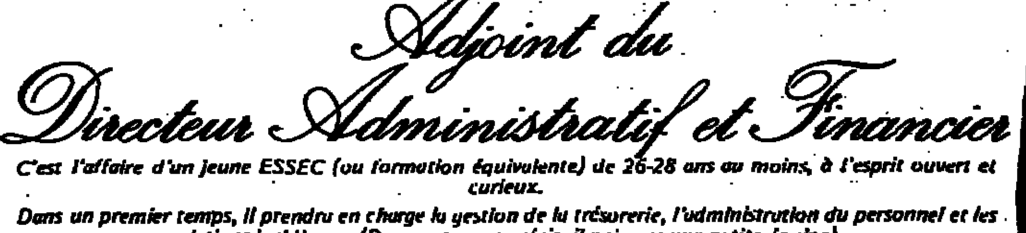
UN ADJOINT DE DIRECTION DU PERSONNEL

Particulièrement chargé d'appliquer la politique "PERSONNEL" définie avec la Direction des *Relations Sociales à laquelle il sera directement rattaché. Il aura également un rôle de conseiller* auprès des Directions Régionales en matière de législation du travail.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 35 ans environ qui possède une bonne connaissance du personnel des supermarchés. Son goût des contacts, sa personnalité et ses qualités d'organisateur lui permettront d'exercer une activité variée au sein d'une équipe dynamique.

Le poste est à pourvoir en très proche banlieue Sud-Est de Paris.

Merci d'adresser vos C.V., *photo et prétentions sous référence* 33296 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel, 94300 VINCENNES



C'est l'affaire d'un jeune ESSEC (ou formation équivalente) de 26-28 ans au moins, à l'esprit ouvert et curieux.

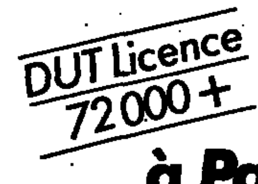
Dans un premier temps, il prendra en charge la gestion de la trésorerie, l'administration du personnel et les relations juridiques. (Dans notre cas précis, il animera une petite équipe).

Pour être l'adjoint efficace de notre Directeur Administratif et Financier, il faut que vous possédiez de solides connaissances juridiques, fiscales et financières... et que vous parliez bien anglais.

En effet, nous sommes filiale française (CA 160 MF - 200 personnes) d'une multinationale anglo-saxonne. Les possibilités d'évolution de carrière dans la société ou le groupe sont donc très ouvertes.

Si ce poste vous intéresse (sachant qu'il est basé en très proche banlieue nord) adressez une candidature détaillée sous référence 4198 (précisée sur l'enveloppe) à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui nous la transmettra.

Dessein



Jeunes commerciaux, faites du terrain en agence à Paris ou en Province !

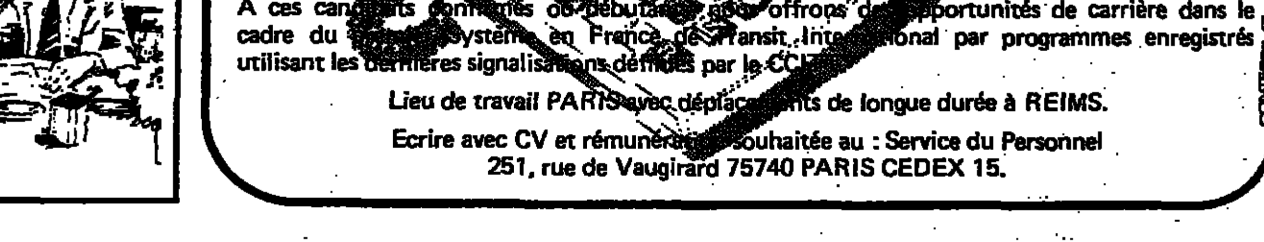
Nous sommes **leader sur le marché** du crédit aux particuliers. Aujourd'hui nos 60 agences proposent **une gamme complète et diversifiée** de produits financiers (crédit, épargne, placement).
Tourné vers les contacts humains, vous aimez **vendre mais aussi gérer.** Nous vous proposons de participer, au sein d'une équipe jeune et motivée, au développement de notre clientèle.
Au cours d'un **entretien personnalisé** en agence, vous évaluerez les besoins de chaque client et proposerez les solutions les mieux adaptées à son budget en matière de crédit, mais aussi d'épargne et de placement.
Dans ce cadre, vous aurez à intervenir à tout moment sur le suivi des dossiers depuis la mise en place jusqu'à l'après-vente.
Votre souplesse d'adaptation vous permettra de réussir dans ce poste et d'évoluer à terme vers des fonctions d'encadrement.
Postes à pourvoir immédiatement à Paris, Région Parisienne, Angers, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Lorient, Nancy, Reims, Rennes, Rouen, St-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours...

Merci d'écrire avec C.V. et photo à Frédéric Bouly s/réf 765 M en indiquant la ville choisie à : Service orientation recrutement



média-system

Cetelem **groupe compagnie bancaire**
5, avenue Kléber 75116 Paris.



COMPAGNIE GÉNÉRALE
DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7% de son C.A. en Europe ... ses recherches et développement

recrute pour son activité TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour s'intégrer dans une ... logiciel ... mise au ... centres de commutation internati...

A ces can... confirmés ou débutants ... offrons des opportunités de carrière dans le cadre du ... système en France de transit international par programmes enregistrés utilisant les dernières signalisations définies par le CCITT.

Lieu de travail PARIS avec déplacements de longue durée à REIMS.

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au : Service du Personnel
251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE

Pour son service export, **FORCLUM** recherche

Ingénieur électricien

technico-commercial confirmé
parlant anglais

Responsables d'études industrielles

devant encadrer équipes de techniciens.

Chargés d'affaires

- pour l'export (Moyen-Orient) - bonnes notions d'anglais.

FORCLUM Adresser C.V. et prétentions à Service Export - B.P. 201 93153 LE BLANC MESNIL CEDEX

MEDIA PA



ROSNY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis)

recherche

JEUNE DIPLOMÉ E.S.C.

OPTION FINANCE-COMPTABILITÉ
ANGLAIS INDISPENSABLE

Filiale en pleine expansion d'un important Groupe Américain, nous renforçons notre équipe de gestion financière.

Le candidat sera chargé du contrôle de gestion et des opérations de reporting à la maison mère.

Il participera à l'élaboration des plans financiers de la Société et de ses filiales françaises.

Ecrire avec curriculum vitae à PHILIPPE LABBE, 62-66, boulevard Gambetta, 94130 Nogent-sur-Marne.



LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS
recherche

pour son réseau d'Agences, Paris, province

ATTACHÉS COMMERCIAUX

- Diplômés d'Enseignement Supérieur ;
- Jeunes, dynamiques, d'excellente présentation et possédant une aptitude certaine pour la négociation ;
- Débutants ou expérimentés dans une activité bancaire similaire ;
- Dégagés des obligations militaires.

Ils seront chargés de rechercher puis d'assurer le suivi d'une clientèle de particuliers et de sociétés commerciales et industrielles.

Ces postes offrent à terme de réelles possibilités d'évolution de carrière à l'intérieur de l'Etablissement.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo, sous référence AC à la B.P.P.B., Direction du Personnel (625), B.P. 141, 75078 Paris Cedex 02.

Société de micro-informatique en pleine expansion
recherche
pour son établissement d'ORSAY (banlieue Sud de Paris)

VENDEURS RESPONSABLE COMMERCIAL DE ZONES

- expérience micro-informatique,
- international,
- commercial,
- parlant parfaitement l'anglais + allemand ou espagnol,
- connaissances juridiques et financières appréciées,
- disponible rapidement.

SUPPORTS TECHNIQUES

- avant vente,
- après vente,
- HARD et SOFT micro-ordinateurs,
- expérience support international,
- *langue anglaise indispensable.*

• capacités de déplacements à l'étranger requises.

Adresser C.V. détaillé sous référence DAI à :
Direction du Personnel
B.P. 73 — 91942 LES ULIS Cédex

GROUPEMENT D'ASSURANCE
(700 personnes)
situé à PARIS
recherche

2 TECHNICIENS DU BATIMENT T.C.E.

HF

pour gestion de dossiers de sinistres de la construction.

- formation souhaitée : bac. minimum - DUT - BTS du bâtiment.
- expérience souhaitée : 5 ans de conduite de travaux.

Postes sédentaires. Aptitude à la rédaction.

Adr. CV, photo et prétentions à n° 3061
Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

CENTRE de RECHERCHES
recrute un

INGENIEUR INFORMATICIEN

susceptible d'assurer la mise au point de systèmes de gestion comportant des applications en Temps Réel sur ordinateur.

Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé au :
CNET - SDI
40, rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Notre entreprise (1,3 MMF et 4.700 personnes avec nos filiales) est l'un des leaders dans des domaines très spécialisés des télécommunications (faisceaux hertziens, radiocommunications, téléphonie, armement et aéronautique, ...). Nous sommes en expansion grâce au développement de nos exportations. Pour répondre à nos ambitions, notre Département Informatique de Gestion souhaite s'enrichir d'hommes de valeur. Nous comptons sur eux pour nous aider à mettre en place notre nouvelle politique informatique. C'est pour eux une occasion exceptionnelle de se réaliser avec des objectifs clairs et dynamiques. Ils occuperont des postes de synthèse au sein d'une équipe de 60 personnes utilisant comme matériel 2 x IBM 4341 modèle 2 connectés sur 100 terminaux (CICS/DL1, DOS/VSE et bientôt MVS).

Nous recherchons :

un concepteur fonctionnel de systèmes comptables

Il fera la conception fonctionnelle d'applications comptables et de gestion, à travers un dialogue approfondi avec des utilisateurs non informaticiens. Il aura une connaissance pratique de l'informatique (niveau Chef de Projet). Une bonne formation comptable et de gestion est indispensable. Nous recherchons un diplômé GRANDE ECOLE ou équivalent avec formation comptable complémentaire. Sa rémunération sera fonction de son expérience. (Réf. 272C)

un concepteur fonctionnel généraliste

Il fera la conception fonctionnelle de systèmes de gestion en milieu industriel. Une bonne connaissance de la gestion de production serait appréciée. Il sera motivé pour comprendre les rouages et les liaisons de l'ensemble des systèmes informatiques et aura une bonne culture générale informatique. De niveau GRANDE ECOLE ou UNIVERSITAIRE, sa rémunération sera fonction de son expérience. (Réf. 272P)

le responsable des méthodes informatiques

C'est un technicien ayant une large vue du domaine informatique. Sa mission méthodes recouvre toute la chaîne informatique, y compris les relations avec les utilisateurs. Amené à collaborer avec le service Etudes, à promouvoir les méthodes dans tout le Département, c'est un homme de haut niveau aimant former, convaincre et sachant prendre des initiatives. De niveau GRANDE ECOLE, UNIVERSITAIRE ou équivalent, il devra justifier d'une expérience confirmée. (Réf. 272M)

Lieu de travail : LE PLESSIS ROBINSON (92).



Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.C. VIALLE en rappelant la référence

COSMOS Consultants s.a.

18, rue Tronchet, 75008 PARIS.

projets publicité

Importante Entreprise Agro-Alimentaire recherche un futur

CHEF DE LABORATOIRE

Tout d'abord ingénieur dans les services de contrôle d'une usine de province, il acquérera le complément d'expérience lui permettant de prendre la responsabilité d'un laboratoire effectuant tous les contrôles physiques, chimiques et bactériologiques et assistera le Directeur de l'usine dans l'Assurance Qualité.

Ce poste conviendrait à un

INGÉNIEUR BIOCHIMIE/INGÉNIEUR DOCTEUR DOCTORAT 3e CYCLE.

Ayant entre 5 et 10 ans d'expérience dans l'industrie Agro-Alimentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 23981 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Cedex 01, qui transm

---

La direction informatique d'un grand du secteur tertiaire, recrute

CHEF DE PROJET

- *Vous êtes diplômé d'une grande école ;*
- *Vous avez acquis une expérience dans la conduite d'importants projets informatiques faisant appel au temps réel et aux bases de données ;*
- *Vous souhaitez évoluer vers un poste à haute responsabilité et à rémunération élevée.*

Nous vous remercions d'écrire sous référence CA 109



Cabinet DERIEUX

27, av. de Saint-Mandé 75012 Paris

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

jeunes ingénieurs

TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

poursuit son développement et vous invite à faire acte de candidature.

Nous examinerons avec vous, en fonction de vos compétences et de vos motivations, quelle ORIENTATION donner à votre début de carrière, parmi les nombreux métiers que nous sommes en mesure de proposer (Géologie, Géophysique, Forage, Modélisation des gisements, Production, Maintenance, Logistique, Anti-corrosion, Laboratoire, Recherche technologique, Construction, Informatique Scientifique...).

Vos PREMIERES ANNEES seront consacrées à l'acquisition d'une bonne maîtrise de l'un de nos principaux métiers techniques. A terme, votre CARRIERE s'orientera vers des fonctions de haute expertise ou vers des responsabilités d'encadrement et de gestion.

Quelle que soit leur première orientation, nos jeunes ingénieurs travaillent au sein d'EQUIPES DE HAUT POTENTIEL, chargées de réalisations importantes dans le monde entier, mettant en œuvre des technologies avancées et disposant de larges moyens d'action.

SI VOUS SOUHAITEZ VOUS JOINDRE A EUX, nous vous demanderons :
— d'être ouverts et créatifs ;
— de savoir vous adapter (à des techniques nouvelles, à des environnements professionnels variés) ;
— d'être disponibles pour une carrière internationale ;
— de bien maîtriser la langue anglaise (et d'autres langues étrangères éventuellement) ;
— d'être déjà ou bientôt dégagés des obligations du Service National.

Pour obtenir un PREMIER ENTRETIEN,
veuillez envoyer une lettre manuscrite, avec C.V. et photo
au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
Tour Mirabeau 39 à 43, Quai A. Citroën 75739 PARIS CEDEX 15,
sous la référence 2 MO 04.

CONTESSE

Compagnie française des Convoyeurs

77 LAGNY

offre dans le cadre du développement de son département "ÉQUIPEMENTS AUTOMATISMES" 2 postes

TECHNICIEN ELECTRONICIEN DE LABORATOIRE

Titulaire BTS ou DUT électronicien, justifiant au minimum, de 3 à 4 années d'expérience dans un laboratoire électronique.

Il participera à la création de produits électroniques spécifiques, à la réalisation de maquettes ainsi qu'à la mise en application des dits produits.

Précision, méthode et souci du détail sont des qualités indispensables à la fonction.

CONTROLEUR EQUIPEMENTS

Titulaire BTS-DUT électricien, électronicien, justifiant d'au moins 2 ans d'activité professionnelle en appareillages électriques et/ou électroniques.

Il aura, en outre, la responsabilité du contrôle des armoires électriques, des chariots électriques et assurera les interventions d'après-vente en clientèle.

Des déplacements fréquents nécessitent une très grande disponibilité.

Le sens du contact est une qualité indispensable lié à la fonction.

Pour ces deux postes les candidats seront dégagés des O.M.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel - 1, rue du Chariot-d'Or 77400 LAGNY

CONTESSE

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE proche banlieue Nord-Ouest

recherche

• UN INGÉNIEUR
• UN TECHNICIEN

Pour assurer :
— Rédaction de notices techniques de certains matériels ;
— Formation des clients sur ces mêmes matériels.

Pratique de l'anglais ou de l'espagnol souhaitée.

Ecrire avec C.V. détaillé et prét. à IMPACT T.R., 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

ORGANISME SOCIAL

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

pour services généraux, secrétariat général, gestion administrative du personnel.

- 30 ans minimum, licence en droit, expérience exigée.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
MICREP, Service du personnel
56, rue du SURMELIN, 95971 Paris Cedex 20.

---

directeur administratif et financier

Nous sommes l'une des bonnes affaires de fabrication en sous-traitance d'ensembles mécaniques (500 personnes), installée dans une grande ville universitaire du Centre de la France. Notre DAF prend prochainement sa retraite et confie à son successeur la totalité de ses fonctions : comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, trésorerie et relations bancaires, problèmes financiers, administration des achats, personnel (il anime une quinzaine de collaborateurs).

A 35 ans minimum, de formation Sup de Co + DECS par exemple, vous êtes un praticien de ces fonctions et avez fait votre carrière dans des affaires moyennes de préférence proches de la mécanique.

Bien sûr, vous êtes familier de l'informatique (la gestion de production puis la comptabilité vont être traitées sur un mini).

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4029 LM).

ingénieur à Tours, chef de département

Affaire française réputée, appartenant à un groupe international, nous produisons, souvent en petites séries, des pièces matricées et usinées.

A 35 ans au moins, ingénieur diplômé, vous savez prospecter un marché difficile et vous y imposer. Vous êtes aussi animateur et gestionnaire avisé.

Soyez le « patron » autonome de notre département matriçage (150 p.). Vous en assurez le développement commercial, contrôlez la production, êtes le garant de la qualité.

Rémunération prévue : 170 000 F/an.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4095 LM).

chef de projet informatique

Notre groupe (3000 p.) occupe une place de choix dans les produits alimentaires, conserves, surgelés. Pour appuyer le développement de notre service informatique (40 p., équipé d'un BURROUGHS 4800, 3900 et de HP), nous cherchons aujourd'hui un chef de projet ou un analyste responsable d'application.

Ingénieur (ou de niveau équivalent, pas nécessairement en informatique), **vous concevez et réalisez des applications liées à l'exploitation au sein de la direction du groupe.** A 28 ans minimum, vous avez déjà élaboré des projets informatiques de ce type. Vos talents pour proposer et défendre vos idées vous permettent de mener à bien cette mission, importante pour notre groupe et de « prendre du poids » dans notre service informatique.
Le poste est à pourvoir dans une « zone verte » à 100 km au Nord de Paris.

Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire à Lille (réf. 307 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

LE CHEF DU SERVICE ÉTRANGER d'une banque commerciale (siège à Paris 9e), filiale d'un groupe financier français, cherche pour en faire

son adjoint

un cadre classe V connaissant particulièrement les crédits documentaires et la réglementation.

A 30 ans au moins, ce cadre a une bonne formation générale (bachelier, il a, par exemple, commencé des études universitaires...) et professionnelle (formation ITB ou CESB). Il a travaillé cinq ans dans le service étranger d'une banque commerciale d'importance moyenne ; le reste de son expérience s'est déroulé dans d'autres services ou peut-être dans une affaire de négoce international.
Il a de bonnes notions d'anglais.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4131 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
2, RUE G. DE CHATILLON 59000 LILLE

MEMBRE DE SYNTEC

directeur du personnel

200. 000 + — **engineering**

Paris - Cette société (CA 100 MF - effectif 300 personnes dont 50 % de cadres) est un bureau d'études d'engineering en génie civil de réputation mondiale. Elle recherche son futur Directeur du Personnel.

En liaison avec la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la politique de la Société en matière de personnel et il assumera la gestion des salaires, les opérations de recrutement, d'embauche et de départ, ainsi que les relations avec les partenaires sociaux. Il sera, de plus, responsable de la formation permanente.

Ce poste convient à un homme âgé d'au moins 40 ans, de formation supérieure, juridique de préférence et possédant plusieurs années d'expérience comme chef du personnel, si possible *dans un bureau d'études ou une société d'engineering. Des connaissances en gestion de* personnel expatrié, seraient un atout.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la réf. 13036/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92128 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

semä selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Jeunes Ingénieurs du B.T.P

SAE

Un Groupe de 15. 000 personnes
vous offre
en FRANCE et à l'ETRANGER
■ Une formation enviée ■ des responsabilités rapides
■ UNE CARRIERE

Vous êtes entrepreneur, meneur d'hommes ... écrivez-nous en précisant vos préférences d'affectation, région parisienne, province ou étranger.

SAE Direction du Personnel - 32, Avenue de New-York - 75016 PARIS.

COFAP

ingénieurs informaticiens

Banlieue Sud

Une Société privée d'informatique (700 personnes), filiale d'un établissement public à caractère financier, réalise des applications diversifiées faisant appel à des techniques de pointe. La taille de la Société permet d'envisager des carrières évolutives en fonction des goûts et des capacités des candidats. Cette Société recherche :

ingénieur concepteur *(réf. 11049/M)*

Il prendra en charge la partie technique d'un projet sur Mini 6 avec implantation d'une base de données TOTAL et en assurera ensuite la conception.
Agé de 30 ans environ, le candidat, ingénieur de formation, a 5 ans d'expérience particulièrement orientée sur la matériel CII/HB et si possible sur Mini 6 sous DTF avec le SGBD TOTAL.

analyste *(réf. 11048/M)*

Destiné à s'intégrer à une équipe de 6 personnes sur un projet de gestion qui fera appel au télétraitement et aux bases de données, il coordonnera la tâche de deux autres informaticiens. Agé d'au moins 28 ans, de formation supérieure, le candidat a 2/3 ans d'expérience. La connaissance du matériel IBM/OS de CICS et VSAM est indispensable. Poste évoluant vers des responsabilités plus importantes.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence du poste, à H. Bouet. Sema-Sélection : **Centre Metra - 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

semä selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

LE CARBONE - LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE recherche

Pour son usine d'AMIENS

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE

MINES - CENTRALE - ENSAM
ou autres Grandes Ecoles

rattaché à la Direction de l'usine et chargé de :

- l'assistance technique des ateliers de production en FRANCE et à l'ETRANGER
- la planification industrielle,
- des recherches et essais technologiques pour l'amélioration des procédés de fabrication

Le candidat devra avoir une expérience de 2 à 5 ANS dans l'industrie, de préférence dans une fonction production (mécanique - automatisation) ou Méthodes.
Bonne connaissance de l'ANGLAIS indispensable. Déplacements à l'Etranger. REF. 446 M

Pour son usine de la REGION PARISIENNE (Gennevilliers)

INGENIEUR

MINES - CENTRALE - ENSAM - PHYSIQUE - CHIMIE
DEBUTANT ou 1 à 2 ANS d'expérience

Le poste à pourvoir comporte des responsabilités d'EXPLOITATION et de GESTION.
Une bonne connaissance de l'ANGLAIS sera appréciée. REF. 447 M

Pour ces deux postes, qui peuvent déboucher sur une évolution de carrière intéressante,

- **une formation complémentaire de gestion (IAE, ICG ou équivalente) serait appréciée.**
- **le goût et la pratique des relations à tous niveaux est nécessaire.**

Adresser sous référence, C.V. photo et prétentions à LE CARBONE - LORRAINE, Direction du Personnel et des Relations Sociales Tour Manhattan Cédex 21 92095 Paris la Défense 2

hoog carrières

LUTRANA est un spécialiste du pesage depuis 50 ans.
Les techniques les plus sophistiquées sont appliquées à la conception et à la construction pour répondre aux conditions les plus rigoureuses de fiabilité et durabilité.

Son expansion des ventes et son implantation du service après-vente sur toute la France nécessitent un :

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Rattaché au Directeur du SAV, il sera responsable de l'ensemble de l'aspect technique de cette Direction.

Sa mission comprend :
- Les liaisons avec le bureau d'études et la fabrication, la responsabilité de la plate-forme de dépannage électronique, la définition, la mise en place et le suivi des moyens techniques de chaque agence et la responsabilité du stock de pièces détachées et son informatisation.

Ce poste convient à une personne diplômée d'une ENSI et ayant une expérience de 5 ans dans une industrie d'équipement électronique.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : **UNIPESAGE - Service du Personnel**
68, AVENUE GAMBETTA, 93170 BAGNOLET - *(en précisant la référence IE Mars 82)*

bleu

Analyste organique

Une importante entreprise industrielle et commerciale du secteur public (9000 personnes) recrute *pour son service informatique situé à Paris, un(e) jeune analyste organique. Il (elle) participera à* divers projets informatiques dans un contexte d'informatique répartie avec un réseau de télétraitement (Transpac, plus de 100 mini et micro-ordinateurs).

Dans le cadre d'un travail en équipe, il (elle) contribuera à l'élaboration du cahier des charges des projets et sera responsable de la réalisation des dossiers d'analyses, de l'animation d'une équipe de programmeurs.

Ce poste intéresse un(e) candidat(e) ayant au moins 2 ans d'expérience de l'analyse, un niveau d'études Bac + 2, capable de s'adapter à des matériels et à des langages différents. La formation au matériel sera assurée.

Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre candidature à envoyer sous référence 22047/M

sélé CEGOS

TOUR CHENONCEAUX - 204 Rond-Point du Pont-de-Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX

Membre de SYNTEC

Importante Société d'Ingénierie Nucléaire (1000 personnes) recherche dans le cadre du développement de sa

FONCTION PERSONNEL

plusieurs Collaborateurs Diplomés Grandes Ecoles Ingénieurs ou Gestion

Ayant acquis une expérience d'environ 5 années dans la fonction Personnel ; ils seront à même de prendre la responsabilité de la gestion des ressources humaines d'une Division ou d'un chantier.

Siège Social : Banlieue Ouest.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf.1290M à :

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

Une Société, C.A. : 1,2 milliard. Effectif : 3.300 personnes, filiale d'un important groupe industriel international, leader dans la fabrication de câbles isolés pour le transport de l'énergie et de la communication, recherche pour la région parisienne :

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou ayant déjà acquis une expérience professionnelle de 2 à 5 ans pour prendre en charge la conception des appareillages électrotechniques pour câbles et animer le bureau d'études qui sera placé sous sa responsabilité.

Le candidat retenu, de formation Arts et Métiers ou École d'Ingénieurs + B.T.S. Dessin, devra parler anglais couramment.

Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo et prétent. s/n° 26797, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Entreprise Industrielle (200 personnes) filiale d'un groupe Allemand, région de SENS crée le poste de

secrétaire général

Adjoint au Directeur Général

Le candidat sera âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion) et aura acquis une expérience réussie de la fonction administrative et financière en entreprise.
Il sera chargé de coordonner et d'animer l'ensemble des fonctions administratives des deux établissements (organisation, comptabilité, contrôle de gestion, personnel...) et de concevoir des nouveaux systèmes et procédures de GESTION (informatique, comptabilité analytique...). ANGLAIS indispensable, ALLEMAND souhaité. Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence 1019 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Nous sommes un groupe international de société d'engineering et de construction, opérant en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis. Nos réalisations : centrales de dessalement d'eau de mer, terminaux d'aéroport, centres commerciaux et d'habitation. Pour renforcer le **Département "Procurement"** *de notre siège parisien, nous recherchons des :*

ACHETEURS

Bilingues anglais, à qui nous conférons l'approvisionnement de nos chantiers à l'étranger.

De formation supérieure en BTP, mécanique ou électricité, leur compétence technique est complétée par une expérience de la négociation commerciale acquise dans un poste similaire.

Nous leur offrons la possibilité de faire carrière au sein d'un groupe en expansion rapide.

Prière d'adresser votre C.V. + lettre en anglais à SOGEX
Service du Personnel, 15, bld de l'Amiral Bruix, 75116 Paris.

SOGEX

média-system

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

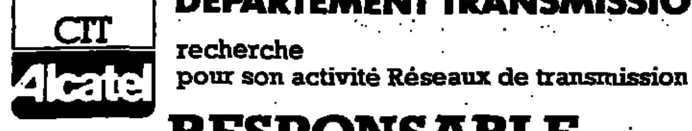
Service Technique des Programmes Aéronautiques
recherche

B.T.S. ou D.U.T.

Domaine électro-mécanique

- Sens des relations ;
- Anglais nécessaire ;
- Expérience électricité aéronautique souhaitable.

Ecrire avec curriculum vitae au Service Technique des Programmes Aéronautiques, Bureau du Personnel, 4, avenue de la Porte-d'Issy, 75996 Paris-Armées.



CIT Alcatel

DÉPARTEMENT TRANSMISSION

recherche
pour son activité Réseaux de transmission

RESPONSABLE SERVICE ÉTUDES

Il animera une équipe d'environ 20 personnes chargée de :
- mise en œuvre de microprocesseurs et de technologies haute fréquence, haut débit;
- développement et réalisation de prototypes avant passage en fabrication de série;
- assistance technique à la fabrication.

35 ans minimum, de formation supérieure en électronique (Supélec, Télécom...), il aura environ 10 ans d'expérience dans un service études avec, si possible, une responsabilité d'encadrement.
Lieu de travail : région de MONTLHÉRY (91).

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT-ALCATEL — Service Recrutement Cadres 10 bis, rue Louis-Lormand B.P. 22/78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS — sous référence SE/CA.

CONTESSE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Société de contruction et d'exploitation d'autoroutes
(1200 personnes - C.A. 850 millions de francs)

Chef du département comptabilité informatique

200.000 F. +

Nous recherchons un professionnel de la comptabilité pour lui confier l'animation, l'organisation et la coordination des services comptables et informatiques.
Plus particulièrement, il aura la responsabilité de développer, de définir de nouvelles applications informatiques et d'en assurer la mise en oeuvre.
Nous souhaitons rencontrer des candidats justifiant d'une formation supérieure et ayant acquis l'expérience pratique approfondie de l'outil informatique.
Le poste est à pourvoir à Paris.
Nous traiterons confidentiellement les dossiers s./réf 774 A LM

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

Maintenant, chef de zone export

Dès la fin de vos études supérieures commerciales, vous avez fait vos premières armes à l'export. Maintenant, vous travaillez sans difficulté en Allemand et en Anglais. Il vous faut «éclater» et devenir responsable d'une zone. A des concessionnaires autrichiens, suisses, irlandais, vous apporterez le «plus» qui fait le succès. Depuis 20 ans, ils vendent fort bien les biens durables de consommation que nous produisons. Mais quand même...,

Notre mode de distribution ressemble assez bien à ce qui se pratique dans l'outillage à main, le loisir technique, le petit électro-ménager. Dans notre équipe, nous attendrons de vous la réussite d'une mission globale : aides à la vente des équipes sur le terrain, promo, pub, budgets, tarifs, etc... Vous partagerez votre temps entre votre «territoire» et votre bureau parisien. Si vous «passez» bien, nous vous confierons très vite des missions d'étude aux USA et au Canada et vous prendrez en charge de délicieux petits pays d'Europe auxquels on ne pense pas toujours : Chypre, Malte, Gibraltar, Andorre. Quelques mois après votre arrivée, vous «pèserez» un CA rentable de plus de 15 M et nous entendons bien que vous n'en resterez pas là...

Vous avez compris que ce premier poste dans notre société demande un battant à la fois très commerçant, très honnête intellectuellement. Une qualité essentielle sera la rapidité de réaction pour régler très vite les multiples petits problèmes quotidiens de l'export. Vous écrivez aux Conseils en recrutement de Sirca ? Référence 824 683 M. Merci et peut-être à bientôt.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



USINE DE CORBEIL-ESSONNES - 91

MICRO-ELECTRONIQUE APPLIQUEE A L'INFORMATIQUE, RECHERCHE

Pour prendre en charge la responsabilité de Projets de Développement de Logiciels d'Application en Informatique de Gestion,

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

OPTION INFORMATIQUE

Débutants ou 2 à 8 années d'expérience.
Anglais souhaité - Possibilité de séjours aux Etats-Unis.
Ces postes de début de carrière peuvent évoluer ultérieurement, selon les aptitudes et les goûts, vers des activités industrielles différentes et permettre un intéressant développement de carrière.

Adresser candidature et C.V. détaillé à : IBM FRANCE
Service Recrutement des Cadres - 224, boulevard John Kennedy, 91102 CORBEIL-ESSONNES CEDEX.

CONTESSE



Conseil de direction S.A.

recherche pour le lancement de sa filiale de

Conseil juridique et fiscal international

Futur Directeur

HF

Expérience du métier avec ouverture internationale indispensable.
Formation souhaitée : Licence en Droit + Grande école de gestion.
Pratique courante de l'Anglais. Autres langues appréciées.
Plan de rémunération et d'actionnariat.
Adresser C.V. et photo à François GUIRAO, E.H.F. Conseil de Direction B.P. 225, 75564 PARIS CEDEX 12.

MEDIA PA

Jeunes analystes à potentiel

(2 à 3 ans d'expérience)

Après une formation supérieure, vous avez choisi de vous orienter vers l'informatique et vous avez intégré soit une SSCI soit une Entreprise.

Depuis 2 ans ou un peu plus, vous êtes analyste et aujourd'hui, vous vous posez le problème de votre évolution.

Peut-être sommes-nous en mesure de vous proposer une opportunité intéressante ?

Notre société (effectif 4 000 personnes) est filiale d'un très important groupe anglo-saxon, leader dans son domaine (biens d'équipements). Plus de 2 % de notre C.A. est consacré à nos investissements informatiques.

Employant 140 personnes (moyenne d'âge 30 ans) notre Direction des Systèmes d'Information s'appuie sur un environnement technique particulièrement riche (IBM 370/158 et 370/168, PDP 11/70, mini 6, réseau télétraitement).

Analyste, vous aurez la responsabilité du développement de projets, et progressivement, vous serez amené à encadrer une petite équipe.

A court terme (environ 2 ans), votre succès dans la fonction vous permettra d'évoluer dans une structure très ouverte, soucieuse d'optimiser son potentiel humain. Une orientation Chef de Projets ou Système est tout aussi concevable qu'une orientation organisation ou Comptabilité.

Poste à pourvoir : **proche banlieue.**

Notre conseil étudiera confidentiellement votre dossier que vous lui ferez parvenir sous référence LM/332.



MEDIA PA

Jeune ingénieur grande école

Vous éprouvez un intérêt marqué pour l'informatique technique.
Vous avez la rigueur nécessaire pour prendre progressivement en charge le développement d'applications utiles à notre bureau d'études, de la conception des projets jusqu'à leur démarrage.
Vous parlez anglais et, dans l'idéal, vous justifiez d'une première expérience en bureau d'études Bâtiment ou Travaux Publics.

Nous vous proposons de rejoindre notre Centre de Calcul Technique. C'est une véritable cellule scientifique intégrée, permettant à nos ingénieurs de bénéficier d'une assistance informatique de pointe, rigoureusement adaptée à leurs besoins. Nous vous formerons à nos méthodes, mais il vous faut avoir déjà le goût, sinon la passion, de la recherche par l'informatique.



Merci d'adresser votre candidature sous référence 8245 JI
à Claude Le Menn - BOUYGUES - Direction du Personnel
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

SITA

SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES

Exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmission et de commutation de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes, recherche pour son département «Etudes et Développement Logiciels» :

INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS/ TELEINFORMATIQUE

(de débutant à 5 ans d'expérience professionnelle)

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :
- Travaux sur les protocoles internes et les procédures de raccordement de calculateurs et terminaux au réseau. (réf. SZ 1),
- Conception, réalisation et maintenance des logiciels. Suivi des systèmes et développement de nouvelles fonctions. (réf. SZ 2)
- Qualification, mise en service et suivi des systèmes. Gestion d'outils de test (réf. SZ 3).

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés ou équivalents possédant une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé, une aptitude certaine au travail en équipe et une disponibilité réelle pour des déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
SITA - Direction du Personnel - 112, Avenue Charles de Gaulle
92522 - NEUILLY-SUR-SEINE

Société internationale de Promotion Immobilière

Directeur

salaire 300 000 F +

Un groupe d'investisseurs Français vient de CREER une société de prestations de services immobiliers. Il recherche son directeur qui aura pour missions :
- le «montage» de projets immobiliers (immeubles, bureaux, hôtels, centres commerciaux) en France et à l'Etranger;
- la recherche du financement soit au sein même du groupe, soit auprès de tiers;
- le contrôle du dénouement du projet.

Agé de 35 à 40 ans environ, de formation supérieure, ce directeur doit avoir une expérience du montage et des affaires immobilières soit en France soit à l'Etranger. La pratique de l'Anglais courant est indispensable.

Adressez CV, photo, prétentions à ARB 38 rue de Lisbonne 75008 Paris.

média-system

BANQUE DE DEPOT
PARIS 2ème
recrute pour son Agence Centrale

JEUNE Classe III ou IV

Formation Dauphine/ESCAE ou équivalent.
Pour poste suivi clientèle entreprise.
(2 à 3 ans d'expérience dans la fonction indispensable).
Perspectives d'avenir.
Adresser C.V., photo et prétentions ss No 26604, CONTESSE Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL RECHERCHE

INGENIEUR BREVETS

Diplômé Grandes Ecoles
(E.S.E./E.C.P./ou équivalent) ayant une pratique
Propriété Industrielle d'au moins 4 ou 5 ans.

Ce poste comporte les relations avec les Inventeurs, les Cabinets de Brevets et les Sociétés licenciées ainsi que l'établissement des contrats correspondants et de toutes consultations Propriété Industrielle.

Il suppose une certaine formation administrative et des connaissances précises en Droit.

Age maximum 45 ans/Nationalité française
Lieu de travail : PARIS ou proche banlieue

Prière d'adresser lettre manuscrite et C.V. à No 27120 CONTESSE. Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SAFT

Groupe CGE

Division aérospatiale

Leader dans le domaine de la fourniture de batteries
Nickel-cadmium pour véhicules spatiaux, renforce ses équipes et recherche

UN INGENIEUR QUALITE

Il sera responsable du suivi et de la gestion «Qualité» des projets de batteries spatiales.

A ce titre il aura comme interlocuteurs :
- les différents responsables de la Division,
- les chefs de projets,
- les homologues «Qualité» de nos clients français et étrangers.

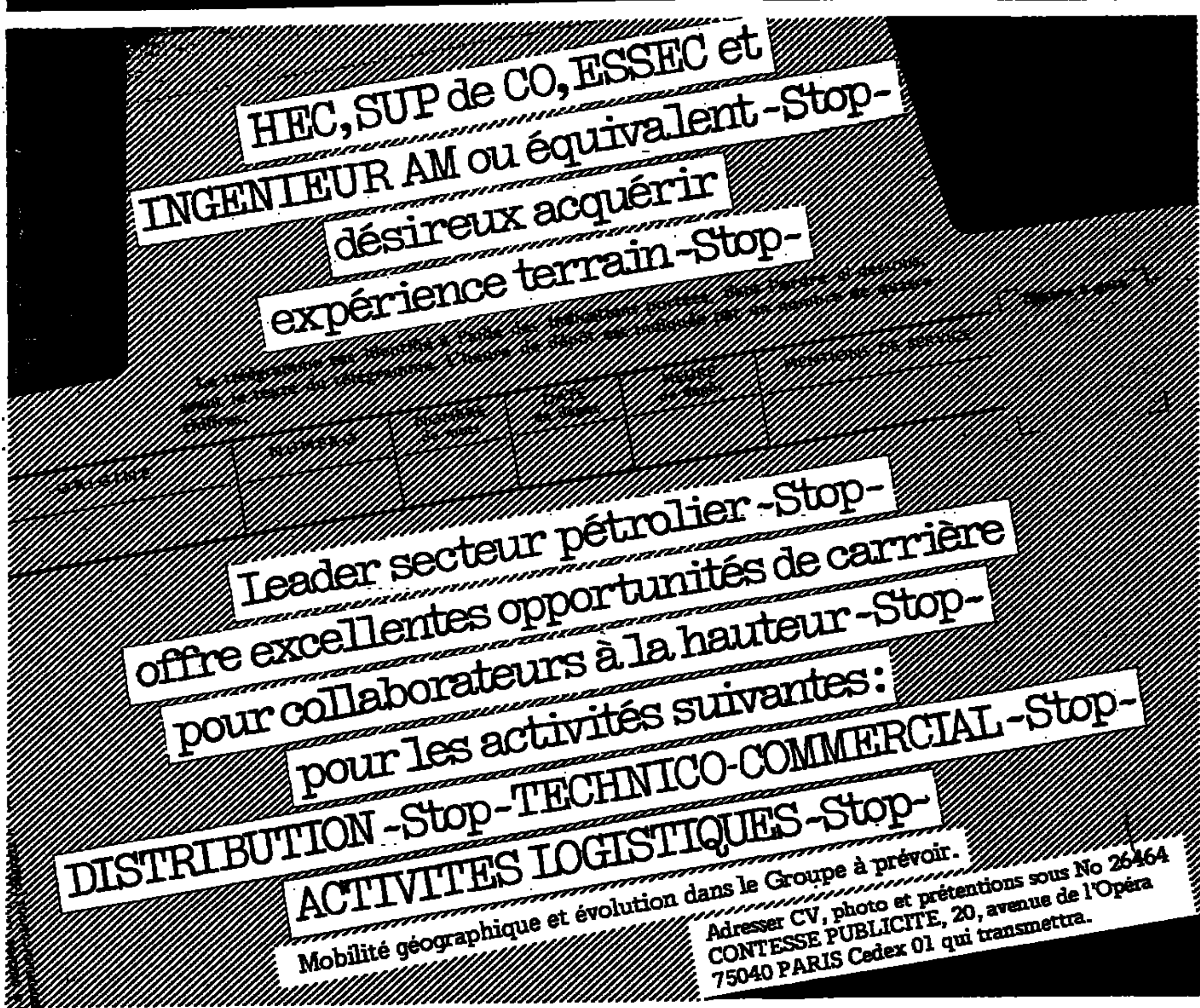
Nous souhaitons confier ce poste à un Ingénieur grande école (polyvalent en mécanique, électrotechnique, thermique) débutant ou possédant une première expérience en milieu industriel.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Cette fonction peut ouvrir de larges perspectives d'évolution au sein du groupe SAFT pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence A.24.43
indiquée sur l'enveloppe à SAFT - Direction des Ressources Humaines
119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS PERRET

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS





REGARDE L'AVENIR ET PARIE SUR LES JEUNES

L'UNE DES PREMIÈRES ENSEIGNES DE LA DISTRIBUTION MODERNE OUVRE SES PORTES A

15 jeunes diplômés
ÉTUDES COMMERCIALES SUPÉRIEURES

- vous avez le sens du commerce et vous voulez réussir,
- Vous souhaitez voir rapidement le résultat de vos efforts,
- Vous voulez animer une équipe.
- Vous conjuguez goût de la gestion et sens du concret.

Vous vous verrez confier, après une période de formation approfondie en théorie et en pratique, **des responsabilités en Hypermarché et en Supermarché** (PARIS et PROVINCE).

Vous trouverez de réelles possibilités de développement et d'évolution de carrière si vous acceptez la mobilité géographique et les contraintes de la grande distribution

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :
PÉPINIÈRE ENCADREMENT RADAR
113, rue Jean-Marin-Naudin
92220 BAGNEUX

SOCIETE FRANCAISE
LEADER MONDIAL DE SON MARCHE
recherche pour sa division internationale

CONTROLEUR DE GESTION

Il assistera le Directeur de la division pour le contrôle de la gestion de cette division et des filiales étrangères qui en dépendent.

Ce poste nécessite que le titulaire possède :
— une formation supérieure (H.E.C., E.S.C.P., ou Ecole d'ingénieur + spécialisation)
— une première expérience de la gestion dans une société multinationale
— la connaissance de l'anglais et d'une deuxième langue.

Lieu du poste : PARIS.

Adresser C.V., prétent. sous réf. 6914/L à

CONTESSE PUBLICITE
74, rue Béchevelin
69363 LYON cedex 07
qui transmettra

---

2 Techniciens électroniciens
NIVEAU DUT, BTS

Pour faire face à son expansion rapide, Intercontrole, filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, spécialisée dans l'utilisation des techniques de pointe (électronique, robotique, ultra-sons...) recrute deux techniciens électroniciens.

L'un pour le **SERVICE INSPECTION**
Il aura la responsabilité du fonctionnement de matériels électroniques mis en œuvre lors de contrôles d'importantes installations industrielles de production d'énergie. Déplacements 80% du temps en France et à l'étranger.

L'autre pour le **SERVICE INGENIERIE**
Responsable du suivi technique et du développement du matériel électronique, le candidat aura de bonnes connaissances des techniques numériques et des circuits analogiques. Possibilité d'évoluer, à terme, vers un poste d'ingénieur. Déplacements 20% du temps en France et à l'étranger.

Pour ces deux postes : Formation assurée. Salaire motivant. Dégagés des O.M.

Les réponses seront traitées dans les plus brefs délais. Veuillez nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant le poste choisi.

INTERCONTROLE
15, rue des Solets, SILIC 433 - 94583 RUNGIS CEDEX

Vous aimeriez prendre en charge

notre bureau d'études «industrialisation»

car vous cherchez à exploiter vos facettes d'homme d'études, de méthodes et de fabrication en dirigeant une équipe d'une vingtaine de personnes (au sud proche de Paris) sans craindre la remise en question humaine et technologique.

Intermédiaire privilégié entre les hommes de conception et de fabrication, vous aimez la multiplicité des tâches.

Passer de l'Electronique à la CAO ou à la mécanique, résoudre des problèmes de miniaturisation, de connectite, de cablage, de refroidissement, de packaging, de sous-traitance, de normalisation, de faisabilité au meilleur coût, d'automatisation, etc., bref faire preuve de polyvalence tout en sachant être à l'écoute des hommes et des techniques vous plairait ?

Alors nous devons nous rencontrer pour découvrir aussi votre passé, sans doute 10 ou 15 ans dans l'électronique à la suite d'études type Arts & Métiers

IPPA

Nous avons confié la recherche à IPPA 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement CV, photo, rémunération ss réf. 69202M

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES
PARIS LA DEFENSE
recherche pour son

service juridique section documentation
JURISTE HF

Titulaire maitrisé en droit privé, ayant une expérience en matière de règlement de sinistres contentieux.

Cette personne qui sera engagée comme agent de maitrise aura la responsabilité de la gestion et du développement de la documentation juridique destinée, à l'ensemble des services utilisateurs.

Le candidat(e) devra avoir le sens de l'organisation et le goût de la recherche juridique.

Le poste sera évolutif pour un candidat de valeur.



Adresser CV + photo + prétentions Contesse Publicité
20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra sous référence CT 31.

Filiale, à taille humaine, du groupe



Thomson CSF
recherche

Ingénieur Projets Affaires

Profil : ingénieur électronicien grandes écoles ENST, (supélec).
3 à 5 ans d'expérience, intéressé par la gestion technique centralisée en temps réel.
Mission : établir des réponses technico-commerciales au besoin de la clientèle, être capable de les défendre et de les imposer.
Ultérieurement, conduite des affaires dans le respect des délais et des coûts.
Responsabilité globale importante, sens des relations internes et externes.
Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris. (RER).

Envoyer CV et prétentions sous N° 8140 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Ingénieurs Electroniciens

La société : Important groupe industriel 1000 personnes, filiale d'une multinationale, notre présence sur le marché des biens d'équipement grand public audiovisuels se développe de façon continue.

Les postes : notre laboratoire technique situé en **Région Parisienne** recherche pour ses activités de développement :

Un ingénieur électronicien spécialiste télévision
pouvant justifier de 2 à 3 années d'expérience en télévision ou en produits audiovisuels (caméras ou magnétoscopes). Il aura acquis les connaissances des dispositifs et des standards de la télévision et aura les qualités personnelles lui permettant de prendre en charge à terme des projets dans leur totalité.

Un ingénieur électricien en système de régulation
qui aura une première expérience des semi-conducteurs et sera amené à travailler sur des systèmes d'asservissement, de commutation et d'alimentation.

Les candidats seront disponibles pour de courts déplacements tant en France qu'à l'étranger.

La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand sera appréciée.

Afin de vous renseigner plus complètement sur ces opportunités nous vous proposons, de nous adresser votre candidature qui sera étudiée en toute confidentialité sous la réf. EX01.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

---

ingénieur responsable des études informatiques — paris

L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS D'INGÉNIERIE cherche pour son département informatique (100 personnes) le responsable des Études.

L'informatique dans ce groupe est en plein développement et fait appel à des techniques avancées (bases de données et informatique interactive répartie). Cet ingénieur doit diriger, animer et renforcer l'équipe des chefs de projets.

De formation grande école scientifique, il a une dizaine d'années d'expérience de projets informatiques et la pratique de l'encadrement d'équipes de réalisation, acquise au sein d'une organisation industrielle complexe utilisant des réseaux d'ordinateurs. Il parle couramment l'anglais.

Nous remercions les ingénieurs intéressés d'adresser leur dossier de candidature à Madame Anne MALDIDIER, sous la référence 240 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris

membre de syntec

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TP
(pour son service Matériel à Nanterre)
recherche

INGÉNIEUR AM
(ou équivalent)

- 30 ans environ.
- Relations avec les chantiers et les fournisseurs.
- Gestion du parc de la Société.
- Expérience dans poste similaire souhaitée.
- Anglais apprécié
- Situation d'avenir, si capable.

Adresser dossier de candidature sous n° 42129 M - HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS,
qui transmettra.

HAVAS CONTACT

UNE COMPETENCE RECONNUE...

Depuis 1977 notre jeune société investit et réussit.
Aujourd'hui notre notoriété dans le domaine du TEST AUTOMATIQUE pour l'INDUSTRIE est reconnue.
Nous souhaitons aller de l'avant en recrutant des

INGENIEURS ELECTRONICIENS
DEBUTANTS, ISEN, ISEP, ENSEA, INSA ...

TECHNICIENS SUPERIEURS
EXPERIMENTES, de HAUT NIVEAU

Nous leur proposons le cadre d'une entreprise qui réussit au service des branches de pointe de l'industrie : aéronautique, télécommunication...
Nous disposons d'importants moyens techniques.
Vous travaillerez dans un environnement de haut niveau avec beaucoup d'autonomie. Une formation à nos produits et méthodes est assurée.
La connaissance de l'Anglais sera appréciée. Lieu de travail : CERGY-PONTOISE (à 40' de Paris par RER, SNCF St-Lazare ou Gare du Nord).
Possibilité logement.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 8328 à :

OP organisation et publicité

Vous avez pu affirmer votre savoir faire au sein d'une importante banque; vous souhaitez continuer à faire preuve de dynamisme dans le cadre d'une large délégation.

Banque d'affaires privée filiale d'un groupe international

recherche

Responsable de clientèle institutionnelle

chargé de développer et d'entretenir les relations financières avec les investisseurs d'Europe continentale.

Le titulaire aura plusieurs années d'expérience commerciale ainsi qu'une bonne connaissance de la gestion des valeurs mobilières et de la trésorerie.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 5588 à Média-System «Emplois et Carrières» 104 rue Réaumur 75002 Paris. Discrétion assurée.

Circuits hybrides à 90kms au sud de paris, cherchent spécialistes amateurs de campagne et de techniques de pointe

Unité à taille humaine (400 personnes) du groupe THOMSON C.S.F., nous sommes le premier fabricant français de Circuits Hybrides.

La poursuite de notre croissance, l'attaque vigoureuse de nouveaux marchés nous conduisent à recruter pour notre jeune équipe, des hommes disposés à prendre des responsabilités d'étude ou de production, aussi nous recherchons des :

INGENIEURS
- ELECTRONICIENS
- PHYSICO-CHIMISTES

TECHNICIENS BTS-DUT
- ELECTRONIQUE
- MESURE PHYSIQUE
- PHYSIQUE CHIMIE
- GENIE THERMIQUE ET ENERGIE

Formation assurée aux techniques particulières.
Possibilités de mobilité à l'intérieur du groupe.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à THOMSON-CSF DCH (055) - Boite Postale 32 - 45390 PUISEAUX, sous référence 01 M.

THOMSON-CSF-DCH

CONTESSE

Lending Officer

La Succursale de Paris de Bank of America recherche un cadre d'exploitation de formation universitaire possédant 3 à 4 ans d'expérience.

Ayant acquis une bonne formation en analyse de crédit et ayant le sens du risque bancaire, il devra pouvoir développer une clientèle d'entreprises internationales sur un marché très compétitif en proposant une gamme complète de produits bancaires avec l'aide des filiales spécialisées de la banque ainsi que de son réseau international.

Nous recherchons une personne ayant l'esprit d'équipe capable de s'insérer rapidement dans une structure anglo-saxonne.

Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Larges possibilités de développement de carrière en France ou ultérieurement à l'étranger.

Rémunération attrayante pour un candidat de tout premier plan.

Merci d'envoyer votre C.V. et prétentions à : Mlle Etchanchu, Bank of America, 43/47 Avenue de la Grande Armée - 75782 Paris Cédex 16.

BA BANK OF AMERICA

SAFT Groupe C.G.E.

recherche pour son

DEPARTEMENT ACCUMULATEURS

UN ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

IL SERA RESPONSABLE :
— de la définition de la «Politique Produits» dans le domaine industriel des batteries étanches
— de l'application, du suivi et de la gestion des Plans Produits qu'il aura établis.

Nous souhaitons confier ce poste, très évolutif au sein du groupe Saft à un jeune gestionnaire de grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) possédant une première expérience significative et concrète de la vente et maitrisant la langue anglaise.

La connaissance de l'allemand pourrait être un atout supplémentaire.

Adresser CV + photo + prétentions sous référence A 21-39 indiquée sur l'enveloppe à SAFT Direction des Ressources Humaines 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS-PERRET

CONTESSE

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

produisant en série des biens d'équipement

recherche

CADRES COMMERCIAUX

Débutants ou expérience 1 à 3 ans

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.
dégagés des obligations militaires

Après une formation très complète, ils exerceront des responsabilités :
- D'animation ;
- D'organisation de réseaux ;
- De promotion des ventes en FRANCE et ultérieurement à l'étranger.

Cette activité implique une grande disponibilité géographique.

Anglais impératif.

Très larges perspectives de carrière dans un groupe de 1er plan.

Ecrire s/n° 119.050 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Culligan

recherche

CHEF DES VENTES REGIONAL 75.000 +

Notre Société connait une progression constante des ventes de ses produits destinés à l'amélioration de la qualité de l'eau dans la maison.

Le cadre que nous recherchons assure, après formation, l'animation des ventes auprès du réseau de concessionnaires exclusifs.

Après quelques mois d'intégration dans notre organisation, nous lui confierons l'entière responsabilité commerciale sur son secteur.

Le poste, basé en région parisienne, nécessite de fréquents déplacements de courte durée.

Nous souhaitons recontrer si possible un homme de 25 - 28 ans, de formation commerciale, souhaitant assurer sa promotion au sein d'une équipe performante.

Adresser CV + photo à CH. BOURGEOIS
CULLIGAN FRANCE
4, avenue du Président Kennedy
78340 LES CLAYES SOUS BOIS

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR PARA-PÉTROLIER
(C.A. 2,4 Milliards de Francs)
recherche
pour son Siège Social à PARIS

CHEF DU SERVICE PAIE

- Au sein de la Direction du Personnel, vous intégrerez une équipe dynamique pour prendre en charge la responsabilité du service paie se composant actuellement de 5 personnes.

  Vous gérerez, à l'aide d'un outil informatique élaboré, nos différentes catégories de personnel travaillant en France et à l'étranger (Cadres, ETAM, ouvriers, inscrits maritimes).

  Outre les tâches classiques inhérentes à la fonction paie, vous devrez assurer la tenue et la mise à jour des fichiers de gestion et du tableau de bord social de la Société.

- Vous avez 30 ans minimum et pouvez faire état d'une expérience d'environ 5 ans en qualité de chef de service paie, acquise si possible dans le secteur des T.P.

  Vous êtes motivé par la création et la maintenance d'applications informatiques à la gestion du personnel et vous êtes rompu au dialogue avec les informaticiens.

  Vous êtes rigoureux et possédez une autorité naturelle indiscutable.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous référence 6414M à PIERRE LICHAU S.A. — B.P. 220 — 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

imphy — CA 1,5 Milliard F – 50 % export — 3.500 personnes

INGENIEUR PRODUIT

Notre division METALIMPHY (CA 500 Millions - 800 personnes) est réputée pour ses alliages aux propriétés physiques particulières, destinés aux composants électroniques et aux systèmes de régulation. Ceux-ci s'adressent à une clientèle utilisant les technologies les plus sophistiquées.

Nous recherchons un ingénieur qui sera en charge directe d'une «famille de produits».

A partir de la définition du bilan économique de chaque produit et du contrôle permanent des écarts pendant la réalisation, sa responsabilité couvre la gestion optimale et rigoureuse de son flux à travers les unités de fabrication, de son développement technique et de la qualité; l'impératif final étant le meilleur service et la satisfaction de nos clients.

Ce poste requiert un ingénieur diplômé grande école, âgé de 28 ans minimum conforté par une formation de métallurgiste et une première expérience industrielle de 3 ans, soit dans une fonction similaire, soit en fabrication, contrôle qualité ou recherche et développement. L'anglais courant est impératif.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes pour un élément performant, s'impliquant dans la vie et le développement de l'entreprise.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 4105 IM à notre Conseil 58 Avenue de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANT
Recrutement Structures et Communication

cxcp

LE CENTRE D'INFORMATION DES UTILISATEURS DE PROGICIELS

recherche

SON FUTUR RESPONSABLE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Le candidat a une expérience professionnelle de 1 ou 2 ans après une formation supérieure de second ou 3e cycle.

Il a une connaissance informatique suffisante pour dialoguer avec des responsables informatiques de haut niveau.

Le candidat sera l'interlocuteur privilégié du CXP auprès des utilisateurs, non membres de l'Association, désireux de connaître les services du CXP répondant le mieux à leurs besoins.

Ce poste est à pourvoir rapidement à PARIS-8e.

Envoyer curriculum vitae avec photo et prétentions au CXP 5, rue de Monceau, 75008 PARIS.

Premier constructeur français d'ensembles industriels clés en main, à vocation internationale, recherche

JEUNES INGÉNIEURS

ECP - ESE - ENSTA - ENSAM - INPG...

Nous vous proposons de débuter votre carrière dans les essais et les démarrages d'installations électronucléaires.

Rattachés à des équipes polyvalentes, vous développerez dans cette activité une très bonne connaissance de l'ensemble des équipements et circuits appliqués à des problèmes variés traités sur le «terrain».

Vous pourrez, à moyen terme, selon vos goûts et aptitudes personnelles, évoluer vers des postes de la filière chantier, études ou export.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73672 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



TRANSAC



LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANCAISE

accroît ses activités – GUICHETS BANCAIRES – TERMINAUX MULTI-FONCTIONS

et offre à des

INGENIEURS LOGICIEL QUALIFIES

plusieurs postes dans les domaines suivants :

SYSTEME **MICROPROCESSEURS** **TRANSMISSIONS** **RESEAUX**

nous leur confierons

soit des **développements** de logiciels	soit une responsabilité dans le cadre de la **création** d'une activité de **support clients**

Nous leur assurerons une formation sur nos produits et le soutien de notre méthodologie.
Notre expansion spectaculaire assure à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution.
Lieu de travail Massy (5' R.E.R.).
Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite avec CV et prétentions) à Michel BERNET-ROLLANDE
Direction des Relations du Travail **TRANSAC ALCATEL** 91680 BRUYERES-LE-CHATEL.

Chef Service Véhicules Direction Immeubles et Achats

Leader mondial de la reprographie, le groupe RANK XEROX emploie en France, 5 200 personnes. Avec un volume d'activités de 2,3 milliards de Francs, RANK XEROX fait partie des 100 premières entreprises françaises.

Dans le cadre de son expansion, la Direction Immeubles et Achats, recherche **UN JEUNE COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU.**

De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup. de Co ou équivalent), le candidat aura acquis :
- une expérience dans le domaine financier,
- une connaissance du secteur automobile.

Il devra allier à des compétences financières, un talent de négociateur.

Il aura pour mission :
- de définir à partir d'études financières, la politique d'acquisition et de revente des véhicules Société, en accord avec les Directions concernées ;
- de définir et d'assurer la gestion de ce parc ;
- de négocier avec les fournisseurs, le réseau de concessionnaires et coordonner l'activité véhicule auprès des collaborateurs intéressés.

La rémunération proposée est de l'ordre de 160 000 F selon expérience.

La pratique de l'anglais courant est nécessaire, et des notions d'informatique souhaitées. Le lieu de travail se situe à AULNAY-SOUS-BOIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. et photo sous réf. C/02 à Danièle GARBIL RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

MEDIA PA

RANK XEROX



recherche

Chef du service informatique

ENVIRONNEMENT : Mini-ordinateurs
RESPONSABILITÉ : Equipe de 4 analystes-programmeurs + Exploitation
Doit pouvoir organiser
la conception, la réalisation et la mise en place de nouvelles applications
Expérience de 5 ans minimum en mini-informatique de gestion
Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à :
M. ESCAICH - 41, rue Adrien DAMALIX
94410 SAINT-MAURICE

SFENA

ÉLECTRONICIENS ET INFORMATICIENS AU CŒUR DE LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE

Grand équipementier aéronautique français, nous sommes une société de 3000 personnes (dont 630 ingénieurs et cadres). Notre chiffre d'affaires dépassera 1 milliard de francs en 1982, dont 50 % à l'exportation.
Notre développement nous amène à proposer les postes suivants :

Ingénieurs d'application i/126
pour les systèmes de test automatique. Ils auront à assurer la coordination entre les utilisateurs et les services de conception.

Ingénieur méthode et industrialisation i/127
pour les systèmes informatiques. Il assurera la mise en production des produits définis par le département étude.

Chef de projet i/128
centrale inertielle et gyrolaser. Spécialisé en optique, il sera responsable de la définition du produit et de la gestion du programme.

Chef de service logiciel i/129
il aura à animer une équipe de 10 ingénieurs et à mettre en place une méthodologie de développement de logiciel.

Ingénieurs commerciaux i/130
de haut niveau pour la vente de nos systèmes informatiques et de nos systèmes de test.

Ingénieur "Moyens de test" i/131
il sera chargé de la conception des moyens de test et de la définition des nouveaux produits nécessaires à la maintenance de nos systèmes.

Ingénieurs étude et développement i/132
pour les systèmes avioniques et les systèmes informatiques.

Merci d'écrire en précisant le poste choisi à
SFENA Gestion des cadres
B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay

média-system



Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherche des

INGENIEURS LOGICIELS DE HAUT NIVEAU

Les postes à pourvoir offrent la possibilité de s'intégrer dans des équipes dynamiques dont les travaux se situent à la pointe du progrès. Ils conviendraient à des candidats ayant une formation supérieure en Informatique, complétée par une expérience de développement avancé en matière de langages, compilateurs, logiciels de base et plus généralement des techniques relevant du génie logiciel. (Anglais courant).
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 411 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Groupe de Sociétés de Courtage
ASSURANCE - REASSURANCE
travaillant dans 50 pays, spécialisé en
Maritime Aviation
et très engagé dans les études techniques de financements bancaires de navires, de marchandises et de polices «globales de banques» recherche pour sa filiale spécialisée dans secteur bancaire pour poste

technico-commercial

comportant des contacts clientèle à niveau élevé, Homme, nationalité française, 32 ans minimum, études universitaires supérieures avec excellent anglais parlé et écrit indispensable, bonne connaissance allemand ou espagnol souhaitée.

- Nous apprécions spécialement les qualités humaines, dynamisme, sens des responsabilités à l'intérieur d'une équipe, loyauté.
- Ce poste conviendrait plus particulièrement à candidat ayant 10 ans expérience assurance, ligne internationale bancaire, shipowner's representative, etc...
- Voyages principalement en Europe après stages techniques.

L'expérience acquise dans ce domaine bancaire au cours de négociations avec plus de 100 banques internationales depuis plusieurs années et la qualité de nos produits ouvrent de très sérieuses possibilités d'avenir.

Adresser C.V. en langue anglaise uniquement sous réf. 4312/MS à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche

DES ANALYSTES INFORMATICIENS EXPÉRIMENTÉS

PARIS

Dans le cadre de l'évolution des traitements et des opérations sur l'étranger, cette banque recherche plusieurs Analystes Expérimentés. Ils participeront, dans un premier temps, à l'extension et à l'évolution du système actuel :
- contrôle de la conversion du système de comptabilité devises pour l'un des postes (IBM vers CII-HB DPS 8).
- définition et réalisation d'applications associées à la connexion du système à des réseaux interbancaires (SWIFT) pour les autres postes.

Dans un second temps, ils pourront participer à la conception et à la réalisation du nouveau système transactionnel (plusieurs centaines de terminaux, SGBD) des opérations sur l'étranger.
Les candidats retenus auront deux à trois ans d'expérience acquise sur gros systèmes (CII-HB ou IBM) à l'occasion du développement d'applications classiques (fichiers, traitements par lots) et/ou d'applications de saisie transactionnelle.
La maîtrise complète du COBOL est impérative, celle d'un assembleur serait un atout supplémentaire.
La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience.

Écrire sous référence 245 M, à A.L. CONSEIL,
102, boulevard Malesherbes, 75017 Paris
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PRODUCTION

Filiale de l'un des premiers groupes français, notre Société s'est imposée sur un vaste marché intéressant le bâtiment et l'industrie.
Les perspectives de croissance de ses activités, en Europe et aux U.S.A., sont aujourd'hui importantes. Nos fabrications exigent des investissements lourds et des technologies complexes. L'un de nos procédés est utilisé par 30 fabricants dans le monde.

Dans un Service de développement-production en usine, vous serez chargé de missions concernant l'amélioration des procédés sur les lignes industrielles, la recherche des solutions aux problèmes techniques de fabrication, l'amélioration de la qualité, de la productivité et des conditions de travail. Pour cela, vous animerez une petite équipe de techniciens et vous travaillerez en relation étroite avec les responsables de production et le centre de recherche. Plusieurs postes sont à pourvoir dans nos usines implantées en région parisienne, en Normandie et en Provence.

Vous avez une formation d'Ingénieur **ARTS ET METIERS** ou équivalent, complétée si possible par une spécialisation sur les automatismes. Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience.

Vous souhaitez évoluer vers des responsabilités en production, après avoir maîtrisé les techniques.

Adressez-nous votre dossier de candidature sous référence 1.82.07, en précisant la localisation recherchée, à:

PIERRE LICHAU SA-BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.

Société de services Européenne
C.A. 400.000.000 Frs
recherche

COMMERCIAL

de haut niveau, 35 minimun
susceptible de devenir

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

collaborateur de la direction générale.
Tempérament d'acquereur, qualités de negociateur, aptitude à diriger une équipe. Pratique courante de l'anglais ou de l'allemand indispensable.
Une expérience transport serait un atout supplémentaire. Courts déplacements assez fréquents. Résidence Paris.
Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 10230 à PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

L'appui d'un des tous premiers groupes industriels français, le dynamisme d'une équipe de 240 commerciaux, une politique de diversification intense de nos gammes de produits, un développement tourné, dès nos débuts, vers l'exportation (25 % de notre C.A.), ces 4 facteurs contribuent largement à notre réussite (30 % de progression annuelle). Mais ce qui fait la différence c'est notre état d'esprit : volontaires, généreux, nous aimons nous battre pour gagner. Ces qualités, nous les recherchons aussi chez les

Jeunes HEC, ESSEC et ESCP
qui nous rejoindrons en tant que

Chef de produits

2 à 3 ans d'expérience du marketing de produits de grande consommation, doivent lui permettre de prendre en charge, sous tous ses aspects (création, gestion, analyse, études, coordination) la politique commerciale d'une gamme de produits réalisant 38 MF de CA.

Assistant contrôleur de gestion

débutant ou ayant une toute première expérience, il poursuivra la mise en place des procédures budgétaires, participera à l'informatisation de la société et suivra l'évolution de notre rentabilité.

Ce sont des postes vivants, actifs, concrets, dans des équipes jeunes et enthousiastes.
Un bon moyen de se réaliser pleinement dans une structure solide, souple et en évolution

V. Lanzoni attend vos dossiers de candidature (avec une photo et en précisant le poste souhaité) au 1 rue Moncey 75009 Paris
vous rencontrerez dès le premier contact les responsables de l'entreprise.

COPERS

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Important Groupe français de **METALLURGIE FINE**, d'importance internationale, leader français dans sa branche, recherche pour son département **PRODUITS NOUVEAUX** à PARIS

2 ingénieurs
confirmés de haut potentiel

Formation Grandes Ecoles (ECP - EPC - ENSAM - ENSI...) spécialisés soit en mécanique ou métallurgie, soit en physique ou électrotechnique.

Une expérience industrielle de 4 à 5 ans minimum est requise.

Ces ingénieurs seront chargés :
- **d'études de marchés à caractère technique** devant déboucher sur des **projets** d'élaboration de **produits nouveaux**,
- de la **finition** de ces produits et des **objectifs** d'études techniques (laboratoire de recherche les concernant),
- du **pilotage** des études techniques depuis le lancement jusqu'à la concrétisation commerciale.

Qualités recherchées :
- passion de l'**innovation** et, donc, ouverture sur les évolutions technologiques et économiques à moyen terme (5 ans),
- esprit de synthèse en vue de **choix** importants sur l'orientation industrielle et commerciale du Groupe,
- aptitude à convaincre et très grande volonté de réalisations concrètes.

Position de la fonction 3 A minimum.

Possibilités de déboucher sur des **responsabilités importantes** pour des éléments de valeur.

La pratique courante d'une langue étrangère (Anglais, Allemand) est indispensable ainsi que la disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 8232 à :

QP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



THOMSON-CSF
Groupe ACTIVITÉS MÉDICALES
Département Études et Développement
Imagerie Nouvelle
recherche

ingénieur électronicien

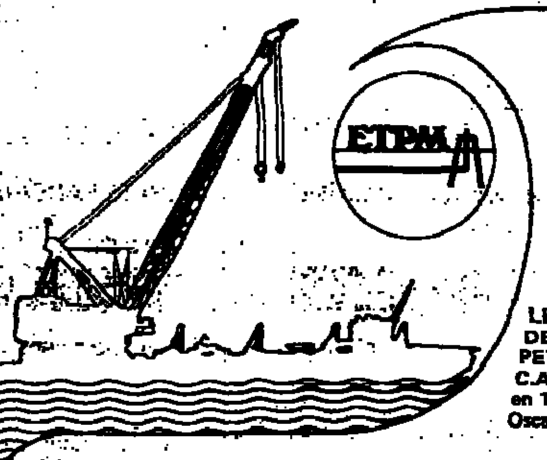
Formation :
ENSI - A et M ou équivalent.

Fonctions :
Soutien technique et encadrement d'une équipe chargée de la mise au point d'ensembles électroniques évolués.

Profil :
Bonnes connaissances des techniques numériques rapides, microprocesseurs 16 BITS, microprogrammation, matériels LSI 11/2 (DEC) - NOVA 4X (DATA GENERAL).
Les candidats retenus devront s'intégrer dans une équipe traitant des simulations et problèmes algorythmiques difficiles des produits de diagnostic médical et de l'imagerie numérique (scanner - RMN - radiologie numérique).

Connaissance de l'anglais appréciée.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 35790M à THOMSON-CSF
Département EDIN
48 rue Camille Desmoulins
Service du Personnel 92130
ISSY LES MOULINEAUX.



LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. : 2,4 Milliards de FF en 1981
Oscar à l'exportation

recherche

INGENIEURS CONFIRMES

Au sein d'un Service nouvellement créé, spécialisé dans *LES UNITES DE PLATEFORMES MARITIMES (TOP-SIDES FACILITIES)*, vous interviendrez dans le domaine des équipements, de la tuyauterie, de l'instrumentation et de l'électricité pour la réalisation de projets tels que :

- installations de compression, de collecte et de traitement, injection d'eau, utilités...

Vous êtes Ingénieurs diplômés ECP, AM, EEMI, ENSEM ou équivalent. Vous avez 30 ans environ et pouvez faire état d'une expérience de 4 ans minimum dans le secteur pétrolier ou pétrochimique.

Vous êtes intéressés par les questions techniques et les problèmes de coûts, les travaux et les méthodes de construction.

Vous pratiquez couramment la langue anglaise; vous avez des notions d'informatique et vous êtes disponibles pour effectuer des missions sur nos chantiers à l'étranger.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. 6417M à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220 – 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRESSE
Editrice d'un mensuel féminin
C.A. 150 millions de francs, 250 personnes
recherche

CHEF DU PERSONNEL

H. ou F., 35 ans minimum,
ayant déjà une solide expérience de la fonction

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo à :
M. PHILIPPE, secrétaire générale
MODES et TRAVAUX, 10, rue de la Pépinière, Paris 8e.

GROUPE FINANCIER - 8e arrdt.
Quartier Saint Lazare
recherche
Pour son département **CONTENTIEUX**

UN GESTIONNAIRE DEBUTANT

Maîtrise de droit, DUT ou équivalent

Ce poste convient à un candidat capable de s'intégrer rapidement dans une petite équipe polyvalente.

Le candidat devra être libéré des obligations militaires.

Avantages sociaux importants.

Restaurant d'entreprise.

Écr. avec CV, photo, prétentions sous réf. 6009 à TELEX PA 34, Bd Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE
proximité Etoile
recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Diplômé A.M. ou équivalent, pour suivi de production.
Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prét. s/réf. 11419 à PIERRE LICHAU SA BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

CONTROLE DE GESTION

Cette importante Société de Services Informatiques + de 1.[illegible] personnes poursuit un fort développement [illegible]ersifié.

Pour renfor[illegible]quipe du Contrôle de Gestion [illegible]he deux jeunes profes-sionn[illegible]périeure et possédant au [illegible]ience opérationnelle du [illegible]stion.

Ils [illegible] chargé[illegible]suivi et le contrôle d'[illegible]rs centres de profit : Dépar[illegible]es.

[illegible] est à pourvoir rapidement.

[illegible]ération : 130.000 F.

Ecrire [illegible]
11, r[illegible]e
7500[illegible]

-Réponse et discrétion assurées-

Soderhu

COMPAGNIE SUISSE D'ASSURANCES VIE
crée un poste de

CADRE COMMERCIAL

De formation commerciale supérieure, il justifiera d'une première expérience commerciale réussie si possible dans la vente de produits financiers assurances vie ou SICAV ainsi que d'une fonction d'animation commerciale auprès d'une force de vente.

Homme de marketing et d'imagination, il disposera d'une large autonomie pour promouvoir auprès d'un réseau d'agents des produits modernes d'assurances vie ; il aura également un rôle essentiel d'encadrement et d'animation des équipes d'inspecteurs.

Nombreux déplacements sur toute la France.

POSTE BASE A PARIS.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions sous référence 410 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

BANQUE ÉTRANGÈRE
PARIS
FILIALE D'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES INTERNATIONAUX
recherche

LE RESPONSABLE
de son département
RÉGLEMENTATION DES CHANGES

Ce cadre sera chargé de l'étude des textes et de la diffusion de directives aux agences.

Il sera amené à examiner les dossiers présentés par la clientèle, à prendre les décisions et à contacter les administrations compétentes.

Une formation juridique appuyée par une expérience bancaire (en particulier dans les opérations avec l'étranger) et de réelles qualités de décision sont jugées souhaitables pour réussir dans ce poste.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous la référence 5100 M.

RECHERCHONS
SPÉCIALISTES DE LA VENTE PAR TÉLÉPHONE

Expérience importante
plein temps, mi-temps ou soir
contrat à durée indéterminée
Téléphone : 774-72-14

Pour faire face au développement de son plan informatique (bases de données et temps réel sur matériel IBM)

Banque Morgan

renforce ses équipes de développement et recherche :

UN(E) ANALYSTE

- formation supérieure : MIAGE ou équivalent,
- au moins 2 ans d'expérience en analyses,
- anglais souhaité,
- connaissances CICS et/ou TOTAL appréciées.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :
PERSONNEL DEPARTEMENT
BANQUE MORGAN
B.P. 18 — 75021 PARIS Cédex 01

Importante Société de
MATERIEL FERROVIAIRE
- proche Pont de Neuilly - recherche

cadre pour seconder son chef du service approvisionnements

Le candidat devra :
- avoir une formation technique supérieure (mécanique - électricité)
- posséder une première expérience industrielle en approvisionnements, fabrication ou B.E.
- connaître l'Anglais
- être disponible rapidement.

Fonction à remplir :
- négociation avec fournisseurs et sous-traitants
- suivi des commandes
- établissement et suivi des budgets approvisionnements
- expéditions - transports (douanes).

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 9114 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Chef de Projets HF
175/190.000 F an

Grand groupe français, la division études et applications de notre important département informatique (près de 200 personnes) recherche un Chef de Projets.

Informaticien de bonne envergure, de formation supérieure, âgé d'environ 30 ans, son expérience a été acquise principalement chez un gros utilisateur. Il (ou elle) animera une équipe d'une quinzaine de personnes (dont quelques ingénieurs) chargée de réaliser la refonte de nos applications de gestion - comptabilité et de réaliser un système en temps réel complet à partir de données originales sur un équipement IBM de grande puissance.

Siège : Paris La Défense.

Envoyer votre CV sous réf. M 966 aux consultants de GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Une importante Mutuelle nationale
(plus de 8.000 collaborateurs,
plus d'un million d'adhérents)
recherche un

CHEF DE PROJET

(H. ou F.) ayant une expérience de 4 à 5 ans en Gestion hospitalière. Il participera à l'établissement du cahier des charges et dirigera ensuite l'analyse et la réalisation d'un projet ambitieux couvrant plusieurs dizaines d'établissements de soins, répartis sur tout le territoire.

Le matériel employé est un haut de gamme CII-HB, relié par l'intermédiaire de TRANSPAC à plus d'une centaine de terminaux, avec utilisation de techniques avancées (base de données, télématique). Ce poste est basé à Paris.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo) sont à envoyer à l'adresse suivante :

Mutuelle générale de l'éducation nationale ;
Département informatique ;
Direction des études ;
34, place Raoul-Dautry
75748 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MUTUALISTE
recherche pour sa Direction Informatique de PARIS,

3 ANALYSTES ORGANISATION ET MÉTHODES

Mission : Au sein de la « DIVISION RELATIONS UTILISATEURS » et en contact avec le CHEF de PROJET ET LES UTILISATEURS, il participe à l'élaboration et au suivi de projets informatiques importants en prenant en charge les aspects relationnels avec les UTILISATEURS.
(Formalisation des besoins, circuits d'information, codification, contrôle de qualité, préparation des consignes, etc.).

PROFIL : DUT ou LICENCE DE GESTION
1 ou 2 ans d'expérience en Gestion et/ou Informatique.
Sens des contacts.

POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à
MUTUELLE GÉNÉRALE de l'ÉDUCATION NATIONALE
Monsieur GABLE - Service Informatique
34, place Raoul-Dautry
75748 PARIS CEDEX 15

QUARTIER ETOILE
Un des premiers Groupes industriels français, à vocation internationale,
recherche

chef service traductions

Parfaitement bilingues anglais/français, les candidats(es) devront :
- être de langue maternelle anglaise et avoir une formation supérieure littéraire ou juridique,
- bien connaître une troisième langue, l'allemand ou l'espagnol de préférence,
- avoir déjà une expérience professionnelle d'interprète en milieu industriel.

Adresser lettre de candidature avec CV sous référence 803 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Importante Société de Construction de Matériel Electrique
Membre d'un Groupe International
Recherche pour sa Division Ingénierie basée à Paris Est

Ingénieurs d'Affaires

2 à 3 ans d'expérience

Préparation d'offres, suivi d'affaires.
Négociation de contrats importants à l'exportation pour des Equipements industriels de sidérurgie, cimenterie, papeterie, stations de pompage, installations offshore, production d'énergie et appareils thermiques.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 27105 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 Cedex 01,
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
1100 personnes - Paris 13e

crée, dans le cadre de l'expansion de son activité Télésurveillance des postes de

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

- ayant une expérience minimum de 5 ans dans la négociation et la réalisation d'ensembles d'Automatismes industriels ou de Télésurveillance.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 26659 à CONTESSE PUBLICITE - 20 Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SAXBY

Département "AUTOMATISMES"
recherche

INGENIEURS
Grandes Écoles

pour lui confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience du candidat.

Poste d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à: SAXBY, 40 rue de l'Oril[illegible]n, 75526 Paris Cedex 11.

média-system

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

VOULANT DÉVELOPPER EN PRIORITÉ SES EXPORTATIONS DE PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES

crée un poste de

RESPONSABLE EXPORTATION DE HAUT NIVEAU

De formation École Supérieure, trilingue anglais, allemand, il devra, sous l'autorité du Directeur commercial de la division :

- concevoir et assurer la mise en œuvre de la stratégie commerciale ;
- dynamiser le réseau commercial ;
- conseiller et assister les chefs de marché spécialisés par ligne de produits.

Son potentiel lui permettra l'accès à de plus hautes responsabilités.

Adresser C.V., prétentions sous le n° 4212, PA-SVP 37, rue du Général-Foy - 75008 Paris

---

Télématique

(PARIS XV°)

recherche pour sa Direction Administrative et Financière

CONTROLEUR DE GESTION

chargé du suivi et de l'analyse des coûts d'exploitation et des prix de revient et de l'élaboration des budgets et des tableaux de bord.

Courts déplacements à prévoir en Province (Ouest).

Si vous avez une formation maîtrise de gestion ou équivalent, ou une expérience similaire de 2 à 3 ans dans une société de télécommunications ou d'informatique, adressez CV avec photo et prétentions à l'attention de Mme FAVEREAU - CENTOR - 16 bis rue Henri Monier - 75009 PARIS, sous réf. 82.306.

pmp

CONTRÔLE BAILEY

Premier fabricant français de systèmes de contrôle et régulation industrielle Filiale de CGEE ALSTHOM
recherche

INGÉNIEUR
DIPLÔMÉ

pour suivi technico-commercial, grandes ingénieries spécialisées dans domaine pétrolier et pétrochimique.

Expérience de quelques années souhaitée dans le domaine de la régulation électronique, microprocesseurs, automatismes, calculateurs industriels.

La langue anglaise est indispensable.

Écrire avec CV et prétentions au Service du Personnel, sous référence 26.953 - Boîte Postale 210 92142 CLAMART Cedex

CONTESSE

VELUX-FRANCE
recherche

CHEF COMPTABLE
confirmé

Chargé de la direction et de l'animation d'une équipe de quatre personnes, il sera responsable :
- de la comptabilité générale,
- des bilans et des comptes d'exploitation mensuels et annuels,
- du suivi des états fiscaux et sociaux,
- du suivi de trésorerie.

Le candidat retenu aura une bonne formation (DECS ou équivalent) et cinq à dix années d'expérience.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et références, sous la réf. 820308 et sous pli confidentiel à :
Direction Générale VELUX-FRANCE
B.P. n° 7 - 91421 MORANGIS CEDEX

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour
son Siège situé à PARIS 8ème

ASSISTANTE SOCIALE
DIPLOMEE D'ETAT

ayant un minimum de 5 ans d'expérience.

Possédant véhicule personnel.

Effectif 900 personnes.

Adresser lettre, C.V., photo et prétent. sous No 26.898 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Carrière Bancaire

Directeur d'une agence moyenne, ou second d'une importante succursale, vous souhaitez accroître vos responsabilités.

Notre groupe recherche, pour la province et l'étranger, des «Patrons» niveau classe VII dont la compétence financière s'appuie sur un leadership affirmé leur permettant de prendre en charge rapidement des directions régionales et des directions de zones.

Monsieur M. MICHEL - 2, allée de la Paix 92220 BAGNEUX
étudiera avec discrétion votre dossier de candidature.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour département

RISQUES ET ENGAGEMENTS

CADRE DE BANQUE
H. ou F.

- Diplômé enseignement supérieur (économie, finances, gestion, ...) ;
- Expérience professionnelle, si possible bancaire, comportant obligatoirement un an minimum d'analyse financière ;
- Travail en équipe ;
- Anglais indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions sous référence 8.580 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

IMPRIMERIE REGION OUEST
recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

- Jeune et ambitieux pour développer clientèle Région Paris.
- Le candidat devra avoir une expérience réelle de plusieurs années dans la vente et si possible connaissance secteur imprimerie.
- Rémunération intéressante comprenant fixe + frais + %.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/n° T 032.096 M. à REGIE-PRESSE 85, bis, rue Réaumur Paris 2°.

Sté de location de matériel ferroviaire et routier
40 millions de francs de C.A.
Quartier des Champs-Elysées

recherche

COMPTABLE DIPLOMÉ (E)
EXPÉRIMENTÉ (E)

Tous travaux préparatoires à l'établissement du bilan.
Une expér. professionnelle de comptable de banque sera prise en compte.
Poste stable
à pourvoir rapidement.

Env. C.V. et prét. à S.E.G.I., 14, r. de Marignan, 75008 Paris

---

Laboratoire de Génétique VEGETALE
recherche un

INGÉNIEUR BIOCHIMISTE

Familiarisé avec les techniques d'extractions et d'électrophorèse des protéines végétales.
- Notions de génétique, de statistique et d'informatique souhaitées.
- Anglais courant.
- Goût du travail en équipe et sens des responsabilités.

Env. C.V. à : I.N.R.A. UP5 Bât. 360, 91405 ORSAY Cedex.

Ass. pour le Développement de la formation des immigrés
recrute urgent
3 FORMATEURS ATELIER pour Centre préformation : PARIS, Ris-Orangis, Saint-Denis.
4 FORMATEURS STAGE insertion jeunes : GENNEVILLIERS, COLOMBES.
Env. C.V. : A.D.F.I., 68, bd de Sébastopol, 75003 PARIS.

LABORATOIRE C.N.R.S. LURE - ORSAY 91
recrute sur poste C.N.R.S.

1 TECHNICIEN
plein temps

DUT Mesures Physiques

ou équivalent, pour conception et mise au point de montages expérimentaux (technique des RX, vide, cryogénie, électron., mécanique) - (Nat. française et libéré obligations militaires).

Envoyer C.V. détaillé à Mme Josette GRILLOT, LURE, Bât. 209-C, 91405 ORSAY Cedex.

CROIX-ROUGE FRANÇAISE
recherche

DIRECTEUR

Pour important centre médico-social, dans la région parisienne (activité polyvalente).
Le candidat devra avoir une formation administrative de santé et une expérience direction.
Ecrire C.R.F., 16, boulevard Raspail, 75007 Paris, avec C.V. et prétentions.

ORGANISME UNIVERSITAIRE
SPECIALISTE DE L'ENSEIGNEMENT

DE LA GESTION
recherche
UN COLLABORATEUR POUR SON SERVICE

FORMATION CONTINUE

Titulaire licence ou maîtrise.
Débutant accepté ayant le goût des contacts et des suivis administratifs.
Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à Mme LIEBAUT, I.A.E., 162, rue Saint-Charles, 75740 PARIS CEDEX 15.

SOCIÉTÉ siège PARIS
recherche pour son département INTERNATIONAL

JEUNE HOMME
21/26 ans.
- Dynamique et fonceur ayant contacts faciles.
- Dégagé O.M.
- Niveau baccalauréat.
- Parlant anglais.

Envoyer C.V. à N° 27.153, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75040 Paris cédex 01, qui tr.

Recherchons

TRADUCTEURS

Techn., indép., ttes langues (moins 10 ans d'exp. s'abst.)
Envoyer C.V. et références sous n° T 032.103 M. à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2°.

Etablissement public recrute pour Paris

SPÉCIALISTE CONTROLE DE GESTION

Grande école de gestion ou équivalent. Expérience professionnelle appréciée.

Adresser C.V. + photo sous n° 119.841 M., à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2°.

ASSOCIATION CULTURELLE NATIONALE recherche
pour sa revue mensuelle
UN REDACTEUR EN CHEF et UN REDACTEUR
Env. C.V. s/n° T 032.095 M. à REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur Paris 2°.

Important groupe de construction recherche

ATTACHÉ D'AFFAIRES

Capable de développer relations avec investisseurs institutionnels, banques, compagnies d'assurances, en vue de vendre en bloc programmes immobiliers, sens relations humaines, contacts extérieurs, portefeuille déjà constitué apprécié.
Formation supérieure exigée.
Ce poste en relation directe avec la Direction générale ouvre de larges perspectives d'évolution pour candidat sérieux et expérimenté.

Envoyer C.V. + photo au Groupe SOFIAM 9, avenue Matignon, Paris-8°.

SOCIÉTÉ IMPORT-EXPORT, nouveaux produits rech. commerc. rég. Paris et province fixe + % + frais de route.
Ecrire sous le n° 7.196 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT. administration Mo Porte-de-Clichy rech. pour son centre informatique CII-H.B. - DPS 4 télétraitement base de données Socrate

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DUT ou équivalent, même débutant. Salaire annuel de l'ordre de 75.000 F selon diplômes et expér.
Tél. : 627-03-03, poste 2245.

Société agro-alimentaire recherche pour son service *informatique situé à Orly*

PROGRAMMEUR COBOL

Il aura pour mission :
- d'assurer la maintenance et la mise au point des chaînes actuelles :
- facturation ;
- statistiques commerciales ;
- comptes clients payés.

Il participera activement au développement des nouveaux programmes.
Envoyer C.V. et prétentions à Mme PEYRUSSON, B.P. 39, 93161 Noisy-le-Grand Cedex.

Recherchons AGENTS COMMERCIAUX IMMOBILIERS voulant et pouvant gagner 10.000 F par mois, voyages à l'étranger fréquents.
Envoyer C.V. + photo à SOGEFIC, 21, rue de Tocqueville, 75017 PARIS.

Importante Société Chimique quartier CHAMPS-ÉLYSÉES
recherche pour son SERVICE FINANCIER

UN OU UNE COMPTABLE ANALYTIQUE ET BUDGÉTAIRE

Expér. minimum nécessaire dans ce poste 2 ans. niveau souhaité Diplôme enseignement Supérieur option comptabilité finance.

Ecrire n° 4.228 P.A. SVP. 37, r. Général-Foy, 75008 Paris.

Banque privée Paris 8°
recherche

DÉMARCHEURS
confirmés

ayant expérience prospection bancaire auprès de clientèle de particuliers, commerçants, professions libérales.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à *DELORME N° 1125*, 98, rue de la Victoire 75009 PARIS qui transmettra.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
recherche

INFORMATICIENS

VACATAIRES pour enseignement. Exp. confirmée COBOL/GAP II - III/BASIC MARS - AVRIL - MAI
241-83-63 - 205-24-63.

INSTITUT PRIVÉ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
recherche pour Paris

DIRECTRICE DIRECTEUR
d'Établissement

ayant déjà eu, IMPÉRATIVEMENT *une responsabilité* à l'échelon direction

Envoyer C.V. sous N°119729 M. à Régie-Presse/Le Monde 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris - qui transmettra.

BUREAU VÉRITAS
recherche
pour sa branche marine

UN ATTACHÉ A LA DIRECTION DE BRANCHE

diplômé École de commerce parlant et écrivant parfaitement l'anglais. Poste à pourvoir immédiatement comporte gestion budget publicitaire, assistance au Directeur de branche pour gestion globale de la branche, assistance aux ingénieurs pour négociation contrats principalement avec clients étrangers.

Adresser C.V. photo et prétentions sous *référence n° 15 BUREAU VÉRITAS Direction des Services Maritimes*

31, rue Henri Rochefort, 75017 PARIS.

GROUPE D'ÉLECTRONIQUE INTERNATIONAL
recherche pour faire face à son *développement pour*
« L'EXPORT »

8 INGÉNIEURS

de « gros calibres », niveau 3A, 3B ayant une grande expérience en Logiciel, systèmes Temps Réel appliqués à la TÉLÉPHONIE TEMPORELLE
Il est prévu de fréquents déplacements en Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord, pays de l'Est, etc.
LES SALAIRES SERONT TRÈS ÉLEVÉS POUR LES ÉLÉMENTS COMPÉTENTS
Écr. n° 1.904 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La ville de PERSAN (95) recrute par concours sur titres un(e) sous-bibliothécaire titulaire du C.A.F.B discothèque pour le 1er mai 1982. Adresser candidature à Monsieur le Maire.

Entreprise Distribution GADGETS ELECTRONIQUES
recherche

ACHETEUR IMPORT

Il est à la pointe de la recherche de fournisseurs et produits nouveaux.

Son territoire : le monde (Japon, U.S.A., Extrême-Orient...). Il assure toute la négociation d'achat et la supervision de la logistique d'importation.

Ce poste, à très fort taux de déplacement, est une excellente opportunité pour un Cadre ayant une expérience de 2 à 3 ans de l'IMPORTATION sur le terrain (notamment JAPON).

Les candidats intéressés font parvenir leur curriculum vitae détaillé avec photo et indications de la rémunérations actuelle sous réf. 1088 à CECOD Sélection, 19, rue de Calais, 75009 Paris. Tél. 281-91-33 +

BUREAU VERITAS PARIS
recherche

INGÉNIEUR

ENSTA, ENSM ou équivalent. Quelques années expérience souhaitées pour réglementation architecture navale.
Anglais courant exigé.

Adr. candidature sous référence n° 17 au BUREAU VERITAS Services Maritimes DCN/CN6 36, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

BUREAU VERITAS PARIS
recherche

INGÉNIEUR

ENSI ou équivalent
2 ans d'expérience informatique FORTRAN et BASIC pour programmation résistance des matériaux architecture navale.
Anglais courant exigé.

Adresser candidature sous référence n° 16 au BUREAU VERITAS Services Maritimes DCN/CN 1 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

Société recherche pour son siège à NEUILLY

UN (E) CHEF DE BUREAU

Niveau DUT ou BTS
Ce jeune cadre (30 à 40 ans) devra, sous l'autorité du Directeur comptable, assumer la gestion de la Trésorerie du groupe et la comptabilité de quelques filiales. Ce poste requiert une expérience de plusieurs années en gestion de trésorerie.
Adr. C.V., photo et prétent. *s/réf.* 9915,M à PUBLICISCOPE JUNIOR 13, rue Royale, Paris-8°.

Etablissement public rech.

UN TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

Possédant DUT.
Lieu de travail : Paris.
Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 Paris.

CENTRE CULTUREL
recrute d'urgence

ANIMATEUR DIPLOMÉ

DEFA - CAPASE (animation, spectacle, cinéma, travail d'équipe).
Salaire : grille LFEEP + indemnité logement.
Téléphoner à FOL 91 au (6) 078-35-09 ou à la Mairie de Massy au (6) 011-89-50, poste 358.

JURISTE DÉBUTANT
pour
CABINET INTERNATIONAL
- Minimum maîtrise mention + diplôme université anglo-saxonne.
- Libre rapidement.

Ecrire FRESHFIELDS, 69, av. Victor-Hugo, 75116 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE PARIS 8°
recherche

JEUNE CADRE

Maîtrise de Droit privé ou de Sciences Economiques. Anglais indispensable. Bonnes connaiss. Espagnol appréciées.

Salaire pour 38 h. 20 hebdo. + primes diverses. Participation. Restaurant d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. *détaillé* et photo à Axial Pub. (s/réf. 9.144) 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Sté d'ingénierie réalisant des usines « clés en main » recherche pour Paris 8° une

ASSISTANTE D'INGÉNIEUR

Pour seconder l'ingénieur chargé du Serv. Organisat., Méthodes, Etudes et Industrialisation.

La candidate aura une expér. de 5 années env. dans un poste similaire, une bonne connais. de la dactylo et sera bilingue Anglais.

Adr. C.V., photo et prétentions à AXIAL Publicité (s/réf. 9.131), 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui tr.

Ecole centre Paris rech. PROFESSEURS très *qualifiés* MATH et PHYSIQUE.
Ecr. LAIR, 38, *r. des Mathurins*, Paris-8°, qui transmettra.

MULTINATIONALE recherche

ASSISTANTE

DIRECTION DU PERSONNEL gestion, comptabilité, administration, secrétariat.
NIVEAU B.T.S.
Très motivée.
Formation perman. assurée.
Téléphone : 278-71-61.

Cours vacances province rech. PROFESSEURS très qualifiés Math et Physique. Ecr. ICLA, 38, r. des Mathurins, Paris-8°, qui transmettra.

EQUIPEMENTS HOSPITALIERS
Département ingénierie médicale
recherche

INGÉNIEUR GÉNIE HOSPITALIER

Connaissant équipements et bloc opératoire pour prendre direction service projets et bureau d'études.
Responsable offres et réalisations nécessité parfaite maîtrise anglais et expérience travail similaire.

Adr. photo, C.V. et prétent. ss réf. 6064 à TELEX P.A. 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui tr.

LE COMITÉ D'ACCUEIL
Fondation du Ministère de l'Education nationale
recherche PROFESSEURS-ANIMATEURS pour centres internat. langue et culture françaises. Été 1982. Expér. pédag. et animation indispensables. Peuvent postuler : agrégés, certifiés, professeurs-stagiaires, etc. Lettres, Langues, Histoire/Géo, Sciences Eco exerçant de préf. dans académies rég. parisienne et limitrophes. STAGE RECRUTEMENT ET INFORMATION : 7 au 9 mai. Pour obtenir dossier candidature, écr. ou tél. : Comité d'accueil, 17, av. de Choisy, 75643 Paris Cedex 13 - 584-12-55.

Centre d'informations Financières recherche
CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.)
- débutants ou expérimentés,
- sens de la négociation,
- excellente présentation,
- formation assurée.

Tél. pr RV 563-91-30, P. 201.

SIRTES
RENAULT INGENIERIE 92000 BOULOGNE
recherche

INGÉNIEUR

de formation mécanique et informatique, qui sera chargé du développement d'actions de formation et de conseil dans le domaine de la Conception Assistée par Ordinateur.

Une formation spécifique sera assurée en milieu industriel aussi bien avec des concepteurs de systèmes qu'avec des utilisateurs.

Adr. lettre man., C.V., photo à SIRTES, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne.

COLLABORATRICE, standing. Ecr. M. Grant, 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er, qui transm.

ERIN

recherche
pour développement logiciel de base, contrôle de processus industriels (sur mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS

Grandes Ecoles : option informatique, automatique, électronique ou universitaires.
- Débutants à 3 ans d'expér.
- + de 5 ans d'expérience pour encadrement équipe de 5-6 personnes.

Ecrire avec C.V. à Axial Publ. (s/réf. 9.069), 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

---

secrétaires

Canon [illegible] bureau

Filiale d'un groupe international, nous nous affirmons comme l'un des grands de la photocopie.

Pour notre direction commerciale, nous recherchons une

secrétaire expérimentée bilingue
français/anglais.

Cette professionnelle du secrétariat devra avoir une excellente présentation et une grande disponibilité.

Merci de répondre très rapidement en adressant votre C.V. avec lettre *manuscrite* et photo à Canon France Service du recrutement 93154 Le Blanc Mesnil Cedex.

média-system

IMPORTANTE SOCIETE MECANIQUE GENERALE
1200 salariés y compris filiales, recherche pour son siège social situé à Vélizy

secrétaire confirmée

POUR SERVICE EXPORT
Anglais, Espagnol indispensables.

dactylo
Notions anglais, débutante.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions s/réf.35814 à
projets publicité
12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Société d'Ingénierie Quartier Madeleine P.M.E. de 200 personnes rech.

UNE SECRÉTAIRE

Pour seconder le contrôleur de gestion de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à une secrétaire d'une grande ouverture d'esprit, ayant eu une expérience dans un service de gestion et possédant la dactylographie.

Adr. C.V., photo et prét. (s/réf. 9135), à AXIAL Publ., 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Importante société LA DÉFENSE
recherche

SECRÉTAIRE STÉNO DACTYLO

pour service gestion de sociétés (assemblées, conseils, etc) connaissances juridiques élémentaires ou expérience dans SERVICE JURIDIQUE 5 ans souhaités.

Initiation machine à traitement de texte assurée.

Restaurant d'entreprise, avantages sociaux.

Écrire avec références et prétentions à MÉDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra, sous réf. 9758

ASSISTANTE DU DIRECTEUR FINANCIER
85-90.000 F/AN

Elle assurera le suivi des dossiers et l'assistanat complet du Directeur *Financier d'une des plus importantes sociétés de transports routiers (2200 pers. CA 1 milliard de francs).*
Bonne sténo-dactylo, elle a impérativement le goût pour la gestion et les finances.
Anglais apprécié

Expérience similaire souhaitée. 30 ans environ, bon niveau de culture générale. Poste à pourvoir quartier Miromesnil.

Adresser curr. vitae détaillé sous réf. 379 M à DAPHNÉ SAMSON Conseil en Recrutement, 32, rue de Sablonville, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE.

---

propositions diverses

EMPLOIS ET CARRIÈRES DE LA FONCTION PUBLIQUE
N° Spécial de FRANCE-CARRIÈRES en vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Pour connaître les possibil. d'emplois à l'étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe) demandez notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09 (doc. grat.).

VEND Contrat S.C.U.C. 76 Tél. (1) 339-58-69.

formation professionnelle

IFACE

Formation de Formateurs

(stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur ou de conseil dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'État.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75011 Paris

Tél. 355.39.08 poste 1209

LE CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE

forme

DE FUTURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

qui, à l'issue d'une formation privée très complète (COBOL, BASIC, TÉLÉTRAITEMENT) d'une durée de quatre mois, pourront se voir confier au vu des résultats obtenus un poste au sein de notre SOCIÉTÉ ou d'autres ENTREPRISES BAC + 2 minimum.

Adr. c.v. lettre manuscrite, photo et diponib. au respons. CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE 6, impasse des Deux-Cousins, 75017 PARIS.

FORMATION ET ASSISTANCE TRAITEMENT DE TEXTE Initiation-Perfectionnement. Stages de mise à niveau sur place ou en entreprise. BUREAU SERVICES FRANCE Tél. 469-85-15, poste 47.

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

205-24-63, tous langages 241-83-83, scientifiques 238-14-55, et gestion. 118, rue de Crimée, 75019.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat. écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

capitaux propositions commerciales

Sté rech. PARTENAIRES pour co-production de films 700.000. Tél. : (1) 267-06-44 pour R.V.

travail à domicile

Anc. Sec. cherche tous travaux dactyl. à domicile. Thèse, manuscrit. Tél. : 357-21-18.

Secrétaire exp. frappe s/IBM, manuscr. et cassettes en fr., all., angl., tél. 327-90-38.

travaux à façon

ARTISAN maçon-carreleur. Travaux soignés. Téléphone 202-49-23.

automobiles

ventes

(plus de 16 C.V.)

ROVER, 3500 S, décembre 1976, marron, int. cuir, 83500 kms. 23500 F. Tél. 559-57-50.

cours et leçons

COURS INTENSIFS D'ALLEMAND

au bord du Lac de Constance, à proximité de l'Autriche, de la Suisse et du Liechtenstein pour actifs, étudiants et écoliers. Cours de deux à seize semaines.

Deutsches Sprachinstitut : Bodlingstrasse 17-19 D-8990 LINDAU/B.

Cours cinéma : formation d'acteurs, diction, travail en vidéo. Rens. 522-59-75 - 387-05-05.

Romancière américaine, vivant à Paris, enseig. l'Anglais en leçons particulières. 261-28-24.

Cours de GREC, ancien, moderne, tous niveaux. Téléphone : 336-22-14.

occasions

INCROYABLE

50.000 m²

DE MOQUETTE

pure laine et synthétique

ET REVÊTEMENTS DE MURS

Prix d'usine, pose assurée. Renseignements : 757-19-19.

DEMANDES D'EMPLOIS

DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE

EXPÉRIMENTÉE
DOUBLE ORIENTATION

- Thérapeute, Clinicienne, format. psychanalytique ;
- A.E. de l'École du Louvre ;
- Animatrice (de niveau professionnel) en expression corporelle, danse et théâtre ; Créativité.

ACTUELLEMENT :
- Psychologue en hôpital psychiatrique et clinique privée à Paris ;
- Et aussi monitrice d'expression et danse pour malades ou normaux.

Examinerait toutes propositions sérieuses (Paris ou autre lieu).
- Psychiatrie : entretien, soutien, bilan, animation ;
- Industrie : publicité, sélection groupes créativité ;
- Centre culturel : organisation, animation ;
- Groupe de formation, etc.

Écrire sous nº 7235 M - RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Cadre de fabrication des métiers du Livre, 10 ans d'expérience, formation Estienne, recherche poste de responsabilités Paris/Province. Ecr. s/nº 2.379, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 32 ans, trad. techn. et litt., anc. fonct. int. Genève. Niv. D.E.A., angl.-arabe-esp.-persan, étud. toutes propositions. Ecr. s/nº 2.381, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ESSEC + HARVARD

3 ANS AUX U.S.A.

Doct. gest., maîtr. droit, part. tril. français/américain/russe (not. esp.), vaste expér. relat. intern. à tr. haut niv. (U.S.A., Extrême-Orient, U.R.S.S., etc.), H., 31 a., disponible pr responsabilités. Tél. (31) 78-41-21.

Animation, économat : 3 ans d'exp., 4 ans chargée études, sect. socio-cult., éducat. Psycho. Form. format., F., 33 ans, ch. poste à resp. même dom., + média. T. P. ou partiel. Ecr. s/nº 6266 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Vous recherchez

INFORMATICIENS

rigoureusement sélectionnés.

AFIPEC - 523-48-26

J.H. Fr., 24 ans, lib. O.M. bac U.S.A., excellent anglais, DEUG droit, dactylo, arabe mod., esp., exp. cciale de la distrib. de la presse. Etudie ttes propositions P. ALIDIÈRES - 508-98-62.

Spécialiste du personnel. Française 33 ans, niveau sup. de commerce, exp. 11 ans gestion personnel. Etud. ttes propositions. Ecr. s/nº 9090 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ACHETEUR, 43 ans, libre sous 3 mois, responsable des achats depuis 6 ans en matériel électrique. Solide expérience de gestion des stocks pendant 16 ans, usine de 250 personnes. Bonnes connaissances des services généraux. Habitude des contacts, esprit d'équipe, rigueur, nombreuses références morales. ch. emploi similaire Paris ou Sud Paris. T. 928-11-28 (ap. 18 h).

INGÉN. CHIMISTE CONFIRMÉ 38 ans, doctorat d'Etat, large expérience en chimie minérale, analyse instrumentale, direction de laboratoire, anglais, allemand courants recherche poste à responsabilité. Ecr. s/nº 7.942 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Homme 28 ans D.E.A. droit privé, anglais, expérience plusieurs années administration et gestion immobilier à caractère industriel et commercial. Libre de suite, étudierait toutes propositions poste évolutif. Ecr. s/nº 2.368 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 35 a. Compt. 2e échel., 5 a. d'exp., niv. DECS, BPC, ch. empl. st. Tél. 827-31-05, p. 31.

COMPTABLE expérimenté titulaire de D.U.T. finances, comptabilité certificat études juridiques. D.E.C.S. cherche emploi AU MAROC DE CHEF COMPTABLE OU RESPONSABLE ADMINISTRATIF. Ecrire HAVAS, B.P. 1366, 76065 LE HAVRE CEDEX, réf. 2013.

INGÉNIEUR + IAE

40 ans directeur administratif commercial dans impts stés DIRECTEUR GAL usine AFRIQUE NOIRE introd milieux affaires côte Ivoire - Haute Volta - Niger prédispose prospection négociation Franc.-Angl. rech. responsabilités Technico-cial, cadre gestion France Étranger. Ecrire LARZILLIERE 41, av. Pierre-Grenier, 92100 BOULOGNE, qui transmettra.

H. 35 a. MAITRISE GESTION, angl., 8 a. cont. gest., org. études inf., adt gie P.M.E. serv. rech. poste resp. Ecr. s/nº 2375 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 33 ans, maîtrise droit public, expérience 5 ans adjoint chef service juridique et admin., organisme lié à l'État, contacts haut niveau cherche emploi en rapport. Tél. : 604-34-31.

CADRE BANQUE SOUS-DIRECTEUR CLASSE VIII 38 ANS, parf. connaiss. dép. internat. rech. situation banque même niveau, étud. ttes proposit. Ecrire sous le nº 7.243 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Diplôme universitaire

Architecte 41 ans

installé Alpes Maritimes cherche emploi mi-temps, voir collaboration avec Compagnie sérieuse importante, pour étude réduction de coût, ingénierie architecture intégrée, construction sociale et accession à la propriété. Ecr. HAVAS 06072 Nice Cedex B.P. 346, réf. 0189.

Diplomée ESC Anglais Allemand 22 ans ch. poste à respons. Tél. : 365-06-02.

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉE. ferait comptabilité, déclarations fiscales, sociales, bilans, jusqu'à 10 h./semaine. Écrire : HAVAS CONTACT. 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, s/réf. 68326.

Disposé aide confrère ou maître d'ouvrage. Toute mission partielle ou complète, études, permis de construire, marchés, chantier.

ARCHITECTURE D.P.L.G.

Urbaniste, architect. d'intérieur. 29 ans d'exp. Inscrit ordre assuré MAF libéral. Tél. : BACCONNIER 255-25-90. 15 bis, rue Cauchois - Paris-18e.

Cadre Sup. Direction vente export, gr. internat. Exp. cciale, Europe Ouest et Est. Afrique, Extrême-Orient. Dipl. Oxford. Langues parlées et écrites : français, anglais, italien, bonne connaissance allemand. Recherche poste équivalent dans les pays de la C.E.E. C.V. sur demande M. DAVID, M. JENKINS - Blakes Road. Warg Bave Berkshire RG 10:8 LA G.B. Tél. 19-44-73-522-24-48.

J.H. 30 ans, angl. courant, maît. de gest., DEA économie appliquée, DECS en cours + formation ardec. Exp. enseign., journalisme, illustration. Etud. ttes proposit. Libre début juin. Ecr. M. Chevanne, 90, av. de Suffren, 75015 Paris.

Spécialiste commerce, Moyen Orient, parlant français, angl., arabe. Basé au Caire. RECHERCHE CONTRAT Expatrié suite à défection de sa Sté. Contactez M. ALEXANDRE, Télex 93632 ASUN - Égypte.

H., 33 ans, BAC + 3
- Exp. commerciale 4 ans.
- Gestion - Organisation D.E.
- Pratique informatique.

Cherche poste encadrement dans dépt. comm. admin. gestion, étudie ttes propositions. GARRIGOU, 40, rue Voltaire, 91160 Longjumeau. Tél. 909-15-38.

Maîtrise Sciences éco + D.E.C.S., 33 ans, 4 ans expér. multinationales, analyste financier, rech. poste assistant contrôle de gestion, cadre administr. et financ. Tél. 761-51-87.

F., 28 ans, maîtrise ès droit privé, langue maternelle suédoise, connaiss. anglais et allemand cherche TRAVAIL à Paris 2 à 3 jours par semaine. Ecrire sous le nº 7.238 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Assistante achats import Solide exp. transports, douane, très bon anglais rech. situation stable commerce intern. Ecrire sous le nº 032.083 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RESPONSABLE TRÉSORERIE H., 34 ans, exp. 7 ans entreprise intern. après 8 ans banque, étud. ttes propos. Paris, banl. sud. Ecrire sous le nº T 032.091 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. de communication, 40 ans, formation sup. pluridisciplinaire, expér. étude quant. et qual., publicité, presse, édition, culture générale étendue, recherche poste conseil ou responsab., possible temps partiel. Ecrire sous le nº T 032.100 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHEF SERV. JURIDIQUE ET CONTENT. D.E.S. Droit privé, IDA, IAE, CAPA, polyvalent, tr. expér., sér. référ. ch. situat. en rapp. ou secrétariat général. Ecrire sous le nº 032.011 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RÉDACTEUR DOCTEUR EN DROIT

Ecrire avec C.V., photo et prét. à TUBRY-SODER. 112, r. de Richelieu, Paris-2e.

Gérant de société V.R.P., 30 a., dynamique, bonne présentation, étudierait toutes propositions d'emploi (vente ou représentation). Tél. : 575-29-72 (15e).

CADRE COMMERCIAL, 33 ans, trilingue parfait (allemand + anglais), expér. vente + étranger cherche position en rapport avec connaissances. Ecrire sous le nº T 031.749 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

(3e arrdt)

R. CHAPON, 2 p., 45 m², tt cft, caractère, 4e, asc., soleil, 500.000 F. Tél. : 550-34-00.

(5e arrdt)

5e VAL-DE-GRÂCE AU CALME **MAISON** 200 m² caractère + jardin 55 m² ! entièrem. rénovée, 2.500.000. T. : 544-53-90 ou 474-41-71.

Broca-St-Médard, 364-95-10 **TERRASSE 70 m²** Séjour + 2 chbres, asc., soleil.

MONGE Luxueux 2 P. s/gde cour pavée, ptres, colombage. 272-40-19.

(6e arrdt)

2 p., 70 m², asc. ODÉON sur **COUR DE ROHAN** Sud, étage élevé, 354-95-10.

JACOB-ST-PÈRE, 75 m² sur très belle cour, calme, lumière, ascenseur. Tél. : 325-19-56.

(7e arrdt)

DUROC - 3 P., cuis., bains, 45 m², r.-de-ch. Px 350.000 F. GARBI - Tél. : 567-22-88.

VANEAU - Imm. pierre de taille, 3 récept., 5 chbres, 3 chbres serv. Vue except. s/parc Matignon. Prix élevé. St-PLACIDE IMMOBILIER. Tél. : 222-18-49.

(9e arrdt)

Notre-Dame-de-Lorette, 3 pièces, 70 m², 4e étage, sans ascens., bon état. Prix 612.000 F. SPACIM, 522-95-32.

(12e arrdt)

PRÈS MAIRIE, 12e. EXCEPTIONNEL superbe studio rénové, tout cft. Px 178.000. Tél. : 206-15-30.

(13e arrdt)

RUE VERGNIAUD

Dans imm. récent, 3 et 4 Pces, ét. élevés, ensoleillés. Pour visite, s'adresser au gardien. 84, RUE VERGNIAUD Tous les jours de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. (sauf dimanche) ou téléph. : 723-72-00.

PLACE D'ITALIE Imm. 75. Standing. 2 P., gd conf., balc., parkg. Décoration luxe. Px 420.000 F. 589-52-73. EXCLUSIVITÉ.

(15e arrdt)

BIR-HAKEIM VUE

TERRASSE, LIV. + 1 CHBRE. T. : 633-29-17 ou 577-38-38.

Mº VOLONTAIRES. Appartem. 3-4 pces, 75 m², Bien agencé, parking, cave. Prix 900.000 F. SPACIM, 522-95-32.

VILLAGE SUISSE. Très bel appt 2 pièces, 45 m², 682.000 F. SPACIM, 522-95-32.

Mº Lourmel. 4 p., 80 m², 7e ét., immeuble grand standing. Prix : 1.100.000 F. SPACIM, 522-95-32.

BIR-HAKEIM

Immeuble pierre de taille, 8e ét., asc., 3 P., A RÉNOVER 65 m² balcon. Prix : 550.000 F. JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

PONT MIRABEAU Part., 5 pces, 1972, dernier étage, living, cheminée, terrasse plein sud, 3 chambres, 2 bains, lingerie, 2 w.-c., park., cave. 1.850.000 F. 558-12-08.

JAVEL Plein ciel, luxueux, duplex, 125 m², 3 sanitaires, cuis. super équipée, parking. 1.450.000 F. 578-17-38.

39, rue Mademoiselle : Je vends R.-de-C. rue, gd studio, très clair, parfait état. Prix : 180.000 F à débattre. Téléphone : 557-70-08.

(16e arrdt)

RUE DES EAUX (près MASSY) DANS BEL IMM. 1900, très calme, tout confort, 3 p., 80 m², 1er ét. + chambre de service. A MODERNISER - 800.000 F. Téléphone : 227-22-62.

HAMEAU VERDURE

Pptaire vd de H.P. rénové dble liv. + chambre, luxueux. T. 325-13-00 de 9 h. à 13 h.

Immeuble récent, living, **XVIe** 2 chambres, tout cft. s/place ce jour et demain de 14 à 19 h., 6, rue GUDIN.

SUR LE BOIS, 176 m²

grand stand., double séjour, 3 chbres, parking, jardin privé, visible ce jour, 14 h-17 h 30, 7 et 9, pl. de la Porte-de-Passy.

QUARTIER POMPE 6 pièces parfait état, 3e étage. 1.700.000 F. SOCIÉTÉ AUBRY, 501-68-89.

AV. RAPHAEL, 175 m²

pptaire, vend dans imm. très gd. stand. double liv., 3 chambres, 4e ét., balcon, prix élevé justifié. Téléphone : 553-00-21.

Bel imm. 1930 : 2/3 Pces 65 m², jardinet sur Sainte-Périne. 680.000 F - Tél. : 325-18-56.

SPONTINI 250 m²

Très bel appt. 5e ét., chambre serv. GARBI - Tél. : 567-22-88.

(17e arrdt)

45, AVENUE DE VILLIERS

Métro MALESHERBES RÉHABILITATION PRESTIGE anciens ateliers artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS **DE 2-4 ET 5 PIÈCES** + quelques STUDIOS. Luxueuses prestations. Vis. lundi et mardi 12/18 h.

MAIRIE 17e A SAISIR. Imm. récent, stdg, 3 p. tt cft, 84 m², balcon, débarras, parking, cave. Px 890.000 F. T. 293-69-38.

(18e arrdt)

EXCELLENT PLACEMENT TRÈS BEAU STUDIO de 35 m² dans un immeuble récent. Px 280.000 F. T. 723-60-00.

(19e arrdt)

Mº DANUBE. 2 p., 50 m², style, grenier dans petit immeuble. 265.000 F. SPACIM, 522-95-32.

(78-Yvelines)

PARLY 2

2 P. Libre, cuisine équipée, cave, parking, jardin privatif, ouest 299.000 F

3/4 P. Libre, bon état, exceptionnel. 430.000 F.

URGENT, 954-68-00

(92 Hauts-de-Seine)

PORTE D'ORLEANS luxueux appt 222 m² + 235 m², terrasse, 9e étage, vue panoramique SPACIM 522-95-32.

BOULOGNE

S/JARDIN, près BOIS petit imm. de grande QUALITÉ TRÈS BEAUX APPTS de 100 m², en 3 ou 4 p. 11.500 F le m². Rens. et visites : 609-09-37.

(94 Val-de-Marne)

VINCENNES

Métro Château ou RER Fontenay imm. récent, pierre de taille, tt cft, 5e ét., balc., SOLEIL 3/4 p., entrée, cuisine, bains, 75 m². Prix très intéressant. Téléphone : 873-57-80.

BOIS DE VINCENNES. Nogent, entrée, séj. + salon s/balc., 3 ch., cuis., w.-c., s. bns, dressing + chambre serv., 2 parkg. Px 1.200.000, 348-63-85.

VINCENNES. Dans résidence neuve, 53, av. Foch, face bois, reste un appartement 3 pièces, 88 m² 70 + terrasse 9 m². Balcon sur verdure. Prix 1.160.000 F SPACIM, 522-95-32.

(95 Val-d'Oise)

ARGENTEUIL, prox. Colombes, F4, 88 m², bien décoré, résidence pierre de taille. 900.000 F SPACIM, 522-95-32.

(Province)

CORSE

DANS BASTIA et au bord de mer
Face à l'archipel Toscan
LA RÉSIDENCE

FIORI-DI-MARE

vous offre
des appartements du F-3 au F-5.
Avec de grandes terrasses sur la MER.
A partir de 6.000 F/m²
Avantages spéciaux.
Renseignements sur demande à
SCOMAR - 20, avenue Emile-Sari, 20200 BASTIA
Téléphone : 16 (95) 31-51-37

A vdre PORT CAMARGUE, bord Méditerranée, vue sur port, quai d'honneur, appt grd stdg. F4 + tél. + garage, tennis, club, pisc. et club privé, Px : 800.000 F. Tél. H.B. (90) 71-51-88.

GRASSE-CANNES

Particulier vend, état gros œuvre terminé, petit duplex, maison rénovée, vieux village. Ecrire sous le nº T 032.111 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

appartements achats

VENDEZ

Spécialiste tous quartiers depuis 25 ans.

DENIS CHEVALIER

103, bd Haussmann, Paris-8e.

Téléphone : 265-22-57.

Pour clients sérieux. PAIE COMPTANT APPTS, ttes surf. et IMMEUB. à Paris 15e et 7e. JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75.

Recherche 1 à 3 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. Payement cpt chez NOTAIRE. Tél. : 873-23-55 même le soir.

locations non meublées offres

(Paris)

Part. de imm. neuf, tt conf., REZ-DE-CH. DE 3 PCES pour toutes professions 3.088 F/mois c.c. S/pl., 3, rue Colette, ce jour, 17 h./18 h. 30.

Près PARC MONCEAU Grd standg. 6 P., tt cft + serv. 9.000 F par mois - 387-95-97.

locations non meublées demandes

(Paris)

EMBASSY SERVICE

8, av. Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS HOTELS PARTICULIERS et VILLAS PARIS ou Ouest résidentiel. **Tél. : 562-78-99.**

Cadre situation stable cherche à louer appt ou pav. 4/5 p. avec garage ou parking. Arrdts souhaités 7e, 11e, 12e, 13e, 14e ou 15e, proche banl. sud/sud-est. Loyer maximum : 3.000/3.500 (charges comprises). AGENCE S'ABSTENIR. Tél. 647-86-17.

PPTAIRE LOUEZ SOUS 24 H. Clientèle sélectionnée. Service gratuit - 770-88-65.

(Région parisienne)

Pr sociétés européennes cherche villas, pavillons, pour CADRES. Durée 3 et 6 ans, 283-57-02.

locations meublées demandes

(Paris)

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de stdg. 4 Pces et plus. Téléphone : 281-10-20.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades. - 281-10-20.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL, S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés, démarches et tous services, permanence téléphonique. **Téléphone : 355-17-50.**

BUREAUX MEUBLÉS à Paris 8e, 9e ou 15e **SIÈGES SOCIAUX et DOMICILIATIONS** Télex - Secret - ts services **CONSTITUTION STÉS** Prix compét. - délais rapides **ASPAC 293.60.50**

8e et CHAMPS-ÉLYSÉES

Domiciliation RM-RC, S.A.R.L. A partir de 150 F CONSTITUTION SOCIÉTÉS Tél., Télex toutes démarches C 2 E. Téléphone : 562-41-12.

BUREAUX MEUBLÉS

Sièges de sociétés avec secrétariat Tél., Télex, toutes démarches pour création d'entreprise, ACTE S.A. 261-80-88 + BORDEAUX, DIJON, TOULOUSE, ESSONNE (91) PARIS.

locaux commerciaux

VINCENNES A TRANSFORMER 426 m², anc. burx et entrepôt avec verrière + cour intérieure. Téléphone : 522-95-32.

Bâtiment commercial banlieue Auxerre, constr. 77, bail 3-6-9, loyer annuel H.T. 103.200. Prix H.T. 1.500.000 F. Tél. 16 (38) 97-60-08.

fonds de commerce

Loc. Paris 5e et 13e, locaux idéal, pour créer boulangerie chaude ou froide. Prix très intéressant. 302-43-27, 18/20 h.

immeubles

18e CHATEAU-ROUGE - Pour investisseur, très bel imm. de rapport pierre de taille entièrement restauré, 860 m² utiles, R.+6 revenu annuel 230.000 F. Téléph. : 325-87-86, de 8 h. à 10 h. ou après 19 h.

pavillons

CHARENTON

Proximité bois Vincennes, métro, beau pavillon ancien, bien exposé, 8 p. ppales + terrasses, sous-sol, jardin, 1.750.000 F. Tél. : 376-13-41 après 19 h.

SAINT-MAUR LE PARC, très beau pavillon 160 m² + pavillon annexe sur 970 m², 1.370.000 F. SPACIM, 522-95-32.

villas

ST-GERMAIN-EN-LAYE superbe villa, 300 m², sur 700 m², proximité forêt, SPACIM, 522-95-32.

Bures-sur-Yvette, magnifique maison 320 m², sur 700 m² paysagés. Proximité R.E.R. 1.600.000, SPACIM 522-95-32.

CANNES-VALLAURIS Villa vue sur mer 2.300 m², travx 380.000 F - 502-13-43.

propriétés

A vendre belle maison 7 p., tt cft, terrain libre, près Isigny (14). Téléphone : (31) 22-80-78 Maître Boinel LISON.

SOLOGNE

— Est Lamotte-Beuvron Sur 8 à 20 ha. Demeure agréable de parc boisé. 10 ha bois. b. valeur.
— Brinon-s/Sauldre 35 ha, b. chasse, étang, maison confort.

VALOR-SOL, B.P. 55, 45240 LA FERTÉ-SAINT-AUBIN. Tél. : (38) 91-60-62.

VIAGER LIBRE

100 KM PARIS-OUEST 7 KM LYONS-LA-FORET. Belle MAISON NORMANDE ENTIÈREMENT RESTAURÉE. Vaste séjour, loggia. 4 chbres, tt cft, terrain. 480.000 F cpt + rente. 1.844 F par mois sur 1 tête. Tél. h.b. 627-91-41, dom. 622-00-28.

(27) BRETAGNOLLES près ÉVREUX belle maison récente 4 chbres + séj. 160 m² + 3.000 m². Terr., calme, verd. Prix : 530.000 F - 574-78-42.

PRÈS DOURDAN

Magnifique ppté, double séj., s. à manger, 7 chbres, 2 s. de bains, sanitaires, 2 chambres serv., piscine et dépendances. 653-00-21

HOUDIARD - B.P. 83 LAVAL Tél. : (43) 56-51-60 Sarthe. Beau manoir 16e, 1 ha. Anjou. Château 17e, 10 à 80 ha. Manoir partie 16e, 1 ha. Petit château partie 18e, 4 ha. Logis 1830, petit parc. Perche, ppté 7 p., 6 ha. Bretagne, Dinan, rare, ppté s/remparts. Site. Quintin (22), Hôtel part. 17e à restaurer. Propriétés et villas bd mer Dinard, Port-Blanc, Perros-Guirec, Trégastel. Moëlan.

100 km de Paris. PROPRIÉTÉ de cinéaste. Grand cachet, habit. de suite. Toit ref. à neuf. 5 pièces + cuisine, tout confort, poutres, cheminée, chauffage central. Cave, grenier, grange, écurie. Sur environ 5.800 m² de terrain clos av. arbres fruit. PRIX : 528.000 F. Tél. : (26) 42-51-49.

PARMAIN - Beau parc boisé **2 MAISONS. 4 HA** 1.200.000 F - 550-34-00.

maisons de campagne

À 2 h 40 de Paris par turbotrain ou autoroute dans la région de Carentan (Manche), plages et port de plaisance proches. Grand choix de VILLA. MAISON DE CAMPAGNE ET TERRAINS À VENDRE. Ag. de la Baie des Veys 58, r. Holgate, 50500 Carentan. Tél. : (33) 42-22-89.

DORDOGNE 15 km Brantôme **1 MAISON** De bourg. 7 pces, eau, électr. Prix : 200.000 F

1 RÉSIDENCE SECONDAIRE

Tout cft, surface habit. 75 m², séjour avec cheminée et poutres, cuisine aménagée, ttes boiseries internes en chêne, garage indépendant, cave semi-enterrée, puits, 6.000 m² en plantation arbres fruitiers et décoratifs. Prix : 350.000 F Tél. (16-47) 28-64-26.

Part. vd maison (cuis., w.-c., s. bns, 2 ch., séj.) avec s/sol aménagé (cuis., w.-c., ch.). Garage, buanderie, hangar, sur terrain 2.230 m² arborisé (ornem., fruitiers, vignes), à 15' Toulon, 20' plage, 560.000 F. Tél. : (93) 23-21-57, de 20 h à 21 h. Libre 6 mois après vente.

boutiques

Bout. rue du Maine, 14e arrdt. 45.000 F. Loyer 1.600 F mens. Tél. 630-90-26, à part. de 19 h.

5e BD SAINT-GERMAIN PETITE BOUTIQUE + BUREAU, 4 lignes tél. BAIL NEUF. Ts commerces, 1.800 mensuel. PRIX : 65.000 F - 325-76-42.

châteaux

LES ANDELYS 3.000 m² terrain maison dans parc - Château. 430.000 F - 502-13-43.

terrains

Indre, Neuvy-Saint-Sépulcre centre ville, vend **TERRAIN 1.800 m²** Façade + de 18 m. Tél. : (16-6) 077-84-24.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ 266-19-00

8, rue La Boétie, Paris-8e Rentes indexées garanties Étude gratuite discrète.

7e Appt 4 p., 2 s. de bains, imm. récent pierre de taille, standing occupé Femme 73 ans. 150.000 + rente 7.300 F. LODEL - 355-00-44.

immobilier information

PRODUITS FINANCIERS IMMOBILIERS PROTÉGÉS DE L'INFLATION Rentabilité except. 17,50 % DES LOYERS GARANTIS nombreuses variantes accompagnées de multiples services. FRANCE C.B.I. - S.A. 194, rue Tolbiac, Paris-13e. Tél. pour R.V. : 588-76-56.

Le Monde

économie

ÉNERG!E

LA LIQUÉFACTION DU GAZ CAMEROUNAIS

Français et Américains s'affrontent pour imposer leur technologie

La maîtrise technologique des filières énergétiques est une des garanties d'exportation des décennies à venir. Aussi la bataille que se livrent Français et Américains au Cameroun pour se voir attribuer le procédé de liquéfaction de gaz apparaît-elle déterminante.

Le contrat est certes modeste — 25 à 30 millions de dollars — mais il entraîne dans son sillage l'ingénierie et la construction de l'usine de liquéfaction, soit quelque deux milliards de dollars. Au-delà de ce contrat, il s'agit de savoir si la *liquéfaction* de gaz doit être un monopole des Etats-Unis.

En décembre, le Cameroun, qui a *pris pour consultant* les compagnies pétrolières Mobil et Total, signifie par télex à la société Technip, son intention de retenir le procédé français sous réserve de la confirmation par Paris des conditions de financement.

Trois procédés

La France, qui envisage d'acheter une partie du gaz camerounais, semble prête à fournir 800 millions de dollars (4,8 milliards de francs) pour ce projet au taux de 10 %, remboursables en dix ans. Les Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'Eximbank, sont disposés quant à eux à prêter 1 milliard de dollars à 12 % sur dix-huit ans. La réponse française qui parvient fin décembre à Yaoundé ne satisfait pas les Camerounais. Ils s'étonnent de la prime d'assurance de la COFACE (0,05 %) qui vient pourtant toujours s'ajouter aux taux d'intérêt consentis par Paris. Surprise réelle ou prétexte ? Toujours est-il que Yaoundé décide de réexaminer l'ensemble des données du contrat. Or cette remise en cause correspond — simple coïncidence ? — à la visite au Cameroun du secrétaire américain au commerce, M. Malcom Baldrige, qui, à en croire l'hebdomadaire *Business Week*, n'a pas caché son opinion : « *Notre technologie est très nettement supérieure à la leur, si leurs conditions de financement sont supérieures aux nôtres.* »

Cette idée de leur supériorité technologique est d'ailleurs développée par les dirigeants d'Air Products and Chemicals Inc. M. James F. Dempsey, vice-président de cette société, déclarait récemment à *Business Week* que Technip voulait transformer les Camerounais en « *cobayes* » d'une technologie de laboratoire « *dans un des secteurs où la technologie américaine est encore prédominante* ».

Si l'on exclut le procédé en cascade utilisé dans les premières installations et qui n'est pas breveté, il existe trois procédés de liquéfaction de gaz : ceux de Pritchard (G.-B.), d'Air Products et de Technip.

Comme unité lourde, Pritchard ne peut guère présenter que trois lignes de liquéfaction à Skikda en Algérie, une référence peu convaincante du fait des très nombreuses difficultés qu'ont connues ces installations.

La compétition oppose donc principalement Technip et Air Products. Les Américains disposent de sérieuses références : en Indonésie et en Algérie — les deux principaux exportateurs actuels de gaz liquéfié — ils ont imposé leur technologie. Et 80 % des unités construites ou en construction le sont à partir de leur procédé.

Les Camerounais ne seraient pas pour autant des « cobayes » pour Technip. La firme française a réalisé avec la CAMEL algérienne, dans les années 1960, la première unité de liquéfaction jamais construite. A Skikda, après des difficultés initiales de corrosion, les trois premières lignes Technip ont fait apparaître des rendements supérieurs à ceux présentés par Air Products. La société française a été choisie en 1979 par les Algériens pour les neuf lignes de liquéfaction de G.N.L.-3 à Arzew — un contrat interrompu depuis lors par le changement de la politique d'exportation de gaz d'Alger — et par le Canada pour le projet-pilote de l'Arctique.

Les dirigeants de Technip affirment que l'amélioration apportée à leur procédé — un refroidissement à composants multiples — permet d'obtenir un rendement supérieur à celui d'Air Products (de l'ordre de 10 % pour le projet canadien) pour un investissement plus réduit (de 10 % à 15 %).

La décision des autorités de Yaoundé — qui devrait intervenir dans les jours prochains — puis celle des dirigeants du Nigéria qui viennent de recevoir les nouveaux projets des ressources du gaz naturel du pays seront déterminantes pour l'avenir sur un marché dont la croissance est certaine.

Un marché porteur

Le gaz naturel dont les réserves sont proches de celles du pétrole mais dont la consommation est deux fois moindre est, comme hydrocarbure, le meilleur substitut à l'or noir. Son commerce va donc se développer, certains des principaux consommateurs ayant une production déclinante (Etats-Unis, C.E.E.) voire quasi inexistante (Japon).

Les livraisons par gazoduc trouvent vite désormais leurs limites : Mexique et Canada vers les Etats-Unis, U.R.S.S., Norvège et éventuellement dans un avenir imprévisible Iran vers l'Europe. Algérie enfin vers le vieux continent via la Sicile et plus tard l'Espagne.

Dans ce domaine, la France sera loin, par exemple, de retrouver une part de commandes industrielles, à hauteur de ses commandes de gaz à l'Union soviétique, du seul fait que son industrie ne fabrique pas les tuyaux de 56 pouces requis pour le gazoduc qui reliera la Sibérie à l'Europe occidentale.

Une part importante des importations de la C.E.E. et la totalité de celles du Japon seront donc couvertes par du gaz naturel *liquéfié (G.N.L.)*. *Etant donné* le volume du gaz, il est indispensable de le liquéfier par refroidissement à des températures cryogéniques (— 160 °C, ce qui en réduit 635 fois le volume) pour pouvoir le transporter par méthanier.

Que la société américaine, dont le pays n'est pas acheteur de G.N.L., emporte les contrats camerounais et nigérian, et elle aura imposé son monopole définitivement. Ce qui n'est pas souhaitable pour l'Europe — principal acheteur potentiel de G.N.L. en Afrique et peut-être en Argentine, à Trinidad et Tobago, voire dans le Golfe.

BRUNO DETHOMAS.

SOCIAL

APRÈS LE SUICIDE DE RENÉ LUCET

« Le gouvernement veillera à ce que la Sécurité sociale ne devienne ni un enjeu ni un champ clos de luttes »

déclare M. Pierre Mauroy

La levée du corps de René Lucet a eu lieu, ce lundi matin 8 mars, à Marseille, en l'absence de M. Bergeron qui ne devait arriver qu'en fin de matinée. Le suicide du directeur de la caisse primaire de Sécurité sociale des Bouches-du-Rhône continue de susciter de nombreuses réactions. M. Bernard Stasi (U.D.F.) estime qu'il se propage en France « un climat d'affrontement et de dénonciation qui est porteur de graves violences ». M. Jean-Thomas Nordmann, vice-président du parti radical, parle du « climat d'intolérance et de persécution qui s'installe dans les administrations depuis leur prise en main par les communistes ». L'association Femmes-Libertés a réclamé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête.

Mme Questiaux a annulé sa participation à un meeting de soutien, le 6 mars, à un candidat socialiste dans le canton de Melun-Nord. M. Defferre a, de son côté, accusé M. de Laroche, président du conseil d'administration de la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône de vouloir faire de l'affaire Lucet une « affaire politique en saisissant le Sénat ».

S'exprimant dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Mauroy a notamment déclaré : « J'ai le souci de respecter la décision personnelle d'un homme, et la seule forme de respect possible, alors qu'il n'est pas encore enterré, est le silence, car tout suicide pose à ceux qui restent nombre de questions qui demeurent sans réponse. C'est pourquoi je suis choqué par l'exploitation politique que certains se permettent actuellement. » Le premier ministre a annoncé qu'il se rendrait, jeudi, à Marseille, dans le cadre de la campagne pour les élections cantonales, et qu'il s'expliquerait à cette occasion, après avoir reçu les responsables locaux de F.O. M. Mauroy a ajouté que la Sécurité sociale doit rester au service de tous les Français : « Le gouvernement veillera à ce qu'elle ne devienne ni un enjeu ni un champ clos de luttes. »

L'enjeu syndical et politique de la future réforme de la Sécurité sociale, dont les principes ont été rappelés par M. Mauroy, le 7 mars, au « Club de la Presse » d'Europe n° 1, est le contrôle de la gestion des caisses. Qui détiendra le pouvoir en la matière, dans les futurs conseils d'administration ? La réforme, annoncée dès le début juillet par le premier ministre, évoquée à de nombreuses reprises par Mme Questiaux, prévoit l'adoption au printemps d'une nouvelle loi qui abrogerait les dispositions existantes, et de nouvelles élections pour les conseils avant la fin de l'année.

Ces élections devraient mettre fin au paritarisme, principe en vigueur depuis les ordonnances prises en 1967 par le général de Gaulle. Les actuels conseils des caisses sont en effet composés, à égalité, de neuf administrateurs patronaux et neuf administrateurs syndicaux. Parmi ces derniers, les sièges sont ainsi répartis : 3 à la C.G.T., 2 à F.O. et à la C.F.D.T., 1 à la C.G.C. et à la C.F.T.C.

Il suffit dès lors aux représentants patronaux de s'allier à ceux d'un syndicat pour détenir la majorité au conseil. C'est ce qui s'est passé. La répartition actuelle des postes de présidents de conseil, élus par les membres de ce conseil, entre les partenaires sociaux, est significative. Sur cent assurances-maladie, le C.N.P.F. en préside soixante-seize, Force ouvrière trente et un, la C.G.C. douze, la C.F.T.C. quatre, la C.G.T. un et la C.F.D.T.

Dans la réforme envisagée par le gouvernement, au nom de la démocratie et de la responsabilisation des assurés, les administrateurs seraient élus par les cotisants (employeurs et salariés) et *non plus présentés par les organisations* professionnelles ou syndicales.

La répartition des sièges dans les conseils s'en trouverait profondémen modifiée Cela se traduisait par un recul du C.N.P.F. (de 40 % actuellement à environ un quart), probablement une avancée de la C.G.T. et de la C.F.D.T., au détriment des autres candidats, dont Force ouvrière.

On ne peut alors s'étonner des vives prises de position des uns et des autres. Ainsi, le C.N.P.F. a fait savoir qu'il ne se contenterait pas d'un quart des sièges — quitte à boycotter les futurs conseils. Force ouvrière n'a cessé de mettre en garde le gouvernement : ce serait, dit-on, en substance, donner la Sécurité sociale à la C.G.T. et au P.C.F. La C.G.T. pour qui la réforme vise à mettre fin à « *la mainmise du patronat* » sur la gestion, n'a cessé de manifester son impatience depuis le 10 mai.

Ainsi le 10 janvier, M. Krasucki a-t-il à nouveau réclamé des mesures immédiates et transitoires, pour mettre fin au paritarisme, en attendant les futures élections Les autres centrales — C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C. —, ont, elles aussi, réaffirmé leurs positions.

Le gouvernement s'est refusé à précipiter les choses : pas de mesures transitoires.

L'affaire Lucet relance, à sa façon, la polémique. La C.G.T. s'inquiète : « *Il serait indécent que le geste malheureux du directeur de Marseille soit exploité dans le but de nuire aux réformes indispensables.* » A Force ouvrière, où l'on s'abstient d'évoquer ouvertement l'enjeu, on souligne les progrès réalisés aux élections professionnelles dans diverses caisses. Dans les sept nouvelles caisses de la région parisienne, les résultats provisoires, qui devraient être publiés ce 8 mars, font apparaître un recul de la C.G.T. au profit de la C.F.D.T. et de F.O.

L'affaire Lucet remet au premier plan la question du contrôle de la Sécurité sociale — un enjeu syndical mais aussi politique.

DANIELLE ROUARD.

AFFAIRES

● M. Antoine Dupont-Fauville, qui, de 1972 au 17 février 1982, fut P.-D.G. du Crédit du Nord, récemment nationalisé, a été nommé président du directoire de la banque Neuflize-Schlumberger-Mallet (N.S.M.) à dater du 1er avril, succédant à M. Jean Brunet-Moret qui prend sa retraite.

[N.S.M., filiale à 81 %, à travers une holding, d'Algemene Bank Nederland (A.B.N.), premier groupe bancaire néerlandais, s'inscrit au troisième rang des banques étrangères en France, avec environ 4 milliards de francs de dépôts, après Sudameris et Barclays, et au 22e rang des banques françaises.

Né en 1927 à Neuilly, M. Antoine Dupont-Fauville, inspecteur des finances, fut successivement chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, conseiller technique au cabinet de M. Debré, premier ministre puis ministre de l'économie et des finances, et, directeur des prêts du Crédit national avant d'être P.-D.G. du Crédit du Nord.]

L'OPEP veut baisser sa production pour maintenir les prix du pétrole

Les sept ministres des pays arabes membres de l'OPEP, présents à Doha, au Qatar, pour une conférence arabe de l'énergie, ont décidé de réduire leur production pour tenter de tenir le prix du pétrole. Une réunion consultative de l'Organisation, le 19 mars à Vienne, devrait permettre la répartition des baisses de production.

D'autre part, la Tunisie est devenue, le 6 mars, le dixième membre de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole). L'adhésion de Tunis avait été retardée par la Libye, du fait d'un différend de frontières — tranché depuis lors par la Cour de La Haye — entre les deux pays.

Après avoir pris contact avec les quatre pays qui n'étaient pas représentés à la conférence arabe de l'énergie (Venezuela, Iran, Gabon, Equateur), les sept autres ministres de l'OPEP ont décidé une réduction de leur production de 20 à 18,5 millions de barils par jour pour tenter de tenir les prix du pétrole. Cette mesure a été rendue possible par l'annonce par l'Arabie Saoudite d'un nouvel abaissement de son plafond de production de 8,5 à 7,5 millions de barils par jour (1 million de barils par jour égalent 50 millions de tonnes par an).

Il ne sera pas facile cependant d'obtenir des différents pays qu'ils réduisent effectivement leur production en deçà de leur niveau réel. Selon de très bonnes sources l'Arabie Saoudite ne produirait que 7,2 millions de barils par jour actuellement. Le ministre des Emirats arabes unis, par exemple, n'entend pas réduire son niveau actuel de 1,4 million de barils quotidiens. Et il faudra, en outre, laisser l'Iran et l'Irak accroître leur extraction. Ce n'est qu'en cas de succès des discussions que la conférence consultative de Vienne se transformait en réunion extraordinaire décisionnelle.

Les ministres présents à Doha ont toutefois manifesté leur volonté de « *maintenir la structure des prix* » et montré leur répugnance à prendre en compte l'évolution du marché qui vient de justifier une réduction de 4 dollars par baril des prix britanniques. Cheikh Yamani a estimé possible de conserver le prix de 34 dollars par baril du « *pétrole arabe léger* », et le ministre irakien, M. Abdoul Karim, a accusé les compagnies d'être à l'origine de la mévente actuelle du brut OPEP du fait de leur déstockage. Selon le ministre irakien, un tel mouvement devrait prendre fin dans deux ou trois mois, lorsque les compagnies seront tenues de reconstituer leurs stocks pour l'hiver prochain.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U	5,9770	5,9800	— 30	+ 15	— 40	+ 20	— 10	+ 140
$ can	4,9291	4,9328	— 85	.. 35	— 143	— 90	— 372	— 236
Yen (100)	2,5412	2,5441	+ 167	+ 208	+ 324	+ 363	+ 967	+1047
DM	2,5573	2,5597	+ 90	+ 117	+ 175	+ 208	+ 571	+ 650
Florin	2,3316	2,3337	+ 88	+ 113	+ 167	+ 198	+ 542	+ 614
F.B. (100)	13,8453	13,8586	— 76	+ 170	— 67	+ 246	+ 194	+ 315
F.S.	3,2468	3,2509	+ 223	+ 262	+ 396	+ 443	+1118	+1240
L. (1 000)	4,7372	4,7415	— 277	— 210	.. 439	— 401	—1359	..1170
£	10,9618	10,9733	.. 10	+ 132	+ 45	+ 223	+ 547	+ 887

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	9 5/8	10	9 7/16	10 1/16	9 5/16	9 15/16	9 3/8	9 3/4
$ E.-U	13 7/8	14 3/8	13 7/16	15 1/16	13 7/16	15 1/16	13 7/16	15 1/16
Florin	8 7/8	9 7/8	9	9 3/4	9	9 3/4	9	9 3/4
F.B. (100)	12 3/4	13 1/2	13 1/16	13 7/8	12 15/16	14 3/16	13 1/16	14 3/16
F.S.	3 3/4	4 1/4	5 3/4	6 1/4	5 7/8	6 3/8	6 3/4	7 1/8
L. (1 000)	18 3/8	19 1/8	18 3/4	20 3/16	19	19 1/16	19 3/16	20 3/16
£	13 3/4	14 5/8	13 1/2	14 1/8	13 1/4	13 7/8	13 1/4	13 7/8
F français	13 3/4	14 1/2	14	14 3/4	14 5/8	15 3/8	16	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE DÉBAT SUR LA RETRAITE A SOIXANTE ANS

« Il faut que le gouvernement annonce clairement la couleur »

déclare M. Yvon Chotard

La semaine sociale qui s'ouvre devrait être marquée par deux événements auxquels le C.N.P.F. attache une certaine importance, comme l'a déclaré M. Yvon Chotard, premier vice-président de l'organisation patronale.

La concertation annoncée par le premier ministre sur les dernières ordonnances sociales, notamment celles sur la retraite et le cumul, devait commencer lundi 8 mars. « *Je n'irai pas à Matignon* », a déclaré vendredi M. Chotard, en apprenant que cette concertation dans les locaux du premier ministre serait menée par le cabinet de Mme Questiaux, ministre de la solidarité nationale.

Le C.N.P.F. devait certes être présent au rendez-vous, mais avec une délégation réduite. Pour le dirigeant du C.N.P.F., il était entendu au départ que cette ultime consultation devait se tenir à un niveau élevé et M. Chotard souhaitait « *obtenir* » *du gouvernement qu'il annonce clairement la couleur*.

Après les déclarations successives du ministre selon lesquelles la pension totale régime général et régime complémentaire accordée à soixante ans devrait être « *du même ordre* » que la garantie de ressources puis égale à 70 % des dix meilleures années pour trente-sept ans et demi de cotisation, le C.N.P.F. veut que la lumière soit faite : est-ce égal ou inférieur à la garantie de ressources ? « *Il faudra bien,* estime M. Chotard, *qu'on dise quels sont les objectifs et les moyens pour y parvenir. Il n'est pas question qu'on se contente de nous refiler l'ardoise...* » en laissant les partenaires sociaux seuls responsables des décisions et du financement. Le C.N.P.F. demeure très critique à l'égard de l'ordonnance sur la retraite à soixante ans et s'interroge avec intérêt sur la position de Force ouvrière, qui vient de rappeler dans son hebdomadaire *qu'elle est favorable* au renouvellement en 1983 de l'accord sur la garantie de ressources.

Deuxième grande question de la semaine : le débat les 9 et 10 mars au Conseil économique et social sur les cinq projets de loi de M. Auroux, ministre du travail, sur les droits des travailleurs. Le C.N.P.F., hostile à l'accumulation des réformes, a déjà obtenu ce débat et se déclare d'entrée de jeu satisfait des oppositions qui se sont manifestées en section du Conseil. C'est ainsi que cinq votes, et non pas un seul, sont prévus à l'assemblée plénière sur chacun des projets. Une coalition s'est constituée contre ces textes. Le patronat et les syndicats F.O., C.G.C., C.F.T.C. vont présenter des avis qui remettent en cause le projet de loi sur les conventions collectives, l'opposition s'étant surtout manifestée contre l'obligation de négocier et le droit de véto acordé à tout syndicat représentant cinquante pour cent des voix pour l'extension d'une convention collective. Même opposition au projet de loi sur le droit d'expression des salariés.

Le débat en séance plénière qui doit se tenir en présence du ministre du travail risque d'être animé et déterminant. Au C.N.P.F., on ne cache pas que par la suite un report du vote de l'Assemblée nationale serait bienvenu même si l'examen est abordé dès la session de printemps.

● *RECTIFICATIF.* — Dans notre édition des 7-8 mars 1982, page 7, sous le titre « *Quand Marseille s'interroge* », il fallait lire « *A.O.P.* » (équivalent R.P.R. des cellules d'entreprises), au lieu de « *A.O.I.P.* ». D'autre part le président de Solidarité et défense des libertés est M. Gaillet et non M. Gaillard.

M. Michel Pezet (P.S.) est président du Conseil régional Provence-Côte d'Azur et non pas député.

● *M. Pierre Beregovoy*, secrétaire général de l'Elysée, a déclaré, dimanche 7 mars, à Maubeuge : « *Il n'est pas possible de se satisfaire du désordre monétaire international provoqué par les hausses de taux d'intérêts américains et les fluctuations du cours du dollar. M. François Mitterrand aura l'occasion de le dire le 12 mars au président Reagan.* »

M. ANICET LE PORS laisse entendre que les fonctionnaires pourraient cotiser à l'assurance-chômage.

M. Pierre Mauroy a ouvert, lundi 8 mars, le conseil supérieur de la fonction publique, qui doit examiner les projets de loi, décrets et communications portant sur l'action sociale. A cette occasion, M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, est revenu, dans une interview publiée par *Sud-Ouest*, sur son opposition à une cotisation-chômage des fonctionnaires.

« *Si l'on traite globalement le système des transferts sociaux,* déclare M. Le Pors, *on ne peut donc pas considérer les fonctionnaires comme des nantis. Cela dit, ils ont acquis des droits statutaires qui leur assurent la sécurité dans l'emploi, encore qu'il y ait dans la fonction publique quatre cent mille non-titulaires dépourvus de cette sécurité ! Mais, à mon avis, on ne doit pas bâtir une culpabilisation sur cette garantie. Je considère au contraire que c'est une référence. Cela dit, si la question de la solidarité, dans ses différentes expressions comptables, et notamment les difficultés de trésorerie de l'Unedic, se repose, je n'ai pas l'intention, dans les mois qui viennent, de me singulariser dans la défense de ce qui pourrait apparaître, y compris à mon corps défendant, comme un privilège. Je pense que le problème de la solidarité ne se pose pas dans l'abstrait mais dans le concret.* »

[Il avait été envisagé en juin dernier de faire cotiser les fonctionnaires. Mais l'idée avait été abandonnée sur la pression du P.S. Les déclarations de M. Le Pors laissent supposer que cette cotisation va bel et bien être instituée. En effet on s'attend que l'UNEDIC connaisse un trou de trésorerie de l'ordre de 12 milliards de francs entre le 30 juin et la fin de 1982.]

Les politiques sociales du patronat

(Suite de la première page.)

R.A.S. ? C'est aller un peu vite en besogne. Ce constat réaliste d'une période d'attente, l'idée même que les batailles déclenchées çà et là sur l'application des trente-neuf heures n'annoncent pas une montée des périls pour l'immédiat, ne suffisent pas à masquer de véritables inquiétudes. Le changement peut bien être perçu comme un *« phénomène purement politique »*, comment, sans s'aveugler, imaginer qu'il restera sans incidence pour l'entreprise ?

Car il est un second constat, aussi succinct mais moins heureux que le premier : dans le ménage à trois de la relation sociale, l'État a changé de camp. Faux arbitre hier, aux mains d'une majorité qui faisait programme des mille et un mérites de la libre entreprise, par quel artifice serait-il soudain neutre aujourd'hui, occupé sans partage par de *« doux rêveurs »*, pressés d'absoudre la société du *« péché capital »* ?

La rupture du cordon ombilical bouleverse de trop vieilles habitudes et place d'un coup le patronat dans un périlleux porte-à-faux : le voilà tout à trac accusé de trahir les règles du jeu, soupçonné de vouloir saboter et bientôt coupable — avant que ses « alliés naturels » ne se relèvent de leur déconfiture — de se comporter en véritable « opposition ». *« De quoi vous coller de l'urticaire,* clame un jeune patron lyonnais, *je veux bien qu'on ne comprenne pas grand-chose aux socialos et à leur logique. Mais on a assez à faire avec nos boîtes pour s'occuper de politique. »* Cri du cœur que l'on interprète doctement au C.N.P.F. en assurant que *« les chefs d'entreprise ont quelques raisons d'être inquiets, voire irrités, mais qu'ils n'ont cure de la traduction politique de leur grogne, car leurs motivations sont d'un autre ordre »*.

Les « nouveaux émigrés »

Orphelins du pouvoir et chargés d'intentions coupables, les patrons serrent instinctivement les rangs. *« Comment ne pas éprouver le complexe du bouc émissaire ?* demande un cadre de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), la plus puissante des fédérations au C.N.P.F., *encore un peu et nous serons les nouveaux émigrés, mis au ban de la nation pour sabordage de l'outil de travail. Bref ! Accusés de suicide... Et l'on nous reprochera en plus de vouloir faire front ensemble ! Il y a de quoi aiguiser les sentiments de solidarité, non ? C'est vrai pour toute minorité opprimée... » « Jamais,* insiste M. Chotard, *autant de dirigeants d'entreprise ne sont venus au contact de leurs organisations. Chacune de nos réunions, à tous les échelons, fait salle comble. C'est un renforcement considérable... »*

Des patrons militants ? A se vérifier demain, c'est une évolution qui risque de peser lourd. *« Dans tout leur passé, les patronats ont fait preuve de la plus belle allergie à l'organisation collective,* rappelle M. Henri Vacquin, consultant d'entreprise, dont les notes de conjoncture (1) ne passent guère pour inspirées par les cénacles patronaux, *les seuls moments d'unité sont intervenus lors des grandes peurs : 1936, 1968... »* Le patron, ajoute-t-il, *« ce corporatiste individualiste avait un besoin limité d'identité collective. Mais, aujourd'hui, un changement radical intervient : la gauche française veut « diffuser le pouvoir dans l'entreprise » (...) De ce changement naîtra une tout autre demande d'appartenance collective et d'identité (...) Le patronat va découvrir la force du mythe unitaire. »*

Il faudra pourtant plus que de sérieuses inquiétudes pour que le mythe séduise, prenne corps et bouscule de vieilles pesanteurs, ces résistances spontanées au collectif, ressenti et vécu dans le milieu comme un penchant coupable, une faiblesse grégaire. Assurément, il faudrait bien le nourrir, ce mythe, pour sortir M. Ardisson, dirigeant d'une P.M.E. lyonnaise, de *« l'obsession quotidienne de son compte d'exploitation »* et espérer ainsi l'entraîner dans la « militance » et le coude à coude. *« Une minute est une minute,* s'excuse-t-il ou presque, *et je n'en ai déjà pas de trop pour la maison. »* Un court silence, et cet aveu : *« Que ça plaise ou non, il y a autant de différence entre moi et un grand P.-D.G., qu'entre moi et un de mes propres syndiqués. Quand il a sept ou huit mille salariés, le gars qui vous répond, c'est plus ses tripes qui parlent. Ceux-là, ce sont des grands commis. Du privé, peut-être, mais grands commis quand même... »*

Et comment céderait-il au « mythe », M. de Nolly, directeur des usines Dassault de Toulouse, qui ne se cache pas de *« fréquenter la chambre patronale par simple courtoisie »* ? *« Nous sommes trop en avance,* explique-t-il, *et nous sommes plus ou moins rejetés. On reste en spectateur devant des gens qui se montrent souvent plus virulents, plus militants, devant les problèmes qui se posent... »*

L'image identificatrice

Eternel face-à-face du « gros », qui en donne trop, et du « petit », qui ne peut pas suivre ? Peut-être. Mais serait-il plus facile de prêcher le mythe et l'unité au patron de la SNIAS de Saint-Nazaire, qui, d'évidence, ne goûte pas trop le voisinage des chantiers de l'Atlantique. Question de promiscuité... *« La Navale, c'est des durs, des grèves... des assistés aussi. Et la vérole, ça s'attrape ! »*

« Les divisions restent superficielles », plaide le C.N.P.F. Est-ce donc si sûr, ancrées qu'elles sont dans la tradition des corporatismes et dans l'antagonisme de bien des intérêts. Le patronat peut bien serrer les rangs devant un gouvernement qui cherche ses failles, sa quête d'identité — jugée superflue quand le pouvoir en place lui « servait la doctrine » — prend de faux airs de quête du Graal, tant paraît évidente la diversité de ses situations et de ses comportements. L'élection de M. Yvon Gattaz à la tête du C.N.P.F. traduit bien la recherche d'une « image identificatrice », mais comment donc suffirait-elle à une osmose miraculeuse ?

Protéiforme, le « champ patronal », livré aux bons soins des sociologues, n'a pas fini de dévoiler tous les recoins de sa mosaïque et ne répond jamais qu'imparfaitement aux typologies diverses, parfois contradictoires, qui prétendent le cerner ou le codifier. Que ne l'a-t-on divisé, disséqué en « gros » et en « petits », en « libéraux » et « autocrates », en « modernistes » et en « paternalistes » ?

Que n'a-t-on opposé ses « courageux innovateurs » et ses « traditionalistes un brin timorés », les audaces des secteurs de pointe et les lourdeurs des vieux bastions, l'homme d'entreprise qui risque d'abord ses biens et le manager tranquille de la « technostructure », le trust jacobin et le holding décentralisé... Croisez, décroisez, recroisez les critères et les étiquettes. Classez, répertoriez, il restera du cliché dans l'air !

Impossible, au bout du compte, de dire au singulier la politique sociale d'un patronat pluriel. De chercher cohérence entre un B.S.N. qui fait du zèle en descendant sous les trente-cinq heures ou rêve tout haut d'un *« syndicalisme fort, donc responsable »* et le fromager d'Isigny qui, prenant l'usine pour un djebel, la ratisse comme au bon vieux temps, histoire de récupérer ses camemberts. Ou encore de mélanger Alsthom-Atlantique *« contrainte de renoncer »* à l'accord d'entreprise annuel et cette P.M.E. normande qui distribue généreusement trois mois et demi supplémentaires sous forme d'intéressement.

Cliché pour cliché, le voyage au pays des patrons donne plus dans la série « Terre de contrastes », chère aux après-midi de Pleyel, que dans le haut-de-forme ventripotent, cigare au bec et billets plein le gousset des caricatures à court d'inspiration.

C'est ce voyage qu'il faut bien entreprendre. Lui seul, prenant en compte la complexité de la mosaïque, saura aussi montrer qu'il y aurait paresse à se contenter d'un simple constat de diversité, qu'il y aurait erreur à ne pas saisir, souvent en filigrane, des liens, voire des cohérences qui dessinent un mouvement, dégagent des tendances. En révélant peut-être un « paysage organisé » qui, sans nier ni contredire les critères les plus usités, les descriptions les plus classiques, se voudrait éviter les hâtes simplificatrices.

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) *La Conjoncture sociale.* Henri Vacquin. Consultants sociaux, 41, rue Berger, Paris-1er.

Prochain article :

ÇA GAGNE OU ÇA COUTE

ITINÉRAIRE

Cette enquête a été réalisée à partir de plusieurs dizaines d'entretiens avec des chefs d'entreprise, responsables patronaux, syndicalistes et spécialistes des relations sociales.

Parmi les entreprises le plus précisément analysées « sur le terrain » figurent :

Alsthom, Belfort (groupe C.G.E.) ; Alsthom-Atlantique, Saint-Nazaire (groupe C.G.E.), 700 salariés ; Automobiles Peugeot, centre de production de Mulhouse, 13 500 salariés ; Automobiles Peugeot, centre de production de Sochaux, 33 000 salariés ; Rhône-Poulenc, usine chimique de Chalampé (Haut-Rhin), 1 600 salariés ; Shell-Chimie, usine de Berre (Bouches-du-Rhône), 2 200 salariés ; SNIAS, usine de Marignane ; SNIAS, usine de Saint-Nazaire ; Dassault-Breguet, usine de Toulouse, 1 600 salariés ; Société Higon, gaz industriel, Toulouse, 400 salariés ; Société Dechaument, fonderie, Muret (Haute-Garonne), 100 salariés ; Société O.M.S., société prestataire de services pour matériel de chantier, Toulouse, 80 salariés ; Carrosserie Sainte-Marie, Astaffort (Lot-et-Garonne), 70 salariés ; Société Vertal, verre trempé, Lyon, 110 salariés ; R.T.C. (groupe Philips), Caen, 1 200 salariés ; Société métallurgique de Normandie (Usinor-Sacilor), Caen, 5 500 salariés ; Laboratoire Gilbert (produits pharmaceutiques), Caen, 55 salariés ; Thomson-Brandt, usine de Lesquin (Nord), 2 000 salariés ; Thomson-C.S.F., usine de Malakoff (Hauts-de-Seine), 3 000 salariés ; régie Renault, usine de Billancourt.

Nous avons, pour la plupart des groupes cités, interrogé les directions chargées, à Paris, des affaires sociales, ainsi que celles des groupes B.S.N. et Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le budget pour 1982-1983 est destiné à « accompagner la reprise »

De notre correspondant

Londres. — Comme chaque année, la préparation du budget pour 1982-1983 que le chancelier de l'Échiquier doit présenter, mardi 9 mars à la Chambre des communes, a donné lieu à d'innombrables controverses. Les partenaires sociaux, les partis de l'opposition, ainsi que quelques députés conservateurs, ont rivalisé de conseils auprès du gouvernement. Mais Mme Thatcher les a tous avertis qu'il ne fallait pas trop attendre du budget.

Ramené à son expression la plus simple, la question peut être formulée ainsi : le gouvernement poursuivra-t-il sa politique d'austérité ou acceptera-t-il une dose de « reflation » ? La réponse se situe vraisemblablement entre les deux, le chancelier de l'Échiquier s'étant donné pour but d'« accompagner la reprise » qu'il pressent.

La situation économique de la Grande-Bretagne est, en effet, marquée par des éléments contradictoires, dont la plus récente illustration est fournie par la baisse des prix du pétrole de la mer du Nord. Cette baisse va entraîner une diminution des recettes de l'État de 500 millions de livres (1) cette année et de 1 milliard en année pleine, ce qui réduira la marge de manœuvre du gouvernement. Mais, en même temps, elle va alléger les coûts de production de l'industrie, favoriser la relance, et il n'est pas exclu que, par ce biais, le Trésor récupère en rentrées fiscales plus qu'il ne perdra directement.

Comparée à 1979, année où les conservateurs sont arrivés au pouvoir, la situation est sombre : le chômage a plus que triplé, le produit national brut a diminué de près de 8 %, la production de l'industrie manufacturière de 16 %. Comparée aux promesses électorales de Mme Thatcher, elle n'est guère plus brillante : la « dame de fer » voulait maîtriser l'inflation, celle-ci est toujours de 12 % ; réduire l'endettement public, il a augmenté ; alléger la pression fiscale, elle est plus forte qu'il y a quatre ans.

Quelques signes, pourtant, alimentent le prudent optimisme des milieux officiels. La production industrielle a recommencé à augmenter depuis la fin du troisième trimestre de l'année dernière ; de même, les investissements, qui, sur toute l'année 1981, ont régressé de 5 % par rapport à 1980, ont progressé au quatrième trimestre, ce qui tendrait à confirmer que le creux de la récession a bien été atteint. L'industrie des biens d'équipement a enregistré, l'an dernier, une hausse de 11 % de ses commandes et même de 20 % pour les commandes en provenance de l'étranger. D'une manière générale les exportations britanniques se portent bien. L'excédent de la balance des paiements a atteint un nouveau record en 1981.

Sur le front social, l'année a été la plus calme que la Grande-Bretagne qu'ait connue depuis quarante ans. Les augmentations de salaires sont restées nettement en dessous de la hausse des prix ; les coûts salariaux ont diminué ; les taux d'intérêt sont en baisse ; la productivité a fait un véritable bond en avant avec une augmentation de 7 % en un an.

Cependant, le patronat se demande si la reprise sera durable. Il a indéniablement profité de la politique de Mme Thatcher, mais il estime que la cure d'amaigrissement a assez duré. Car, s'il est bien de produire à meilleur coût, encore faut-il trouver des débouchés pour la production. Or, du côté de la demande, le tournant n'a pas encore été pris.

DANIEL VERNET.

(1) 1 livre = 11,45 F.

Au Luxembourg

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT, LES SYNDICATS ET LE PATRONAT ONT ÉCHOUÉ.

(De notre correspondante.)

Luxembourg. — Suite à la dévaluation du franc belgo-luxembourgeois, les négociations tripartites entre le gouvernement, les syndicats et le patronat ont échoué dans la nuit du 4 au 5 mars après sept heures de tractations. Les discussions avaient d'emblée porté sur le point essentiel de l'échelle mobile : le président du conseil, M. Werner, voudrait réduire l'indexation automatique à 5 % (les experts prévoient pour 1982 une inflation de 13 %). Les syndicats demandent une garantie sans limite des salaires inférieurs à deux fois le salaire social minimum, c'est-à-dire 45 000 F luxembourgeois.

Les partenaires sociaux se sont séparés sur un constat d'échec et le gouvernement devra sans doute présenter d'ici peu des mesures unilatérales devant le Parlement. Le conseil des ministres, qui s'est réuni à ce sujet vendredi continuera ses travaux mardi 9 mars.

L'absence de consensus au sein de la réunion tripartite marque une nouvelle étape dans la vie socio-économique du Grand-Duché. Déjà, les syndicats évoquent d'éventuelles mesures de pression à l'encontre du gouvernement, si celui-ci devait se contenter de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs sans pour autant adopter des mesures précises pour relancer l'économie, en proie à des difficultés de plus en plus sérieuses.

DANIÈLE FONCK.

AGRICULTURE

Le long week-end parisien de Mme Cresson

Le week-end a été fertile en inaugurations et discours. Samedi 6 mars, Mme Cresson célébrait le centenaire de la création du ministère de l'agriculture. Avec un léger retard sur le calendrier, puisqu'il fut créé par un décret de Léon Gambetta le 14 novembre 1881. Auparavant, elle avait participé avec M. Édouard Saouma, directeur général de la F.A.O., à un colloque international sur le financement de l'agriculture. M. Saouma y a rendu hommage à la politique de M. Mitterrand, et Mme Cresson a plaidé pour « *la solidarité internationale, la solidarité nationale et la solidarité entre les agriculteurs eux-mêmes* ».

A la cérémonie du centenaire, à laquelle se pressaient un bon millier de personnes dans les salons du Sofitel, à Paris, les anciens ministres de l'agriculture invités n'ont pas donné au spectacle la saveur de leur présence, hormis M. Houdet, qui occupa le fauteuil de la rue de Varenne dans les cabinets Laniel et Mendès France, de juin 1953 à février 1955, puis dans le gouvernement du général de Gaulle, de juin 1958 à janvier 1959.

Mme Cresson a rendu hommage à M. Georges Monnet, ministre de l'agriculture du Front populaire, fondateur de l'office du blé, et à son « illustre prédécesseur »... Tanguy-Prigent. L'évocation historique de l'évolution des missions du ministère de l'agriculture ne lui aura pas permis de citer M. Pisani, aujourd'hui commissaire européen, absent lui aussi.

Chuchotements

Dimanche matin, Mme Cresson, qui avait décidément un week-end chargé, inaugurait le Salon de l'agriculture. On s'attendait à des mouvements divers et à des cris. Il n'y eut que des chuchotements durant le passage du ministre porté de stand en stand par un quarteron d'officiels musclés. Longue visite quand même du Salon de l'agriculture le matin, de celui de la machine agricole l'après-midi. Parmi les arrêts du cortège, il en fut un plus remarqué que les autres, au stand de la F.N.S.E.A., où recevait M. Michel Souplet, vice-président de ce syndicat.

Côté discours, M. Pierre Mauroy n'avait rien fait la veille pour rassurer le service d'ordre de Mme Cresson. Venu soutenir une candidate socialiste dans le département du Nord, il avait dénoncé « *les petites opérations de commando qui bafouent la démocratie* » et remis sur le tapis la question du monopole de la F.N.S.E.A. : « *Nous n'acceptons pas qu'on nous dise en matière agricole de ne négocier qu'avec une seule organisation syndicale, la F.N.S.E.A.* » Heureusement, les visiteurs du Salon, fort nombreux ce dimanche matin, ont dû entendre l'« *appel à la sagesse* » lancé par le premier ministre et n'avaient pas pu lire encore l'interview de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui dans *Libération-Champagne* du lundi 8 mars, qualifie M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. d'« *agitateur politique de droite* » « *Il ferait mieux de réfléchir*, disait M. Joxe, *avant de combattre systématiquement la politique menée par le gouvernement dans le domaine agricole, car c'est une politique d'intérêt national conduite dans l'intérêt des agriculteurs.* »

Pendant que se prononçaient ces discours et se faisaient ces inaugurations, des tractations se poursuivaient dans la coulisse entre FR 3 et les organisations agricoles « *représentatives* ». Les chambres d'agriculture avaient accepté d'abriter la chaîne régionale sur son stand. Celle-ci se proposait d'organiser des débats avec l'ensemble des organisations agricoles, même avec celles qui, selon M. Guillaume, n'existent pas : le MODEF, la C.N.S.T.P., la F.F.A. D'où l'oukase du président de la F.N.S.E.A. Pas de débat pluraliste. Les chambres d'agriculture s'alignent. Plus de studio FR 3 sur leur stand. La chaîne ira planter ses caméras ailleurs.

Dans l'Aude, dimanche matin, près de trois cents viticulteurs ont célébré le sixième anniversaire de la fusillade entre les forces de l'ordre et les manifestants, fusillade qui avait fait deux morts, un viticulteur et un commandant de C.R.S. — J. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet s'est réuni le 5 mars 1982, sous la présidence de M. Jean-Pierre Mallet.

Il a pris acte, avec regret, du désir de M. Jean Brunet-Moret, président du directoire, de faire valoir ses droits à la retraite, et a désigné, pour lui succéder à compter du 1er avril 1982, M. Antoine Dupont-Fauville.

Les pouvoirs de MM. René Fleury, Louis Van Hellenberg Hubar, Eric Lorsignol, Willem Van de Wardt, membres du directoire depuis le 30 mai 1980, demeurent inchangés.

En outre, il a décidé de soumettre à la prochaine assemblée de la banque la nomination de M. Jean Brunet-Moret en qualité de membre du conseil de surveillance.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 25/2/1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	312 268
dont :	
Or	194 681
Disponibilités à vue à l'étranger	37 213
ECU	66 118
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 356
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 022
dont :	
Concours au Trésor public	0
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	129 944
dont :	
Effets escomptés	73 200
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	56 710
5) DIVERS	7 553
Total	511 496

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	156 880
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 308
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	5 983
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	44 592
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	28 880
5) ECU A LIVRER AU FECOM	54 562
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	223 381
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	1 932
8) DIVERS	10 860
Total	511 496

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	26 fév.	5 mars
Valeurs franç. à revenu variable	864,9	828,8
Valeurs étrangères	1907,1	1767,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	124,8	119,6
Valeurs étrangères	244,5	237,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-81)	111,8	107,2
Pétrole-Energie	103,7	98,1
Métallurgie	120,9	110,5
Chimie	110,7	107,4
Bâtim., mat. constr., trav. publics	115,5	107,9
Constructions mécaniques	111,9	109,6
Matériel électrique	128,5	120,0
Automobile et accessoires	114,7	113,2
Industr. de consomm. non alim.	112,3	
Agro-alimentaire	112,3	108,2
Distribution	107,5	105,8
Transports	113,3	112,3
Services	110,6	108,6
Assurances	108,7	107
Banques	114,6	113,4
Immobilier et foncier	104,7	102,8
Investissement et portefeuille	111,5	105,9
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	93,9	94,1
Emprunts d'Etat	94,5	94,6
Emprunts garantis et assimilés	94	94,3
Sociétés	93,5	93,6
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	83,8	84
Sociétés	90,1	90,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	104,1	100,4
Produits de base	80	75,5
Construction	190,6	178,5
Biens d'équipement	89,7	85,5
Biens de consomm. durables	67,4	66,2
Biens de consomm. non durables	91,2	89,6
Biens de consomm. alimentaires	134,7	129,3
Services	170,8	168,5
Sociétés financières	123,1	120,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	227,8	222,3
Valeurs industrielles	90	85,8

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	133,3	133,2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE DE FONDERIE. — La société lance la double augmentation de capital annoncée en janvier : émission à 70 F de 256 560 actions de 100 F, 30 F étant libérés par incorporation de réserves (jouissance du 1er janvier 1982) ; ensuite, émission à 80 F de 427 600 actions à dividende prioritaire sans droit de vote de 100 F, 20 F étant libérés par incorporation de réserve, (jouissance, également, du 1er janvier 1982).

Le capital passera aussi de 128,28 millions de francs à 196,7 millions de francs, avec un apport d'argent frais un peu supérieur.

MOËT-HENNESSY. — Pour 1981, les chiffres d'affaires consolidés sont les suivants : champagne et autres vins, 1,97 milliard de francs (+ 46 % sur 1980) ; cognac et autres spiritueux, 1,14 milliard de francs (+ 47 %) ; parfums et produits de beauté, 1,03 milliard de francs (+ 28 %).

Les exportations se sont montées à 1,95 milliard de francs sur un total de 4,14 milliards de francs.

Cette importante progression des chiffres d'affaires va entraîner *« une augmentation substantielle des résultats en 1981 et une amélioration de la structure du bilan »*.

Les perspectives sont favorables pour 1982, à ceci près que les ventes de champagne ne pourront augmenter, en raison des mauvaises récoltes répétées. De plus, la dégradation de la situation économique aux Etats-unis serait susceptible, si elle se prolongeait, de provoquer une baisse de la consommation des produits du groupe.

SOFICAL. — Le bénéfice d'exploitation pour 1981 est de 10,19 millions de francs contre 10,27 millions de francs, le bénéfice net de 6,9 millions de francs contre 6,55 millions de francs, et le dividende net de 23 francs contre 21 francs.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	4 mars	5 mars
Valeurs françaises	109,2	108,1
Valeurs étrangères	102,5	102,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	101,7	100,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 5 mars	14 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5/3	8/3
1 dollar (en yens)	234,45	233,65

BOURSE DE PARIS — Comptant — 5 MARS

Étrangères — SICAV — HORS-COTE — Compartiment spécial — Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Union Brasseries	42 50	43 50	Cellulose du Pin	24 50	....	Sogister	671 10	640 67
Union Habit.	190	185	Coparex	409	395	Soleil Investis.	325 08	310 34
Un. Imm. France	167	171	F.B.M. (Li)	70	36 o	U.A.P. Investiss.	223 09	212 97
Un. Ind. Crédit	215 10	215	Iena Industries	13	....	Unifrance	184 59	176 22
Union Ind. Ouest	342	....	La Mure	73 50	....	Unifoncier	460 67	439 78
Unipol	144	143	M.M.B.	178	175	Unigestion	390 65	372 94
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....	Océanic	10 20	20 d	Uni-Japon	590 83	564 04
Virax	47 80	48	Petrofigaz	425	....	Unirente	1388 55	1323 55
Waterman S.A.	176	175 20	Prouvost	200	....	Univer	10602 59	10602 59
Bras. du Maroc	177 10	184 d	Ratier Fox. G.S.P.	7 50	....	Valorem	257 78	246 09
Bras. Ouest-Afr.	21	21 20	Sabl. Morillon Corv.	120	....	Valrea	102392	102289
			Total C.F.N.	109	102 50	Worms Investiss.	453 11	432 56

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1675	4,5 % 1973	1710	1703	1723	1722	640	Europe n° 1	599	590	590	585
2833	C.N.E. 3 %	2765	2768	2780	2730	585	Escaut	560	555	556	565
500	Air Liquide	467	462	462	462	165	Financial	169 90	170 50	170 50	170 50

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
Usinor	5 95	5 80	5 80	5 80	80	Harmony	76	76	75 80	74 50
— (obl.)	98 50	98 80	98 80	98	22	Hitachi	19 75	19 50	19 40	19 50
U.T.A.	160 10	150	150	150	345	Hoechst Akt.	361	359	359	362
Valéo	218	212	212	212	47	Imp. Chemical	45	45 60	45 60	46 40
— (obl. conv.)	362	362	362	362	97	Inco. Limited	94 20	94 20	94 20	94
Vallourec	134 50	130 30	132	130 30	465	IBM	439 50	436 60	435 50	435

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 056	6 004	5 880	6 180
Allemagne (100 DM)	255 760	255 880	248	261
Belgique (100 F)	13 856	13 841	12 800	13 400
Pays-Bas (100 fl.)	233 280	233 560	226	237
Danemark (100 krd)	78 230	78 240	74	79
Norvège (100 k)	101 270	100 900	98	103
Grande-Bretagne (£ 1)	11 064	11 049	10 700	11 300
Grèce (100 drachmes)	9 875	9 897	8 750	10 800
Italie (1 000 lires)	4 752	4 743	4 600	5
Suisse (100 fr.)	322 120	323 450	313	329
Suède (100 krs)	104 760	104 420	101	106 500
Autriche (100 sch)	36 460	36 510	35 500	37 100
Espagne (100 pes.)	5 862	5 850	5 650	6 050
Portugal (100 esc.)	8 630	8 730	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	4 961	4 946	4 820	5 060
Japon (100 yens)	2 563	2 567	2 460	2 590

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/3
Or fin (kilo en barre)	67000	65500
Or fin (en lingot)	66800	66200
Pièce française (20 fr)	605	601 10
Pièce française (10 fr)	494 80	495
Pièce suisse (20 fr)	540	544
Pièce latine (20 fr)	495	501
Souverain	632	630
Pièce de 20 dollars	2962	2950 40
Pièce de 10 dollars	1430	1420
Pièce de 5 dollars	775	.....
Pièce de 50 pesos	3151	3145
Pièce de 10 florins	540	540

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'ENQUÊTE APRÈS L'ASSASSINAT DU PATRON DU CERCLE HAUSSMANN

Un document sur les rapports entre Mᵉ Lombard et Marcel Francisci

Mᵉˢ Roland Dumas et Paul Lombard, qui avaient fait l'objet jeudi 4 mars d'une perquisition destinée à éclaircir leurs relations avec Marcel Francisci, le patron du Cercle Haussmann assassiné le 15 janvier à Paris, ont publié chacun une mise au point. Mᵉ Dumas explique *que c'est* « *mal le connaître* » *que d'imaginer* qu'il ait pu songer à intervenir auprès de M. Gaston Defferre en faveur de Marcel Francisci, qui cherchait à retrouver une autorisation d'exploitation de jeux.

Dans une déclaration au « Provençal », Mᵉ Lombard affirme, quant à lui, qu'il n'a *jamais* entretenu de cette affaire « une personnalité politique quelle qu'elle soit ».

On jugera des déclarations des deux avocats en lisant ci-dessous les extraits de conversations qu'ont eues Mᵉ Lombard et Marcel Francisci. Si ce dernier n'a jamais obtenu la réouverture du Cercle Haussmann qu'il espérait, les conversations entre les deux hommes, dont l'enregistrement a été trouvé sur le corps de Marcel Francisci après son assassinat, prouvent que celui-ci avait entrepris des démarches auprès de Mᵉ Lombard et que l'avocat lui laissait entendre — à tort ou à raison — que Mᵉ Dumas pouvait s'y prêter.

« Vous avez eu nos complices ? »

Voici des extraits de conversations entre Mᵉ Paul Lombard et Marcel Francisci. Ces conversations ont été enregistrées par ce dernier et trouvées sur lui après son assassinat. Le décryptage a été réalisé par les policiers chargés de l'enquête. Les propos échangés sont assez prudents et parfois elliptiques. Mᵉ Dumas est désigné par « *il* » ou « *notre ami* ». Le « *principal intéressé* » ou « *l'intéressé* » dont il est question *dans la conversation* est vraisemblablement M. Gaston Defferre.

La première conversation significative a lieu le 26 novembre 1981 au soir. Ce jour-là, M. Poniatowski a comparu devant la cour d'assises de Paris qui juge les assassins de Jean de Broglie. Mᵉ Lombard, qui assiste Pierre de Varga, dit de Mᵉ Dumas, l'avocat de Guy Simoné : *Notre ami de l'autre jour n'a pas été heureux.* »

Marcel Francisci. — *Ah oui ?*

Paul Lombard. — *Oui, il a souffert. Bon, ceci dit, j'ai pu lui parler. Bon, alors, voilà le problème, voilà... Voilà la réponse : il est d'accord naturellement pour s'en occuper, etc. Il réclame cinquante mille balles de provision, et pour le reste, il dit :* « Je fais tout à fait confiance » à mon interlocuteur. Nous nous » entendrons, il n'y a aucun pro» blème. » *Alors je lui dis :* « Je » retransmettrai, vous le saurez » demain matin. »

M. F. — *Bon. Mais quand il dit, je m'en occuperai, c'est quand ?*

P. L. — *Tout de suite.*

M. F. — *Tout de suite ?*

P. L. — *Entre nous, c'est relativement plus raisonnable que je ne pensais (...).*

M. F. — *Bon, ce qu'il dit, il veut 50 000 F de provision. Pour le reste, qu'est-ce qu'il dit ?*

P. L. — *Pour le reste, il m'a dit :* « Je fais tout à fait confiance à notre » interlocuteur de l'autre jour, je suis » persuadé que nous trouverons un » terrain d'entente. » *Voilà, sans problème, qu'il m'a dit.*

M. F. — *Bon, alors, écoutez, je vais vous dire une chose, j'aime bien avoir comme on dit « mettre le fer au feu », même si... (1).*

P. L. — *C'est le cas de le dire.*

M. F. — *Oui, c'est le cas de le dire. « Mettre le fer au feu », c'est un jeu de mots, attention, qu'il ne prenne pas ça à mal, hein ?*

P. L. — *D'accord.*

M. F. — *Bon alors, vous lui donnez mon accord dès demain matin.*

P. L. — *O.K.* »

Un autre jour, impossible à dater, Marcel Francisci appelle Mᵉ Lombard :

« P. L. — *Bon, alors, que je vous mette au courant des dernières évolutions de notre ami Roland, vous voyez qui je veux dire ?*

M. F. — *Oui, oui.*

Le principal intéressé

P. L. — *Il a rendez-vous lundi avec le principal intéressé et il voudrait bien vous voir mardi, si c'est possible.*

M. F. — *Oui. Tout est possible, je n'avais plus de nouvelles, c'est pourquoi je me suis permis de vous appeler ici.*

P. L. — *Oui. Vous avez bien fait de m'appeler, parce que j'ai... comment pourrais-je vous dire ? Je l'ai vu très longuement moi-même à plusieurs reprises. Il a entrepris les négociations comme il avait promis de le faire, et au sein d'abord de l'administration, vous voyez ce que je veux dire ? Et il voit le principal intéressé lundi soir ou mardi matin. Je ne sais plus ce qu'il m'a dit, mais je sais qu'il m'a dit qu'il voulait vous voir, mardi ou mercredi. (...)*

M. F. — *Oui. Mais il a eu un écho déjà ?*

P. L. — *Ah oui, oui.*

M. F. — *Qu'est-ce qu'il vous a dit ?*

P. L. — *Ecoutez, il est très... C'est un garçon qui n'annonce pas à découvert. Il m'a l'air optimiste et il a l'air de penser que la mission dont il est chargé va être couronnée de succès. Voilà la dernière nouvelle qui date de... Je ne l'ai pas vu hier, qui date de jeudi. Mais il vous le dira lui-même.*

A ce moment de la conversation, Marcel Francisci évoque la décision qu'il attend de l'administration concernant, vraisemblablement, le Cercle Haussmann.

P. L. — *La décision ne se prend pas à ce niveau-là.*

M. F. — *Pardon ?*

P. L. — *La décision ne se prend pas à ce niveau-là.*

M. F. — *Oui, d'accord, elle ne se prend pas à ce niveau-là, mais alors, pourquoi a-t-on demandé tout ça ?*

P. L. — *Je crois que si vous voulez, notre ami commun vous le dira de vive voix lui-même puisque, moi je m'en suis occupé de mon côté également et lui s'en occupe sur un plan qui est plus politique, vous voyez ce que je veux dire ?*

M. F. — *Oui, oui.*

La dernière conversation significative, qui n'est pas non plus datée, commence de la manière suivante :

M. F. — *Allô, Mᵉ Lombard ? Marcel Francisci à l'appareil.*

P. L. — *Vous avez eu nos complices ?*

M. F. — *Non, non.*

P. L. — *Vous n'avez pas téléphoné ?*

M. F. — *Ah ! mais j'ai téléphoné, mais on ne peut pas l'avoir.*

P. L. — *Ah ! mais moi je l'ai vu longuement hier, à cause de..* (ici un mot incompréhensible) *et il m'a dit textuellement qu'il voyait l'intéressé « ce soir », c'est-à-dire la nuit dernière à la Chambre (...).*

En plus des conversations ci-dessus, la bande enregistrée montre que Marcel Francisci a tenté plusieurs fois d'obtenir Mᵉ Dumas au téléphone, sans succès.

Lan bande contient *in fine* cette indication de Marcel Francisci : « *A présent, je n'ai plus de nouvelles de Mᵉ Lombard et encore moins de Mᵉ Dumas. Nous sommes aujourd'hui le 5 janvier 1982. Terminé.* »

(1) N.D.L.R. — C'est par erreur que nous avons indiqué dans *le Monde* daté 7-8 mars que Marcel Francisci avait dit à Mᵉ Lombard : « *J'aime bien avoir deux fers au feu* ».

Mᵉ Dumas : je ne suis jamais intervenu

Mᵉ Dumas a rendu publique ce lundi 8 mars la déclaration suivante :

« *J'ai en effet été sollicité fin novembre/début décembre 1981 par plusieurs avocats pour devenir à leur côté le conseil de M. Marcel Francisci. Celui-ci avait, à l'époque, différents problèmes judiciaires que mes règles déontologiques m'interdisent de préciser et qui ne se limitaient pas à l'examen des décisions administratives de fermeture de son cercle de jeux.*

» *Telles sont les seules indications que je puisse donner, eu égard au secret professionnel auquel je suis tenu et qui est sanctionné par le code pénal.*

» *J'entends ci-après me limiter aux seules réflexions que suggèrent les informations qui sont, hors et contre ma volonté, devenues publiques.*

» *Certains des articles que je viens de lire laissent entendre que M. Francisci aurait cherché, non pas des avocats, mais des intermédiaires pour intervenir en sa faveur auprès du ministre de l'intérieur et obtenir ainsi la réouverture de ses maisons de jeux, en même temps que la fin de certains de ses ennuis.*

» *C'est mal me connaître que d'imaginer que j'aurais pu un seul instant me prêter à ce genre d'intervention auprès de mes amis politiques et, pis encore, les monnayer.*

» *Il a été établi publiquement d'une façon indiscutable que M. Francisci n'a pas pu me joindre au téléphone, alors qu'il a essayé de le faire un grand nombre de fois, comme la presse l'a souligné. Si j'avais souhaité le rappeler je l'aurais fait.*

» *Le ministère de l'intérieur et tous ses services peuvent confirmer que je ne suis jamais intervenu auprès d'eux en faveur de M. Francisci. Il est du reste absurde d'imaginer que M. Gaston Defferre, que je connais fort bien depuis vingt-cinq ans, puisse, un seul instant, accueillir ce genre d'intervention, alors qu'au surplus il a démontré dès le lendemain de sa prise de fonctions, sa volonté personnelle de mettre bon ordre dans le milieu parisien des jeux.*

» *Dois-je également rappeler que n'ayant eu aucune étude, aucune recherche, aucun travail à entreprendre, je n'ai perçu aucun honoraire ni aucune somme d'argent, ainsi que ma comptabilité en fait foi.*

» *Enfin je me dois de relever un certain nombre d'informations inexactes :*

» *1) Je n'ai jamais été entendu par les fonctionnaires de la brigade criminelle chargés d'enquêter sur l'affaire Francisci, ni par quelque autre service de police que ce soit ;*

» *2) Il n'a jamais existé à mon cabinet de dossier ouvert au nom de M. Francisci, en dépit des informations contraires parues dans la presse. Le « dossier » présenté à M. le membre du conseil de l'ordre accompagnant le juge d'instruction a été ouvert postérieurement au décès de M. Francisci. Il est constitué d'une sous-chemise rose contenant, en tout et pour tout, la copie de mes deux lettres adressées respectivement à mon bâtonnier et au magistrat instructeur.*

» *En tout état de cause, les visites faites par deux juges dans deux cabinets d'avocats réputés proches du pouvoir actuel prouvent que ces magistrats ont pu agir en toute indépendance.*

» *Je manifeste toutefois un certain étonnement devant la rapidité avec laquelle des organes de presse ont été informés de manière à la fois partielle et tendancieuse, sans égard pour le secret dont les avocats sont, par état, dépositaires. J'en déduis que les auteurs de ces distributions d'informations tronquées ne sont pas dépourvus de toute arrière-pensée politique.* »

Mᵉ LOMBARD : Des allégations « inconsidérées »

Voici les déclarations que Mᵉ Paul Lombard a faites au quotidien marseillais *le Provençal* et que ce dernier a publiées dans son édition du 6 mars :

« *1) Il est exact, comme je l'ai déjà déclaré, que j'ai été contacté en ma qualité d'avocat par M. Francisci, qui, dans le souci de défendre ses intérêts, a sollicité mon concours professionnel ;*

» *2) Après étude du dossier, j'ai estimé ne pouvoir m'en charger. J'en ai informé M. Francisci en lui laissant le soin de choisir un autre conseil ;*

» *3) Contrairement à certaines allégations inconsidérées et inadmissibles, je n'ai jamais entretenu de cette affaire une personnalité politique, quelle qu'elle soit.* »

LE DOLLAR EN DESSOUS DE 6 F

Le dollar s'est inscrit en baisse sur tous les marchés des changes lundi 8 mars, revenant à Francfort de 2,3475 DM à un peu moins de 2,34 DM, et, à Paris, de 6 F à 5,9[illegible] F après 5,98 F.

Ce fléchissement, annoncé depuis le début de la semaine dernière, est dû aux perspectives d'une détente des taux d'intérêt américains, qui pouvait favoriser l'annonce, à la veille du week-end dernier, d'une diminution de 2 milliards de dollars de la masse monétaire aux États-Unis : sur le marché des eurodollars, une baisse de 1/2 % a été enregistrée en début de semaine (3/4 % sur toutes les échéances).

Le franc français est resté faible vis-à-vis du mark, qui s'inscrit toujours à 2,58 F, cours pivot, la Banque de France, très active jeudi et surtout vendredi, n'étant que très peu intervenue.

Sur le marché de l'or à Londres, le cours de l'once a continué de fléchir, revenant à 335,50 dollars contre 340 dollars vendredi 5 mars.

● *Egypte : mort du Grand-Imam.* — Le Grand-Imam d'Egypte et recteur de la mosquée-université d'El-Azhar du Caire, le cheikh Mohamed Abdel-Rahmane Bissar, soixante-quatorze ans, est mort lundi 8 mars à la suite d'une crise cardiaque. Le cheikh d'El-Azha est généralement considéré comme la plus haute autorité morale de l'Islam sunnite (orthodoxe), bien qu'il soit nommé par le gouvernement égyptien.

● *La Chine a procédé, lundi 8 mars, à un remaniement ministériel.* Mme Chen, soixante et un ans, devient ministre du commerce extérieur et des relations économiques avec l'étranger, prenant la tête d'un département qui absorbe la commission d'État administrative des importations et des exportations, ainsi que la commission d'État pour les investissements étrangers, qui étaient jusqu'à présent, toutes deux dirigées par M. Gu Mu, soixante-sept ans. *Chine nouvelle* n'a pas précisé si Mme Chen et M. Gu demeurent vice-premiers ministres. Selon des indications persistantes, le nombre des vice-premiers ministres que comporte le gouvernement chinois devrait être réduit de onze à trois ou quatre. — (A.F.P.)

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 7-8 mars 1982 a été tiré à 501 145 exemplaires.